

صباح الخير

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

★ ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14414 - 8 F

VENDREDI 31 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Moins d'armes au Proche-Orient ?

AVEC un « nouvel élan » pour la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe, la limitation des armements dans la région était l'un des axes de la diplomatie américaine pour l'après-guerre du Golfe, avait annoncé M. Bush dès le 6 mars dernier. Malgré sa déception sur le premier point, le président américain a tenu sa promesse sur le second en dévoilant mercredi 29 mai, à l'occasion d'un discours prononcé dans le Colorado, son programme en bonne et due forme, du moins un plan d'action.

Le moment resta en effet favorable : les tirs de Scud sur Israël et la menace d'emploi d'armes chimiques par l'armée irakienne pendant la guerre du Golfe ont souligné le danger d'une prolifération des nouvelles technologies dans la région, et au moins l'un des acteurs, l'Irak, est déjà contraint d'accepter à peu près tout ce qu'on lui demandera en la matière.

D'AUTRE part, la fin de la guerre froide a donné au Conseil de sécurité et à ses cinq membres permanents une capacité de décision sans précédent. Ce n'est pas par hasard que les mêmes cinq puissances - qui fournissent 90 % des armements de la région - ont été convoquées par M. Bush à se concerter. Même si la Chine et l'URSS ont réservé leur réponse, il est probable qu'elles participeront à la première réunion, que la France est déjà d'accord pour héberger.

Les difficultés restent néanmoins considérables, même chez les fournisseurs - la détente n'a pas fait disparaître les intérêts commerciaux, et la Chine vient de se voir infliger des sanctions américaines pour avoir livré des missiles au Pakistan - et encore plus de la part des clients : Israël, qui aurait demandé en vain à M. Bush d'ajourner son discours en attendant de pouvoir en discuter avec M. Chaney, le secrétaire américain à la défense en visite depuis mercredi à Jérusalem, a déjà fait savoir que, tout en approuvant l'idée d'une conférence, il souhaite que les limitations portent d'abord sur les armements conventionnels.

L'ÉTAT lui-même ne désire guère l'en effet discuter de son arsenal atomique non effiché, mais dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'existence, ni non plus de ses missiles Jéricho, d'une portée qui dépasse 400 kilomètres. Or le plan Bush souhaite un « gel » de l'acquisition et des essais de missiles soi-disant d'une portée non précisée officiellement, mais qui serait de 150 kilomètres. Les Arabes, pour leur part, notamment M. Saddam Hussein du temps de sa splendeur, arguaient de l'arsenal nucléaire israélien pour justifier leurs armes chimiques, la « bombe atomique du pauvre ».

Au total, c'est une très longue course, aussi longue sans doute que la recherche de la paix entre Israël et ses voisins, que vient d'entamer la Maison Blanche. Dans le meilleur des cas, ce n'est pas de désarmement qu'il s'agit, mais de limitation et d'équilibre, à l'instar des fameuses discussions d'« armes contrôlées » qui ont occupé la diplomatie Est-Ouest pendant des décennies avant de déboucher l'an dernier - et encore très partiellement - sur les accords de Paris.

Lire les articles de HENRI PIERRE page 4 et CHRISTINE LEGRAND page 7

M0147 - 0531 0 - 6,00 F



L'échec de la « grève générale illimitée »

A un mois des élections en Algérie les islamistes ont subi un grave revers

L'échec du mot d'ordre de grève générale « illimitée » qu'il avait lancé, samedi dernier, pour obtenir notamment la tenue d'une élection présidentielle anticipée, a contraint le Front islamique du salut (FIS) à donner, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mai, la consigne de reprise immédiate du travail.

ALGER
de nos envoyés spéciaux

Pour expliquer son revirement, le parti intégriste n'évoque pas l'indifférence de la population, et singulièrement celle des travailleurs, à l'encontre d'un mouvement enclenché hier aussi soudainement qu'il y est mis fin aujourd'hui. Mais, en termes voilés, et sans jamais le nommer, il se livre à une virulente critique de M. Madani, sommé de choisir entre un statut de traître ou celui, guère plus agréable, d'imbécile manipulé par le pouvoir.

Le communiqué du FIS fait, en effet, état de « certaines personnes qui travaillent pour le régime » ou

qui, à leur corps défendant, auraient agi selon un « plan établi par les autorités et leurs complices ». Or c'est M. Madani qui, la semaine dernière, avait pris publiquement la responsabilité du mouvement de grève en annonçant que seuls lui ou le président Chadli Bendjedid avaient le pouvoir d'y mettre fin.

Le chef du FIS a donc tout lieu de se sentir concerné par les insinuations de ses amis qui paraissent vouloir le faire rentrer dans le rang, sinon l'écarter d'un poste où il lui est reproché d'en prendre un peu trop à son aise. Pour rendre les choses encore un peu plus obscures, le Syndicat islamique du travail (SIT) a appelé, jeudi en fin

Cette dernière mesure a été contestée par M. Abassi Madani, président et porte-parole du FIS. Le démenti de ce dirigeant et la reculade de sa formation, malgré lui, illustre, à moins d'un mois des élections législatives, les divergences qui se font jour au sein de la direction du mouvement islamiste.

Mais, sans doute, la direction du FIS, déjà divisée par de profonds antagonismes (le Monde du 28 mai), n'avait-elle guère le choix dans l'impasse où l'avait conduite une grève « générale » d'autant moins suivie que ses revendications maximalistes n'avaient à l'évidence aucune chance d'être satisfaites.

YVES HELLER
et GEORGES MARION
Lire la suite page 3

Un entretien avec M. Jean Kaspar (CFDT)

« Le credo industrialiste de M^{me} Cresson ne dissipe pas nos inquiétudes sur l'emploi
Si le gouvernement en reste à cette politique, il va à l'échec »

Alors que des grèves affectent plusieurs professions, M^{me} Cresson rencontrera les partenaires sociaux du 4 au 14 juin. Elle veut définir les moyens de « dynamiser l'appareil productif, améliorer l'emploi et assurer la cohésion sociale ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le secrétaire général de la CFDT, M. Kaspar, estime que « si le gouvernement ne change pas de politique il va droit à l'échec dans la lutte contre le chômage ».

« M. Rocard part, comment accueillez-vous la nomination de M^{me} Edith Cresson ? »

« Le gouvernement de Michel Rocard a eu le mérite de ne pas céder à la démagogie et de susciter des débats de fond sur des questions centrales pour la société française. Des chantiers importants ont été ouverts. Je pense en particulier au RMI, à la réforme du financement de la protection sociale (avec la CSG), à la grille de la fonction publique, à la modernisation des PTT, à la politique de la ville et au Livre blanc sur les retraites. Mais ces travaux d'Hercule n'ont pas été menés jus-

qu'à leur terme. La déclaration de politique générale du nouveau premier ministre nous a amplement laissés sur notre faim. Elle a procédé à un survol général des problèmes de la société française. Elle a défini quelques intentions louables dans la lutte contre le chômage, les inégalités et les exclusions, mais qui ne suffisent pas pour traduire une politique. Il est donc urgent de leur donner un contenu. »

« Le credo industrialiste de M^{me} Cresson ne dissipe pas nos inquiétudes sur l'emploi. Sa politique économique semble fondée sur la seule volonté de muscler

l'industrie, de favoriser l'investissement productif, de retrouver la croissance. C'est insuffisant pour faire face au défi du chômage car, dans cette optique, l'emploi apparaît comme une résultante de la croissance, de la compétitivité et des grands équilibres. Si le gouvernement en reste à cette politique économique, il va à l'échec dans sa volonté affirmée de lutte contre le chômage. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 31

Attentat meurtrier près de Barcelone



Neuf personnes ont été tuées, dont trois fillettes, lors d'un attentat à la voiture piégée contre une caserne de la garde civile, mercredi soir 29 mai, à Vic, près de Barcelone. Le bâtiment, qui abritait vingt-cinq familles, a été complètement détruit. Cet attentat est attribué par la police à l'ETA militaire, qui entend multiplier les actes de terrorisme en prévision des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992.

Lire page 5 l'article de THIERRY MALINIAK

La polémique sur le sida

Le professeur Gallo donne raison à l'Institut Pasteur
page 10

Répression à Addis-Abeba

Neuf morts parmi des manifestants en faveur de l'unité nationale
page 3

La Hongrie désenchantée

Malgré la démocratisation et les progrès économiques, le mécontentement s'accroît
page 6

LIVRES ♦ IDÉES

■ Genet célébré, ou le scandale impossible. ■ Le Moyen Âge pour penser aujourd'hui. ■ Débat : le politique et le religieux : un couple tumultueux. ■ Le feuilleton de Michel Braud : Peigneurs de girafe. ■ Histoires littéraires : Dieu, la France et l'Allemagne. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : La perversité des mères.
pages 17 à 28

Le déficit budgétaire américain

Il pourrait être moins élevé que prévu, selon les chiffres des premiers mois de 1991
page 29

Un entretien avec le président du Venezuela

M. Carlos Andrés Pérez en visite privée à Paris
page 7

Roland-Garros

La jeunesse de Connors
page 13

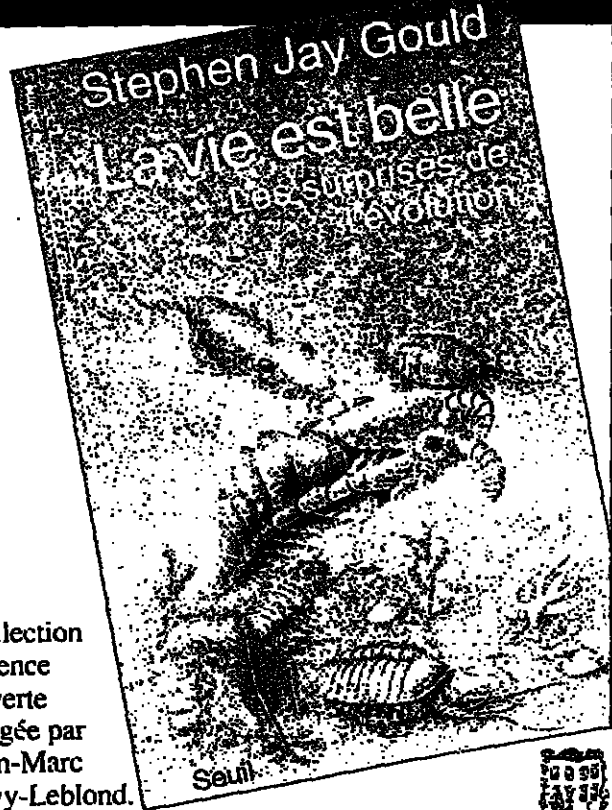
AFFAIRES

Entreprises en Californie

■ McDonnell Douglas sur la défensive. ■ La baraka de la Bank of America. ■ Jack Pandol en son jardin. ■ Hollywood sous influence nipponne.
pages 33 à 35

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

GOULD



Collection Science ouverte dirigée par Jean-Marc Lévy-Leblond.

Editions du Seuil

Les sanglots de l'OM

Marseille en méforme est tombé dans un piège tactique
La Coupe d'Europe de football va à Belgrade

BARI

de notre envoyé spécial

Une fois de plus, ce fut donc une affaire de rires ou de larmes. Un de ces jeux de hasard que l'on quitte heureux ou malheureux, le cœur gros ou l'âme en fête, mais jamais indemne. L'Olympique de Marseille en est sorti profondément meurtri, lui qui se croyait voué au plus glorieux destin. En cette soirée qu'il croyait sienne, il s'est évaporé en un sanglot interminable.

Dès le verdict rendu, quand il fut acquis que l'Etoile rouge de Belgrade avait remporté la coupe d'Europe des clubs champions de football à l'issue des tirs aux buts (0-0, 5-3), Marseille commença à pleurer son rêve passé. Dans les tribunes, les 20 000 supporters qui avaient rallié le

Sud-Est de l'Italie, assistèrent en silence à la seule conclusion qu'ils n'avaient jamais osé envisager. Au centre du terrain, Bastille Boli tremblait de tout son corps, les poings serrés et le regard embué.

A ses côtés, Abedi Pelé s'esuyait sans cesse le visage à l'aide de son maillot, comme pour mieux camoufler sa détresse devant les caméras. Chris Waddle, tétanisé par ce coup du sort, restait prostré sur le banc de touche. Et puis là-bas, à l'autre bout du terrain, les joueurs yougoslaves effectuaient un tour d'honneur, l'insolente sarabande des champions hilares, bras au ciel et sourire aux lèvres.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 13

Lire également

■ La liesse des Serbes et la tristesse des Marseillais

■ Prolonger les prolongations

par MICHEL CASTAING

page 13

■ Pôvre Bastille !

par PIERRE GEORGES

page 39

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 1,10 \$; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

Banlieues

Les périls de l'uniformité

par Philippe Genestier

LES politiques urbaines vivent dans le paradoxe. D'une part, de nombreuses administrations d'Etat tentent d'éteindre les incendies sociaux qui régulièrement embrasent les grands ensembles; d'autre part, la plupart des municipalités et des organismes publics collaborent avec la promotion immobilière pour dégrader ou revaloriser les quartiers anciens, condamnant leurs habitants à aller gonfler les populations de ces grands ensembles.

Le but de l'urbanisme volontariste est de promouvoir le mode d'habiter, le mode de vie urbaine qui apparaît le plus légitime. En 1960, l'ouvrier qualifié de l'industrie taylor-fordiste constituait le référent ultime, bien qu'implicite, de la conception urbanistique. Les réalisations qui en sont issues semblaient alors correspondre au mode de vie et de travail de la population visée. A l'expérience, on a pu observer que celle-ci préférait quitter ces zones inopantes et « radieuses », pour rejoindre les quartiers pavillonnaires.

Quelles sont les références implicites des politiques urbaines actuelles? Le cadre dynamique des entreprises high-tech. A-t-il plus de chance de synthétiser pour le présent, et pour longtemps, les besoins et les attentes de tous les citoyens?

Les projets de répartition des populations immigrées ou défavorisées dans tous les quartiers, de réhabilitation du bâti et des façades, l'introduction d'équipements publics culturels ou sportifs dans les zones défavorisées, l'amélioration de l'aspect des espaces extérieurs, participent de généreuses intentions. Ces dernières ont pourtant bien des risques d'échouer. Pourquoi?

Parce que cette politique reproduit les égarments de celles qui l'ont précédée. Elle ignore que l'intégration socio-économique ne dépend pas de l'immersion dans un espace, si conforme aux normes dominantes soit-il. Le confort moderne apporté par les

grands ensembles était positif. Vingt ans après, il faut tirer la leçon du fait qu'il est allé de pair avec une désarticulation des solidarités.

Les pratiques urbaines sont différentes selon les ressources économiques et culturelles dont disposent les individus et les groupes. Les types de relation sociale, d'accès au travail sont, eux aussi, divers. Les idées d'urbanité, de qualification spatiale, de mixité sociale, procèdent d'une vision homogénéisante et réductrice du social. Quand ces idées tendent à la répartition de tous dans un cadre de vie doté du confort et de l'honorabilité standard, elles entraînent une immersion forcée dans un espace et un mode de vie formellement améliorés, mais qui en pratique accentuent les contraintes.

L'effet pervers majeur, c'est la soumission de tous au régime de la vie urbaine normative et marchande. La répartition des populations défavorisées dans une agglomération conforme aux attentes et aux pratiques des classes moyennes n'est pas les usages populaires de l'espace.

Le canon des classes moyennes

L'urbanisme social a ceci de commun avec l'aménagement spéculatif qu'il s'efforce - et y parvient - d'éliminer l'adaptabilité et l'appropriabilité de l'espace, qui, pourtant, constituent la vraie richesse (cachée et niee vue de l'extérieur) des banlieues. On ne peut agir sur le social en transformant le spatial, bien que ce dernier puisse entraver ou interdire certaines pratiques.

L'intégration des populations immigrées et défavorisées ne peut être que le résultat d'une action à long terme dans un milieu où des relations communautaires peuvent se nouer, où des activités provoquant des « nuisances » (bricolage, entreposage, troc...) peuvent être exercées. C'est dans les faubourgs

et les banlieues pavillonnaires issues de la loi Loucheur qu'au cours de la première moitié de ce siècle a eu lieu l'intégration des populations jetées dans les agglomérations par l'exode rural et l'immigration. Il s'agissait d'espaces peu soumis aux réglementations de l'urbanisme et peu convoités par la spéculation immobilière.

Actuellement, la conception de l'habitat véhiculée par les décideurs de l'aménagement est en décalage avec une fraction importante de la population. En son nom, on soumet l'espace aux canons esthétiques et aux habitudes de vie et de consommation des classes moyennes. Réhabiliter un grand ensemble ou restaurer un quartier ancien dégradé réduit des initiatives et des pratiques qui ne demandent qu'à exister. Alors, cessons de détruire la vie sociale des quartiers populaires, qui sont des zones de logement social de fait. Ne nous laissons pas subjuguer par des termes tels que ceux d'« harmonie sociale », de « lutte contre les ghettos », de « quartiers équilibrés ».

En ne proposant aux jeunes des quartiers défavorisés que le modèle de la réussite économique et pour toute activité que la consommation de biens de l'industrie des loisirs et des sports-spectacles, on risque de voir ceux-ci ruiner dans les banlieues. Le vrai défi des politiques urbaines ne se situe pas dans la normalisation de l'espace urbain, mais dans la tentative de conciliation des prestations sociales accordées par les institutions publiques avec les pratiques et les solidarités de base, qui peuvent permettre de s'engager dans une véritable action d'intégration.

► Philippe Genestier est urbaniste, chercheur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

Une police prise au dépourvu

par Alain Brillet

LA police nationale a en charge la sécurité de quatre Français sur cinq, c'est-à-dire de la grande majorité de la population urbaine. Assurément, elle ne peut pas tout faire. Mais elle est en mesure de relever les défis lancés par notre société ultra-urbanisée? Force est de constater qu'elle a de plus en plus de mal à s'adapter aux évolutions spatiales et sociales, et notamment aux attentes des Français. Qu'il s'agisse de l'accueil dans un service de police, du traitement des plaintes ou du suivi des dossiers judiciaires, la police est l'objet de nombreuses critiques, qui ne sont pas toutes injustifiées.

Certes, la « police de grand-père » pouvait encore se concevoir dans la France du début des années 60 : le pays prospérait, des HLM toutes neuves poussaient comme champignons après la pluie, les problèmes de drogue étaient quasi inconnus, le terrorisme inexistant, et de nombreuses villes ignoraient ce qu'était un hold-up. Mais, après 1968, le pouvoir s'est trompé de cible : il a privilégié le maintien de l'ordre et la surveillance de l'ennemi intérieur. Au détriment d'investissements indispensables pour l'outil policier, on recrutait alors des contractuels pour surveiller les facultés.

Faut-il s'étonner, dès lors, si la police a été prise au dépourvu par les mutations de la société et par l'apparition de nouvelles formes de criminalité? Si, aujourd'hui encore, elle fonctionne selon des schémas datant de l'immédiat après-guerre? Face à cette absence de réflexion de long terme, face à la paralysie de la classe politique, et devant la dérive morale de certains policiers, les principaux syndicats policiers ont fait campagne pour une transformation en profondeur des structures et des mentalités. Certaines de leurs propositions ont été reprises par divers gouvernements, notamment avec la loi de modernisation des équipements et de programmation immobilière votée en 1983. Efforts

indéniables, efforts insuffisants. La police doit aujourd'hui franchir une nouvelle étape.

Seulement voilà : la classe politique éprouve une méfiance instinctive à son égard. A tel point que les gouvernements préfèrent souvent le *statu quo*. Dans l'histoire policière, la plupart des grandes réformes ont vu le jour grâce à la conjonction d'un réel courage politique et d'un pouvoir politique à pu s'appuyer.

En 1912, l'épopée de la bande à Bonnot sert de prétexte à Clemenceau pour créer ses Brigades du Tigre. En 1922, l'affaire Dreyfus est utilisée pour fonder la Sûreté nationale. En 1963, l'occasion de l'affaire Ben Barka est saisie pour unifier la police nationale, par un mariage forcé entre la Préfecture de police de Paris et la Sûreté nationale de province. Il avait fallu attendre le régime antirépublicain de Vichy pour que l'institution policière connaisse le bouleversement le plus important depuis sa création : c'est une loi pétainiste qui, en 1941, porte élimination de la police dans les communes de plus de dix mille habitants - une loi d'ailleurs confirmée dans son principe en 1945.

Redonner confiance

A cette méfiance du pouvoir politique s'ajoute un désintérêt de la haute administration, qui tient la police pour chose irrationnelle. Abandonnée par les gestionnaires, celle-ci n'a été conduite que trop souvent par les politiques. On en a, aujourd'hui, la preuve avec les récentes de la fonction publique et du budget devant des propositions de réforme pourtant bien modestes.

Depuis un an, plusieurs pistes ont été ouvertes afin de transformer la police en un service public digne de ce nom. Il faut poursuivre dans cette voie des discussions et les orienter vers des réformes concrètes. Car, au-delà d'une simple transposition à la police de l'accord Durieux sur la

fonction publique, l'administration propose d'introduire deux innovations attendues depuis longtemps : le déclassement entre la police en civil et la police en tenue, ainsi qu'un système de gestion des carrières personnalisé, par le biais d'unités de valeurs capitalisables. Assorties des mesures transitoires adéquates, ces premières orientations pourraient redynamiser la police au moment où, plus que jamais, elle se trouve en première ligne.

Pour que la police joue son rôle de maître d'œuvre dans la sécurité des citoyens, il est urgent de redonner confiance à tous les policiers en leur proposant, moyennant un effort de formation et de professionnalisme, des plans de carrière adaptés à leur métier. Il est urgent d'en finir avec les faiblesses traditionnelles de l'institution, qu'il s'agisse de la division entre les corps, de la concurrence entre les services (la « guerre des polices »), d'une gestion du personnel incohérente ou d'indemnités qui ne permettent pas de valoriser les postes difficiles, particulièrement dans les banlieues en crise.

Le nouveau gouvernement doit bientôt rendre public son projet de loi sur la sécurité intérieure. On ne peut que se réjouir d'une politique visant à coordonner l'action des différents acteurs - police nationale, gendarmerie, douanes, polices municipales, sociétés de gardiennage - qui participent à la protection des personnes et des biens. Michel Rocard avait institué la police « laboratoire de la modernisation de la fonction publique ». Edith Cresson doit donner l'impulsion qui amplifiera la rénovation de cette administration pas comme les autres.

Garantie de la démocratie et des libertés individuelles, la police nationale mérite ce minimum d'attention.

► Alain Brillet est secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecoq, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombant
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Perrenet
Philippe Herminet
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

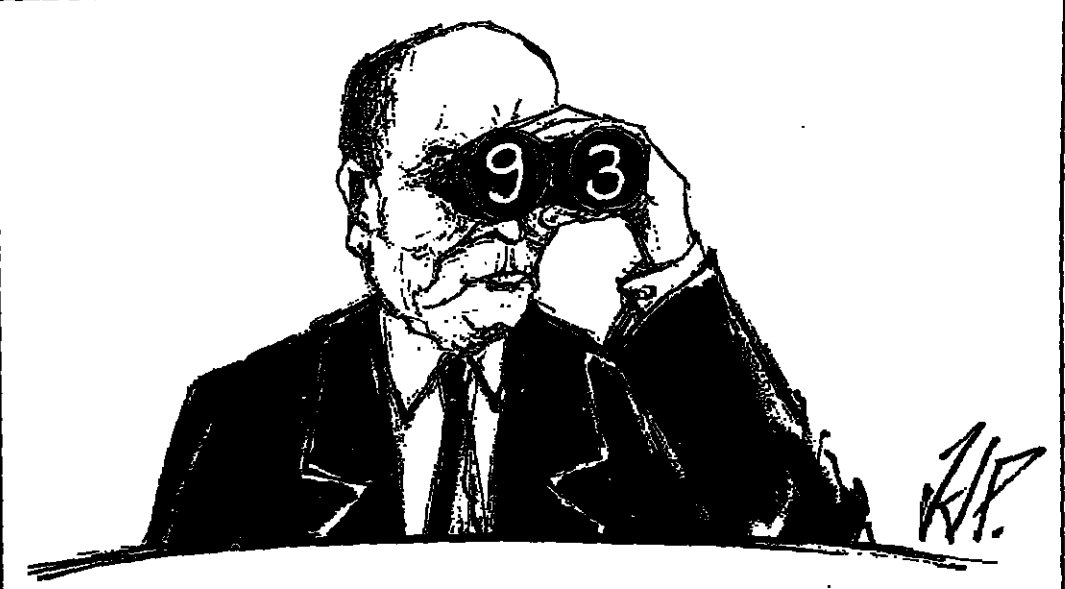
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, rue Cassini
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-99
Télécopieur : 40-95-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 40-95-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

TRAIT LIBRE



COURRIER

Sida et assurances

Les pouvoirs publics ont récemment interdit aux compagnies d'assurances de conditionner l'octroi de prêts pour les particuliers à un test de dépistage du sida (*le Monde* du 2 mars).

Le mobile d'une telle décision est très certainement d'ordre humanitaire - il s'agit d'éviter l'exclusion des personnes HIV-positives de la vie économique et

sociale. Une telle préoccupation est hautement respectable. Mais elle ne suffit pas à garantir la qualité de la décision. Faut-il rappeler que le sida est une maladie très spécifique, compte-tenu du caractère grave de son pronostic, et du fait qu'il s'agit d'une maladie transmissible? Pour lutter contre l'extension de ce fléau il a existé donc aucune thérapie : le seul moyen passe par une excellente prophylaxie. C'est dire à quel point il est important de mettre en œuvre un bon dépistage de la séropositivité HIV et à quel point il est impor-

tant, ce dépistage étant fait, de veiller que les porteurs du virus ne le transmettent pas, directement ou indirectement, à des individus sains.

Quelles sont les importances relatives des enjeux, entre préserver la qualité de la vie des personnes séropositives et lutter contre l'extension de cette maladie? En sens commun, la réponse ne fait aucun doute. En droit, faut-il rappeler que l'homicide est un crime?

Tout doit donc être fait pour favoriser le dépistage, alors que la récente décision ministérielle conduit au résultat inverse : elle incite à refuser le dépistage de la séropositivité. En effet, un client potentiel d'une assurance ayant été diagnostiqué séropositif, ne peut que le signaler dans l'enquête médicale préalable (cf. le jugement dans l'affaire Abille-Vie dans l'article précité). Si, au contraire, il se refuse à ce contrôle, la compagnie d'assurance ne peut plus exiger ce test.

Bien entendu il ne saurait être question d'imposer des mesures inhumaines, et le souci de permettre aux malades du sida des conditions de vie aussi normales que possible est louable. Mais ce souci ne doit pas conduire à inverser les priorités.

WILLIAM VAROSUAUX
Paris

Snobismes

La ruée vers Mozart

par David Mata

VAN GOGH, Rimbaud, Auden, les centennaires, sans répit, succèdent aux grandes expositions, les rétrospectives aux hommages. Cette année, c'est la ruée vers Mozart. Cette année, c'est le divin Mozart que la télé, la même qui encensait hier le général Gainsbourg, a décidé de célébrer. Le sens de ces manifestations est assez clair : à la société profane, vicieuse, malgré qu'elle en ait, de graves frustrations, le monde de l'art et celui du spectacle fournissent inlassablement (indistinctement), des saints de substitution. Et le public une fois encore pioche le genou.

Chercher dans ces généralités une once de sincérité serait vain. Si l'on n'a nullement besoin qu'on le sollicite pour employer les adjectifs ou les verbes, quelconque Druker, l'homme consommé, lorsqu'il s'incarne devant les créateurs (les vrais), le fait sans y croire, et comme par devoir.

Idolâtrie et fétichisme

Dire ces choses est certes malvenu, et tous ceux (ils sont hélas nombreux) qu'abusent les foules de Beaubourg, crieront inévitablement au paradoxe. Il ne s'agit pourtant que d'une évidence : de même qu'est dénuée la charité, lorsqu'à des salubres promesses bienfaitrices nationales elle offre une occasion supplémentaire de cabotage, de même l'insatiable pour la culture d'un public gavé de jeux, de chansonnets, bref, de divertissements fort peu mozartiens, ne peut être que simulacré. Quoi d'étonnant?

Avec la complexité d'intellectuels peu lucides, selon qui la culture serait partout, même dans les colonnes de Buren, même dans le rock et le rap, le sida, à la longue, sème la pire des confusions, elle fomenta l'insincérité, la chiqué. Tout est culture, et la culture, c'est facile, ainsi pourrait-on résumer son

idyllique et démagogique message. Résultat : l'élite se fait snob. Ainsi est-il dans le coup, ainsi se donne-t-il bonne conscience, et où il y avait autrefois un peuple, avec son authenticité, ses traditions, on ne trouve plus qu'un mélange de crétinisme et de pseudodistinction. Pourquoi sans cesse ces mouvements de foule? Pourquoi, il n'y a pas très longtemps, le grand élan soulevé par le Saint-Thomas de Georges de La Tour, tableau que la France ne devait laisser échapper à aucun prix, sinon parce que, parallèlement à l'inculture profonde inhérente à la société marchande, sévit aujourd'hui la bigoterie de la culture?

A propos d'une affaire semblable (l'acquisition d'un manuscrit biblique par le gouvernement anglais), voici ce qu'écrivait Aldous Huxley, peu suspect d'hostilité à l'endroit des choses de l'esprit : « Nous sommes pris comme machines de contribuer à l'achat d'un collier de perles, le Collier émirien. Or je ne vois pas en quoi il peut répondre aux besoins intellectuels de la nation. Je ne vois là qu'idolâtrie, chose éminemment pernicieuse. » Idolâtrie, fétichisme, Huxley épingle nos ridicules.

Nous toisons les Romains, avides de pain et de jeux. Le troisième César (nom que Montaigne donnait à notre époque) ajoute l'hypocrisie à la vulgarité. Et des camelots télévisuels, proposés en temps ordinaire à des auditoires téléviséomanes vont fendra, tout au long de cette année, Mozart, de s'enthousiasmer pour la beauté. Sérénades et sinagrées. Mornies.

Une culture digne du nom renaitra-t-elle? Cela supposera qu'un peuple a resurgi, que la vie, une vie ardente et forte, a évincé le spectacle, que cette hydre qu'est la télé, Pivrot et Sabatier n'étaient que deux têtes du même monstre, a enfin été démasquée.

► David Mata est écrivain.

LE PRIX, LE DÉLAI!
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite.

PEUGEOT
NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75018 PARIS ☎ 42.93.59.52
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

سكنا من الامل

صلى الله عليه وسلم

police prise au dépour

ÉTRANGER

ÉTHIOPIE : au moins neuf morts à Addis-Abeba

Le nouveau pouvoir réprime brutalement des manifestations en faveur de l'unité nationale

Quarante-huit heures à peine après s'être rendus maîtres d'Addis-Abeba, les maquisards du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) ont réprimé avec violence une manifestation en faveur de l'unité nationale, provoquant la mort d'au moins neuf personnes. La veille, à Londres, le chef des indépendantistes érythréens avait annoncé la décision de son mouvement de « former un gouvernement

provisoire jusqu'à la tenue d'un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations unies ». De son côté, le Front de libération oromo (1) vient de poser pareille exigence.

Les États-Unis ont rappelé, mercredi, par la voix du porte-parole du département d'État, que « le développement du vaste potentiel économique de l'Éthiopie ne peut être assuré que si le processus démocratique mis en route par les combattants se concrétise par des élections libres et régulières dans un délai raisonnable ».

Depuis le changement de pouvoir, les affrontements auraient fait, selon des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), environ 200 morts et 400 blessés tandis que des dizaines de milliers de civils et de militaires éthiopiens ont afflué à Djibouti, au Soudan et au Kenya.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

L'état de grâce n'aura pas duré quarante-huit heures. Mercredi matin 29 mai, la population d'Addis-Abeba avait accueilli avec sympathie et curiosité les combattants du FDRE, venus balayer le régime du président-colonel Mengistu Haile Mariam. Le soir même, elle voyait aux nouvelles les conquérants de la capitale. « Ce sont des tueurs, pire que l'ancien régime », déclarait un commerçant, sur le pas de sa boutique aux rideaux de fer baissés, après l'annonce par la radio nationale que neuf personnes venaient de trouver la mort au cours de manifestations de rue.

La journée avait pourtant bien commencé. Faisant fi du couvre-feu permanent, les gens se pressaient devant le portail démolí du palais de l'ancien président Mengistu pour assister au réveil des rebelles, héros du jour. Compte tenu du calme qui régnait alors dans la capitale, la population espérait un rapide retour à la normale. Et cela malgré l'issue décevante des négociations de Londres, où l'opposition non armée et le gouvernement déchu n'avaient pas réussi à faire entendre leurs voix.

Le résultat de ces discussions avait provoqué des commentaires amers sur « l'insulte faite à l'unité éthiopienne » et « l'arrogance du médiateur américain » qui avait, publiquement, invité les rebelles tigréens à prendre le pouvoir.

Les observations faites à Londres, en fin de matinée, par M. Lesaj, ancien conseiller du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui annonçait sa décision de former un gouvernement autonome, a, sans doute, mis le feu aux poudres à Addis-Abeba. En début d'après-midi, des manifestations se déclenchaient en divers points de la ville.

Devant l'ambassade des États-Unis, quelques centaines de jeunes agitaient des drapeaux en scandant : « Unité éthiopienne ! Unité éthiopienne ! », « Refusons les séparatistes » (rebelles tigréens). Dispersés par des membres du FDRE, souvent plus jeunes qu'eux, ils revenaient à la charge. Les « forces anti-émeutes » tiraient alors dans la foule, blessant trois personnes, et empêchant les contestataires de parler aux journalistes.

Pendant ce temps-là, deux cortèges de près de huit cents personnes se dirigeaient vers la place de la Révolution. Des passants se joignaient à eux. Des combattants du FDRE ouvraient le feu, fauchant au moins neuf personnes. Le soir même, M. Aleksand Gobre, membre du commandement du Front, expliquait à la presse étrangère qu'« ils avaient

été contraints de le faire pour maintenir l'ordre », précisant que les manifestants étaient « pour la plupart des éléments incontrôlés et des membres du Parti des travailleurs éthiopiens » (PTE), l'ancien parti unique. « Nous ne regrettons rien », ajoutait-il.

Si les gens d'Addis-Abeba ont ainsi manifesté en faveur de l'unité nationale c'est parce qu'ils ne sont pas très sûrs de l'attachement du nouveau pouvoir à l'intégrité territoriale du pays. Des rumeurs circulent, en effet, selon lesquelles, aux termes d'un accord secret conclu entre eux, les Tigriens, qui forment le gros des troupes du FDRE, ne s'opposeraient pas à l'indépendance de l'Erythrée, pour laquelle se sont battus les maquisards du FPLE.

Le nouveau pouvoir a commis sa première « bavure ». Celle-ci risque de lui mettre à dos la population amharas de la capitale, jadis aux commandes du pays, qui ne nourrit que mépris pour les Tigriens, mais aussi tous ceux qui « après dix-sept ans de dictature ne veulent plus vivre sous la menace des fusts ».

Est-ce pour tenter de faire oublier leur erreur que les autorités ont, le soir même, décrété un allègement du couvre-feu, désormais imposé de 19 h à 6 h, et décidé un retour partiel à la normale ? La radio a appelé tous les employés des services publics à reprendre le travail ainsi que les boulangers, sans toutefois rétablir la circulation des transports en commun.

Les autorités militaires semblent tenir la ville en main bien que les chefs rebelles soient toujours incontrôlables. Mais, politiquement parlant, rien n'est encore en place. Parmi les nombreux problèmes à régler, celui des prisonniers de guerre. Les milliers de soldats gouvernementaux qui s'étaient repliés sur Addis-Abeba après la fuite de leurs officiers supérieurs ont été capturés.

On en retrouve au quartier général des forces terrestres, dans la cour de la mairie et sur le champ de course Jan-Meda, transformé en camp militaire. Tous racontant la même histoire : « Lundi 26 mai, l'ordre nous a été donné de déposer les armes. Un cesse-le-feu venait d'être signé à Londres. Le lendemain, en investissant la ville, les rebelles nous ont encerclés et faits prisonniers ».

JEAN HÉLÈNE

(1) L'Éthiopie comprend quelque 90 groupes ethniques. Le plus nombreux est celui des Oromos. Les Amharas représentent 20 % à 30 % de la population et ont traditionnellement gouverné le pays. Les Erythréens et les Tigriens sont les deux autres importantes minorités nationales.

L'homme fort du nouveau régime

M. Zenawi : un idéologue

Homme fort du nouveau régime, M. Meles Zenawi, chef du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), a été, pendant quinze ans, un combattant et un idéologue marxiste-léniniste farouchement engagé dans la lutte contre le pouvoir central. Né le 9 mai 1935 à Adus, dans le nord du pays, il avait abandonné, en 1975, des études de médecine à l'université d'Addis-Abeba pour rejoindre le maquis.

M. Zenawi, qui s'est battu dans les rangs du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), la principale composante du FDRE, sait que, s'il veut bénéficier du soutien américain, il devra renoncer à son idéologie et à ses modèles cubains et albanais. Très calme, voire figé, il parle par petites phrases courtes. D'une extrême prudence, il évite de s'aventurer sur le terrain politique et de donner l'impression que son mouvement cherche à confisquer le pouvoir à Addis-Abeba. Le mandat donné à son mouvement pour gérer le pays en attendant la constitution d'un

gouvernement provisoire, ne lui donne pas le droit, dit-il, de toucher aux structures administratives en place.

Petit, portant moustache et barbe, M. Zenawi ne veut pas se présenter comme l'homme fort d'Addis-Abeba, qu'il semble être pourtant. « La question de la direction du gouvernement par interim est de la compétence du conseil exécutif du FDRE », insiste-t-il. Ses seuls objectifs avoués : le maintien de l'ordre, le fonctionnement de l'administration et l'organisation de la distribution de l'aide alimentaire.

Sur ses ambitions et ses idées à plus long terme, M. Zenawi reste très secret. Mais il se déclare fermement attaché au contrôle de l'État sur tous les secteurs vitaux de l'économie. Il ne se prononce pas sur la question érythréenne, se contentant d'affirmer que son mouvement reconnaît le droit à l'autodétermination des Erythréens. — (AFP)

Algérie : un revers pour les islamistes

Suite de la première page

Dès le premier jour, il était clair que, cette fois, le FIS aurait quelque difficulté à sortir vainqueur de l'épreuve de force où il avait engagé ses troupes. La grève n'avait pas pris, et même les sympathisants du FIS préféraient observer les défilés des trottoirs plutôt que de s'y joindre pour manifester leur solidarité ou leur adhésion. Les intégristes s'étaient alors lancés dans une fuite en avant, manifestant de plus belle, Coran à la main, comme le faisaient en d'autres temps et avec un autre livre, les sectateurs du président Mao. Campant dans Alger investie, ils avaient aussi tenté, sans grand succès, de ramener des renforts. Ils espéraient beaucoup de l'arrivée massive, vendredi, de partisans rassemblés en province.

Ces derniers n'auront même pas eu le temps de rejoindre la capitale que, fort sagement, à l'issue d'une nouvelle et chaude journée de manifestations, et après une rencontre, en début de soirée, avec le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, le Majlis Echoua a préféré arrêter les frais. Pour masquer leur isolement et compenser l'échec de la grève, les manifestants risquaient, en effet, de radicaliser leurs slogans et d'être entraînés vers des affrontements avec la police ou l'armée. Un danger que la direction du FIS n'a apparemment pas voulu courir.

Reste maintenant pour le FIS à gérer la crise que cette affaire ne manquera pas d'amplifier dans ses sphères dirigeantes. Il lui faudra

aussi adoucir la probable amertume des militants qui, épuisés, sont invités, sans autre explication, à rentrer chez eux alors qu'ils croyaient ne regagner leurs quartiers qu'avec, en poche, la démission du président de la République.

Enfin, et dans un contexte pour lui infiniment plus difficile, le FIS, qui hésite encore à participer aux élections législatives du 27 juin, va devoir définir son attitude. Bien qu'il présente des candidats dans presque toutes les 542 circonscriptions du pays, il n'a toujours pas clairement indiqué si ces derniers seront sur la ligne de départ le jour du vote, et ce n'est pas la piteuse reculade d'aujourd'hui qui l'aidera à faire son choix.

Pour le gouvernement, en revanche, cette grève se révèle être, tous comptes faits, d'un excellent rapport. Certes, le premier ministre n'est pas pour grand chose dans l'isolement des manifestants abandonnés par les salarés comme par leurs camarades. Mais les consignes de sang-froid respectées par sa police sont pour beaucoup dans l'échec de l'escalade politique à laquelle se sont essayés les intégristes. Chaque jour qui passait laissait apparaître ceux-ci un peu plus isolés, sortes de martiens hirsutes courant les rues d'une ville qui les regardait passer en étrangers. M. Hamrouche devrait logiquement capitaliser à son profit ce qui apparaît bien comme la première défaite des intégristes algériens.

YVES HELLER
et GEORGES MARION

Philippe Guillaume UN PRÉSIDENT À ABATTRE

Albin Michel



GUILHAUME

Des révélations accablantes sur les coulisses du pouvoir et de l'audiovisuel. Explosif !

ALBIN MICHEL

N° 1
sur les listes
de best-sellers.
Déjà 100 000
exemplaires
vendus

DIPLOMATIE

Un programme en cinq points

Le président George Bush a annoncé un plan de contrôle des armements au Proche-Orient

WASHINGTON
correspondance

Malgré l'absence de résultats positifs des récentes missions du secrétaire d'Etat, M. James Baker, le président Bush, soucieux de garder l'initiative au Proche-Orient, a proposé, mercredi 29 mai, un ambitieux programme de contrôle des armements dans cette région. S'adressant aux jeunes promus de l'Académie de l'Air Force dans le Colorado, le président Bush a déclaré : « Arrêter cette prolifération tout en satisfaisant aux besoins légitimes de chaque pays à se défendre exige la coopération de beaucoup d'Etats de la région et du reste du monde », et il a ajouté : « Cela ne sera pas facile ».

Pour parvenir à cet objectif, le plan présenté par M. George Bush

Réactions mitigées en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Simultanément voulue ou coïncidence ? L'initiative du président Bush pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive au Proche-Orient a été présentée par le chef de l'exécutif américain, mercredi 29 mai, au moment même où son secrétaire à la Défense posait le pied en Israël, ce qui a paru quelque peu contradictoire aux responsables israéliens.

Non que ces derniers ne veuillent pas entendre parler de désarmement conventionnel. Il y a quelques jours, le ministre israélien de la Défense s'est même déclaré disposé à participer à une conférence internationale sur la réduction de la course aux armements dans la région.

Cependant, à Jérusalem, on a eu le sentiment que, en annonçant son initiative avant le début des conversations de M. Cheney en Israël, l'administration américaine voulait placer le cabinet Shamir devant le fait accompli sans qu'il ait eu le temps d'étudier le plan de M. Bush et donc d'exprimer un point de vue. Le mercredi matin, la presse citait même des sources israéliennes à Washington affirmant que M. Shamir aurait demandé au chef de l'exécutif de reporter son discours au lendemain de la visite en Israël de M. Cheney.

Cela étant, après l'appel lancé par le président américain, les réactions ont été mitigées. Si elles sont toujours empreintes de beaucoup de prudence et de méfiance d'un certain nombre de réserves, n'ont pas empêché, en ce qui concerne le nucléaire, M. Avi Pazner, le conseiller spécial du premier ministre, de rappeler une nouvelle fois la position de principe israélienne : « Nous ne serons pas les premiers à introduire l'arme atomique dans la région », a-t-il déclaré.

En revanche, pour ce qui est des armements conventionnels, Israël propose la tenue d'une conférence des pays fournisseurs. Son objectif, souligne M. Pazner : « stopper totalement les ventes de ces énormes quantités d'armes conventionnelles aux mains des pays de la région comportant un potentiel de destruction massive... » (Interim).

Le roi Hassan II et le président Chadli souhaitent le «renforcement» de l'UMA

Le roi Hassan II du Maroc a quitté Oran mercredi 29 mai à l'issue d'une visite « d'amitié et de travail » de trois jours, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le président Chadli Bendjedid. La déclaration commune publiée à l'issue de ces entretiens n'a pas fait mention du conflit du Sahara occidental, où doit se dérouler, avant la fin de l'année, un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations unies. Les conversations se sont déroulées « dans une atmosphère de fraternité et de compréhension » et ont porté sur les relations bilatérales, les rapports maghrébins et la situation dans le monde arabe après la guerre du Golfe. Les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur « ferme volonté de poursuivre leur action en faveur du renforcement de l'UMA » (Union du Maghreb arabe), qui regroupe l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. — (AFP)

prévoit essentiellement cinq volets :

1. — Une « réserve collective des pays fournisseurs ». Le président a ainsi invité les principaux pays fournisseurs d'armes à faire preuve d'une sorte de « retenue » concertée. Les officiels américains espèrent que leurs propres experts ainsi que les spécialistes des pays concernés se réuniront à Paris dans un délai d'un mois pour déterminer les armes dont les ventes devraient être limitées. Selon le plan Bush, les principaux pays fournisseurs — c'est-à-dire la Chine, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, d'où proviennent environ 90 % des ventes d'armes dans la région — s'engageraient à observer un ensemble de règles concernant ces ventes et à éviter le transfert d'armes « déstabilisantes ». En outre, les pays devraient accepter un contrôle sur l'emploi des armes, se consulter régulièrement et s'informer réciproquement à l'avance de leurs perspectives de ventes.

2. — L'interdiction de la production et de l'achat de l'uranium enrichi, du plutonium et d'autres éléments utilisés dans la fabrication des armements nucléaires. Le président Bush a renouvelé son appel à tous les pays, les invitant à souscrire au traité de non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à placer toutes leurs installations nucléaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, de façon à créer une zone régionale dénucléarisée.

3. — L'arrêt des achats, de la production et des essais des engins

ballistiques sol-sol, l'objectif plus lointain étant l'élimination de ces armes. Selon des responsables américains, seraient essentiellement visés par cette proposition les missiles ayant une portée supérieure à 150 kilomètres.

4. — Un accord international interdisant l'emploi d'armes chimiques. Le président américain a également réitéré son appel au mois de janvier pour parvenir à une convention internationale interdisant l'emploi d'armes chimiques. Il a répété que les Etats-Unis renonceraient à l'emploi d'armes chimiques dès que l'accord entrerait en vigueur et détruirait leurs stocks d'armes chimiques dans les dix ans suivant la signature d'un traité.

5. — Un abandon des armes biologiques. M. Bush a plaidé en faveur d'un renforcement de la convention de 1972 interdisant ce type d'armement.

Cependant, dans ce discours annoncé depuis longtemps, M. Bush ne va pas aussi loin que les propositions formulées par les démocrates. M. Gephardt, leader de la majorité démocrate à la Chambre, avait par exemple suggéré que les Etats-Unis cessent immédiatement la vente de toutes les armes au Proche-Orient. Mais le président Bush entend, semble-t-il, limiter ses efforts à empêcher l'accumulation d'armes déstabilisantes et la prolifération des armes de destruction massive. En d'autres termes, l'administration Bush veut continuer à pouvoir vendre des armes conventionnelles aux pays amis du Proche-Orient.

HENRI PIERRE

Alors qu'une délégation soviétique commence ses entretiens à Washington

Moscou présente un plan pour attirer les investissements étrangers

Le secrétaire d'Etat James Baker s'est montré réservé à l'issue d'un entretien, mercredi 29 mai, avec M. Primakov, conseiller du président Gorbatchev, venu lui soumettre les plans de réforme économique de l'URSS.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a réservé son verdict sur un nouveau programme de réformes économiques en URSS dont les grandes lignes lui ont été soumises, mercredi 29 mai, par une délégation soviétique dirigée par un conseiller du président Gorbatchev, M. Evgeny Primakov. Ce dernier a d'ailleurs reconnu que ce programme « pourrait évoluer, être modernisé et soumis à certains changements ».

M. Baker, qui a écouté la délégation pendant une heure et demie au département d'Etat, a indiqué qu'il ne sera en mesure « de déterminer au mieux comment aider » l'Union soviétique qu'après avoir pris connaissance du projet qu'élaborer l'économiste réformateur Grigori Yavlinski — qui accompagnait M. Primakov — avec des économistes américains de Harvard. Le secrétaire d'Etat, rappelant que Washington « soutient toujours fermement » M. Gorbatchev dont « un des buts fondamentaux est d'évoluer vers une économie de marché », a souligné qu'il est difficile pour l'URSS de changer du tout au tout « la philosophie politique et

économique » suivie pendant soixante-dix ans.

L'URSS a demandé 1,5 milliard de dollars de crédits pour acheter des céréales aux Etats-Unis, requête sur laquelle le président Bush, qui doit recevoir la délégation soviétique dans les prochains jours, ne s'est pas encore prononcé. M. Gorbatchev souhaite aussi être invité au sommet des sept grands pays industrialisés qui doit se tenir à Londres à la mi-juillet. M. Bush a promis sans enthousiasme d'examiner la question avec ses alliés.

Sur le contenu du plan soviétique, M. Primakov s'est borné à indiquer qu'il visait la libéralisation des prix, la privatisation des entreprises et la dénationalisation. Mais à Moscou le même jour, le premier ministre Valentin Pavlov présentait un projet de loi destiné à attirer les capitaux étrangers. Il prévoit la création de sociétés contrôlées à 100 % par des capitaux étrangers, le rapatriement des bénéfices en devises, l'octroi de concessions aux entreprises étrangères pour l'exploitation des ressources naturelles, mines, pétrole ou gaz et garantit une « indemnisation entière » en cas de nationalisation pour « des raisons d'intérêt national ».

Ce projet de loi a été adopté « dans son principe » par 291 voix contre 11 par le Parlement soviétique, qui doit encore le voter article par article. Un seul député a parlé pour dénoncer le projet comme devant transformer l'URSS en « semi-colonie ». Une

de ses dispositions laisse aux Républiques soviétiques la charge de fixer les allègements fiscaux des entreprises étrangères, ce qui les rend, théoriquement, en mesure de rivaliser pour attirer les investisseurs étrangers. La préférence donnée aux investissements directs, aux dépens des crédits qui de toute façon ne semblent pas disponibles actuellement sur le marché mondial, est dictée par le fait que les crédits « ne sont pas utilisés de façon suffisamment efficace », a déclaré M. Pavlov aux députés.

Le ministre polonais des finances, M. Leszek Balcerowicz, a pour sa part demandé mercredi à l'Occident d'aidé rapidement Moscou, dans la mesure où l'effondrement des exportations vers l'URSS de ses anciens satellites entraînerait une chute dramatique de leur production et de leur activité économique générale. « Ce qui risque d'avoir des conséquences économiques et politiques majeures », a déclaré M. Balcerowicz. — (AFP, Reuters)

Le sommet Bush-Gorbatchev pour signer le traité START. — Le sommet entre les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev aura lieu à Moscou une fois que le traité START de désarmement stratégique sera prêt à être signé : « Il y a une compréhension totale entre les deux parties sur ce qu'il faut faire pour que le sommet ait lieu », a déclaré à Moscou mercredi 29 mai le porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine. — (AFP)

Le sommet franco-allemand de Lille et la réunion ministérielle de l'OTAN

La France « n'entend pas s'intégrer » à la force de réaction rapide de l'OTAN

annonce M. Mitterrand

Au deuxième jour du 57^e sommet franco-allemand, M. Mitterrand a déclaré, jeudi 30 mai, à Lille, que la France « n'entend pas s'intégrer » à la force de réaction rapide de l'OTAN. « J'ai des réserves à émettre sur le plan de la stratégie politique et je fais connaître mes réflexions dans d'autres circonstances. Cela ne tardera pas », a-t-il précisé, en ajoutant que le jour même un « plan global de désarmement » aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU...

LILLE

de notre envoyée spéciale

La première conversation de MM. Mitterrand et Kohl, lors de ces sommets, est toujours un échange de vues général sur l'actualité du moment, donc informel, mais qui donne le ton de ces rencontres. Si l'on en juge par ce qui a filtré de celle de mercredi 29 mai, la coopération franco-allemande ne traverse pas actuellement, en matière de politique générale, un de ses plus grands moments.

Le Japon fut évoqué, ce qui

n'est guère fréquent entre les deux hommes, mais en termes apparemment très généraux, et ce sont surtout les Etats-Unis qui, directement ou indirectement, semblent avoir dominé les conversations. M. Kohl, qui rentre de Washington, paraît plus que jamais soucieux de ménager les Américains, un souci que partage d'ailleurs le président français, sans dissimuler, sur certains sujets, qu'il n'en pense pas moins.

Ainsi, à propos des questions de défense et de la réforme de l'OTAN, M. Mitterrand a insisté sur le fait que la France de l'Allemagne, tout en ajoutant qu'il ne fallait pas « compliquer les choses » et qu'on s'était toujours arrangé de ces différences. Il a exprimé son scepticisme quant au rôle et aux missions qui pourraient être attribuées à la Force d'action rapide que l'OTAN envisage de mettre sur pied (voir l'article de Jean de la Guérisnière et le Monde du 29 mai).

Le président français a demandé des précisions sur l'idée avancée par les Etats-Unis de faire de l'OTAN une alliance « plus politique » et derrière laquelle il soupçonne une volonté américaine de se mêler de tout. Bref, il s'est adressé à M. Kohl comme à un homme allié sur les Etats-Unis plutôt que comme à quelqu'un qui tenterait vraiment avec lui de faire

émerger l'idée d'une défense européenne.

A propos de l'éventuelle participation de M. Gorbatchev au prochain sommet des pays les plus industrialisés, les deux dirigeants y sont favorables mais respectent les réticences américaines et se gardent bien, l'un et l'autre, de trancher. Représentant un des arguments de M. Bush, le chancelier d'ailleurs estimé que le président soviétique devait préciser ce qu'il attend de ce sommet et des occidentaux, afin que l'on puisse statuer sur sa demande.

Les risques d'instabilité en Europe centrale et orientale ont aussi été évoqués : M. Mitterrand a de nouveau mis en garde contre le danger « d'éclatement de l'Europe » et prôné le maintien des Etats en faisant exception pour les Baltes, à condition qu'ils sachent être patients. M. Kohl s'est inquiété des périls que l'instabilité fait peser sur le processus de désarmement en Europe. Les deux ont renvoyé à l'INCE, pourtant incapable pour l'instant de contenir la montée des tensions. A propos de la Yougoslavie, jeudi, ils ont lancé un appel au dialogue et au respect des droits de l'homme et des minorités.

CLAIRE TRÉAN

Accord sur la nouvelle stratégie de l'alliance atlantique

D'avantage de multinational dans l'organisation des forces et plus de capacités à réagir rapidement face à des menaces moins précises que naguère mais toujours possibles : tels sont les buts assignés à l'OTAN par la session ministérielle du comité des plans de défense et du groupe des plans nucléaires qui s'est achevée, mercredi 29 mai, à Bruxelles.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Nous avons souscrit aux éléments de base d'une nouvelle structure, constituée de forces de défense principales, de forces de réaction et de forces d'appui faisant appel à des unités multinationales terrestres, aériennes et navales, indique le communiqué final des ministres de la défense des quinze pays membres des commandements intégrés de l'OTAN. Plus précisément, nous avons marqué notre accord sur les contributions de divers pays aux corps d'armée multinationaux des forces de défense principales, pour lesquels des plans détaillés vont maintenant être établis ».

Lors d'une conférence de presse, le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, n'a pas voulu entrer dans les détails de ce nouveau dispositif, qui mettra au moins cinq ans à se mettre en place (le Monde du 15 avril, des 29 et 30 mai). Mais il a cité

comme exemple le fait qu'une division américaine fera partie d'un corps d'armée multinationale sous commandement allemand et que d'autres unités américaines recevront des ordres d'un responsable belge.

Le communiqué confirme le projet de création, derrière les forces multinationales de protection, de « forces de réaction qui devraient se subdiviser en forces de réaction immédiate et en forces de réaction rapide ». La novation la plus spectaculaire est bien, à l'intérieur des forces de réaction rapide, la création d'un « corps d'armée destiné au commandement allié en Europe, placé sous commandement britannique et doté d'un quartier général multinational ».

Une utilisation hors du champ de l'alliance ?

On savait que les moyens aériens de ce corps d'armée seraient américains. M. Cheney n'a pas exclu qu'il comporte aussi des unités terrestres de son pays. Par ailleurs, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, M. Manfred Wörner, n'a pas totalement écarté l'hypothèse d'une utilisation des forces de réaction rapide hors du champ de l'Alliance, dans le cas où il y aurait « consensus » de tous les membres.

Le communiqué n'évoque que brièvement le débat sur la complémentarité entre une éventuelle force européenne (qui relèverait de l'Union de l'Europe occidentale) et l'OTAN, se contentant d'affirmer que cette dernière organisation « restera le forum essentiel de la consultation interalliée » et que « le développement d'une identité européenne de sécurité et de défense (...) témoignera de la disposition des alliés européens à assumer une plus large proportion des responsabilités inhérentes à la sécurité collective ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La participation de Baltes à un forum de la CSCE suscite des protestations soviétiques. — A l'occasion d'un forum culturel de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), à Cracovie, le ministre soviétique de la culture, M. Nikolai Goubenko, a critiqué en termes très vifs, mercredi 29 mai, les délégations polonaise et danoise, qui avaient accueilli respectivement quatre Litوانيenses — dont le ministre de la culture Dariusz Kuolys — et trois Estoniens en leur sein.

L'ambassadeur de France convoqué

Tokyo « s'étonne » des déclarations antijaponaises de M^{me} Cresson

TOKYO

de notre correspondant

L'ambassadeur de France au Japon, M. Loïc Hennekinne, a été convoqué, mercredi 29 mai, par le directeur général pour l'Europe du ministère des Affaires étrangères, M. Nagao Hyodo, qui lui a fait part des vifs regrets de son gouvernement à la suite des déclarations antijaponaises de M^{me} Edith Cresson. L'ambassadeur de France en a pris acte et a assuré son interlocuteur qu'il transmettrait le message à Paris.

Après avoir souligné l'importance que le Japon attache à sa collaboration avec les démocraties avancées, et en particulier à des relations constructives avec la

France, le ministre des Affaires étrangères « s'est étonné », dans son communiqué, « des déclarations de M^{me} Cresson peu appropriées au développement des relations entre les deux pays. Si elles se poursuivent, elles ne peuvent que nuire au développement de relations d'amitié ».

Le ministre des Affaires étrangères considère comme « excessif » les propos tenus par le premier ministre français, qui avait notamment déclaré à la télévision le 16 mai que le Japon était un « agresseur », et affirmé le 19 que ce pays vit dans « un univers différent du nôtre, un univers de domination ».

Il est exceptionnel que le gouvernement japonais ait recouru à

une procédure de protestation officielle envers un pays du camp occidental. Il semble qu'avant le sommet des pays industrialisés, qui doit se tenir en juillet à Londres, le ministère des Affaires étrangères ait souhaité marquer que Tokyo n'entendait pas laisser sans réagir M^{me} Cresson brandir « l'ipsofactum japonais », sans pour autant se faire de grande illusion sur l'effet de sa démarche.

Haussement d'épaule des uns, irritation des autres : l'antijaponisme de M^{me} Cresson, loin de rétablir le rapport de forces souhaité avec le Japon, ne fait qu'affaiblir encore la position française dans ce pays. Les déclarations plus intempestives qu'argumentées du nouveau premier ministre n'ont eu

pour effet, jusqu'à présent, que de rendre plus délicates les négociations en cours sur des dossiers bilatéraux.

Il paraît clair que les Japonais ne feront désormais aucun effort et préféreront attendre que la vague passe en traitant plutôt au niveau de la CSCE. A moyen terme, le raidissement de Paris, qu'il s'agit de passer et de ne pas laisser à la personnalité de M^{me} Cresson, risque simplement de décourager les investissements japonais en France, qui n'est d'ailleurs qu'à la cinquième place pour les implantations nippones en Europe, après la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne (le Monde du 24 mai).

Ph. P.

Handwritten signature in Arabic script.

ASIE

INDE : M. Narasimha Rao élu président du Parti du Congrès

Un pape de transition

M. Narasimha Rao, ancien proche conseiller d'Indira et de Rajiv Gandhi, a été élu à l'unanimité mercredi 29 mai président du Parti du Congrès. La veuve de Rajiv, M^{me} Sonia Gandhi, avait refusé de se présenter à ce poste.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La chute de M. P. V. Narasimha Rao aide à mesurer l'ampleur de la crise que traverse le Congrès. Le portrait que dessinent de lui ceux qui le connaissent bien ne présente aucune aspérité, et les avis sont unanimes : cet ancien « poulain » d'Indira Gandhi est un intellectuel, un conseiller écouté, un homme de dossiers, mais ne possède manifestement aucune des qualités qui font les chefs charismatiques, encore moins les tribuns.

Un membre éminent de la « vieille garde »

M. Narasimha Rao est l'anti-Rajiv Gandhi, en ce sens qu'il est un homme d'appareil - depuis plus de trente-cinq ans bien plus qu'un homme public. Il était cependant très proche de l'ancien premier ministre, qui appréciait chez lui la sagesse des conseils et, probablement aussi, l'absence d'ambition. Intègre, loyal et effacé, sans influence politique véritable au sein du parti mais néanmoins respecté, c'est un homme isolé, possédant, dit-on, aussi peu d'ennemis que d'amis véritables.

Il est le pape de transition idéal, ce qui explique le consensus qui s'est dégagé en sa

faveur. Membre éminent de la « vieille garde », par opposition à la « coterie » des conseillers qui entouraient Rajiv, il est le seul qui puisse mettre une sourdine aux ambitions d'autres « barons » aux dents longues, MM. Shriyad Pawar, D. T. Tiwari et Arjun Singh notamment, avec qui ses relations sont empreintes d'une grande méfiance. En dépit de la cause de son caractère, il a un peu la réputation d'un Machiavel, n'ayant pas hésité à conseiller à Rajiv de confier à tel ou tel, qui lui faisait de l'ombre à New-Delhi, d'éminentes responsabilités... en province.



Né le 28 juin 1921, dans le district de Karimnagar, en Andhra Pradesh, diplômé de sciences et de droit, avocat, il prit part à la lutte pour l'indépendance dans l'ancien État princier musulman de Hyderabad. Une grande partie de sa carrière s'est déroulée dans sa région natale, dont il fut ministre en chef de 1971 à 1973. A l'époque, il multiplie les voyages à

New-Delhi pour prendre conseil de son « mentor », Indira Gandhi. Élu local en 1957, secrétaire général du Congrès de 1974 à 1977, député en 1977, il se verra confier les affaires étrangères (1980) et l'intérieur (1984). Près de la fille de Nehru, il exerce ce rôle de conseiller pour les affaires délicates qu'il retrouvera avec son fils. Pour Rajiv, néophyte en politique, sa présence était une manière d'assumer un héritage politique difficile. Normé ministre de la défense, il reviendra aux affaires étrangères, conservant ce poste jusqu'aux élections de 1989.

Poète et linguiste

M. Narasimha Rao n'a pas laissé de souvenirs politiques imprégnables en Andhra Pradesh, où il est davantage renommé pour ses travaux littéraires. Poète et linguiste, traducteur d'ouvrages en langues régionales (telougu, marathi), férù de philosophie et de science-fiction, son esprit de synthèse est reconnu : il a participé à plusieurs reprises à l'élaboration du manifeste électoral du Congrès.

De santé fragile, pratiquement inconnu dans l'Inde « profonde », il ne semble pas fait pour les postes en première ligne. Sa grande connaissance des rouages de la politique et du parti peut cependant éviter au Congrès de sombrer dans les querelles intestines pendant la campagne électorale. Mais la direction provisoire du premier parti de l'Inde ne lui permet probablement pas de prétendre à l'héritage de la dynastie des Nehru-Gandhi.

LAURENT ZECCHINI

NÉPAL

M. G. P. Koirala a constitué le premier gouvernement démocratique depuis 1960

Elu mercredi 29 mai à la tête du parti du Congrès népalais, le nouveau premier ministre, M. G. P. Koirala, a formé le premier gouvernement démocratique depuis 1960, dans lequel il détient les portefeuilles des

finances, des affaires étrangères, de la défense, de la santé et des affaires du palais. Parmi les quatorze autres ministres figurent une femme et un musulman.

Antimonarchiste et anticommuniste

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Premier ministre par défaut ? Nul doute que M. Girija Prasad Koirala aura besoin de temps pour faire oublier que le premier candidat pour gouverner le Népal « démocratique » était M. Krishna Prasad Bhattarai, premier ministre intérimaire battu aux élections du 12 mai. Numéro 3 du Congrès, dont il était secrétaire général depuis 1976, M. G. P. Koirala entretient des rapports difficiles tant avec son prédécesseur qu'avec le « leader suprême » du parti, M. Ganesha Man Singh. Ce dernier, depuis la victoire, en avril 1990, du Mouvement pour la restauration de la démocratie s'est borné au rôle de statue du Commandeur, mais il devait avoir son mot à dire sur les affaires du parti, voire du gouvernement.

Authentique résistant à la monarchie de droit divin qui a longtemps régné sur le royaume himalayen, M. G. P. Koirala, comme tous ceux qui luttèrent contre la dynastie autocratique des Shah, fit ses humanités politiques en exil en Inde. C'était en quelque sorte un retour aux sources puisqu'il est né en 1925 à Tedi Saharsa, dans l'État indien du Bihar, frontalier avec le Népal, où son père, Krishna Prasad Koirala, opposant aux premiers ministres héréditaires Rana, vivait déjà en exil.

M. G. P. Koirala participa au mouvement d'indépendance de l'Inde, qui vit l'émergence du parti du Congrès indien, lequel inspira la naissance, à Calcutta dans les années 50, du Congrès népalais. Il prit une « part significative » au mouvement qui mit fin au régime des Rana en 1951.

La famille Koirala a toujours joué un rôle de premier plan dans les événements politiques du Népal. Son

frère, Matrika Prasad Koirala, fut le premier roturier à devenir - premier ministre lorsque le roi Tribhuvan renversa Mohan Shumsher Rana. Son frère aîné, surtout, Bishweshwar Prasad (B. P.) Koirala, devint le premier chef de gouvernement élu du Népal, en juillet 1959, après que le Congrès eut remporté les élections.

Cette première expérience démocratique ne dura pas : le roi Mahendra, père de l'actuel souverain, y mit fin l'année suivante. Personnage charismatique, « B. P. » avait acquis une sensibilité et une aura populaire que son frère, taciturne et peu prolixe, serait bien en peine d'imiter.

Sec, presque ascétique, le troisième premier ministre de la famille Koirala a passé treize années en prison et à peu près autant en exil en Inde. Il nous a cette occasion des liens étroits avec nombre de politiciens indiens, dont l'actuel premier ministre, M. Chandra Shekhar.

Ses fonctions d'organisateur, qui lui valent d'être qualifié de « bureaucrate », devraient lui être utiles, puisqu'il se fustige pour tâche prioritaire de « rétablir l'ordre » dans le pays et au sein du parti. Son prédécesseur a d'ailleurs estimé que c'est un « problème d'organisation » qui était responsable du résultat électoral décevant du Congrès.

Homme isolé, le nouveau premier ministre fait davantage confiance à sa force de travail qu'à sa capacité à charmer son auditoire. Il devra compter avec les contre-pouvoirs que représentent, outre le souverain, une forte opposition communiste. Or le trait de caractère le plus notoire de M. Koirala est un anticommunisme viscéral.

LAURENT ZECCHINI

CHINE : à quelques jours du 4 juin

Une brève manifestation a eu lieu à l'université de Pékin

Pour la première fois depuis près d'un an, l'université de Pékin a été le théâtre mardi 28 mai d'une manifestation antigouvernementale. A quelques jours du second anniversaire de l'écrasement du printemps, le 4 juin 1989, des étudiants ont brièvement déployé une bannière sur laquelle était écrit « Nous n'oublierons jamais le 4 juin » et distribué des tracts sur le campus. Les autorités ont menacé de « punir sévèrement » non seulement les étudiants, mais également ceux responsables de leur surveillance.

D'autre part, alors que l'épouse du dissident incarcéré Wang Jintao a accusé Pékin de traiter les prisonniers politiques de façon « cruelle et inhumaine », l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Asia Watch a diffusé une liste de 1 100 personnes détenues après les événements de la place Tiananmen. « Entre plusieurs milliers et trente mille personnes ont été arrêtées », ajoute Asia Watch, dont le rapport a été publié au lendemain de l'annonce par le président Bush du maintien du statut de la nation la plus favorisée pour la Chine.

Enfin, on a appris que des manifestations avaient eu lieu ces derniers jours à Lhassa, au lendemain du quarantième anniversaire de l'indépendation du Tibet à la Chine le 23 mai 1951. - (UPI, Reuters, AP, AFP)

PAKISTAN : selon la FIDH, plusieurs centaines de partisans de M^{me} Bhutto sont encore détenus. « Plusieurs centaines » de militants du Parti du peuple (PPP) de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto sont encore détenus et « traduits devant des juridictions d'exception », notamment dans le Sind, a indiqué, mercredi 29 mai, la Fédération internationale des droits de l'homme. - (AFP)

Le Monde Sans Visa

EUROPE

ESPAGNE : attribué à l'ETA

L'attentat de Vic a fait neuf morts

Neuf morts dont trois enfants, une quarantaine de blessés, un édifice totalement en ruine : c'est à un véritable carnage que vient de se livrer les indépendantistes basques en Catalogne. Personne ne doute en effet que l'ETA militaire soit bien l'auteur du sanglant attentat qui a eu lieu, mercredi 29 mai, dans la soirée, à Vic, près de Barcelone. Jeudi matin, un policier a été blessé par l'explosion d'un engin placé sous sa voiture à Basauri, dans la province basque de Biscaye. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués jeudi dans la matinée.

MADRID

de notre correspondant

Il était un peu plus de 19 heures lorsqu'une énorme détonation secoua Vic toute entière, une petite ville de vingt-cinq mille habitants située à 65 kilomètres au nord de Barcelone. Une voiture piégée venait de détruire la « maison-caserne », c'est-à-dire l'endroit où habitent les gardes civils avec leurs proches. Vingt-cinq familles y vivent habituellement. L'explosion fut tellement violente que l'édifice, de trois étages, fut instantanément transformé en un véritable tas de gravats ; seule la façade est restée debout.

Les sauveteurs retirèrent des débris les cadavres de deux gardes civils et de six de leurs proches, dont trois petites filles de huit à dix ans, qui jouaient dans la cour intérieure. Un policier municipal a par ailleurs été tué sur les lieux, renversé par une ambulance. Une trentaine de personnes étaient retirées encore en vie des débris, la plupart complètement blessées et envoyées dans les hôpitaux des alentours, certaines en hélicoptère à Barcelone.

Les travaux de recherche se poursuivirent pendant plusieurs heures et, vers 22 heures, un bébé, la tête à la bouche, et une jeune fille allaient encore être retrouvés vivants au milieu des ruines. Une quinzaine de blessés étaient toujours hospitalisés jeudi matin, certains dans un état grave, dont une petite fille qui a dû être amputée d'une jambe.

Les circonstances exactes de l'attentat ne sont pas encore connues. Plusieurs hypothèses sont actuellement envisagées par la police. Selon l'une d'entre elles, la voiture piégée aurait été lancée depuis le haut d'une petite rue en pente qui donne sur une entrée latérale de la maison-caserne. Mais cet accident pas non plus que le véhicule ait pu être introduit directement dans la cour intérieure. La police a immédiatement établi des contrôles tout autour de Vic, notamment sur la route qui mène à la frontière française, proche de 80 kilomètres, mais

sans résultat. Cet attentat rappelle celui qui avait été commis contre la garde civile à Saragosse le 11 décembre 1987 faisant onze victimes. Il est selon toute apparence l'œuvre du « commando Barcelone » de l'ETA. Un groupe qui avait déjà réalisé, en 1987, la plus sanglante action jamais commise par l'organisation, celle du supermarché Hipercor, qui avait fait vingt et un morts.

Démantelé quelques mois plus tard, le commando s'est apparemment reconstitué en 1988, et s'est depuis manifesté de manière intermittente. C'est notamment lui qui, il y a cinq mois, avait réalisé un sanglant attentat à Sabadell, près de Barcelone, en faisant exploser une bombe au passage d'un véhicule de la garde civile, provoquant la mort de six personnes. Les noms de deux au moins des activistes du commando sont connus de la police : il s'agit de Joan Carlos Montegudo, un ancien membre du groupe indépendantiste catalan Terra Lliria, et de Juan Felix Erezuma.

Tout porte à croire que l'ETA a décidé de multiplier les actions en Catalogne en prévision des Jeux olympiques qui auront lieu à Barcelone en 1992. La ville de Vic doit d'ailleurs accueillir l'une des compétitions, celles de hockey sur glace. L'organisation indépendantiste a également multiplié, ces dernières semaines, les attentats au Pays basque.

THIERRY MAJINIAK

URSS

Les modérés reprennent en main le gouvernement de Moldavie

BUCAREST

de notre correspondant

La guerre est déclarée entre M. Mircea Snegur, le modéré président de la République de Moldavie, au sud-ouest de l'URSS, et le radical Front populaire moldave, qui milite pour une indépendance totale et la réintégration avec la Roumanie. Le premier ministre du Front populaire, M. Mircea Druc, écarté la semaine dernière par le parlement de Kishinev, a été remplacé mardi 28 mai par le candidat du président, M. Valeriu Tudor Muravski, ministre des finances dans le précédent gouvernement.

Le Front populaire moldave est, du coup, ouvertement passé dans l'opposition : « M. Snegur est un communiste qui a utilisé le mouvement de libération nationale pour prendre le pouvoir », a déclaré le

leader du Front, M. Iurie Rosca, au quotidien roumain Romania Libera. Comme en Roumanie, a estimé M. Rosca, « la révolution a été confisquée. Mircea Snegur est notre lièvre et nous, nous sommes l'opposition ».

Pour protester contre l'éviction de son premier ministre, le Front a organisé la semaine dernière des manifestations qui ont réuni quelques milliers de personnes. Mais, selon les correspondants de presse roumains, la police a empêché, sur ordre du président Snegur, la venue à Kishinev des manifestants de province et, dans la capitale, les rues menant à la place de la grande assemblée nationale avaient été barrées. Le bras de fer entre modérés et radicaux ne devrait pas cesser pour autant.

JEAN - BAPTISTE NAUDET

YUGOSLAVIE : conformément au résultat du récent référendum

La Croatie a proclamé sa souveraineté

Le journal officiel de Zagreb a publié, mercredi 29 mai, une déclaration du président Franjo Tudjman, selon laquelle la Croatie est un « État souverain et indépendant ». Cette déclaration s'appuie sur le référendum du 19 mai, au cours duquel l'écrasante majorité des électeurs de cette République avaient voté en faveur de la souveraineté. M. Tudjman devait soumettre formellement jeudi cette déclaration d'indépendance au Sabor, le Parlement de Zagreb.

« La République de Croatie ne demeure pas en Yougoslavie en tant que pays fédéral uni »,

peut-on lire dans cette déclaration. Bien que ce document n'entraîne aucune conséquence légale ou politique, il s'agit d'un pas supplémentaire de la Croatie pour transformer la fédération yougoslave en une alliance beaucoup plus lâche d'États souverains.

D'autre part, le président de la commission européenne, Jacques Delors, et le président en exercice de la CEE, le premier ministre luxembourgeois M. Jacques Santer, sont à Belgrade depuis mercredi pour une visite de deux jours. - (AFP)

EN BREF

IRAK : la réforme de la Constitution doit être « approfondie ». Dans un entretien publié mercredi 29 mai par le quotidien marocain Al-Itihad, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a déclaré que le projet de nouvelle Constitution pour une « ouverture démocratique », récemment annoncée, devait être « approfondi davantage ». Se disant en faveur du multipartisme, M. Aziz a toutefois indiqué qu'« aucun dialogue » n'a encore été engagé entre Bagdad et les partis irakiens d'opposition installés à l'étranger.

Un bilan des victimes de la guerre du Golfe, selon Greenpeace. Dans un rapport publié mercredi 29 mai à Washington, l'organisation écologiste Greenpeace dénombre près de deux cent mille morts irakiens dont cinq mille à quinze mille civils durant la guerre du Golfe. L'organisation souligne les efforts déployés par les alliés pour éviter d'importantes pertes dans la population civile, efforts qui laissent pressager « de nouvelles règles post-

tives de conduite humanitaire et militaire ». - (AFP)

LESOTHO : le bilan des dernières émeutes s'élève à quatre morts. Les émeutes qui ont éclaté la semaine dernière dans la capitale du Lesotho, Maseru, ont fait trente-quatre morts, selon un bilan officiel publié mercredi 29 mai ; soixante-six personnes ont été blessées et quatre cent vingt-cinq arrêtées. Ces émeutes visaient principalement des ressortissants indiens et chinois de Taiwan, à la suite d'un incident entre une femme noire et un commerçant d'origine asiatique. - (AFP)

NIGERIA : deux morts au cours d'affrontements entre étudiants. Deux étudiants ont été tués et un troisième a été grièvement blessé mercredi 29 mai à la suite de violents affrontements sur le campus du collège de technologie de Yaba. Ces incidents interviennent alors que les forces de l'ordre s'efforcent d'empêcher la propagation du mouvement de protestation déclenché par l'Association nationale des étudiants

ALBANIE : après deux semaines de grève générale

La police disperse une importante manifestation à Tirana

La police a tiré en l'air et fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes dans le centre de Tirana, mercredi 29 mai (nos dernières éditions du 30 mai). La place Skenderbeg a finalement été évacuée par les protestataires, qui ont laissé derrière eux les carcasses brûlées de trois véhicules de police et d'un camion de pompiers. Le club des officiers du ministère de l'Intérieur a été envahi par la foule et incendié.

La manifestation avait été organisée en soutien à la grève générale qui, à l'appel de la Fédération des syndicats, paralyse le pays depuis le 16 mai. La Fédération réclame une augmentation des salaires de 50 %, une amélioration des conditions de travail et l'ouverture d'une enquête sur la mort de quatre militants du Parti démocratique tués par les forces de l'ordre, le 2 avril, à Shkoder. En outre, les grévistes demandent la démission du gouvernement de M. Fatos Nano. Selon les dirigeants syndicaux, le mouvement est suivi par trois cent cinquante mille personnes tandis que le gouvernement avance le chiffre de cent quarante mille.

Une centaine de mineurs de la houillère de Valsia, à 12 kilomètres au nord de Tirana, ont gréviste de la faim depuis samedi 25 mai, en soutien à la grève générale, ont déclaré préférer mourir plutôt qu'abandonner leur combat. Ils se trouvent à 200 mètres sous terre. La police bloque l'accès de la mine pour empêcher les autres mineurs de les rejoindre. - (Reuters, AFP)

ALLEMAGNE

Accord sur les contrats pour l'hébergement des troupes soviétiques

Le ministre de l'économie, M. Jürgen Millermann a annoncé, mercredi 29 mai, que près de 60 % des contrats de construction de logements en URSS pour les « soldats soviétiques devant être rapatriés d'Allemagne, avaient finalement été attribués à des compagnies allemandes, mettant ainsi fin à la controverse entre Bonn et Moscou.

M. Millermann s'est rendu dans la capitale soviétique au début de la semaine pour trouver un terrain d'entente après la déception affichée par les autorités allemandes en raison de l'éviction des sociétés germaniques au profit de compagnies turques et finlandaises.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 46 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 46 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 52 12 06.

DIMANCHE 2 JUIN

S. 5 et 6 - 11 h et 15 h. IMPORTANTS TABLEAUX ABSTRAITS ET
CONTEMPORAINS. Collection de M. Roman
CIESLEWICZ et à divers amateurs. - M^{me} LOUDMER.

LUNDI 3 JUIN

S. 2 - Objets de marine. Art africain. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 9 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER,
PICARD, TAJAN. (Sans catalogue.)
S. 10 - Livres et manuscrits. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX,
BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11 - Très beau mobilier des 18^e et 19^e siècles. Bijoux. Bronzes. PARIS
AUCTION (M^{me} de CAGNY).
S. 12 - Art nouveau. Art déco. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN,
FERRIEN.
S. 13 - Chasse, militaria, canons de collection. - M^{me} MILLON,
ROBERT.

MARDI 4 JUIN

S. 1 - 21 h. Bagages LOUIS VUITTON. - M^{me} BRIEST.
S. 2 - Numismatique. - M^{me} BOISGIRARD, M. Bourge, expert.
S. 10 - Livres anciens et modernes. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY,
M. G. Martin, expert.

MERCREDI 5 JUIN

S. 1 - 14 h 30. « Peintures en lettres ». Manuscrits et lettres d'artistes. -
M^{me} BRIEST.
S. 2 - Suite de la vente du 4 juin. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 4 - Objets d'art. - M^{me} BONDU.
S. 5 et 6 - Haute couture. - M^{me} MILLON, ROBERT.
S. 9 - Haute époque. Art nègre. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX,
BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon, expert.
S. 10 - Suite de la vente du 4 juin. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY.
S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M^{me} OGER,
DUMONT).
S. 12 - Affiches françaises de cinéma. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. Dessins et caricatures
de William Wilde dit WOOP. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN,
M. Duchiron, expert. (Sans catalogue.)
S. 16 - Tableaux, meubles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

JEUDI 6 JUIN

S. 8 - Bibliothèque d'un amateur. Livres sur les échecs. -
M^{me} COUTURIER, de NICOLAY, M. Benelli, expert.

VENDREDI 7 JUIN

S. 2 - Livres. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD,
TAILLEUR.
S. 3 - Timbres-poste. Collection de lettres « Valentine ». -
M^{me} JUTHEAU, M. Raymond Goebel - Soluphil France, expert.
S. 4 - Dessins. Tableaux anciens, du 19^e et modernes. Objets d'art
et d'ameublement. Sièges et meubles des 18^e et 19^e siècles. -
M^{me} AUDAR, GODEAU, SOLANET.
S. 6 - 15 h. Tapis anciens et modernes. - M^{me} CHAMBELLAND,
CHAPPEL, VEVRAIC, DOUTREBENT. Tél. : 45-22-30-13.
(Expo. le 7 juin, 11 h-13 h 30.)
S. 10 - Tableaux modernes. Art nouveau. Art déco. -
M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 11 - Meubles. Bibelots. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD,
TAILLEUR.
S. 13 - Réunion de catalogues de ventes publiques. Meubles. Objets
mobiliers. - M^{me} DAUSSE, de RICQUES.
S. 14 - 14 h. ART PRÉCOLOMBIEN. M. Le Ved, expert. ART
ANTIQUE. M. Le Ved, M. Desgras, M. Marini de Serra,
experts. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Veuillez contacter
Corinne GILTON au (1) 42-61-80-07, poste 431. Catalogue :
veuillez contacter le poste 469.
S. 15 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAR, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BRIEST, 24, avenue Maitland (75008), 42-68-11-30.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSE, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 42-74-38-93.
JUTHEAU, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
REHIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-66-61-16.
PARIS-AUCTION, de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE,
HOEBANX-COUTURIER, 23, rue Le Peletier (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009),
47-70-88-38.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 13 JUIN 1991 à 14 heures
APPARTEMENT à COURBEVOIE (92)
48 à 54, rue d'Estienne-d'Orves
de 2 pièces principales au 3^e étage du bâtiment A - CAYE
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à M^{me} Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES (92600), 9, rue
Robert-Lavigne. Tél. : 47-06-54-14. Et sur les lieux pour visiter le LUNDI
3 JUIN 1991 à 14 h 15 et le VENDREDI 7 JUIN 1991, de 10 h 15 à 11 h 15.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS,
le LUNDI 17 JUIN 1991 à 14 heures, en 1 lot
APPARTEMENT à BIARRITZ
(Pyrénées-Atlantiques) - 17, rue du Vieux-Port
de 3 F. Pales, au rez-de-cha. avec entrée, cuis., salle de bains, WC, cave
Mise à prix : 200 000 F
S'adresser par écrit à M^{me} GUEULLETTE, avocat à PARIS (89), 9, rue Pierre-
le-Grand. Tél. : 42-27-44-66, au greffe du trib. de gte inst. de PARIS.

Histoire de la presse des jeunes
et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 150 F

EUROPE

La Hongrie, libre mais désenchantée

La démocratie est entrée dans les faits, le bilan économique du gouvernement
de M. Antall est dans l'ensemble prometteur, mais les « déçus du libéralisme » sont nombreux...

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Le 30 juin prochain sera jour de
fête à Budapest. Le jeune maire de
la ville, M. Gabor Demszky, a
décidé en effet de célébrer « dans
la joie, la musique et la danse » le
départ du dernier soldat soviétique
de Hongrie et d'ouvrir ainsi dans
l'allégresse « une nouvelle période de
liberté et de démocratie ».

En fait, les Hongrois n'ont pas
attendu cette date, symbolique
entre toutes, pour se débarrasser
des gangues de l'ancien régime. En
arrivant à Budapest, surtout si l'on
vient d'un autre pays d'Europe de
l'Est, on est frappé par l'activité
ambiante. Les cars déversent leurs
flots de touristes dans des hôtels
tous plus luxueux les uns que les
autres, les hommes d'affaires, ou
prétendus tels, viennent des quatre
coins du monde y dénicher un par-
tenaire éventuel.

Une cité commerciale, première
du genre dans les anciennes démocra-
ties populaires, va être édifiée
à Budapest et une chambre
de commerce franco-hongroise - là
aussi, la première du genre - a vu
le jour en avril dernier. « C'est un
peu comme chez nous », concluait,
avec regret, une touriste allemande.

Voilà même que la vie politique
se met à ressembler à celle des
démocraties parlementaires occi-
dentales, avec leurs corollaires
d'ennui, de désenchantement et de
petits calculs politiques. Bien ins-
tallé au pouvoir - lors des der-
nières élections législatives, il avait
remporté 42 % des suffrages - le
Forum démocratique (MDF) du
premier ministre József Antall sert
de pivot obligé à toute coalition.

Allié pour le moment au Parti
des petits propriétaires (PPP) et
aux chrétiens démocrates, le MDF
pourrait, dit-on épisodiquement,
changer de partenaires avant la
prochaine échéance électorale -
dans quatre ans - pour former un
gouvernement avec le parti en
vogue, qui caracole dans tous les
sondages, le FIDESZ, la fédération
des jeunes chrétiens. C'est-à-
dire, pour le moment, nient tout fonde-
ment à ces rumeurs.

Brouiller

les cartes

Principal parti d'opposition, le
SZDSZ (Alliance des démocrates
libres), fait surtout dans la capi-
tale et dans les grandes villes, sem-
ble, pour sa part, avoir des difficul-
tés à définir exactement sa
place sur un échiquier politique
troublé. Quant au PSI, le parti
socialiste hongrois, successeur de
l'ancien Parti communiste
(PSOH), il a jeté aux orties avec
ardeur toute référence au mar-
xisme et chasse, lui aussi, sur les
terres social-démocrates.

Comme souhaite le faire aussi
l'Alliance nationale démocratique,
une nouvelle formation portée le
18 mai sur les fons baptismaux
par M. Imre Pozsgy, un ancien
réformateur communiste qui avait
joué un rôle-clé dans la transition
démocratique, et Zoltan Biro,
ancien communiste passé par le
Forum démocratique.

Les divergences entre tous les
acteurs de la vie politique sem-
blent bien tenues au premier
abond. D'autant plus que chacun
paraît se complaire à brouiller les
cartes de députés du parti des
petits propriétaires se diriger
proche des libéraux que du MDF,

dont l'un des parlementaires
confiera qu'il est souvent en par-
faite harmonie avec les jeunes du
FIDESZ. Tous les partis, mis à
part les purs et durs du PSOH,
fidèles de l'ancien Parti commu-
niste (3 % des suffrages), s'étant
prononcés pour l'économie de
marché, la démocratie parlemen-
taire et le renforcement des liens
avec l'Europe de l'Ouest, les diffé-
rences sont donc plus une question
de sensibilité, de culture, d'engage-
ments éthiques que de choix
« politiques ».

Alors, deux Hongrie apparaissent
ou réapparaissent. D'un côté,
une Hongrie traditionnelle, conser-
vatrice, souvent rurale, faite d'un

gramme. Le gouvernement avait
cédé à ces exigences et concocté
un projet de loi sur mesure. La
Cour constitutionnelle, saisie par
les partis d'opposition, jugea ce
projet non conforme à la Consti-
tution, puisqu'en indemnisant les
seuls agriculteurs elle établissait
une discrimination avec d'autres
catégories sociales, elles aussi
expropriées.

Le gouvernement se remit à la
tâche et inclut dans une nouvelle
loi tous ceux dont les biens
avaient été confisqués à partir de
1945. Nouvelles protestations de
l'opposition, qui souhaitait voir
dédommager les juifs victimes des
nazis et les Allemands qui ont fui

sables de l'opposition, mais aussi
les experts internationaux. Ceux-ci
redoutaient également que la spé-
culation sur les bons de compensa-
tion n'attise une inflation qui a
déjà atteint 30 % et qui est, avec
la dette extérieure, l'un des points
faibles de l'économie hongroise.

Pour le reste, le bilan du gou-
vernement Antall est prometteur :
les investissements étrangers en
Hongrie représentent plus de 50 %
de tous les investissements réalisés
dans l'ancien « bloc de l'Est »,
URSS comprise ; la balance exté-
rieure est excédentaire de 1 mil-
liard de dollars, grâce, notamment,
à une activité touristique floris-
sante. Les échanges de la Hongrie,
auparavant essentiellement axés
sur l'Union soviétique, ont, en
moins de cinq ans, réalisé une
spectaculaire reconversion, puisque
la part du COMECON, l'ancien
marché communiste socialiste, est
tombée de 47 % en 1989 à 25 %
en 1991. Autant de résultats satis-
faisants qui permettront, le jour
venu, aux responsables magyars de
présenter aux dirigeants européens
un dossier d'adhésion à la CEE
particulièrement bien bouclé.

« C'était quand même
mieux avant ! »

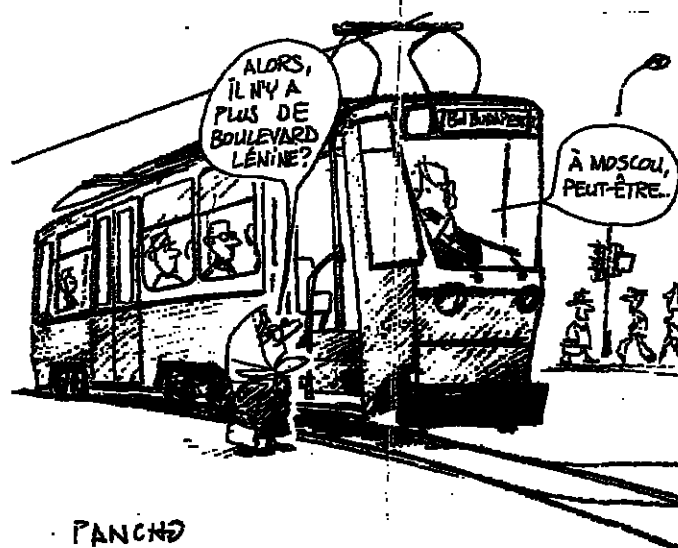
Alors pourquoi ce désenchan-
tement, cette montée diffuse de
mécontentement dès que l'on
quitte les hôtels huppés de la capi-
tale ou les offices des hommes
d'affaires ? Car les « déçus du libé-
ralisme » sont nombreux. D'abord,
tous ceux qui, autrefois protégés
par le cocon, étiqueté mais sécuri-
sant, du « kádárisme », font les
fruits de cette libéralisation de
l'économie. Imre Kán, soixante-
cinq ans, fait partie de ces deux
millions de retraités qui ne par-
viennent plus à joindre les deux
bouts.

Sur une retraite de 6 900 forints
par mois, elle doit payer
3 500 forints pour la location et les
charges de son petit appartement
dans le centre de la capitale et
1 800 forints de médicaments, gra-
tuits auparavant. « Je suis condamné
à la soupe du pauvre, matin et soir, du pain et de
l'eau. Le pain, qui coûtait 4 forints
il y a quatre ans, vaut aujourd'hui
52 forints. Ah, c'était quand mieux
avant ! »

C'était quand même mieux
avant ! Robert Leboulzkat n'ose
pas prononcer cette phrase, lui,
l'intellectuel, qui a luté toute sa
vie contre le régime communiste.
Et pourtant, on sent comme un
regret quand il évoque les années
d'antan, où lui et ses pairs, même
tourmentés par la censure et les
tracasseries administratives socia-
listes, avaient conscience de leur
rôle. « Mon grand plaisir, avant,
était de flâner dans une librairie ;
aujourd'hui, vu le degré zéro de la
littérature qu'on nous expose, je
préfère rester chez moi », dit-il.

Les théâtres sont vides et les
seuls « spectacles » à succès sont
les strip-teases à bon marché. « Et
puis, ce sont toujours les mêmes
qui profitent », disent les Hongrois
en voyant les anciens dignitaires
du régime se reconstruire avec allé-
gresse, et sans le moindre trouble
de conscience, dans le capitalisme
le plus débridé. Est-ce une consé-
quence de se dire qu'ici, comme ail-
leurs, la lucidité reste, si l'on en
croit René Char, « la blessure la
plus rapprochée du soleil » ?

JOSÉ-ALAIN FRALON



PANCHÉ

bon sens parfois rudimentaire et
d'un nationalisme érigé, dont
certains représentants flirtent dan-
gereusement avec la xénophobie et
l'antisémitisme. De l'autre, grou-
pe le plus souvent dans les partis
divisés sur des dossiers comme
intellectuels, technocrates ou
hommes d'affaires, ouverts depuis
toujours sur l'Occident et qui
considèrent, ainsi, le communisme
comme une perversion stérile. Ainsi
resurgit le vieux clivage hongrois
entre « populistes » et « urbanis-
tes ».

N'ayant pas, et pour cause, de
problème national à l'intérieur de
leur territoire, comme en Tchéco-
slovaquie ; n'étant pas, non plus,
comme cela se passe en Pologne,
divisés sur des dossiers comme
l'avortement ou, comme en Rou-
manie ou en Bulgarie, sur le rôle à
attribuer à l'ancien Parti commu-
niste ou à ce qui en fait office,
c'est, pour le moment, sur des
dossiers économiques que les Hong-
rois se divisent.

Malgré la censure, la bataille se
livre à l'échelle municipale. La
laborieuse adoption par les députés
de la loi sur « la compensation
partielle pour des dommages faits
à la propriété depuis le 8 juin
1949 » est symptomatique. Il
s'agit, comme dans tous les
anciens pays communistes, de
savoir comment indemniser les
personnes dont les biens avaient
été nationalisés.

Le Parti des petits propriétaires,
membre de la coalition gouverne-
mentale, avait fait de la restitution
intégrale de leurs terres aux
anciens propriétaires l'axe prin-
cipal, sinon unique, de son pro-

la Hongrie après la guerre. Le
29 mai, la Cour constitutionnelle a
encore une fois annulé des dispo-
sitions de la loi, donnant satisfac-
tion à l'opposition.

Cette loi mettrait au point un
redoutable échec juridique
fondé sur un système de « bons de
compensation » susceptibles d'être
échangés contre une propriété ou
contre des espèces sonnantes et
trébuchantes. Le tout était assorti
d'un autre redoutable barème de
dégressivité.

Les adversaires du projet criti-
quaient son aspect « politicien »,
puisque, en dépit de ses aménage-
ments, ce texte devait profiter
essentiellement à la clientèle des
partis membres de la coalition
gouvernementale : les petits pro-
priétaires, d'abord, mais aussi
l'Eglise, puis une autre loi,
adoptée dans la foulée, se promet-
tait de restituer au clergé la tota-
lité de ses biens de 1949. L'Eglise
catholique, la plus importante des
trois communautés chrétiennes de
Hongrie, pourra ainsi remettre la
main sur l'ensemble de ses pro-
priétés, sauf les terres, qui étaient
très importantes avant la guerre
(plus de la moitié des écoles
étaient gérées par les catholiques).
L'opposition estime injuste cette
restitution, car elle était beaucoup
plus généreuse que pour les autres
propriétaires légitimes, et ne corres-
pondait plus au poids de l'Eglise
dans le pays.

Cette loi était avant tout anti-
économique, puisqu'elle devait
figer l'agriculture dans sa situation
passée au lieu de la préparer aux
prochains rendements européens.
L'estimation non seulement les respon-

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN 0393-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Imprimerie
de « Le Monde »
12, rue Cassini
94852 Ivry Cedex

111 MEN 03

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Le Monde

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugues, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

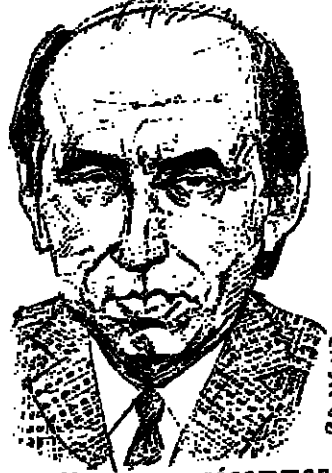
Tél. : (1)

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

Un entretien avec le président du Venezuela

« Il y aura un jour un marché commun de l'hémisphère américain à la hauteur de la CEE » nous déclare M. Carlos Andres Perez



pas tout : le Venezuela, qui appartient aussi au groupe des trois (avec la Colombie et le Mexique), a engagé des négociations avec le Chili pour un marché libre.

« Le Mexique négocie son adhésion à la zone de libre-échange avec le Canada et les États-Unis. Mais nous avons besoin du Mexique comme il a besoin de nous. Plus nous avançons sur cette voie plus nous réduisons les abîmes qui nous séparent de l'économie nord-américaine. Je crois qu'il y aura un jour un marché commun de l'hémisphère américain à la hauteur des défis de la CEE probablement élargie à l'Est et du marché japonais et sud-asiatique.

nous propose de construire au Venezuela une raffinerie permettant de traiter les réserves de pétrole bitumineux de l'Orénoque. Pour ce projet, nous sommes aussi en relation avec une compagnie américaine, l'Amoco, et avec les sociétés françaises Total et Elf Aquitaine.

« Comme tant d'autres en Amérique latine, vous appliquez un plan de stabilisation néolibéral. C'est un changement d'orientation radical ?

« Nous avions, c'est vrai, bâti des économies très artificielles avec un protectionnisme excessif et des appareils d'Etat hypertrophiés, mais il ne faut pas oublier que c'était, dans le passé, en réponse aux exploitations et aux pressions dont nous étions victimes. Pour faire face à la crise, l'Amérique latine a été contrainte de réviser ses méthodes, d'adopter les règles de l'économie de marché, de réduire la taille de l'Etat. Nous, au Venezuela, nous avons négocié avec le FMI un accord que nous jugeons adapté à notre situation, mais nous n'avons pas renoncé à l'intervention de l'Etat. Il faut reconnaître nos erreurs et ouvrir nos portes aux capitaux étrangers sans les préventions du passé.

« Quant au vieux rêve de l'intégration latino-américaine, nous avons cru aux faux slogans du type « Produire ce que nous sommes et consommer ce que nous produisons », mais personne ne peut vivre en autarcie absolue. Et nous avons plus progressé ces deux dernières années sur le chemin d'une intégration possible qu'au cours de toute notre histoire. »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAU

ARGENTINE : six mois après la tentative de putsch contre le président Menem

Le grand spleen des militaires

Six mois après la dernière rébellion militaire - la quatrième en quatre ans - écrasée par le président Carlos Menem, les militaires argentins font à nouveau irruption sur la scène politique. Mais au lieu d'exprimer des exigences qui autrefois faisaient trembler l'Argentine, ils exposent aujourd'hui leurs faiblesses et leurs frustrations. Les problèmes de fin de mois et un matériel souvent obsolète affectent le moral des troupes, déjà marqué par la défaite des Malouines et les récents procès pour violation des droits de l'homme engagés contre la junte militaire qui a gouverné le pays entre 1976 et 1983.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

C'est une évidence, les militaires argentins n'ont pas le moral. Au-delà de revendications strictement budgétaires, le mécontentement porte essentiellement sur l'absence d'une politique de défense, ainsi que sur la décision, rendue publique mardi 28 mai par le gouvernement Menem, de mettre fin au projet du missile Condor-II. Programme dont l'annulation avait été demandée avec insistance par les États-Unis.

Au sein des états-majors, à Buenos-Aires, on ne dissimule pas son plus une certaine inquiétude après le « mystérieux » voyage en Europe du général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée chilienne, destiné, semble-t-il, à acheter de nouveaux armements. L'Argentine entretient avec le Chili de vieilles disputes frontalières et en 1978, la médiation du pape avait permis d'éviter une guerre entre les deux pays limitrophes à cause du canal Beagle. « Ce ne fut pas un succès », déclara le général Pinochet, « car le général Pinochet cherche en Grande-Bretagne la technologie nécessaire à la fabrication d'un missile à contre-porte », indique un officier supérieur argentin, qui préfère garder l'anonymat pour mieux laisser éclater son indignation.

République bananière

Le spleen des militaires a déjà fait deux victimes en moins d'une semaine à Buenos-Aires, où des officiers supérieurs ont exprimé à voix haute ce que la majorité de leurs compagnons pensent tout bas. Pour avoir affirmé que le pays se trouve actuellement « sans défense », le commandant en second de la marine, le vice-amiral Antonio Mozzarelli, a été relevé de ses fonctions le 13 mai. Après avoir comparé l'Argentine à une « République bananière », l'ancien chef d'état-major de l'aviation, le général Ernesto Crespo, a été, lui, condamné le 17 mai à trente jours d'arrêt.

Il faisait allusion à la demande insistante de l'ambassadeur américain à Buenos-Aires, M. Terence Todman, pour que soit démis une fois pour toutes le Condor. M. Todman, surnommé « le viceroi » à Buenos-Aires, en raison de ses fréquentes interventions dans la vie politique argentine, a provoqué une grande irritation au sein des forces armées responsables de la construction du missile à moyenne portée - 600 à 1 000 kilomètres - capable de transporter des charges non conventionnelles, nucléaires ou chimiques.

Les techniciens militaires ne seraient cependant jamais parvenus à doter la fusée d'un système de guidage, précise-t-on à l'état-major de l'aviation. L'Irak, mais aussi l'Égypte, auraient investi des centaines de millions de dollars dans ce projet, dont certains éléments auraient été utilisés pendant la guerre du Golfe. Le Condor, paralysé officiellement depuis avril 1990, donc avant la guerre du Golfe, demeure un thème de friction avec l'administration Bush.

Enorme scandale de contrebande

Au siège des forces aériennes à Buenos-Aires, où l'on garde intact l'orgueil des seules puissances argentines reconnues pendant la guerre des Malouines, la fièvre monte encore un peu plus quand on évoque la décision du président Menem, en accord avec les États-Unis, de faire participer l'aviation à la répression contre le trafic de drogue. Les forces armées argentines sont réticentes à jouer le rôle

du gendarme dans cette affaire. « Le président Bush, déclare un officier de haut grade de l'aviation, a lui-même évoqué le danger de corrompre un militaire américain pour un million de dollars. En Argentine, mille dollars sont suffisants... »

Il y a quelques semaines, une énorme affaire de contrebande et de blanchiment de narcodollars a été découverte à la douane de l'aéroport international de Buenos-Aires, dont l'ancien directeur a été arrêté. Les militaires sont chargés du contrôle de l'espace aérien de tous les aéroports du pays. Qu'il s'agisse du Condor, ou du budget militaire, l'ennemi numéro un est le ministre de l'économie.

M. Cavallo a refusé une augmentation de 27 % des salaires des soldats qui risquaient de mettre en péril le plan d'austérité lancé en avril dernier, et dont la réussite dépend, selon l'homme fort du gouvernement, du soutien du Condor en échange de quoi ? se demande-t-on dans les états-majors, où l'indignation a monté depuis qu'on connaît l'intention des États-Unis de vendre au Brésil, qui est le client traditionnel de l'Argentine.

Au milieu de la grogne généralisée, le président Menem a affirmé que « la discipline est totale » dans les rangs et a demandé des « sacrifices » aux militaires. L'Argentine, première puissance militaire d'Amérique latine, a considérablement réduit le budget de ses forces armées au cours des dernières années. Il représentait 6 % du budget dans les années 80, pendant la dictature militaire. Il est tombé à 2 %, (soit 2,2 milliards de dollars) et 80 % de ce budget sont allés créés aux salaires et aux retraites qui n'ont pas été réévalués depuis plusieurs mois malgré l'inflation galopante.

Pour boucler les fins de mois, 40 % des officiers et 77 % des sous-officiers n'exercent plus leur métier, ce qui est un exemple de second travail. Les aviateurs se plaignent de ne voler que deux fois par mois dans le meilleur des cas. La marine n'a plus les moyens de naviguer, sauf pendant la guerre du Golfe lorsque l'envoi de deux navires a été financé par le gouvernement en exil de Koweït. Dans l'armée de terre, les effectifs ont été réduits de façon drastique.

Le problème ne porte pas tant sur les effectifs que sur la possibilité de disposer d'une force opérationnelle. L'absence d'une armée efficace est « un luxe que le pays ne peut se permettre », a déclaré le chef de l'état-major conjoint, le vice-amiral Emilio Osses.

Pour tenter de remédier à la situation, le président argentin a proposé il y a plusieurs mois une restructuration des forces armées, qui prévoit remodelage des unités, de combat et privatisation des usines et des installations militaires. Mais, dans les états-majors, on est mécontent de ces privatisations dont le produit revient en grande partie à l'Etat.

Si les militaires se déclarent désormais partisans de la démocratie, on admet à l'état-major de l'armée de terre, que les revendications actuelles coïncident curieusement avec celles des militaires ultranationalistes qui se sont soulevés à trois reprises contre le gouvernement de l'ancien président Raúl Alfonsín et contre celui du président péroniste Carlos Menem. A cela près que l'on condamne les moyens utilisés par les rebelles carapintadas (visages peints).

Le problème des « carapintadas » demeure cependant, et le plus grand danger se rencontre chez les sous-officiers. Le 3 décembre dernier, de nombreux sous-officiers ont participé au soulèvement sanglant qui a fait une douzaine de morts et qui a été réprimé par les forces armées (le Monde du 4 décembre).

Le principal inspirateur des militaires ultranationalistes, le colonel Mohamed Ali Seineldin, qui a toujours critiqué les officiers « libéraux » de la hiérarchie, les accusant d'accepter la dépendance grandissante de l'Argentine à l'égard des États-Unis, est actuellement jugé devant un tribunal civil, après avoir été condamné par un tribunal militaire pour avoir pris la tête de la dernière rébellion. Pour se redonner confiance, les militaires avancent les résultats d'un sondage réalisé en avril dernier et qui leur reconnaît une image plutôt positive. En deuxième position, après l'Église catholique, l'armée recueille 28,8 % des voix et devance largement les politiciens (3,7 %).

CHRISTINE LEGRAND

Attendu jeudi matin 30 mai à Paris pour une visite privée au cours de laquelle il s'entretenait avec le président François Mitterrand, au cours d'un petit déjeuner vendredi, le président du Venezuela, M. Carlos Andres Perez, qui doit aussi se rendre au siège de l'UNESCO et parler devant l'IFRI (Institut français des relations internationales), a fait part au Monde, avant son départ de Caracas, de ses réflexions sur la place de l'Amérique latine dans le monde de l'après-guerre froide.

« Pour la seconde fois, une délégation du Front Farabundo Marti rencontre à Caracas des représentants du gouvernement salvadorien. Le 3 juin, à son tour, la guérilla colombienne doit engager, également à Caracas, des pourparlers de paix avec les envoyés de Bogota. La paix va-t-elle s'instaurer dans la région ?

« Je suis optimiste et confiant. La chute des régimes communistes en Europe de l'Est est une donnée essentielle de cette évolution. Il est possible que tous les mouvements de guérilla en Amérique n'aient pas reçu beaucoup d'aide matérielle de l'Est, mais ils avaient un stimulant idéologique. C'est fini. Nous assistons à un fantastique bouleversement des idées et des comportements, ici même.

« Le cas nicaraguayen doit devenir un modèle pour toute la région et devrait inciter les mouvements de guérilla encore actifs au Guatemala, au Salvador, en Colombie à s'engager dans la voie de la démocratie représentative. La direction du Front Farabundo Marti a déjà fait preuve d'intelligence et elle est capable de se renouer sans renoncer à ses revendications. De son côté, l'armée salvadorienne a compris qu'elle ne pouvait pas détenir la totalité du pouvoir. Au Guatemala, le président Serrano est un fin négociateur. J'ai personnellement encouragé la préparation de ces différents pourparlers de paix. Les portes du Venezuela sont grandes ouvertes à tous ceux qui veulent négocier la paix dans leur pays.

« Dans cette évolution générale, quelle issue envisagez-vous pour le régime de Fidel Castro ?

« En général, je me garde de toute appréciation publique sur Cuba, car on ne peut pas oublier ce qu'a représenté, ce que représente Cuba en Amérique latine et dans la région caribéenne... Je crois surtout qu'il est impossible que la guerre froide puisse continuer seulement en Amérique latine et dans une île des Caraïbes, dans le monde tel qu'il est après la détente entre Washington et Moscou.

« On ne note malheureusement aucun signe, ni d'un côté ni de l'autre, qui permette d'espérer la recherche d'un règlement entre Cuba et les États-Unis. Nous restons, en ce qui nous concerne, toujours disposés à contribuer, toujours prêts à un espace politique à Cuba. J'espère rencontrer Fidel Castro au sommet latino-américain de Guadalajara, au Mexique, en juillet. Ce pourrait être une occasion : je suis sûr que les dirigeants cubains comprennent que des changements doivent se produire chez eux. La question est de savoir ce que nous allons faire dans cette situation nouvelle. Il convient, me semble-t-il, de renforcer le rôle des organisations internationales, à commencer par les Nations unies.

« La France et le Venezuela ont invité vingt-quatre pays producteurs de pétrole à se retrouver à Paris le 1^{er} juillet. Cette initiative suscite de fortes réserves aux États-Unis...

« Il faut être clair. Ni la France ni le Venezuela, qui sont associés dans ce projet, n'ont l'intention de modifier les règles du jeu pétrolier. Mais la guerre du Golfe nous a montré une fois de plus à quel point le marché du pétrole est sensible et imprévisible. Notre conclusion est donc simple et de bon sens : il convient de renforcer les mécanismes de communication entre producteurs et consommateurs et d'en finir avec les antagonismes qui ont trop longtemps marqué les relations entre l'OPEP et l'Agence internationale de l'énergie. Sans aucune arrière-pensée.

italie

LA SUBLIME PARENTHÈSE.

Ce sera trois jours à Venise pour découvrir qu'un rêve peut être aussi grand qu'une ville.

Trois jours, deux nuits

2 500 F

par personne en chambre double dans un hôtel trois étoiles avec petits déjeuners (au départ de Paris). Consultez votre agence de voyages.

Venise avec Alitalia c'est 2 vols par jour

Alitalia

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Delebarre admet que son texte « anti-ghettos » n'est pas suffisant

Au terme de la discussion générale sur le projet de loi d'orientation pour la ville, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, a indiqué, mercredi 29 mai, devant l'Assemblée nationale, les directions dans lesquelles le gouvernement serait prêt à s'engager pour favoriser l'adoption de son texte. Tout d'abord, le seul de trois cent cinquante mille habitants, retenu pour inciter la région Ile-de-France et onze grandes agglomérations de province à accroître leurs parcs de logements sociaux (le Monde du 30 mai), pourrait être abaissé. C'était là une demande qui avait été formulée, la veille, lors de la première journée de débat, par plusieurs députés socialistes, parmi lesquels M.M. Jean-François Delahais (Isère) et Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), le président de la commission de la production et des échanges.

Comme il l'avait déjà fait lors de l'examen du projet de loi sur la solidarité financière entre les communes, le gouvernement est prêt, en second lieu, à redéfinir le critère du logement social, en l'élargissant aux appartements privés

ayant une vocation sociale. Pour apaiser les inquiétudes exprimées notamment par le groupe communiste, M. Michel Delebarre a également affirmé que les nouveaux établissements publics fonciers ne pourraient intervenir qu'en accord avec les collectivités locales.

« Gène » et « provocateur »

Enfin, sans en préciser les modalités, le ministre d'Etat s'est déclaré favorable à cette vieille revendication des élus locaux de tous bords, selon laquelle les maires devraient avoir davantage de pouvoir pour l'attribution des logements sociaux sur le territoire de leurs communes.

M. Delebarre a ainsi tracé le cadre de la future loi pour la ville, dont la discussion débute par article, prévue sur trois jours, devait commencer jeudi 30 mai. Il a également réitéré les trois principales critiques exprimées par les orateurs de l'opposition, selon lesquelles ce texte ne serait qu'un projet de « camouflage », qui provoquerait un nouveau déséquilibre entre les agglomérations urbaines et les zones rurales, et qui révé-

rait un nouveau désengagement financier de l'Etat au détriment des collectivités locales.

« A lui seul, ce projet n'est pas suffisant », a cependant ajouté M. Delebarre, en précisant que celui-ci serait accompagné de mesures ayant trait à l'éducation, à la formation, à la sécurité ou à la redistribution géographique des services publics, qui ne relèvent pas forcément du domaine législatif. En réponse à une interrogation de M. Jean-François Matti (UDF, Bouches-du-Rhône), M. Delebarre a même précisé qu'il concevait son rôle au sein du gouvernement comme celui d'un « gène », un « provocateur ».

Comme la veille, pour la question préalable - visant à la délibération - pas lieu à débattre, a défendu par M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne), une autre motion de procédure - le renvoi en commission - présentée cette fois par M. Francis Saint-Ellier (UDF, Calvados), a été repoussée par une majorité de députés formée des groupes socialistes et communistes.

JEAN-LOUIS SAUX

Premières interventions de M^{me} Aubry et de M. Bianco

L'autorité des nouveaux

A l'Assemblée nationale, comme dans les salles de classe, il existe une loi mathématique infaillible : le silence dans lequel on écoute un orateur est directement proportionnel au respect qu'on lui porte. A cette aune-là, on peut dire que, mercredi 29 mai à l'Assemblée nationale, les « nouveaux » du gouvernement ont obtenu des impressions les « anciens ».

C'est, en effet, dans un rare silence que M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, sont intervenus pour la première fois dans l'hémicycle.

Tous deux se sont en plus offerts le luxe de sans notes d'un sujet qu'ils semblaient parfaitement maîtriser, en pointant parfois un index autoritaire et professoral en direction des bancs de l'opposition qui n'en revenait pas. Interrogé sur l'augmentation du nombre des demandeurs d'asile, M. Bianco a

indiqué qu'aucune ambiguïté ne doit exister sur la notion de droit d'asile, définie par la convention de Genève.

Mais l'ancien secrétaire général de l'Elysée a tenu à distinguer très précisément les demandes d'asile politique des demandes « économiques » : « On peut comprendre les difficultés qui poussent tous ces gens à frapper à la porte de la France, de l'Allemagne ou d'autres pays, mais le droit international nous interdit de leur répondre oui et leurs demandes seront donc rejetées. » Pour faire bonne mesure, M. Bianco a ajouté que « les employeurs de travailleurs clandestins ne doivent s'attendre à aucune indulgence de la part de ce gouvernement ».

Se démontant « en trois points » achevé, M. Bianco a cédé la place à M^{me} Martine Aubry, qui répondait à une question de M. Alain Juppé (RPR) sur le chômage. D'un ton égal et assuré, elle a asséné de mémoire quelques chiffres dans la première phrase, un bref rap-

pel de la situation économique mondiale dans la seconde, et tracé des perspectives dans la troisième.

Un modèle de discours technocratique dont M^{me} Aubry ne s'est pas contentée, égratignant volontairement - au passage le nom de M. Juppé, comme si elle ne l'avait vraiment jamais entendu, et mouchant un député de l'opposition qui croyait pouvoir opposer à cette énarque la réalité des entreprises et qui s'est vu répondre sèchement par celle qui fut aussi membre de l'état-major de Pechiney : « Je viens de une entreprise et je sais ce que c'est, merci ».

Le tout sous le regard sereinement admiratif de M. Philippe Séguin (RPR), qui ne semblait pas trop surpris de l'assurance déployée par son ancien directeur des relations du travail lorsqu'il occupait lui-même, de 1986 à 1988, les fonctions de ministre des affaires sociales et de l'emploi.

PASCALLE ROBERT-DIARD

M. Jean-François Deniau (UDF) président de la commission d'enquête sur le financement des partis

M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher, a été élu mercredi 29 mai président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques. M. Jean Le Garrec, député PS du Nord, a été élu rapporteur.

Après accord entre la majorité socialiste et l'opposition, les cinq groupes politiques de l'Assemblée nationale sont représentés au sein du bureau de la commission d'enquête. Les trente membres de la commission (quinze socialistes, sept RPR, cinq UDF, deux UDC et un PCF), réunis pour la première fois mercredi, ont également élu deux vice-présidents : M.M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) et Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), et deux secrétaires : M.M. Michel Voisin (UDC, Ain) et Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne).

Cette commission, créée à la demande des socialistes le 14 mai dernier, au moment de « l'affaire

Urba-Gracco », a six mois pour travailler et publier un rapport. Elle peut procéder à toutes les auditions qu'elle souhaite. Ces auditions devraient être publiques lorsque sera adoptée définitivement la proposition de loi de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Dans un premier temps, l'opposition avait été hostile à la création de cette commission, puis elle avait opté pour une attitude plus nuancée en expliquant, comme l'avait fait M. Charles Millon, président du groupe UDF, qu'elle admettait sa création à condition que les auditions soient publiques et que l'un des deux postes de responsabilité (président ou rapporteur) lui revienne. Le choix de M. Jean-François Deniau pour la présidence, réalisé par accord tacite entre les socialistes et l'opposition, n'a posé, semble-t-il, aucune difficulté. Unanimité respectée par ses pairs, ancien ministre de Georges Pompidou puis de M. Giscard d'Estaing, M. Deniau présente, aux yeux des socialistes, une garantie de rigueur intellectuelle qui devrait éviter tout débordement polémique.

De surcroît, M. Deniau présente l'avantage d'avoir souligné lui-même les limites du travail d'investigation de cette commission en remarquant, pour le regretter, qu'il lui est interdit par la loi d'exercer son pouvoir sur les faits qui sont l'objet d'instruction judiciaire en cours. Ce qui exclut, pour une partie, l'affaire Urba-Gracco, société mise en place par le Parti socialiste pour assurer son financement et celui de ses campagnes électorales.

EN BREF

La gauche distancée en cas d'élections législatives anticipées, selon BVA. - Selon une enquête effectuée par BVA pour Paris-Match du 30 mai auprès de 2.904 personnes, du 29 avril au 3 mai et du 16 mai au 20 mai, c'est-à-dire en partie avant l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon, en cas d'élections législatives anticipées, 38 % des personnes interrogées voteraient pour un candidat de gauche (28,5 % pour le PS, 8 % pour le PC et 1,5 % pour l'extrême gauche) et 38 % pour un candidat de droite (26,5 % pour le RPR, 11,5 % pour l'UDF). L'extrême droite est stable, à 10 %, tandis que les écologistes atteignent 14 % des intentions de vote.

M. Emmanuel : « Une majorité, à gauche ». - M. Henri Emmanuel, député socialiste des Landes, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a affirmé, mercredi 29 mai sur FR3, qu'« on ne va pas vers une dissolution (de l'Assemblée nationale) » car « il y a potentiellement une majorité au Parlement, à gauche ». « Nous devrions avoir des alliés naturels sur notre gauche, les communistes », a ajouté M. Emmanuel, qui a estimé qu'« il n'y a pas de majorité pour renverser le gouvernement » et que donc celui-ci a « la possibilité de gouverner ».

M. Giscard d'Estaing hostile à un changement de mode de scrutin. - M. Valéry Giscard d'Estaing s'est déclaré hostile, mercredi 29 mai sur RTL, à un scrutin proportionnel pour les élections législatives. « Je demande que l'on témoigne d'une certaine dignité démocratique. Il y a une règle du jeu, respectons-la », a-t-il déclaré. Le président de l'UDF a, par ailleurs, estimé que le gouvernement de M^{me} Edith Cresson « n'a ni majorité parlementaire ni majorité dans le pays ».

Dix jours après un plastiquage à Marseille

Le FLNC - « canal habituel » revendique l'attentat contre le conseil général de la Haute-Corse

L'attentat à la voiture piégée qui, sans faire de blessés, a soufflé, mercredi 29 mai vers 13 heures, le garage souterrain situé dans le bâtiment administratif abritant le conseil général et la préfecture de la Haute-Corse, en plein centre-ville de Bastia (nos dernières éditions du 30 mai), a été revendiqué, en milieu d'après-midi, par le FLNC - « canal habituel ». Le conseil général a décidé, à la suite de cet attentat, une réunion extraordinaire jeudi matin.

BASTIA

de notre correspondant

Dans un communiqué remis à la presse, l'organisation clandestine FLNC - « canal habituel », qui s'adresse à l'Etat, à la classe politique et à la tendance dure du FLNC dite « canal historique », affirme que le choix du conseil général de la Haute-Corse comme cible est un « symbole » conforme aux « nouvelles options politico-militaires » du FLNC. Ces options, déjà illustrées le 19 mai dernier par le plastiquage à Marseille du bâtiment abritant le siège de la Société des grands travaux du Midi, ont été décidées après l'« injure » faite par le Conseil constitutionnel avec l'annulation de la

référence à la notion de « peuple corse » dans la loi sur le nouveau statut de la Corse.

« L'Etat français a d'écrasantes responsabilités. (...) Sa réadaptation institutionnelle, outre les carences que nous avons déjà soulignées, a mené le clan », souligne le communiqué, diffusé mercredi. Ainsi, l'organisation clandestine explique-t-elle que « les conseils généraux constituent précisément une cible de prédilection en tant que points d'ancrage du système clanique en Corse. Véritables forteresses féodales, ils précipitent la dérive économique, sociale et culturelle de notre communauté ; ils alimentent en moyens et en pouvoir les forces du passé, qui s'opposent à tout changement ».

Enfin, par le caractère spectaculaire de son action et la teneur de sa revendication, le FLNC - « canal habituel » s'adresse aussi à la tendance « dure » des clandestins du « canal historique ». « Nous nous refusons à engager certaines formes d'action, désormais dépassées », écrit le FLNC. Une façon pour lui de refuser les plastiquages tous azimuts, par exemple des maisons individuelles, pour choisir « des cibles minutieusement analysées sur le plan politique et des actions visant principalement à accompagner le combat populaire le plus large en faveur des intérêts collectifs du peuple corse ». Après l'attentat, les réactions ont été

nombreuses en Corse. Le premier, M. François Giacobbi, président du conseil général de la Haute-Corse et sénateur MRG, a dénoncé « l'action des poseurs de bombes meurtrières ».

Il a réaffirmé son choix « pour une Corse française et républicaine ». Montrant les décombres du bâtiment plastiqué, M. Giacobbi a précisé : « Voilà ce qui arrive lorsque l'on fait ami-ami avec les nationalistes... M. Rossi peut être fier de lui ! »

Le président de l'Assemblée de Corse et député RPR de Corse-du-Sud, Jean-Paul de Rocca Serra, a exprimé son « espoir que cet acte incite le gouvernement à remplir pleinement les missions dont il a la charge ». Pour M. José Rossi, député UDF et président du conseil général de Corse-du-Sud, « après cette violence extrême et devant la situation d'anarchie qui caractérise notre île, il est d'autant plus nécessaire de garder la tête froide et d'éviter de réagir sous la pression des uns et des autres ». Le rapporteur du projet de loi instituant le nouveau statut de la Corse a insisté sur « la poursuite du travail de rénovation de l'action publique qui a été entreprise dans un esprit de réforme ces derniers mois ».

MICHEL CODACCIONI

M. Marchand : « Inadmissible »

M. Emile Zuccarelli, député MRG de Haute-Corse et maire de Bastia, a interrogé le gouvernement, mercredi 29 mai, lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Dans une atmosphère solennelle, M. Zuccarelli, qui a pu exceptionnellement poser une question non prévue au programme, a souligné que l'absence de victimes est un « miracle ». Il a affirmé apprécier « l'ambivalence des moyens de la justice et de la police intervenus depuis peu » tout en ajoutant qu'il reste « du chemin à parcourir ».

M. Zuccarelli a jugé que cet attentat « est une riposte » aux propos du premier ministre, qui, dans sa déclaration de politique générale, « disait que l'avenir de la Corse passait par le respect de l'autorité de l'Etat ». Pour le maire MRG de Bastia, les auteurs de l'attentat « pensent sans doute qu'à

travers une escalade de la violence il est possible, par l'intimidation, d'obtenir une relance de la question corse ». C'est pourquoi M. Zuccarelli juge nécessaire qu'il soit dit que ces tentatives d'intimidation sont vouées à l'échec tout simplement parce qu'on n'intimide pas la République.

Dans sa réponse, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a jugé « inadmissible que le terrorisme s'attaque à une structure fondamentale dans l'organisation de la République » et a souhaité que les auteurs de l'attentat soient retrouvés et « jugés sévèrement ».

Jedil, le ministre de l'intérieur a encore durci le ton dans un message au conseil général de Haute-Corse, en condamnant avec « indignation » cet acte « qui s'attaque aux fondements de la démocratie » et ne peut être justifié par « aucun prétexte politique ».

Du « front démocratique » à la bombe

Jusqu'ici, les deux principales organisations nationalistes légitimes, le MPA et la Cuncolta nazionalista, « collaient » totalement aux orientations des mouvements clandestins qu'elles soutiennent, à savoir le FLNC - « canal habituel » pour le MPA et le FLNC - « canal historique » pour la Cuncolta.

Lors de son congrès constitutif, le 12 mai à Corte, le MPA s'était déclaré favorable, pour préparer les élections de 1982, à la constitution d'un « front démocratique », ce qui semblait cohérent avec le « gel total » des actions armées décidé au début de l'année par le FLNC - « canal habituel ».

Or, une semaine après, les clandestins du même « canal habituel » repassant à l'action de façon spectaculaire, sur le continent, en plastiquant le siège social de la société Les Travaux du Midi. Le jeudi 23 mai, l'hebdomadaire du MPA, l'« Eclair », indiquait : « Sans doute doit-on considérer que les conditions qui avaient motivé cette (...) « réponse tactique » ne sont plus réunies et que la décision de « gel total » est devenue caduque ». Mais l'organe du MPA ajoutait : « Rien ne permet d'imaginer, tout d'abord, le contraire, une quelconque dérive dans une spirale de l'action armée ».

Or, si l'attentat contre le conseil général de Haute-Corse, mercredi 29 mai, ne représente pas « une dérive dans une spirale de l'action armée », cela y ressemble fort. Le terme de « dérive » s'applique d'autant plus que les clandestins, aussi efficaces et organisés soient-ils, ont pris, cette fois, des risques démesurés. Contrairement aux attentats précédents, le fait qu'il n'y ait pas eu de victimes relève d'un coup de chance, même si le « canal habituel » avait pris soin de prévenir et de demander aux occupants d'évacuer le bâtiment visé. En outre, le principal effet d'un tel attentat pourrait être un durcissement de l'attitude du gouvernement, inclination naturelle de M^{me} Cresson.

De là à conclure que le FLNC - « canal habituel » partage l'avis des opposants à la ligne « modérée » et « démocratique » adoptée par le MPA, il y a un pas que l'on ne peut pas franchir pour le moment. Mais l'hypothèse d'une nouvelle ligne de clivage à l'intérieur de la famille nationaliste ne peut plus être totalement exclue.

J.-L. A.

Centre formation professionnelle avocats.

C.F.P.A.

Préparation intensive
4 semaines, à partir fin août

80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année

CEPES

32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

صكنا من الامل

POLITIQUE

Au Conseil des ministres

M. Mitterrand souligne que M. Rocard a traité «avec intelligence» le dossier calédonien

Pendant le conseil des ministres du mercredi 29 mai, le président de la République a rectifié les propos qui lui ont été prêtés par M. François Burck, président de l'Union calédonienne, le vendredi 24 mai (le Monde daté 25-27 mai). Au terme d'un entretien avec M. François Mitterrand, M. Burck avait indiqué que, selon le président, des accords de Malignon n'auraient jamais été signés s'il n'avait pas lui-même donné l'ordre à M. Michel Rocard d'aller dans ce sens.

Le président de la République a indiqué que les propos rapportés par M. Burck n'étaient pas exacts. Le président, selon l'un des participants, s'est «ostensiblement» démarqué de M. Burck. Il a indiqué, selon le même, qu'il n'avait tout de même pas eu «l'indiscrétion de diminuer les mérites» de l'ancien premier ministre. Il a ajouté que M. Rocard avait mené «avec intelligence» la démarche qui a conduit aux accords de Malignon et que celle-ci s'était effectuée en étroite concertation avec lui.

M. Chirac n'exclut pas d'associer les Verts à une majorité de droite

Dans une interview à l'Express datée 30 mai-5 juin, M. Jacques Chirac déclare à propos de M. Cresson : «Elle a emprunté certaines idées à l'opposition, notamment dans le domaine de l'éducation et de la force industrielle et en même temps elle multiplie les appels du pied aux communistes.» Le président du RPR affirme aussi : «Aujourd'hui je pense que nous allons gagner.» En réponse à une question sur d'éventuelles élections législatives anticipées, il rappelle qu'il n'y a pas d'alternance à la présidence de la République et qu'il ne se présente pas à l'élection présidentielle.

Il propose une réforme de l'éducation nationale par voie de référendum et, concernant l'immigration, le rétablissement des contrôles d'identité, un moratoire pour les regroupements familiaux ainsi que la limitation des seules prestations sociales qui sont la contrepartie d'un travail ou d'une cotisation.

Le président du RPR oppose solidarité administrative et dignité de l'homme

M. Jacques Chirac a tiré, mercredi 29 mai, la conclusion du colloque de l'Association nationale pour la démocratie locale qui regroupait des élus municipaux et départementaux du RPR et qui était consacré aux initiatives que ceux-ci prennent en matière de solidarité administrative.

Les premiers, a-t-il dit, «pratique une solidarité administrative qui ne fait que concrétiser l'égalité en donnant à chacun le sentiment qu'il se débarrasse de ses devoirs à l'égard des autres par une contribution fiscale. C'est de l'assistance bureaucratique à base d'impôt supplémentaire décidé d'en haut». Les gaullistes, en revanche, selon M. Chirac, mettent en avant «la véritable doctrine sociale qui constitue les principes posés par de Gaulle» puisque «toute sa pen-

sée sur les valeurs tourne autour d'une conviction de la dignité de l'homme».

M. Chirac admet cependant que lorsqu'il dirigeait le gouvernement de 1986 à 1988, il a pu donner l'impression de privilégier l'économie par rapport au social. Il s'excuse sur ce qu'il considère comme une erreur d'interprétation en disant : «Pour pouvoir faire une véritable politique sociale, il faut d'importants moyens, il faut donc se donner au préalable la capacité économique nécessaire. La réalisation de véritables progrès en matière de solidarité sociale exige donc d'abord la création de richesses. C'est pourquoi l'économie est un moyen et le social est une fin.»

M. Chirac a également exposé quelques projets qu'il est en train de mettre au point pour les habitants de Paris, notamment la création d'une prestation sociale destinée aux mères de famille - qu'il appelle toutefois pas salaire maternel.

BIBLIOGRAPHIE

Kofi, le hasard et l'intégration

Kofi Yamgnane a été nommé secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration au moment où sortait un livre sur lui. Un hasard de plus dans la vie du «meilleur noir» de Saint-Coutant, en Bretagne, qui avait dû mener l'existence pauvre de sa famille, mais à qui le destin fit rencontrer, dans son village de Bandjeli, un missionnaire blanc, lequel lui ouvrit les portes du baccalauréat. Hasard aussi d'avoir suivi ses études supérieures à Brest, où il rencontre sa future épouse. Hasard qu'un jour sa route croise celle d'un agriculteur de sa commune d'adoption qui cherche une tête de bête aux municipales. Hasard encore d'être, un soir de vacances, sur une petite route des Landes, tombé nez à nez avec François Mitterrand en train de faire sa promenade...

C'est ce «côté extraordinaire de l'itinéraire d'un gosse né dans une case dans un endroit perdu du Togo, et devenu maire d'une commune rurale en France» qu'Hervé Guemener, journaliste au Télégramme de Brest, reconstitue. L'histoire de cet enfant de l'éthnie bassari, dans le nord du Togo, c'est en même temps celle d'une intégration parfaite.

Kofi, dont le prénom veut dire «celui qui est né le vendredi alors que sa mère attendait une fille», «blanchi de l'intérieur» par les missionnaires, est devenu un «métis religieux» : à la fois catholique et animiste. Dans sa

jeunesse, il a servi la messe en latin, mais cela ne l'a pas empêché d'aller consulter un crocodile, oracle de son ethnie (on met en présence de l'animal une poêle, s'il la dévore, cela signifie que le ciel est favorable), à chaque fois qu'une nouvelle phase s'ouvrait dans sa vie.

«Le parcours de Kofi confirme que le premier facteur d'intégration, c'est l'école, la deuxième, la famille, et le troisième, le travail», souligne Hervé Guemener. Sa nomination n'est qu'une demi-surprise dans le Finistère. Membre du PS depuis 1983, il était, depuis son élection, proche de personnes influentes du pouvoir ; ainsi Laurent Fabius, qui a passé pour qu'il soit nommé secrétaire d'Etat. Il n'est pas dupe : «Les socialistes avaient tout intérêt à mettre en valeur mon exemple, qui paraissait comme un contre-exemple au milieu de toutes les manifestations racistes enregistrées ces derniers mois en France.»

Un racisme qu'il n'avait pratiquement jamais rencontré jusqu'à ce qu'il devienne maire. Un jour, les habitants de Saint-Coutant ont reçu une circulaire sur laquelle on pouvait lire : «Il faut être tard et alcoolique comme un Breton pour être un nègre à la mairie.»

GABRIEL SIMON
Kofi, histoire d'une intégration, d'Hervé Guemener, préface de Pierre Jakaz Hélias. Payot, 241 p., 110 F.

Avant le débat, le 3 juin, au Palais-Bourbon

L'opposition est divisée sur la ratification des accords de Schengen

Les députés devront se prononcer, lundi 3 juin, sur le projet de loi de ratification de la convention d'application de l'accord de Schengen. Cet important traité international de cent quarante-deux articles signé par cinq, puis par six pays (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Italie) traite notamment des visas, de l'extradition, des demandes d'asile et des ventes d'armes (le Monde du 8 mai). L'opposition, très divisée sur ce sujet, est finalement convenue de s'abstenir sur le vote à une «déclaration interprétative» du gouvernement. Le RPR pourrait déposer une motion d'ajournement.

L'opposition a consacré une bonne partie de la journée du mercredi 29 mai à la recherche d'une position commune sur la convention d'application de l'accord de Schengen. Aucun des trois groupes (RPR, UDF et UDC) n'a exactement la même position. Au sein de leur groupe respectif, les députés eux-mêmes sont souvent partagés, du moins pour la minorité qui s'est penchée sur ce texte complexe qui tend à pallier les inconvénients, en matière de sécurité, qui pourraient résulter de la disparition des frontières au sein de la CEE en 1993.

Instinctivement une partie du groupe RPR serait plutôt hostile à un texte jugé trop européen. L'ancien président de la commission des lois, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), a ainsi l'intention de déposer une exception d'irrecevabilité pour démontrer que ce traité international n'est pas conforme à la Constitution. Il souhaite pouvoir saisir ensuite le Conseil constitutionnel pour lui demander de définir la notion de «souveraineté nationale».

Sa démarche est toutefois «personnelle», s'empresse-t-on de préciser au RPR. Il est difficile, en effet, pour le RPR de se démarquer trop ouvertement d'un texte qui avait été préparé, en partie, à l'époque où M. Jacques Chirac était à Matignon. Aussi l'ancien ministre de la sécurité, M. Robert Pasqua (RPR, Seine-Saint-Denis), qui fut, avec M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, partie prenante des travaux préparatoires à la signature de la convention qui devait intervenir le 19 juin 1990, a pris la défense de l'accord de Schengen. Il a estimé, mercredi 29 mai, devant les députés de l'opposition réunis en intergroupe, que le souci de renforcer la sécurité des pays concernés avait profondément inspiré la rédaction de ce projet et qu'il fallait le soutenir. L'ancien ministre centriste des affaires européennes, M. Bernard Bosson, a défendu la même position en soulignant l'importance européenne que cette ratification permettrait.

En revanche, M. Alain Lamassoure, député UDF et parlementaire européen, s'est mobilisé pour tenter

d'entraîner son groupe et l'opposition dans une attitude plus restrictive. «L'accord présente des lacunes et nous ne faisons pas confiance au gouvernement pour l'appliquer», explique-t-il. M. Lamassoure estime, en effet, que la convention ne fournit pas les moyens nécessaires à la lutte contre la drogue, notamment parce que l'un des pays signataires, les Pays-Bas, a une législation plus souple pour certaines drogues dites «douces».

Ce député UDF s'inquiète également de la politique qui sera suivie en matière de visas ; il estime que les Parlements nationaux ne pourront pas assurer leur fonction de contrôle. Enfin, avec d'autres députés UDF, RPR mais également UDC, M. Lamassoure craint, pour les années futures, les effets graves d'importants flux migratoires en provenance d'Europe de l'Est. Cette évolution n'aurait pas été suffisamment prise en compte par les signataires de l'accord.

Mais cette analyse n'est pas exempte d'intentions plus politiciennes. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) les résume ainsi sans fard : «Le PS a une mauvaise image en matière de contrôle de l'immigration. Si nous, nous approuvons l'accord de Schengen, cela nous fera endosser l'étiquette politique d'immigration des socialistes. Et demain, alors que les choses vont se dégrader, notamment à cause de ce qui se passe à l'Est, nous en porterons la responsabilité avec eux.» M. d'Aubert ne votera donc pas pour la ratification.

MM. Jacques Barrot et Jean-Jacques Hystes, députés centristes ne

décrochèrent pas contre M. Lamassoure. «C'est incompréhensible que l'opposition hésite. Un arbitrage a été d'ailleurs rendu au sein du bureau politique de l'UDF en faveur de la ratification. Valéry Giscard d'Estaing y est également favorable. Je suis convaincu, ce vote sera un test pour savoir si l'opposition est capable de prendre demain ses responsabilités en Europe», affirme M. Barrot, tandis que M. Hystes estime que les arguments de M. Lamassoure ne «tiennent pas debout».

Finalement, et dans la mesure où ils n'ont pas la possibilité d'amender ce traité, les trois groupes de l'opposition (RPR, UDF, UDC) se sont mis d'accord dans la soirée pour demander au gouvernement «une déclaration interprétative» sur les conditions d'application des accords de Schengen. L'UDF souhaiterait également qu'un observatoire parlementaire (senateurs, députés, parlementaires européens) soit créé pour surveiller l'application pratique de l'accord de Schengen. Si les réponses du gouvernement n'étaient pas satisfaisantes, le RPR pourrait alors utiliser l'article 128 du règlement de l'Assemblée pour déclencher une «motion d'ajournement» de la ratification. «Nous le ferons avec un esprit positif», précise cependant le président du groupe RPR, M. Bernard Pons. Compte tenu des discussions internes à l'opposition et de la position de l'UDF, il semble peu probable qu'elle puisse être votée, même si le PCF s'y associe.

PIERRE SERVANT



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les Etats-Unis que PAN AM, et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 6 plaques tournantes américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. C'est été et pour la première fois dans son histoire. PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les Etats-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux Etats-Unis. De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les Etats-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10 quotidien	J.F.K. New-York 15h05
11h00 Lu-Me-Ve-Sa-Di	13h20
Paris* 12h05 Ve-Sa-Di	Miami 15h40
Nice* 12h15 Lu-Ma-Je-Sa	J.F.K. New-York 15h10

* Fréquence accrue à partir du 16 Juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class* : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais «coincé» au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort. Le pur luxe des fauteuils Sleeperette*, des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45-45 ou votre agent de voyage.

PAN AM.
Mieux que Jamais

SOCIÉTÉ

Après la mort d'un jeune homme à Mantes-la-Jolie

Aïssa Ihich « n'a pas disposé des médicaments dont il avait besoin »

souligne M^{me} Edith Cresson

« Un jeune homme est mort pendant sa garde à vue. Il souffrait d'asthme depuis plusieurs années et n'a pas disposé des médicaments dont il avait besoin pour traiter le mal dont il souffrait et dont il est mort ». M^{me} Edith Cresson n'a pas attendu les résultats de l'enquête chargée de déterminer « dans les meilleurs délais » les responsabilités dans la mort du jeune Aïssa Ihich pour faire part de sa conviction.

Répondant, mercredi 29 mai à l'Assemblée nationale, à une question d'actualité posée par M. Jacques Bruhaes (PC), le premier ministre a exprimé le souhait que, sur une question aussi grave que les banlieues, les dirigeants politiques se montrent « imaginatifs ».

« Nous ne devons pas nous arrêter à des tabous, mais discuter franchement sur un sujet qui ne doit pas nous diviser », a-t-elle ajouté, en soulignant que le gouvernement ne pouvait « pas tolérer qu'il y ait des quartiers où la police ne pénètre plus ou très peu, où il n'y a pas de dialogue entre les jeunes et les responsables de l'ordre : nous devons tout faire pour renforcer l'action des associations très dynamiques, pour nouer ce dialogue et ainsi donner un espoir, une chance à ces jeunes ».

Interrogé à son tour par M. Bernard Schreiner (PS), le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a nettement nuancé les propos de M^{me} Cresson. « En l'état actuel des connaissances, a-t-il indiqué, rien ne permet d'accuser qui que ce soit d'une erreur, d'un manquement, ou d'une faute. » Il faut rechercher la

vérité, mais sans porter d'accusation », a prévenu M. Marchand, qui a toutefois estimé que le drame intervenu mardi justifiait l'amélioration des conditions matérielles de la garde à vue, « pour des raisons de sécurité et aussi de dignité de la personne humaine ». Le ministre de l'Intérieur a rappelé qu'il envisageait d'utiliser un système de surveillance vidéo pour toutes les gardes à vue, notamment « parce qu'un enregistrement peut être utile ultérieurement ».

Dans l'hémicycle, nul ne s'est aventuré à prononcer le nom de Malik Oussékine, cet autre étudiant décédé le 6 décembre 1986, pendant les grandes manifestations lycéennes et étudiantes, après avoir été frappé par les forces de l'ordre. Mais M. Jean Ueberschlager (RPR) n'a pas hésité, lui, à vociférer une phrase qui en rappelait une autre, de la même époque (1). Tandis que M. Schreiner évoquait les causes du décès d'Aïssa Ihich, M. Ueberschlager a lancé : « Il n'avait qu'à rester à la maison ! Quand on est malade... »

P. R.-D.

(1) Après la mort de Malik Oussékine, qui souffrait d'insuffisance rénale et qui était sous dialyse, M. Robert Pandraud, alors ministre délégué chargé de la sécurité, avait déclaré à l'Express, en février 1987 : « Quand on est dans un état pareil, on ne manifeste pas jusqu'à 2 heures du matin... »

Selon le rapport d'autopsie

L'asthme serait responsable du décès

L'asthme est bien responsable du décès du jeune Aïssa Ihich, lundi 27 mai, à l'issue de sa garde à vue au commissariat de police de Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Selon les premiers résultats de l'autopsie pratiquée mercredi 29 mai au soir à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) par le professeur Durigon et les docteurs La Mer et Guillon, désignés par M. Chapier, juge d'instruction à Versailles, le décès du jeune homme « est consécutif à un état de mal

asthmique ». Selon M. Yves Collet, procureur de la République à Versailles, « il existe des lésions traumatiques pulmonaires et anaphylactiques peu importantes qui ne sont pas la cause directe de la mort ». Des examens complémentaires sont en cours pour « déterminer l'éventualité de leur incidence sur l'évolution de l'état de mal asthmique ». D'autres examens biologiques devaient apporter des précisions sur les circonstances qui ont précédé le décès.

MÉDECINE

En reconnaissant l'existence d'une contamination dans son laboratoire

Le professeur Gallo renonce à poursuivre la polémique sur la découverte du virus du sida

Par une petite lettre publiée dans l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté 30 mai), le professeur américain Robert Gallo, du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland), reconnaît qu'une contamination s'est produite dans son laboratoire en 1984. Il met ainsi un terme à la controverse scientifique qui, depuis huit ans, l'opposait à l'équipe du professeur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur de Paris à propos de la découverte du virus du sida. Dans un entretien que nous publions ci-dessous, le professeur Montagnier estime que « à l'évidence, il y a eu un mensonge à un moment donné ».

C'est la première fois que le célèbre chercheur américain admet officiellement que, dans son laboratoire du National Institute of Health, des cultures de virus provenant de patients atteints de sida

ont été contaminées par une souche de virus (HIV-LAI) provenant de l'Institut Pasteur et donc que le virus qu'il croyait avoir découvert était issu du laboratoire du professeur Luc Montagnier. De ce fait, explique-t-il, « quand furent déposés à l'Institut Pasteur et au National Institute of Health les virus provenant de patients atteints de sida, il est apparu que nos deux équipes avaient séquencé du HIV-LAI. A Pasteur, le virus fut baptisé LAV-BRU et au NIH HTLV-IIIb ».

Admettant qu'une contamination s'est bien produite dans son laboratoire, le professeur Gallo explique ensuite que cette similitude extraordinaire entre le LAV-BRU et le HTLV-IIIb peut maintenant être expliquée. Mais cela, ajoute-t-il, ne change pas l'histoire de la découverte du virus du sida telle que lui-même et le professeur Luc Montagnier l'ont rapportée dans les revues *Nature* en 1987 et *Scientific American* en 1988. « Il est temps maintenant que cette controverse prenne fin, conclut le

professeur Gallo, et que nous consacrons tous nos efforts à essayer de mettre un terme à cette pandémie ».

Il aura donc fallu huit longues années de polémiques, d'enquêtes, de rapports, de procès, de rencontres ministérielles au plus haut niveau. Pour en arriver finalement à ce que tout le monde présentait depuis longtemps, à savoir que le virus du sida découvert au National Institute of Health provenait en réalité d'une souche de virus adressée par le professeur Montagnier au professeur Gallo en 1984.

A trop vouloir prouver qu'il n'en était rien, le professeur Gallo permit, sans le vouloir, à l'équipe du professeur Montagnier de trouver la clé qui lui manquait pour démontrer qu'elle était bien la seule à avoir découvert le virus du sida.

En effet, sans cet article publié le 28 février dernier dans *Nature* par Robert Gallo, montrant que le LAV-BRU découvert à l'Institut Pasteur n'était pas la source du HTLV-IIIb, jamais sans doute

l'équipe pastoriennne n'aurait tout repris à zéro pour s'apercevoir en définitive qu'il y avait eu, à l'Institut Pasteur, une contamination LAV-BRU (le *Monde* du 7 mai). Le professeur Gallo avait raison de dire que « son » virus n'était pas « celui » du professeur Montagnier, à ceci près que celui du professeur Montagnier n'était pas celui qu'on pensait.

Reste à savoir maintenant ce qui s'est réellement passé, une contamination malencontreuse dans le laboratoire de Robert Gallo ou bien, de la part du célèbre chercheur américain, une volonté délibérée de s'approprier un virus qui n'était pas le sien... Peut-être la commission d'enquête désignée par le NIH pour déterminer les conditions exactes dans lesquelles le virus du sida a été découvert permettra-t-elle, dans le rapport qu'elle ne va maintenant plus tarder à rendre, de répondre à cette ultime question.

J.-Y. N et F. N.

Un entretien avec le professeur Luc Montagnier

« Il y a eu mensonge à un moment donné »

« La dernière publication du professeur Gallo reconnaissant votre version des faits quant à la découverte du virus du sida constitue-t-elle pour vous une surprise ? »

— Après la publication de nos derniers résultats dans l'hebdomadaire américain *Science*, il n'y avait au fond que deux solutions pour le professeur Gallo. Soit il faisait traîner les choses, en développant une nouvelle argumentation pour tenter de justifier à sa manière ses conclusions. Soit il reconnaissait leur validité. Je pense qu'il a, en définitive, été conduit à prendre rapidement cette dernière attitude, compte tenu du caractère très complet de notre dernière publication. La position qu'il adopte aujourd'hui est positive. Elle fournit une forme d'épilogue à la partie scientifique de cette controverse. Je tiens toutefois à rappeler que c'est l'Institut Pasteur qui, dès le mois d'août 1985, avait, pour la première fois, émis l'hypothèse que le virus HTLV-IIIb du professeur Gallo

était une contamination du virus LAV que nous lui avions adressé en 1983.

— Pourquoi, dès lors, ne pas avoir cherché plus tôt à confirmer cette hypothèse ?

— En 1985-1986, on connaissait peu de choses sur les spectres des variations de structure du virus et nous ne disposions pas de la technique PCR d'amplification de l'ADN, qui, par la suite, nous a permis de conclure. Pensant que nous aurions des difficultés à démontrer cette hypothèse, nous ne l'avons pas évoquée dans le compromis franco-américain de 1987. Il faut ajouter que les frais d'avocat étaient très élevés pour l'Institut Pasteur et que nous n'avions pas les moyens de faire un procès sur plusieurs années.

— Cette affaire est-elle aujourd'hui définitivement classée ?

— Elle l'est certes du point de vue scientifique. Il faut quand même regretter qu'il nous ait fallu sept ans pour arriver à ce résultat. J'ai, d'innombrables fois, durant cette

période, demandé au professeur Gallo de reconnaître les faits et il a refusé. Nous avons perdu beaucoup de temps et d'énergie. Au-delà des problèmes de contamination de virus, le point le plus important concerne le comportement anormal du professeur Gallo. Il y a notamment eu, dès le départ, une incompréhensible rétention d'informations concernant le virus que nous lui avons offert. Il y a eu ensuite le refus de comparer les deux virus, des publications antérieures et, au total, le refus manifeste de masquer le fait qu'il s'agissait d'un mensonge.

— La publication d'aujourd'hui constitue les déclarations de l'équipe de l'Institut Pasteur, ne pas avoir fait pousser notre virus. A l'évidence, il y a eu mensonge à un moment donné.

— Pensez-vous que cette contamination était accidentelle ou qu'elle a été sciemment provoquée ?

— C'est certes une hypothèse et quelques éléments peuvent éveiller

les soupçons. Mais, même si la contamination a été accidentelle, reconnaître aujourd'hui les faits implique que le professeur Gallo n'a pas dit la vérité, notamment en 1984 et 1985.

— Or, en est-il aujourd'hui de la classe qui prévoyait que les virus que vous donniez à l'équipe américaine ne pouvaient être utilisés à des fins commerciales par celle-ci ?

— Je ne peux me souvenir d'un problème qui concernait l'Institut Pasteur. Le National Institute of Health a déjà fait valoir que le document comportant cette clause, signé par M. Popovic, collaborateur direct du professeur Gallo, ne l'engageait pas. Il me semble toutefois, au vu des derniers éléments, que cet institut pourrait aujourd'hui faire un geste.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

DÉFENSE

En réponse au vœu de M. Joxe de « muscler » le renseignement

Les agents de la DGSE réclament de nouveaux avantages financiers

Les agents secrets français prennent au mot leur autorité de tutelle. Au ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui souhaite « muscler » le renseignement en voulant y embaucher les meilleurs, les fonctionnaires civils et militaires de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) répondent en réclamant une revalorisation de leurs carrières.

Ils ne se contentent pas de ce que pourrait leur apporter l'accord-cadre — autrement appelé le protocole Durafour — sur la rénovation de la grille de la fonction publique à laquelle ils sont rattachés. Ils font valoir des revendications propres à leur corporation, comme une hausse quasiment de moitié de leur indemnité principale et, même, l'intégration de cet avantage financier dans le calcul de leur retraite.

Pour être un agent secret, interdit de syndicat, on n'en est pas moins un homme ou une femme attaché à la protection de ses intérêts professionnels. Depuis deux ans qu'il est à la tête de la DGSE, M. Claude Silberzahn ne peut pas faire comme si chacun de ses trois mille trois cents subordonnés était content de son sort, discipliné et sans état d'âme.

Voudrait-il l'ignorer que tout ou partie du personnel se chargerait, d'une manière ou d'une autre, de le rappeler à la réalité. A preuve le « scandale » tout récent de la DGSE à son « patron » : le dernier roman de Jean Raspail, intitulé *Pêcheur de lunes*, dans lequel l'auteur part sur les traces des derniers survivants, encore douteux de mémoire, de peuples oubliés ou déçus. La dédicace qui accompagnait ce don

exprimait, avec humour, le vœu que M. Silberzahn — voire son successeur — ne soit pas le directeur général qui s'en sera allé à la recherche d'une peuplade disparue : les agents de la DGSE.

Message symbolique. Au-delà, il existe, chez les fonctionnaires du renseignement français, la volonté de témoigner de ce qu'ils analysent comme étant « un désenchantement, un dégoût et une incertitude quant à l'utilité de notre mission » au sein des trois quarts du personnel civil et militaire, réuni dans une association comparable à un comité d'entreprise et dénommée Cercle d'aide sociale et culturelle.

La crise déclenchée en plein été 1990 par l'Irak au Koweït et la guerre qui a suivi dans le Golfe ne sont pas étrangères à cet état d'esprit plutôt morose que vient d'évoquer le Cercle devant les cadres dirigeants de la DGSE.

Mais les contraintes du métier, que ces événements ont contribué à exacerber, expliquent tout autant la multiplication des revendications. Elles portent, d'abord, sur la rémunération entendue comme « une juste compensation » à ces sujétions d'ordre professionnel. Ce sont « des problèmes toujours cruciaux », a fait récemment observer la présidente du Cercle à M. Silberzahn. « C'est donc sans vergogne, a-t-elle ajouté, que nous demandons, en 1992, une revalorisation, que nous n'avons pas eue, de la prime et son intégration dans le traitement. » Depuis 1973, les fonctionnaires civils du renseignement — ils représentent aujourd'hui près de 45 % des personnels du service — reçoivent une prime mensuelle censée leur faire mieux supporter les contraintes de tout ordre qui frappent leur vie quotidienne, professionnelle et privée.

Cette prime était à l'époque de 200 francs par mois. Elle était de

529 francs en 1989, après une série de réaménagements, jugés fort modestes par les intéressés, qui intervenaient tous les deux ans.

Deux cents emplois supplémentaires

Les militaires ont droit, eux, à une indemnité dite de sujétion, qui se situe entre 250 et 550 francs selon le grade.

En 1990, M. Silberzahn a obtenu du gouvernement que la prime des personnels civils passe à 950 francs — ceux-ci demandaient qu'elle soit portée à 1 000 francs — sous la promesse d'un nouvel effort budgétaire ultérieur. Pour 1992, les agents secrets ont pris les devants. Ils réclament, ni plus ni moins, une prime de 1 300 francs et son intégration à ce taux-là dans le calcul des retraites. Avec un argument : cette prime, attri-

buée à leur statut « spécial », qui prend déjà ses distances d'avec le cadre habituel de la fonction publique, est la plus faible de celles qui, sous des dénominations diverses, ont été attribuées à des corps de métier voisins (police, sécurité aérienne, personnels pénitentiaires, transmission du ministère de l'Intérieur, pompiers, douaniers ou gendarmes), chez lesquels elles sont depuis longtemps intégrées, aux pensions. Cette double revendication intéresse deux mille deux cents agents de la DGSE.

La hausse de quelque 58 % de cette prime de contrainte marque, en réalité, le couronnement de tout un catalogue de doléances qui ne concerne pas les seules rétributions. Bien d'autres thèmes de réflexion ont été présentés à M. Silberzahn par les personnels, à commencer par les disparités dans les notations des agents au sein

des différents services de la DGSE, la répartition inégale des responsabilités entre civils et militaires ou encore la difficulté pour certains de ces fonctionnaires d'aller « prendre l'air » ailleurs que dans leur administration d'origine.

En 1991, M. Silberzahn a entrepris — avec l'embauche de deux cents agents, dont plus d'un tiers sont destinés à renforcer les écoutes intergouvernementales — d'appliquer un plan quinquennal (le *Monde* du 31 janvier et du 4 août 1990) qui prévoit de créer mille emplois supplémentaires et de rénover, à terme, le cadre juridique du statut qui concerne désormais les quatre cent mille fonctionnaires des PTT. Ce plan n'exclut pas, d'autre part, la perspective d'une nouvelle implantation du service, qui serait plus rationnelle.

M. Joxe vient de lancer une campagne en faveur d'une organisation plus dynamique du renseignement de défense (le *Monde* du 8 mai). Du même coup, il a ravivé le trouble d'une corporation qui ne compte plus son « job » à la DGSE comme un simple sacerdoce, surtout chez les derniers recrutés, qui, à en croire la présidente du Cercle, ne partagent pas la foi du charbonnier des plus anciens.

JACQUES ISNARD

Au conseil des ministres

Les généraux Barascud et Bresson reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 29 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Guy Barascud et François Bresson.

Sont nommés : major régional de la 1^{re} région militaire (Paris), le général de division Pierre Auzanier ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la 1^{re} région militaire, le général de brigade Jacques de Metz.

• Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jean Cochevelou.

Est nommé adjoint au sous-chef d'état-major « matériel » à l'état-major de la marine, le contre-amiral Jean-Claude Monnier.

• Service de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Jean Clément ; médecin général, le médecin chef Robert Horning ; vétérinaire biologiste général, le vétérinaire biologiste chef Jean Mass.

Est nommé directeur du service de santé du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le médecin général René Nicolle.

• Gendarmerie. — Sont nommés : général de brigade, les colonels Marcel Vinatier et Alfred Preuille.

français depuis le 7 mai dans le Pacifique-sud. Selon le ministre de la défense, l'opération déployée a été inférieure à 130 kilotonnes (l'équivalent de huit fois la puissance de la bombe atomique d'Hiroshima).

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

ESPACE

Prévue en juillet

La conférence spatiale européenne est repoussée à l'automne

Contrairement à ce que Bonn et Paris avaient un moment envisagé, la prochaine conférence spatiale européenne n'aura pas lieu le 10 juillet, mais les 21 et 22 novembre à Bonn (Allemagne).

Si l'on en croit le discours officiel, ce glissement dans le temps serait dû pour l'essentiel au fait que les petits pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA). Mais il est vrai aussi que le récent changement de gouvernement n'a guère facilité les choses et que, l'apparente unité du gouvernement Rocard, transparaissent des divergences sur l'urgence des décisions à prendre.

Celles-ci, il faut en convenir, ne sont guère faciles. Il s'agit en effet pour l'Europe de développer au cours des dix prochaines années : le lanceur lourd Ariane-5, la navette spatiale Hermès et la sta-

tion habitée Columbus, dont un des éléments, l'APM (Attached Pressurized Module), devrait se greffer sur la station américaine Freedom. Coût de ces projets : 98 milliards de francs, dont plus des deux tiers serviront à financer Hermès et Columbus.

L'axe Paris-Bonn

S'il y a unanimité sur le programme Ariane-5, dont chacun comprend l'importance des intérêts stratégiques et économiques (conserver une place de leader à l'Europe sur le marché des lanceurs), elle a été plus difficile à construire sur Hermès et Columbus. Ces derniers mois, Paris et Bonn sont enfin parvenus à s'entendre et à créer un axe susceptible de structurer la future conférence spatiale européenne.

Français et Allemands marchent donc désormais d'un même pas, comme devrait le confirmer l'actuel sommet franco-allemand. Les ministres français et allemand de l'espace, voire les chefs d'Etat eux-mêmes, devraient annoncer qu'ils sont prêts à lancer les programmes Hermès et Columbus, « dont il faut considérer désormais qu'ils sont un tout ». Mais ils devraient également dire leur accord sur le montant des investissements (1) à leur consacrer jusqu'en 1996.

Au-delà, il sera toujours temps de reprendre les discussions et d'ajuster les calendriers en fonction de l'état d'avancement ou d'urgence de ces programmes, tout en sachant que le second volet de Columbus, le développement futur d'un embryon de station autonome habitable européenne (MTFF), prendra de plus en plus d'importance dans la politique spatiale européenne. Une manière comme une autre pour le Vieux Continent de sauvegarder ses ambitions en matière de vols habités, au moment où ses partenaires américains sont sous la menace de coupes budgétaires.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le glissement du calendrier imposera aux Européens de financer une rallonge de crédits pour couvrir les frais du second semestre 1991, en attendant une décision ferme d'engagement sur ces programmes. Allemands et Français sont également d'accord pour fusionner leurs programmes spatiaux dédiés à l'environnement et proposer à l'automne à leurs collègues européens un important programme sur ce thème de quelque 7 milliards de francs.

EN BREF

■ M. Alain Geismar au cabinet de M. Jospin. - M. Alain Geismar, qui était, dans le précédent gouvernement, directeur adjoint du cabinet de M. Laignel, au secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, vient de rejoindre le cabinet de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, où il est chargé de la professionnalisation des enseignants.

■ La constitution de partie civile de la Ligue des contribuables dans l'affaire Urbia jugée irrecevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a une nouvelle fois jugé irrecevable, mercredi 29 mai, la constitution de partie civile de la Ligue des contribuables dans le dossier Urbia instruit au Mans. La chambre d'accusation a donc confirmé son arrêt du 19 avril : ce jour-là, elle avait jugé que la Ligue des contribuables et la CGT n'avaient pas « intérêt à agir » dans ce dossier (le Monde du 20 avril). Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jacques Liberge, avait toutefois accepté la constitution de partie civile de la Ligue quelques heures plus tard et le parquet a fait appel de cette ordonnance. La Ligue des contribuables a annoncé, mercredi, qu'elle allait se pourvoir en cassation.

DERNIER NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
Santé

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tribulations d'un curieux dans les épices poivre, canelle, et autres délices le tentent : le rouge là, c'est quoi ? Ah ! mon ami, il faut goûter... c'était de la poudre à étrenner !

TUNIS 1000 F

VOI ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
LES 03, 15, 22/06/1991
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

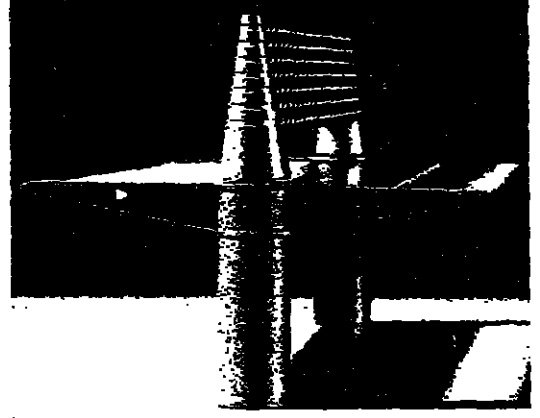
Présentation du futur mobilier urbain de l'avenue

La « ligne » Champs-Élysées

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, devait se rendre, jeudi 30 mai, avenue de la Grande-Armée pour découvrir le mobilier urbain qui sera mis en place sur les Champs-Élysées, une fois ceux-ci rénovés (le Monde du 25 mai).

Le pied des cabines téléphoniques ? Et ces abribus, simples cages de verre, ne mériteraient-ils pas, eux aussi, une autre ligne, qui s'inspirerait de ce qui vient d'être montré au maire de Paris ? Le débat est ouvert.

Mais c'est la lumière qui a été particulièrement étudiée. Les Champs-Élysées sont, une



Le nouveau banc de Jean-Michel Wilmotte

Présentant le projet de réaménagement de la célèbre avenue, le maire de Paris avait indiqué que l'actuel mobilier, multiple et disparate, avait vécu. Il a donc été fait appel à Jean-Michel Wilmotte pour dessiner les nouveaux bancs, lampadaires, feux tricolores, corbeilles à papiers et abris piétons qui seront disposés, fin 1994, entre la place Charles-de-Gaulle et le Rond-Point. « Ce sera la ligne Champs-Élysées », avait précisé M. Chirac.

Une puissante source de lumière

Si les premiers éléments de cette « ligne » sont aujourd'hui connus, des interrogations subsistent à propos des kiosques à journaux, abribus et colonnes Morris. Doit-on, par exemple, garder les traditionnelles colonnes Morris ou en créer de nouvelles, en aménageant à leur

fois la nuit venue, bien sombres, ils ont perdu éclat et verve. Le plan de rénovation de l'avenue prévoit de planter une seconde rangée d'arbres, parallèles à la première et distants de neuf mètres. Les luminaires à l'ancienne d'Hittoff, charnards et désuets, qui font partie du paysage parisien et prolongent jusqu'à l'Etoile le décor de la place de la Concorde, seront conservés, mais déplacés et disposés entre les arbres nouvellement mis en terre. Leur lustre accompagnera le promeneur. Les lampadaires modernes trouveront place le long de la chaussée. Ils remplaceront ceux, particulièrement disgracieux, qui existent déjà. Avec les luminaires d'Hittoff, ils formeront une puissante source de lumière qui glissera tout au long de l'avenue. Les Champs-Élysées devraient retrouver un brillant, disparu depuis longtemps.

JEAN PERRIN

REPÈRES

CATASTROPHES

Niki Lauda confirme l'hypothèse de l'explosion de son Boeing

Pour l'ancien champion du monde de formule 1 Niki Lauda, propriétaire de Lauda Air, il n'y a pas de doute : « Une forte explosion a déchiré le Boeing en plein vol. » Après s'être rendu sur le lieu de la catastrophe aérienne qui a coûté la vie à 223 personnes, M. Lauda reste cependant prudent sur l'origine de cette explosion. Une aile de l'appareil et un moteur n'ont toujours pas été retrouvés.

Dans la région forestière où l'avion s'est écrasé, à 220 km au nord de Bangkok, des morceaux de l'appareil, des cadavres brûlés et mutilés, ainsi que des bagages sont dispersés sur quelque 16 km². « C'est comme à Lockerbie », a dit un des experts du constructeur américain Boeing.

Les spéculations sur l'origine criminelle de l'explosion ont été nourries par la découverte, selon la presse autrichienne, de plusieurs kilos d'héroïne dans les débris de l'avion. M. Lauda n'a pas pu confirmer cette information, mais il a dit qu'un traficant de drogue était à bord.

Un porte-parole de l'ONU a cependant écarté l'hypothèse d'un attentat contre un des experts de lutte anti-drogue, le Britannique Donald Macintosh, qui a péri dans l'accident. - (Corresp.)

ILE-DE-FRANCE

Une vitrine pour la région à Eurodisney

L'île-de-France aura sa vitrine à l'intérieur de l'espace Eurodisney, à Marne-la-Vallée. Ce sera même, avec le bureau de poste, la seule représentation française dans le centre de jeux qui ouvrira le 12 avril 1992. La Maison du tourisme d'île-de-France et de Seine-

et-Marne sera implantée à l'intérieur du parc de loisirs sur 390 mètres carrés. Des films très courts et une animation fréquemment renouvelée présenteront au million et demi de visiteurs attendus annuellement les attraits touristiques et culturels de la région. La Maison du tourisme, dont l'entrée sera gratuite, emploiera vraisemblablement de quinze à vingt personnes.

En moins de six mois, le centre d'informations déjà ouvert par Eurodisney à Marne-la-Vallée a enregistré plus d'un million d'entrées payantes : chaque visiteur doit déboursier 15 francs pour s'informer sur les futures installations.

RÉFUGIÉS

Les « déboutés du droit d'asile » cessent leur mouvement

Les « déboutés du droit d'asile », qui observaient une grève de la faim à Paris, à l'église Saint-Joseph (11^e), et à Farnham (Moselle), ont décidé, mardi 28 mai, de cesser leur mouvement après plus d'un mois de jeûne. Ceux de Mulhouse et de Saint-Dizier ont pris la même décision, mercredi. Seuls une quarantaine de Turcs, en grève de la faim depuis trois jours à Gien (Loiret), poursuivent le mouvement. Une réunion entre les militants du réseau de soutien et les négociateurs nommés par le ministère des affaires sociales (le Monde du 28 mai), mardi, a prévu qu'un nouveau texte réglementaire sur le droit au travail et au séjour des « déboutés » serait publié avant la fin juin. M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a confirmé, mercredi 29 mai à l'Assemblée nationale, que le gouvernement donnerait « des instructions dans un délai de trois semaines ». Pour leur premier repas depuis trente-trois jours, les cinquante-sept grévistes de l'église Saint-Joseph de Paris-11^e ont dégusté une soupe... de cresson.

Une veste en soie en grande taille ? Faites-vous plaisir c'est le printemps !

Capel

GRANDES TAILLES
PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

Partez à la conquête de l'Amérique

avec **SILC**

Séjours linguistiques en famille d'accueil avec Cours, Activités et Excursions.

Avec toujours le sérieux et la sécurité de SILC spécialiste de l'Europe et des USA depuis 1965
Documentation gratuite : SILC 16022 ANGOULEME CEDEX
Tél. (16) 45.95.83.56 - Fax (16) 45.95.41.10 - Tx 791 193 F
Bureau PARIS : Madame BEINSE - Tél. 45.48.58.66

DEFRICHEUR DE BROUSSE ECONOMIQUE

SCIENCE & VIE ECONOMIE

LE FOOT PEUT-IL RAPPORTER GROS ?

- Algerie : sous l'intégrisme, le marché.
- Entreprise : l'art de mettre de l'argent de côté.
- Perdre du temps pour mieux en gagner.

Science & Vie Economie Nouvelle Formule
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE

SCIENCES ET AVENIR

L'HOMME EST-IL LE FRUIT DU HASARD ?

Les recherches les plus récentes, les théories les plus avancées montrent que l'existence de l'homme est vraiment le fruit du hasard. L'histoire de la vie admet désormais de nouveaux scénarios: Paléontologie et génétique dessinent une nouvelle vision de l'évolution.

AU MEME SOMMAIRE

SIDA : Comment expérimenter sur l'homme.

HAUTES TECHNOLOGIES :

Ils inventent la communication du futur.

HISTOIRE : L'origine des kurdes.

TEMPS REEL : Les paradoxes de la vitesse.

25 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

IRELLI
Inclinable tête et pied
soutient bien
la colonne vertébrale

CAPÉLOU

37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 46 35 • METRO PASTILLERIE

PUBLICITÉ

Crème et soleil : la nouvelle assurance tous risques

JUSQU'ALORS, LES PEAUX SENSIBLES AU SOLEIL ROUGISSAIENT DES PREMIÈRES EXPOSITIONS. GRÂCE AU NOUVEAU SOIN SOLAIRE ANTI-INFRAROUGES INFRASOL, ELLES VONT ENFIN PROFITER DU SOLEIL EN TOUTE LIBERTÉ.

Les peaux sensibles au soleil craignent les beaux jours. Cette lappissade empoisonne la vie de nombreuses personnes : enfants, femmes et hommes souffrant sans discrimination de ce handicap. A chaque exposition, ils risquent coups de soleil, brûlures et autres désagréments. Aujourd'hui, les chercheurs des Laboratoires d'Anglas ont enfin trouvé une réponse au problème du bronzage des peaux sensibles au soleil. Ils ont observé que les rayons infrarouges amplifient considérablement les risques de coups de soleil liés aux rayons UVB. Ils ont donc introduit dans les sept soins solaires de la ligne Infrasol non seulement des filtres UVA et UVB mais aussi des agents photoréfecteurs spécifiques anti-infrarouges; ils permettent ainsi aux peaux sensibles au soleil de ne plus en rougir. Tous les produits de la ligne, dont les formules

Crème solaire anti-rides, indice de protection 8

Lait solaire hydro-protecteur, indice de protection 4

PHOTOS: ÉLISE RÉBÉRE

ALICIA HUYBRE

LES PRODUITS INFRASOL sont en vente dans les pharmacies et les centres de beauté santé.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4 138

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Annoncée par Jean-Paul II

La nomination de vingt-trois cardinaux illustre la nouvelle géographie du catholicisme

Le pape a annoncé, mercredi 29 mai, qu'il allait créer vingt-trois nouveaux cardinaux au cours d'un consistoire à Rome le 28 juin prochain (nos dernières éditions du 30 mai). Ce sera le cinquième consistoire de son pontificat. Le sacré collège comptera alors 163 cardinaux, dont 120 (limite fixée par Paul VI) de moins de 80 ans, électeurs du pape en cas de conclave.

La liste des 23 nouveaux cardinaux annoncés mercredi 29 mai par Jean-Paul II - et des 88 créés par lui en douze ans - traduit, mieux que beaucoup de discours, la nouvelle géographie du catholicisme dans le monde. C'est la progression des Européens de l'Est qui est la plus spectaculaire. Le pape tire la conséquence des événements des deux dernières années. S'il n'a pas poussé la promotion - vis-à-vis de l'Eglise russe orthodoxe et des autorités soviétiques - en élevant à la dignité de cardinal l'évêque récemment nommé à Moscou, il fait entrer dans le sacré collège un Roumain, un Slovaque et l'évêque de Berlin.

Ce sont trois promotions symboliques de la volonté de redressement du catholicisme dans un champ laissé libre par la défaite du communisme. Ce sont trois personnalités qui ont eu, chacune à leur manière, à se mesurer au système marxiste et athée: le Roumain et le Tchèque ont eu, en outre, à affronter les prisons. Nommés

évêques dès les années 50, ils ont traversé l'épreuve, lutté dans la clandestinité, pour défendre la foi de leurs fidèles. A part la Bulgarie et l'Albanie, tous les pays d'Europe de l'Est - y compris la Lituanie - comptent désormais au moins un cardinal.

L'Europe de l'Est et la Chine

Dans le même esprit, le pape a révélé le nom de la personnalité qu'il avait nommée *in petto* dès 1979: Mgr Gong Pingmei, évêque de l'Eglise clandestine de Chine, qui avait lui aussi été arrêté dans les années 50, condamné à la prison à vie, assigné à résidence, pour avoir refusé de pactiser avec le pouvoir communiste. En le nommant publiquement cardinal, le pape salue une personnalité courageuse et adresse un nouveau signe à Pékin.

Avec 56 cardinaux électeurs du pape en cas de conclave (sur 120), l'Europe reste le continent le mieux représenté et le plus influent dans le sacré collège. Parmi eux, les Italiens (23), dont Mgr Camillo Ruini, le nouvel homme fort se taillent toujours la part du lion. Mais la liste du 29 mai traduit le souci du chef de l'Eglise de pousser toujours plus loin l'internationalisation du collège des cardinaux: l'Amérique du Nord et celle du Sud en comptent cinq de plus (33 au total); l'Afrique en a 15; l'Asie 12; l'Océanie 4.

Pour le reste, le consistoire du 28 juin prochain n'offrira guère de surprises, la «pourpre» allant, selon la tradition, aux chefs de

diocèse de la Curie et au premier d'entre eux, le nouveau secrétaire d'Etat, Mgr Sodano, puis au nouveau primate d'Irlande, aux archevêques de Turin ou de Kinshasa. On notera cependant l'absence de prélats orientaux (notamment celle du patriarche maronite du Liban, Mgr Sfeir), mais en revanche la présence d'un évêque suisse, représentant une Eglise turbulente, et d'un évêque français, Mgr Coffy, de Marseille, intellectuel discret qui a longtemps souffert de la dimension médiatique de ses collègues archevêques de Lyon et de Paris. Mgr Decourtray et Mgr Lustiger, qu'il rejoint aujourd'hui dans le sacré collège. La France compte désormais dix cardinaux, mais seulement cinq électeurs du pape (Coffy, Decourtray, Lustiger et, à Rome, Elchegaray et Pompar).

HENRI TINGCO

Le Père Paolo Dezza a été créé cardinal par Jean-Paul II. Né le 13 décembre 1901, entré dans la Compagnie de Jésus en 1935, il fut le confesseur de Paul VI. Son nom a été associé à la crise qui, de 1981 à 1983, a opposé Jean-Paul II à la Compagnie, après la maladie subite du «pape noir», le Père Arrupe. Celui-ci avait nommé un vicaire général à titre temporaire, mais Jean-Paul II désigna officiellement, en la personne du Père Dezza, un «délégué général du pape» auprès de la Compagnie, qui resta en place jusqu'à l'élection en 1983 d'un nouveau préposé général des jésuites, le Père Kolvenbach.

Sept prélats de la Curie

Mgr Angelo Sodano, secrétaire d'Etat: né le 23 novembre 1927 à Isola d'Asti (Piémont), ordonné prêtre en 1950, il a fait l'essentiel de sa carrière dans les services diplomatiques du Saint-Siège. En 1977, il est nommé nonce au Chili, où il joue un rôle dans le règlement du conflit territorial avec l'Argentine au propos du canal de Beagle et dans la transition démocratique après Pinochet. Rappelé à Rome en mai 1988, il était secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les Etats, avant d'être nommé, le 1^{er} décembre 1990, secrétaire d'Etat, successeur du cardinal Casaroli.

Mgr Edward Cassidy, président du Conseil pour l'unité des chrétiens: Australien né le 3 juillet 1924 à Sydney, il a été nonce en Inde, en Irlande, au Salvador, en Argentine, à Taiwan, en Afrique

méridionale, aux Pays-Bas, avant d'être nommé substitut le 30 mai 1988. Peu familier des usages de la secrétairerie d'Etat, dominée par les Italiens, l'évêque australien sera muté dix-huit mois plus tard au secrétariat pour l'unité des chrétiens pour succéder au cardinal Willebrands.

Mgr Pio Laghi, préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique: Italien né le 21 mai 1922 à Castiglione (Lombardie), il a été nonce, notamment aux Etats-Unis, où il passe pour avoir repris en main l'épiscopat américain. Il est revenu en 1990 à la Curie.

Mgr Fiorenzo Angelini, président du Conseil pour la pastorale de la santé: né à Rome le 1^{er} août 1916, il est devenu responsable de diocèse en 1985. Il avait organisé en 1989 au Vatican un colloque international sur le sida.

Mgr Virgilio Noé, président

de la commission des monuments historiques et critiques du Saint-Siège: né à Zelato di Bergoglio (Lombardie) le 30 mars 1922, il fut maître des cérémonies pontificales sous Paul VI, Jean-Paul I^{er} et Jean-Paul II. Il occupe diverses fonctions à la Curie.

Mgr José Sanchez, secrétaire de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples: Philippin né le 17 mars 1920 à Pandan, ancien évêque de Lucena, puis Nueva-Segovia, il a été appelé à la Curie romaine en 1986 pour animer ce diocèse chargé des relations avec les Eglises du tiers-monde.

Mgr Guido del Mestri, ancien nonce apostolique: né à Banja Luka (Yougoslavie) le 13 janvier 1911, il a été notamment nonce en Roumanie, avant la rupture des relations avec le Saint-Siège en 1948) et en Allemagne.

Les autres évêques promus

AFRIQUE
Mgr Frédéric Etou-Nzabih-Bamungabi, archevêque de Kinshasa (Zaire): né le 3 décembre 1930 à Mazalanga, il était depuis 1976 évêque de Mbandaka-Bikoro, avant d'être nommé le 7 juin 1990 au siège de Kinshasa, après la mort du cardinal Malula.

AMÉRIQUES
Mgr Roger Mahony, archevêque de Los Angeles (Etats-Unis): né à Hollywood le 27 février 1936, il a été nommé évêque de Stockton (Californie) en 1980, avant d'être désigné le 12 juin 1985 à Los Angeles.
Mgr Anthony Bevilacqua, archevêque de Philadelphie (Etats-Unis): né à Brooklyn le 17 juin 1923, il a été évêque de Pittsburgh en 1983, avant d'être promu à Philadelphie le 11 février 1988.
Mgr Juan Posadas Ocampo, évêque de Guadalajara (Mexique): né le 10 novembre 1926 à Salavterra, il a occupé les sièges de Tijuana, de Cuernavaca, avant d'être promu le 15 mai 1987 à Guadalajara.

Mgr Antonio Quarracino, archevêque de Buenos-Aires (Argentine): né à Pollica le 8 août 1923, il a été nommé le 10 juillet 1990 archevêque de Buenos-Aires, après avoir été, de 1983 à 1987, président du CELAM (Conseil des évêques latino-américains).
Mgr Nicolas Lopez Rodriguez, archevêque de Saint-Domingue (République dominicaine): né à Baranca le 31 octobre 1936, il a été évêque de San-Francisco-de-Macori en 1978, puis archevêque de Saint-Domingue le 15 novem-

bre 1981. C'est dans sa ville que se réunira autour du pape, en 1992, tout l'épiscopat latino-américain pour le cinquantième centenaire de l'évangélisation du sous-continent.

EUROPE
Mgr Alexandra Todes, archevêque d'Alba-Iulia (Roumanie): né le 5 juin 1912 à Teleac, en Transylvanie, il est le leader de l'Eglise uniate catholique de rite byzantin, mise hors la loi par le régime communiste et clandestine. Evêque en 1950, il a été empêché d'exercer son ministère et emprisonné. Après la chute de Ceausescu, le pape l'a nommé le 14 mars 1990 archevêque d'Alba-Iulia, en Transylvanie.

Mgr Jan Konec, évêque de Nitra (Tchécoslovaquie): né à Bosany, en Slovaquie, le 22 janvier 1924, il est entré à la Compagnie de Jésus à quinze ans. Devenu évêque à vingt-sept ans, il a subi les persécutions du régime communiste: ouvrier de 1931 à 1938, il a été emprisonné puis libéré en 1968, mais toujours interdit de ministère. En janvier 1990, il est nommé recteur du séminaire de Bratislava, puis, un mois plus tard, évêque de Nitra, en Slovaquie.

Mgr George Sterzinsky, évêque de Berlin: né le 9 février 1936 à Warlack, dans un territoire allemand devenu polonais après 1945, il était vicaire général du diocèse d'Erfurt, en RDA, quand le pape l'a nommé, le 24 juin 1989, juste avant la chute du mur, évêque de Berlin, à la tête d'un diocèse qui, avant la réunification,

couvrait déjà les deux parties de la ville.

Mgr Henri Schwéry, évêque de Sion (Suisse): né à Saint-Léonard le 14 juin 1932, il est évêque de Sion depuis 1977. Il a été président de la conférence épiscopale suisse. Il s'est montré ferme dans le règlement de l'affaire Lefebvre, la communauté intégriste d'Ecône étant située dans son diocèse.

Mgr Camille Ruffini, vicaire de Rome: né le 19 février 1931 à Sassuolo, en Emilie, il est devenu évêque en 1983, puis a été désigné le 17 janvier 1991 vicaire de l'évêque de Rome (le pape) chargé d'administrer son diocèse. Aussitôt après, le pape l'a également nommé président de la conférence épiscopale italienne, dont il avait été le secrétaire général. Proche des intellectuels catholiques, il est la personnalité montante de l'Eglise italienne.

Mgr Giovanni Saldaia, archevêque de Turin: né près de Milan, à Cantù, le 11 décembre 1924, il est devenu évêque en 1984, puis archevêque de Turin le 31 janvier 1989.

Mgr Cahal Brendan Daly, archevêque d'Armagh (Irlande): né le 1^{er} octobre 1917 à Loughguille (Irlande du Nord), il a été évêque pendant vingt-trois ans en République d'Irlande (Armagh) avant de revenir en Ulster à Down-and-Connor (Belfast) en 1982. Il a été nommé, le 6 novembre 1990, archevêque d'Armagh, primate de toute l'Irlande. Il est respecté par les leaders nationalistes, au nord et au sud, malgré ses critiques contre l'IRA.

Mgr Ignatius Gong Pingmei ou le triomphe de l'obstination

Mgr Ignatius Gong Pingmei (1) est le premier Chinois de République populaire de Chine à devenir cardinal. Des Chinois de Taiwan ou d'outremer (comme l'archevêque de Manille, Mgr Sin) avaient déjà été élevés à la pourpre cardinalice. Secrètement nommé cardinal «in petto» en 1979 par le pape, qui l'a révélé mercredi 29 mai, Mgr Gong a passé trente ans en prison, puis trois en résidence surveillée, avant d'être rétabli dans ses «droits politiques» en janvier 1988 et autorisé à se rendre aux Etats-Unis. Il réside à Sanford, dans le Connecticut.

Agé de quatre-vingt-dix ans, il avait été nommé évêque en 1950, avant d'être arrêté en 1955, comme de nombreux prêtres restés fidèles à Rome, qui refusaient de rejoindre l'Eglise «patriotique» créée par Pékin. Mais les pénibles conditions de sa détention, pendant lesquelles il avait été privé de lecture et mis au secret, n'avaient rien entamé sa foi.

A peine libéré, il affirmait à Shanghai, en janvier 1988, sa conviction que l'Eglise «patriotique» n'avait aucune existence légitime. «Je ne suis pas contre le gouvernement ou l'ordre social», ajoutait-il, mais «si je ne croyais pas au pape, je ne serais pas un catholique, et je suis fidèle au pape». Nul doute qu'un homme de cette trempe, qui avait su résister si longtemps à un pouvoir communiste, ne pouvait que plaire à Jean-Paul II.

P. DE B.

(1) Pour la première fois, le Vatican orthodoxe le nom d'un prélat chinois selon la transcription officielle de Pékin. L'un des derniers encore appelé Mgr Kung, voici le nouveau cardinal devenu Mgr Gong. Peut-il y voir un petit signe en direction de Pékin?

Mgr Robert Coffy archevêque de Marseille

Archevêque de Marseille depuis cinq ans, Robert Coffy est un fils de menuisier hautes-savoyard. Né le 24 octobre 1920 au Biot (Haute-Savoie), il est ordonné prêtre à Annecy en 1944 et suit le cursus classique (supérieur de séminaire, vicaire général) avant d'être nommé évêque de Gap en 1967 et, sept ans après, archevêque d'Albi.

Disciple du Père de Lubac, il se signale comme l'un des meilleurs théologiens de l'épiscopat français.

A Marseille, il succède le 17 avril 1986 au cardinal Etchegaray. Il défend l'image de la ville, favorise le dialogue avec les différentes communautés religieuses, notamment l'islam, se bat en 1986 contre le projet de réforme du code de la nationalité et condamne les thèses du Front national.

En 1987, il est délégué au synode mondial des évêques sur les laïcs et il organise dans son propre diocèse un synode. Ayant reconnu, comme archevêque d'Albi, la communauté du Lion de Juda, il passe pour très proche des milieux charismatiques.

H. T.

سك ان النزل

صلى الله عليه وسلم

SPORTS

FOOTBALL : après la défaite de l'OM face à l'Etoile rouge

Silence à Marseille, liesse à Belgrade

Quel sera le prix, économique et social, de la défaite de l'Olympique de Marseille en finale de la Coupe des clubs champions de football ? Avant de faire ce compte, on sait que les records d'audience et de prix de vente des spots ont été battus par TF 1 : trente secondes de publicité ont valu 800 000 francs mercredi 29 mai, pendant la retransmission du match ; et selon l'institut Sofres-Nielsen, la chaîne a attiré 73,4 % des vingt-six millions de téléspectateurs présents ce soir là devant leur écran, soit 19,2 millions de personnes dont 9,7 millions d'hommes.

L'engouement a été de même ampleur en Yougoslavie, nous indique notre correspondante à Belgrade, Florence Hartmann. Pendant cent vingt minutes de silence interrompues de quelques sursauts de rages ou de déception, Belgrade a fait figure de ville morte et puis, vers 23 h 30, les fenêtres se sont ouvertes et ce fut la plus grande explosion de joie que l'on ait pu voir dans la ville depuis des décennies. En quelques instants, des floes de voitures ornées de drapeaux rouges et blancs défilaient dans l'avenue du Maréchal Tito, la grande artère qui mène à la place de la République, en plein cœur de la cité. « Zvezda, Zvezda » scandait-on juché sur le toit ou le capot des véhicules. Plusieurs camions avaient même été investis par les plus jeunes, qui brandissaient les couleurs de leur club, des banderoles rouges et blanches, le drapeau de l'Etoile rouge, le drapeau tricolore et même le drapeau japonais. « Nous irons à Tokyo » (pour la coupe intercontinentale).

Rapidement, la circulation fut

paralysée. A minuit sonnant, quelque cent mille personnes étaient une victoire à laquelle elles n'avaient pas osé croire. Eau de vie, pétards, mini-feux d'artifice, tout était bon pour montrer cette joie incommensurable, avant tout des jeunes mais aussi des moins jeunes. « Aucun parti politique n'a réussi à nous rassembler si nombreux, seule l'Etoile rouge en est capable », expliquait un étudiant. Un autre, le visage bariolé de rouge et blanc, ajoutait avec fierté : « Le monde entier nous critique, la Serbie est mal-aimée, isolée, mais ce soir nous leur avons montré qui nous sommes ».

Fête à Belgrade, consternation à Marseille. Selon notre correspondant Jean Contrucci, la cité phocéenne avait jeudi matin le cœur en berne, comme ses journaux quotidiens, dont les titres noirs barrant les huit colonnes de « une » avaient des allures de faire-part de deuil. « Maudits ! » s'exclamaient le *Provençal* tandis que le *Méditerranéen* jugeait la situation « pleurée ». Dans un bel optimisme, les deux journaux publiaient la photo de Basile Boli en larmes sur le terrain de Bari à l'heure du coup de sifflet final.

Toute parole de bleu et blanc, Marseille y avait cru à cette victoire, de toutes ses forces. Au terme du match, lors de la fixation finale, une ville quasi déserte, à la circulation automobile suspendue, a retenu son souffle et ses larmes, refusant encore de réaliser que c'était la fin du rêve. Impressionnant silence !

Cinq cents policiers avaient été répartis dans les rues du centre afin de canaliser les probables débordements. Les forces de l'ordre étaient plus nombreuses que

les irrédécibles qui voulaient, malgré tout, manifester. Une poignée d'anciens s'en sont pris à des vitrines de magasins ou à des véhicules en stationnement dans lesquels ils shootaient à la volée, sans doute pour venger l'impuissance de leurs héros à marquer des buts.

Mais à 1 h 15 la ville était redevenue vide et calme. Seules emblaient encore quelques âmes en peine, refusant d'aller dans un lit où le sommeil ne viendrait pas et dont l'une d'elles résumait l'opinion générale : « Le plus triste, c'est de se dire que ce n'est pas Belgrade qui a gagné, mais bel et bien l'OM qui a perdu ».

Même à la tête de l'Etat on n'est pas resté insensible à la défaite de l'Olympique de Marseille. Après avoir vu la retransmission en D2 MAC (haute définition) en compagnie du chancelier Kohl, à Lille, le président de la République, M. François Mitterrand, a adressé un message de réconfort et d'encouragement au président de l'OM, M. Bernard Tapie : « Le sport est une école de courage et de patience. Je pense que votre déception, mais dites-vous bien que l'aventure ne fait que commencer. Les supporters de l'OM, et ils sont innombrables, lui conservent toute leur confiance pour remporter une autre fois la victoire qui lui a été refusée ce soir ». Le premier ministre, M. Edith Cresson, partageait le même espoir que le chef de l'Etat : « Le sport est une école de courage et de patience. Je pense que votre déception, mais dites-vous bien que l'aventure ne fait que commencer. Les supporters de l'OM, et ils sont innombrables, lui conservent toute leur confiance pour remporter une autre fois la victoire qui lui a été refusée ce soir ».

entonné une vibrante Marseillaise, l'hymne bien-nommé. Elle avait décrété que le « jour de gloire » était « arrivé ». Mais se garda bien de le répéter par la suite.

Car il ne lui fallut guère de temps pour comprendre que son OM n'était pas au mieux et que cette finale promise glorieuse pouvait être celle de la déception. Les supporters connaissent leur jeu pour ne pas ressentir leurs moindres défaillances. Or, en ce mercredi, l'OM vacillait sur deux points primordiaux.

D'abord, deux joueurs essentiels n'évoluèrent pas, à l'évidence, à leur meilleur niveau : Jean-Pierre Papin et Chris Waddle. Le premier n'arrivait pas à échapper au marquage de la défense de l'Etoile rouge. Le second cherchait vainement les grands espaces dont il raffolait d'ordinaire. Lorsque ce duo est diminué, l'OM n'est plus l'OM, en dépit du talent d'un Basile Boli en défense centrale ou d'un Abedi Pele au milieu de terrain. Des difficultés offensives étaient donc à prévoir. L'autre défaillance était yougoslave : qui avait d'ailleurs pu la suite que dès le début de la deuxième mi-temps, il s'était fixé pour objectif d'atteindre sans encombre les tirs aux buts.

Une conception du jeu de football discutable sur le plan moral, mais efficace du point de vue tactique. L'explication de la défaite marseillaise est donc sans doute là, dans la méforme du duo d'attaque et dans l'erreur stratégique du technicien belge. Car cet échec n'est certainement pas dû à la valeur de l'adversaire, bien tenu en dehors de quelques individualités. A mieux y regarder, les larmes de Bari n'ont donc rien de comparables à celles de Séville. L'OM n'est pas tombé en héros mais en piètre martyr d'un match sans relief qu'il méritait de gagner avant les tirs aux buts.

PHILIPPE BROUSSARD

TENNIS : les Internationaux de France

L'école des fans

Les Espagnols Sergi Bruguera et Emilio Sanchez, qui s'étaient le plus distingués depuis le début de saison sur terre battue, n'ont pu franchir le deuxième tour des Championnats internationaux de France de tennis, mercredi 29 mai au stade Roland-Garros. Le premier a dû abandonner pour une cause de lumbago, tandis que le second était éliminé par le Suisse Jacob Hlasek.

Le public, auquel s'étaient mêlés huit mille des meilleurs jeunes joueurs des ligues, invités par la Fédération française de tennis, s'est surtout enthousiasmé pour trois matches en cinq sets dont sont sortis vainqueurs l'Allemand Boris Becker et les Américains Michael Chang et Jimmy Connors.

Ces jeunes supporters ont aussi bruyamment encouragé les six Français qui jouaient leur qualification pour le troisième tour. Guy Forget et Olivier Delaître ont atteint leur but, tout comme Nathalie Tauziat qui jouait contre Nathalie Guerin. En revanche, Cédric Pioline et Sylvie Nix-Chateau ont été éliminés.

Roland-Garros avait, mercredi 29 mai, des allures de « court » de récréation. A l'initiative de la Fédération française, huit mille des meilleurs élèves des écoles de tennis avaient été conviés à voir en action les meilleurs joueurs du monde. Huard de la programmation ? André Agassi ouvrait la journée sur le court numéro un. Entre l'Américain - mèches colorées et tenues bariolées - et son adversaire Tchecoslovaque Petr Korda - élégance stricte et retenue des sportifs de l'Est avant la chute du mur de Berlin - ce public juvénile a vite fait son choix. Il s'agit d'Agassi et de lui ferait bruyamment savoir.

Loin de se montrer excédé par ces encouragements lancés parfois en plein échange, André Agassi prenait visiblement plaisir à cette complicité. « Ils sont tellement enthousiastes que ce n'est pas évident de s'adapter si on n'a pas l'habitude », expliquait le joueur américain. Quand les choses ne vont pas très bien, cela peut être irritant. En revanche, quand on est dans un état de grâce comme je l'étais aujourd'hui avec mes coups qui touchaient toutes les lignes, c'est un sacré avantage. Hélas ! ce spectacle son et couleur n'avait duré que soixante-quinze minutes.

La leçon de Becker

Par chance, le court numéro deux était occupé par une autre idole des teenagers, l'Américain Michael Chang, plus jeune vainqueur de Roland-Garros, en 1989. Alors que la taille moyenne des tennismen professionnels a considérablement augmenté ces dernières années, Michael est le seul à être resté plus petit que ses rivaux de balles. Dès lors, ses déplacements sont plus rapides que ceux de ceux d'Andre Agassi. Michael Chang est plutôt le petit frère que l'on a envie d'épauler. Surtout lorsqu'il rencontre un grand échelon comme le Suédois Lars Jonsson, qui avait été le partenaire privilégié d'entraînement de Bjorn Borg à Monte-Carlo.

Assis au premier rang au bord du court, sa mère semble surveiller Michael comme elle veillerait sur un enfant jouant dans un bac à sable. Lorsque le match se pro-

longe, elle lui fait porter une banane ou une boisson vitaminée. Pour ce public, le jeune Américain rejoue l'histoire de David contre Goliath en montrant que la patience et l'intelligence de jeu peuvent venir à bout de la force, même s'il faut parfois aller jusqu'au cinquième set.

En passant d'un court à l'autre, les apprentis champions ont pu prendre quelques bonnes leçons. Par exemple, pour le service, avec le Français Olivier Delaître, autour de vingt et un aces en quatre sets contre le Suédois Peter Lundgren. Mais, plus importante que tous les conseils techniques, une démonstration leur a été administrée par deux champions d'exception : Boris Becker et Jimmy Connors.

Dès les premiers échanges contre le jeune Australien Todd Woodbridge, l'Allemand, qui avait dû jouer la veille contre l'Espagnol Jordi Arrese, a ressenti une douleur en haut de la cuisse droite. Son adversaire avait profité de ce petit handicap pour remporter les deux premiers sets. Un autre joueur aurait peut-être capitulé mais, avec son orgueil de champion, Boris Becker ne pouvait pas renoncer avant d'avoir tout tenté. Après avoir fait appel à un kinésithérapeute pour un bandage, il a entamé un second match en se montrant encore plus agressif pour écarter les échanges et accentuer la pression sur son jeune adversaire, notamment par de fréquentes montées au filet.

L'énergie de Connors

Après 4 heures 25 minutes de jeu, Boris Becker avait gagné sa place pour le troisième tour et envisageait la suite du tournoi avec optimisme. « Chaque fois que j'ai gagné un tournoi du Grand chelem, j'ai eu à subir au moins un match comme celui-là, expliquait-il. J'espère que c'est bon signe ».

A trente-neuf ans, Jimmy Connors, qui est le vétéran du tournoi, n'a plus cette ambition. Admis dans le tableau final sur invitation, il s'est juré de se distinguer une dernière fois dans ce tournoi qui ne lui a pourtant jamais trop réussi. Après avoir battu au premier tour son compatriote Todd Witsken en trois sets, Jimmy Connors rencontrait mercredi l'Haïtien Ronald Agénor (lire ci-contre). D'entrée, il démontrait que si sa vitesse et sa condition physique étaient un peu épuisées, il n'avait rien perdu de sa technique et de sa formidable vitalité en enlevant les deux premiers sets. L'Américain était, semblait-il, allé au bout de ses ressources et perdait nettement les deux sets suivants (6-3, 6-0) tandis que les spectateurs quittaient le central pour suivre la Coupe d'Europe de football à la télévision.

Sans doute ne restait-il plus alors à Connors que l'énergie du désespoir, mais elle lui permettait de revenir à 3-3 en prenant le service d'Agénor dans le cinquième set avant de l'emporter 6-4 à l'heure précise du coup d'envoi à Bari. Deux heures plus tard, Jimmy Connors était encore dans la salle d'interview pour parler de son bonheur du jour. Hélas ! les apprentis champions n'étaient pas là et il ne restait plus que quelques journalistes américains pour l'écouter.

GÉRARD ALBOUY

LIGNES

La joie de jouer

On joue depuis trois heures d'horloge. Après deux sets gagnés sans peine contre Agénor (6-4, 6-2), Connors vient d'abandonner les deux autres manches (3-6, 0-6). Parfaitement : un set blanc, et onze jeux perdus d'affilée. Certes, les spectateurs ont soutenu le vétéran américain, mais presque trop, avec les excès pielleux du mercredi, jour des scolaires, et beaucoup d'entre eux ont quitté le central pour attraper chez eux la retransmission de Bari, croyant la partie perdue. Voilà ce que c'était, de se croire à l'abri de l'âge (bien sûr, trente-neuf ans !).

Et subitement, Connors recouvre une vigueur et une réussite intactes. Où va-t-il les chercher ? C'est le mystère exaltant des compétitions de ce niveau. Un rien fait basculer ce qu'on croit un caprice du ciel.

Il avait calculé de se reprendre au cinquième set, murmurent les « consultants », nouvelle engouement des gradins, aussi péremptoire que les généraux experts pendant la guerre du Golfe. Allons donc ! Un joueur ne choisit jamais de laisser filer des sets, et il n'y gagne aucun repos. En fait, Connors prend appui sur la frousse d'échec qu'il vient de traverser, comme le plongeur donne du pied au fond. La hargne contre soi s'inverse. Les mêmes coups qui ne passaient plus refont merveille, avec une veine grande, des lucidités aiguës.

Grain de folie

Secret de ce rétablissement en force : le goût du risque, du jeu pour le jeu, du spectacle, au meilleur sens du terme. Agénor n'est pas monté une fois à la volée, pas une seule. Connors, lui, n'a cessé d'aller vérifier au filet son intuition, sa vitesse d'esprit, et sa chance. Pour lui, pas de tennis sans cette danse avec l'inspiration du moment, sans anticipations acrobatiques, sans ces courses à la rencontre de trajectoires improbables.

On dirait que les deux du tennis aiment ce grain de folie. En douce, ils aident les tirs trop tendus à rouler sur la bande, du bon côté du filet, ils déplacent les lignes juste ce qu'il faut. Les revers décroisés partent comme des coups de fouet. Les lobs adverses sont cueillis à la désespérée et changés en smashes rageurs de ping-pong.

Agénor n'a fait que profiter bêtement du coup de fatigue de son adversaire, sans jamais jouer son tapis, comme lui, sur des paris déraisonnables et jubilatoires.

Même si Connors ne va pas beaucoup plus loin dans le tableau, on est assuré, avec lui, de revoir à l'œuvre la pure joie de jouer.

BERTRAND POIROT-DELPECH

Les sanglots de l'OM

Suite de la première page

Embrassée, caressée, agrippée, la coupe filait de mains en mains, survolant la route sans jamais parvenir à se poser. Les fans, ils ont des objectifs qui se multiplient au fur et à mesure. Puis, après avoir salué une dernière fois les drapeaux serbes, elle s'engouffra dans le tunnel des vestiaires et prit le chemin de la Yougoslavie. Après Reims (1956 et 1959), Saint-Etienne (1976) et Bastia (1978), l'OM venait d'échouer dans sa conquête d'un trophée continental. Les tirs aux buts en avaient décidé autrement. L'épopée européenne de l'OM s'achevait en queue de poisson, sur un ultime numéro de loterie.

Le football français serait-il donc condamné à jouer ainsi son destin à pile ou face ? En 1982, lors de la Coupe du monde en Espagne, l'équipe de France s'était inclinée de la même manière en demi-finale contre la RFA. En 1986, au contraire, elle l'emporta face aux Brésiliens, en quart de finale du Mondial mexicain. Manuel Amoros disputait ces deux matches. Il a connu la détresse de Séville et l'ivresse de Guadalajara. Dans ces conditions, fallait-il qu'il taquine une nouvelle fois le sort ? Le pied d'un homme ainsi marqué par deux souvenirs si intenses ne peut que trembler. Une course

d'élan beaucoup trop longue, une frappe de balle hésitante et l'OM se retrouve distancé dès le second tir, sans même avoir eu le temps de comprendre qu'il n'est là que pour se faire décevoir. Un retard qu'il ne put jamais combler.

Mais cette finale, l'équipe marseillaise l'avait sans doute perdue bien avant le pénalty du défenseur international. Dès le début du match, l'affaire avait paru mal engagée. Certes, l'OM était arrivé dans les Pouilles en conquérant. L'élimination du Milan AC lors des quarts de finale lui valait la casaque de favori. Nanti d'un troisième titre de champion de France en trois ans, il ne pouvait aborder l'obstacle en meilleures dispositions.

Le piège yougoslave

Et puis, au-delà du club, c'est la ville tout entière qui avait déjà remporté le match des cités. Marseille était dans Bari, comme Saint-Etienne était dans Glasgow, en 1976. Pour l'OM, ils étaient venus 20 000, en train ou par avion. Des gamins, des notables, des mères de famille. Avant le coup d'envoi, la joyeuse troupe, parée de bleu ciel et de blanc, avait planté ses drapeaux et accouché ses banderoles sur tout le côté gauche du stade. Elle avait même

Prolonger les prolongations

par Michel Castaing

CETTE épreuve des tirs au but est vraiment trop injuste... Certes, la France entière aurait pensé la contraire si le pied droit d'Amoros n'avait pas trébuché, si l'OM avait gagné cette finale. Certes aussi, cette disposition est préférable au tirage au sort ou au décompte de corners, mesures qui ont été un moment en pratique. Mais ce « concours de penaltis » ne satisfait pas sur le plan strictement sportif : une équipe se retrouve battue sans avoir été défaite pendant le cours normal du jeu.

Me pourrait-on trouver une meilleure issue ? Après la première prolongation de trente minutes par exemple, on pourrait jouer de nou-

velles prolongations qui s'arrêteraient au premier but marqué. Le risque d'antijeu, c'est-à-dire de « egeler » le ballon, serait faible car les deux équipes seraient pressées d'en finir puisqu'il faudrait de toute façon un vainqueur et un vaincu, et ce serait le plus résistant, le plus lucide qui emporterait ballon au pied, ballon en mouvement.

Le sport-spectacle réclame, qu'on le déplore ou non, dans sa modernité, une symbolique mise à mort : malheur au vaincu. Mais, dans ce cas, au moins ce serait un « vrai vaincu » et il n'y aurait pas de faux vainqueur.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

Le Monde

sans visa

صكنا من الامم

CULTURE

ARTS

L'atelier du peintre

Une rétrospective qui éclaire le rôle de l'esprit et celui de la façon de faire

FRANÇOIS MORELLET
au Musée de Grenoble

François Morellet n'est pas de ces artistes narcissiques pressés d'exposer leurs moindres croquis ou esquisses. Pourtant, l'exposition que lui consacre Serge Lemoine au Musée de Grenoble montre ce qui d'habitude reste caché : les premiers travaux, les brouillons, les traces de recherches, les exercices multiples par lesquels s'élabore, au fil des années, un langage.

A visiter ainsi l'atelier du peintre ou mesure le rôle respectif, dans une œuvre « systématique » comme la sienne, de l'esprit et de la main. En cela, cette exposition éclaire tout autant les arcanes de la création qu'on pu le faire, en littérature, la *Fabrique du Pré*, de Francis Ponge, ou les confidences de Raymond Roussel sur l'invention de *Locust solus*.

Le but de l'opération n'est pas de mettre en scène un « moi ». Pour Morellet plus que pour quiconque, le « moi » est hétéroclite. Cet antinomie voit dans la subjectivité une source de mystification. Le plaisir commence, pour lui, quand toute effusion s'abolit. Alors, il peut jouer avec les lignes et les couleurs : les juxtaposer, les superposer, les répéter, essayer des interférences, observer les pertur-

bations toujours heureuses (en matière d'art concret du moins) du hasard.

Il a pratiqué très tôt, dès son entrée en abstraction, en 1950 (il avait vingt-quatre ans), la peinture sous contrainte, comme on parle d'écriture sous contrainte à l'OULIPO. Auparavant, il s'employait à évacuer le « moi » par d'autres moyens. Ses premiers tableaux, qui occupent une salle à Grenoble, marquent son attirance pour un art anthropologique, expression des pulsions collectives.

La préhistoire d'une œuvre

La forme, déjà, prend le pas sur le sujet, avec des compositions « primitives », sans profondeur, des matières délibérément grossières comme pour neutraliser les manifestations gestuelles de l'activité. Et les bases binaires du système à venir apparaissent : des alternances d'accents forts et faibles, cernes et transparences, lignes droites et lignes courbes. La préhistoire d'une œuvre.

De son histoire, la première phase, la plus abondamment illustrée à Grenoble, va de 1950 à 1960. C'est l'âge d'or du dessin, chez Morellet : dessin d'artisan qui cherche comment mettre en œuvre ses concepts. Mondrian et les décorateurs de l'Alhambra, inventeurs de la géométrie *all over*, le

confirment dans ses intuitions. Avant Frank Stella, il brise les lignes en chevrons, essaie à perte de vue des structures inédites à partir de motifs minimalistes, segments droits ou courbes qui se recoupent ou ne se recoupent pas.

Quand l'essai lui plaît, une toile en résulte, que l'exposition confronte aux travaux préparatoires. Un chef-d'œuvre, assez souvent, comme la *Peinture bleu et rouge* du Musée d'Orsay, ou le *Damier bleu, jaune, rouge* du Musée de Grenoble. Plus rien de manuel, alors, dans la facture : le pochoir, la règle, médiatisent le geste. Morellet est prêt à confier l'exécution des tableaux à des assistants. En 1961, la famille de l'artiste est mise à contribution pour la *Répartition aléatoire de quarante mille carrés suivant les chiffres pairs et impairs d'un annuaire de téléphone*. Le hasard est entré dans le jeu de Morellet, ce qui l'excite bien plus que les effets d'art obtenus de surcroît. Il n'a plus besoin de dessiner.

Du jeu de hasard au jeu de mots

On ne retrouve la façon de l'artiste que dans les maquettes d'après 1971 (également montrées à Grenoble), quand il prépare ses constructions spatiales ou ses décors d'architecture. Entre-temps, il s'est amusé avec des tubes de

néon, mais c'est une autre histoire. Serge Lemoine aurait pu ne raconter que la précédente. Avec son collaborateur Jean-Paul Monory, il a voulu évoquer aussi le récent passé de l'artiste.

Pas de « géométries » dans cette autre exposition, mais les tableaux blancs des années 80, carrés ou rectangles qui se décollent du mur, prennent des libertés avec l'espace. Du jeu de hasard on passe au jeu de mots (citations, calembours). Pour un hommage aux maîtres du Musée de Grenoble, Morellet blanchit le *Barif écorché* de Soutine en suspendant la toile à des crocs de boucher. Ailleurs, il superpose deux ou trois tableaux pour figurer les postures érotiques du Kamasutra.

Le sourire, en ces années-là, remplace le système. A part lui, que trouver dans ces toiles blanches ? Le visiteur doit-il « apporter son pique-nique poético-métaphysique », selon une ancienne formule de Morellet ? Rien ne l'empêche, en tout cas, de méditer sur le malin génie qui pousse alors l'artiste à faire pencher de quelques degrés la plupart des œuvres. Comme si leur centre de gravité, devenu « centre de fuite », admettait désormais des usages plus fantasmatiques de la géométrie.

BERNADETTE BOST

Jusqu'au 10 juin, au Musée de Grenoble.

Vague à l'âme

Marché déprimé et mauvais rêves

36^e SALON
de Montrouge

Le marché est déprimé. L'art contemporain a du vague à l'âme et fait de mauvais rêves. Donc, le Salon de Montrouge, chambre d'attente, traverse une mauvaise passe. Il expose de jeunes artistes allemands, vingt-quatre exactement, qui font de leur mieux pour accommoder les restes de Beuys et de Kiefer.

L'un d'eux, une jeune femme, s'est photographiée, l'air lugubre et nue, avec, tracés en majuscules entre les seins et sur le ventre, les noms de ses grands hommes, dont les deux surnommés et quelques dadaïstes. Dans le genre fétichiste triste, c'est assez fort. Un second, plus radical encore, a peint sur une grande toile une assemblée de poules qui dansent la gigue autour d'un tas de fumier. Charmante allégorie.

Les autres « jeunes » - puisqu'il n'y a que des « jeunes » à Montrouge, un jaillissement de « jeunes » issu d'un ne sait quelle intarissable nappe souterraine, « jeunes » parisiens pour la plupart, - se conforment à la règle de la mélancolie. Ils ont l'abstraction terne, l'assemblage morne, la dérision affligée. Le visiteur passe entre des forêts de citations qui le regardent avec des airs goguenards.

Le chef-d'œuvre du Salon, c'est peut-être la copie ondulée d'un Mondrian avec un masque de

Mickey collé dessus qui trône dans la section « Travaux sur papiers, Dessins, Photographies ». A moins qu'on ne réserve ce titre à trois tableaux qui figurent des sachets de potage en poudre. C'est au choix de l'amateur.

Une série de Brauner tardifs, prêtée gracieusement par le Musée des Sables-d'Olonne, tient le rôle flatteur de la cerise sur le gâteau. C'est une cerise confite, bien dure, au parfum bien artificiel, à la couleur bien fautive.

PHILIPPE DAGEN

Mairie et Bibliothèque municipale, 2, avenue Emile-Boutroux, 92120 Montrouge, tél. : 46-56-52-52. Jusqu'au 16 juin.

CRAZY HORSE
jubilee show
1991-1991

bar 196 fr.
altes 380 fr.
mazz. 460 fr.
orch. 600 fr.
taxe et
service 15%
inclus

porte-jarretelles
blues 91

12 av George V Paris 75008 07 25 32 32

EXPOSITIONS

Un dédale à construire

Le jeu de la musique contemporaine

« ALLO MUSIQUE »
au Centre Georges-Pompidou

Réserve aux enfants de six à douze ans, l'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou s'était jusqu'ici consacré aux arts plastiques. La musique contemporaine y fait son entrée. L'exposition « Allo Musique » reprend les principes éducatifs de cet atelier : mettre au jour les mécanismes et les structures de la création contemporaine, à l'aide d'expositions, d'animations et d'une forte collection de livres intitulée « L'art en jeu ». Principes appliqués grâce à des logiciels informatiques spécialement conçus à cet effet par Eurolearn sur Apple : écrans tactiles et jeux interactifs, échantillonnages de voix et extraits musicaux.

Le maître d'œuvre s'appelle Claire Renard, compositeur de

musique instrumentale et électro-acoustique, auteur, entre autres, de *Pour Océane*, spectacle musical présenté au Festival d'Automne à la Villette. Pour mieux souligner l'importance de la voix et son utilisation comme instrument dans la musique contemporaine, elle en a fait le pivot de l'exposition. Avec au passage un détour vers Nina Hagen, Jane Birkin, Barbara et les Rita Mitsouko.

Le parcours va crescendo, des bruits familiers, des cris et des chuchotements, vers des structures musicales complexes, avec références à Berio, Aperghis, Ligeti ou Dusapin, parmi la quarantaine de compositeurs inscrits au catalogue. Sur les côtés, les écrans sont réservés aux extraits sonores (de trente secondes à une minute) tandis que le centre est occupé par des bornes de jeux. L'exposition s'adresse en principe aux enfants, mais les adultes y viennent combiner des

sons, superposer des instruments aux voix, apprendre à reconnaître l'artificialité du vrai, et comprendre les structures de composition en pyramide qu'utilise, par exemple, Aperghis dans ses *Recitations*. Au bout d'une devinette ou au détour d'une combinaison de hasard, le visiteur, grand ou petit, trouvera le chemin des polyphonies ou du quart de ton, apprendra à rendre à chacun sa partition. Des phrases-clés affichées sur l'écran ponctuent l'audition et donnent l'explication du choix. Ainsi : *Stimmung* de Stockhausen : « Un seul accord et des variations à l'infini » ; *A Flower de John Cage* : « On le piano sert d'instrument à percussion pour la chanteuse ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Galerie du Forum, jusqu'au 10 juin. Le matin, animations pour les scolaires. Tél. : 42-77-12-33.

du 17 mai
au 8 juin
Location
42742050
41 bd du Temple
M^o République

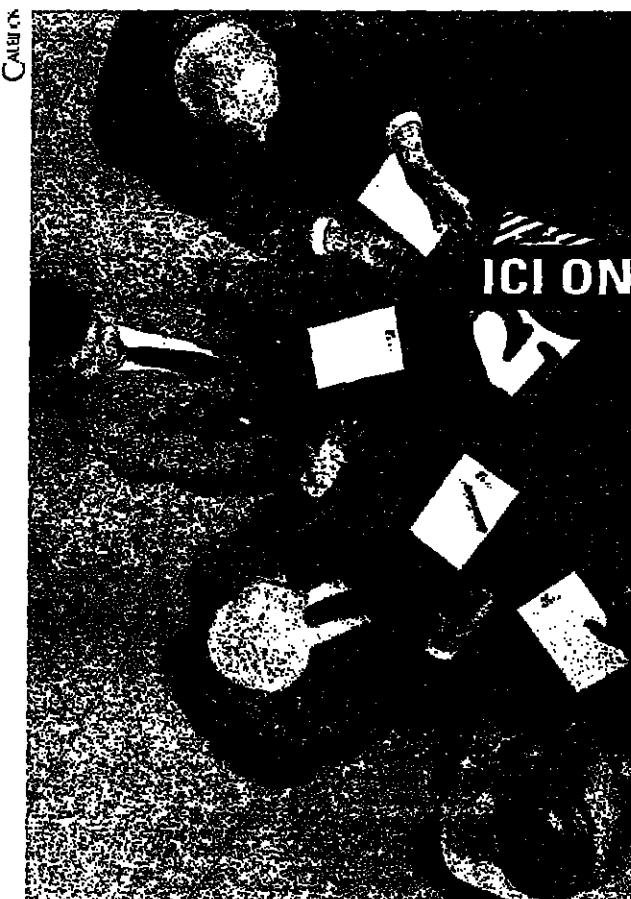
TLP DEJAZET

Herman
van Veen



SEMAINE INTERNATIONALE de la Foire de Milan.

La « business community » se réunit pour discuter les grands thèmes sociaux et économiques du monde.



MILAN, 11-15 JUIN 1991
SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FOIRE DE MILAN. Cette nouvelle initiative sera lancée au mois de juin 1991 pour proposer un concept de foire absolument nouveau non pas une exposition de produits mais une exposition d'idées, de projets et d'affaires présentés à travers une série d'événements top niveau.

Le congrès "Qualité, Entreprise et Société", le Marco Polo "Meeting Point for International Trade", le 16^e Congrès des Maires des grandes villes du monde, BORITEC '91 "3^e Bourse Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements" ainsi que d'autres initiatives au niveau culturel et scientifique viennent prestigieuses, voici autant d'occasions offertes à la business community internationale pour faire le point sur les grands thèmes de l'économie et mettre au point de nouveaux rapports industriels et commerciaux.

Dans le monde qui évolue rapidement, la SEMAINE INTERNATIONALE est au carrefour de flux d'échanges et de connaissances, établissant ainsi un contact entre la culture et le management, la recherche et les affaires, le monde scientifique et les forces productrices pour tracer les nouvelles voies possibles de demain un rendez-vous unique dans le paysage mondial des foires, idées, projets, affaires.

Point de rencontre, point d'échanges, point de l'actualité.

MAIRIE DE PARIS
FESTIVAL DE PARIS
SALLE GAVEAU
5 JUIN - 20 h 30
INGRID HAEBLER
Récital piano
MOZART - SCHUBERT
12, 14, 17, 19 JUIN - 20 h 30
PAUL BADURA SKODA
Intégrale des sonates de MOZART
OPÉRA COMIQUE
10 JUIN - 20 h 30
WIENER AKADEMIE
MOZART
Musique Maçonnique
LOCATION : 40 27 80 17
FNAC - VIRGIN - CAISSES DES THEATRES

CHANSON
THEATRE DE LA VILLE DE PARIS
I MUVRINI
Corse
jeudi 6 juin 20h30
ven. 7 et sam. 8 juin 18h
65 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

GAVEAU
J.M. FERNIER PRODUCTIONS
GRANDS RENDEZ-VOUS
4 juin 1991 - 20 h 30
Gary HOFFMANN
Violoncelle
Jean-Philippe COLLARD
Piano
Beethoven - Faure - Rachmaninov
LUNDIS MUSICAUX
10 juin 1991 - 20 h 30
Felicity LOTT
Soprano
Schubert - Strauss - Bizet - Saria
24 juin 1991 - 20 h 30
Françoise POLLET
Soprano
Jean-Marc LUISADA
Piano
Britten - Debussy - Berlioz
Tél. 42 74 22 77



Rapporteur pour la France

Chambre de Commerce Italienne pour la France - 124, rue du Faubourg St. Honoré - 75001 PARIS - tél. 01 52 52 95 60 - téléc. 01 43 99 14 58 - fax 01 52 52 95 61

SPECTACLES

JEUDI 30 MAI

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin.

LE MYTHE W. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

OBSERVATOIRES. Centre d'information C.I. Jusqu'au 23 juin.

CLAUDE VIALAT. Dessins. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 3 juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer, ven, sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFFICHES. LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

DESSINS DE CARPEAUX. Raz-de-chausée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

DESSINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace naissance du cinéma. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la Pyramide (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

DESSINS ESPAGNOLS. MAÎTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

REPRESENTATIONS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES NEO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-73-61-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PINO PASCALI, ETTORE SPALLETI. Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. Entrée : 20 F.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON (42-89-23-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivegas (42-89-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 18 août.

SEURAT (1859-1891). Le DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morlan (42-76-26-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 31 MAI

«Van Gogh et Cézanne au Musée d'Orsay». 10 h 30, vestiaire collectives (G. Marbeau-Carlier). Exposition : «Les dessins de Carpeaux et les sculptures regroupées au Musée d'Orsay». 13 h 30, Musée d'Orsay, au pied de l'écluse (Paris et son histoire).

«Le quartier du Gros-Cailhou». 14 h 30, métro Latour-Maubourg (Paris pittoresque et insolite).

«Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève». 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (M.C. Lemoine).

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité, 21, boulevard Morlan (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-06-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermé des calasses 30 mn avant. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin.

LA FAÏENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 3 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 8, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 25 juillet.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} novembre.

VAUGHAN OLIVER. Grande Halle de la Villette, pavillon Tussauds, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 13 h à 21 h. Entrée : 20 F. Du 1^{er} juin au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais Chailot, place Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANOCHOUSES : FLACONS A TABAC CHINOIS. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

POUPÉES D'HIER. Créations d'aujourd'hui. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la donation 1957-1988. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (42-82-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

RENE-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-35-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morlan (42-76-26-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

RENE-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-35-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morlan (42-76-26-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

RENE-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-35-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morlan (42-76-26-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

RENE-JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-35-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DE BILLOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morlan (42-76-26-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1980. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

(40-79-30-00). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (chaque exposition). Jusqu'au 30 juillet.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le 1^{er} grand prix Intel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 8 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CENTRES CULTURELS

JEAN-BAPTISTE BRUANT. CLOSKY, MICHEL FRAPIER, FRÉDÉRIC GALLIER. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (48-27-82-82). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Du 4 juin au 23 juin.

CINQ JEUNES PEINTRES DE L'ENFER. Ecole supérieure libre d'études cinématographiques, 21, rue des Chateaux (43-42-43-22). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Du 4 juin au 23 juin.

COLLECTION CONTEMPORAINE BNP. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. et mar. de 13 h à 19 h. Du 4 juin au 23 juin.

LA DENTELLE A TRAVERS LE MONDE. Passion, technique et tradition. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-50). T.l.j. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Du 4 juin au 23 juin.

LES DONS ET LEGS A PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli (42-78-14-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Du 4 juin au 23 juin.

LE FILM D'ANIMATION AUX PAYS-BAS. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.l.j. et mar. de 13 h à 19 h. Du 30 mai au 30 juin.

KIUMS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 juin.

PIYOMER. SCULPTURES SUR ÉCORCE BATTUE DES MBUTI (HAUT-ZAIRE). Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Du 30 mai au 26 juin.

GREGORY RYAN. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (48-27-82-82). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 23 juin.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Walloon-Bruxelles à Paris, Beauvau, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-57). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 8 septembre.

SENSUALITÉ. Art contemporain autrichien. Couvent des cordeliers, 15, rue de la Harpe (42-65-12-73). T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Du 4 juin au 30 juin.

SIÈGES SOUS INFLUENCES. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. et mar. de 10 h à 23 h. Entrée : 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 août.

ANNA STEIN. Centre culturel et d'animation du XIV^e, 20, avenue Marc-Sanglier (45-39-88-11). T.l.j. et mar. de 14 h à 20 h. Du 3 juin au 30 juin.

KEICHI TAHARA. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrière - 4 & 5, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. et mar. de 10 h à 23 h. Entrée : 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 juin.

TOURS DU MONDE DE BABEL A NOS JOURS. Tour Eiffel, premier étage, champ de Mars (45-51-12-78). T.l.j. et mar. de 10 h à 23 h. Entrée : 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 juin.

HOLGER TRULZSCH. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 juillet.

GALERIES

ALECHINSKY. Galerie Ariane Bonnel, 40, rue de Valenciennes (42-61-00-66). Jusqu'au 30 juin.

ARCHITECTURES D'ARTISTES. Galerie La Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Du 4 juin au 13 juillet.

ART & LANGUAGE. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 12 juin.

AU-DELA DU LIVRE : ARTISTES ET POÈTES DES ANNÉES TRENTE. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix (42-72-36-47). Jusqu'au 27 juillet.

OCÉANE BART. Galerie Claire Burris, 18, rue de Lappe (43-55-38-90). Du 1^{er} juin au 13 juillet.

FRANÇOIS BAUCHET. Galerie Néron, 25, rue de Renard (42-78-86-87). Jusqu'au 12 juin.

DIDIER BAY. Galerie Langer Fain, 14, rue Deballeyne (42-72-09-17). Jusqu'au 22 juin.

BAYA. Gouaches 1947-1950. Galerie Maeght Éditeur, 38, av. Matignon (45-62-26-71). Jusqu'au 29 juin.

JEAN BAZAIN. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 13 juillet.

FABRICE BERGER-REMOND. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Du 31 mai au 2 juillet.

GIANNI BERTINI. Galerie la Poésie, 11, rue Quincampoix (43-54-88-03). Jusqu'au 29 juin.

PIERRE BONNARD. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-28-87-07). Jusqu'au 20 juillet.

JACQUES BOSSER. Galerie François Fabuel, 51, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 14 juin.

LOUIS BOUCHARD. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 29 juin.

HENRI BOUCHARD (1875-1960). Galerie Pierre M. Dumontet, 38, rue de l'Université (42-61-23-38). Jusqu'au 30 juin.

PETER BRANDÈS. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 21 juin.

TIERI BRIET. Galerie Apomixie, 19, rue Quincampoix (46-33-03-02). Jusqu'au 19 juin.

NANCY BURSON. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 22 juin.

POL BURY. Galerie Artcurial, 8, av. Matignon (42-99-18-16). Jusqu'au 8 juin.

PATRICE CADOU. Galerie Jacques-Lévy, 153, rue Saint-Martin (45-78-16-68). Jusqu'au 20 juillet.

LOUIS CANE. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 15 juin.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie Karsten Greve, 8, rue Deballeyne (42-77-18-37). Jusqu'au 29 juin.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-80). Jusqu'au 22 juin.

RUSSELL CONNOR. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 15 juin.

MARINA COX. Galerie Agathe Gailard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-36-24). Jusqu'au 1^{er} juin.

THIBAUT D'AUC

صلى الله عليه وسلم

LIVRES • IDÉES

Genet célébré, ou le scandale impossible

Reprise du « Balcon » et manifestations variées posent la question ambiguë de la postérité des auteurs maudits

Et ça célèbre! Et ça commémore! Chaque week-end, la France pensante y va de sa plaque-souvenir, de sa statue, de son colloque savant et garanti international. Devant le siècle finissant, nous ressemblons à ces familles dédoublées qui comptent leurs ancêtres faute de compter encore elles-mêmes (le mot est de Chateaubriand), et qui alignent sur le perron de la demeure en viager portraits d'oncles, reliures moisis, billards Nicolas aux poires trevées; allons, les enfants, aidez-moi, soupirez l'aïeule, le commissaire-priseur va arriver, tout doit rester, tout doit disparaître.

La postérité de nos admirations, y veillons-nous par un sur-saut moral bien peu d'époque, ou par nostalgie tranquillisante? La tâche se complique quand l'artiste à pérenniser vomissait, de son vivant, les simagrées de la consécration. Au colloque Jean Vilar, à Beaubourg, les participants s'excusaient auprès du patron mort. C'était encore plus systématique à l'Odéon (1), où l'hommage à Genet passait plus évidemment par une violence à tout ce que le disparu fut et dit. « Si l'on nous voyait! » ont tremblé les thuriféraires, sous les ors subventionnés. Mais bon, ils étaient là quand même. Survivre, c'est choisir entre les trahisons.

En 1966, déjà, la création des *Paravents* (dont l'Odéon retracera les traces, dans une exposition) bravait nombre d'ambiguïtés. Lâcher des pets sur l'armée française d'Algérie, à trois ans du drame et aux frais de l'Etat, il y fallait un bel aplomb, et, de la part des opposants qui laissaient faire, quelque masochisme. La mollesse relative des indignations faisait craindre que les postes rebelles n'entraînent plus les esprits ni les cœurs, qu'on ne les traite en saugrenus inoffensifs. Même la Russie, qui les fourrait



Comment travailler à la survie de Genet quand le consensus l'étouffe plus que la censure?

au bague, a compris que la tolérance leur faisait plus de tort que la poigne.

Dès lors que les fidèles désertent les églises et prient dans les stades, plus rien ne s'oppose à ce que les putains du *Balcon*, menées par Louis Pasqual et Geneviève Page, entourent de leurs jarretelles évêques mitrés, ganaches étoilées, juges à hermine. Mettre la scène dans la salle et la salle sur scène, retourner le rituel théâtral comme une peau de lapin : pourquoi pas? Rome n'est plus dans Rome. Rome n'est plus nulle part. Et le boxon, hier clos, ouvre sur la rue.

C'est tant pis pour les écrivains, qui passaient de bons moments au claque, à bavarder. Si

l'on en croit Aragon, Drieu et Berli, habitués de la rue de l'Arcade. Donc, le scandale n'est plus possible, faute de scénographe pour s'indigner - rôle risible, il est vrai. Ce n'est pas magnanimité, de la part des pouvoirs nouméniques. Il se trouve simplement que l'idéologie petite-bourgeoise qui a hérité du monde et à travers laquelle l'humanité a survécu au nihilisme n'a plus besoin d'engager les fortes têtes et les monstres d'abjection. La sanie instituée s'étale. L'autre ne se voit pas; fondue.

Si le scandale n'a plus cours, que va devenir la mémoire de ceux par qui le scandale arrivait? Que faire de leur effigie suppliée, sans le gibet allant avec?

Les situer par rapport aux derniers affrontements politiques? Des amis de Genet ont essayé, en colloquant. Pas facile : le compagnon de route des Black Panthers, de l'OLP et des Brigades rouges allemandes n'obéissait à aucune logique doctrinale. Quand meurt son amant, le funambule Abdallah, en 1962, il erre, sans même un crayon en poche. Les *Paravents*, il n'y a pas vu un réel engagement anticolonialiste. Un *capitif amoureux*, qui paraîtra après sa mort, en 1986, racontera ses visites clandestines aux révoltés, sans théoriser jamais. Les écrits politiques à paraître à l'automne prochain en diront-ils plus? Genet n'a pas « aidé » certaines causes. Ce sont ces causes

qui l'ont aidé à ne pas mourir de désolation - c'est dit dans les *Carnets*. Il se demande si ces périodes militantes ne furent pas « songées », tant elles furent, d'abord, belles (*Un capitif amoureux*). Genet ne porte aucune valeur, même subvertie. Seule, la désertion, peut-être, vaut vertu, et tout ce qui humilie la France, l'Occident : ça, oui, il s'en délecte. Juan Goytisolo a redit cette virulence apolitique, après en avoir témoigné dans les *Royaumes déchirés*. Et il n'est pas loin de voir, sous le provocateur, un saint par distraction. Confiant dans l'amour, non dans l'amitié, Genet a dû faire « un grand effort pour trahir » ses amis (*Œuvres complètes*, tome IV).

Comment travailler à la survie de Genet, comme à celle d'autres maudits tels Artaud ou Bataille, si le consensus les étouffe plus sûrement que les censures ouvertes? Comment transmettre la « *lueur écarlate* » dont parle Pierre Bettecourt, cité par François George dans le numéro de *Critique* de mai 1991? En fustigeant les médias niveleurs et ignares? A quoi bon! Si vous les dénocez du dedans, on vous soupçonne de tartufferie; et du dehors : d'amertume.

Lire et faire lire Genet, faire horreur de ce qui ne le « vaut » pas : ce combat-là n'est pas près de cesser, ni de manquer de combattants. Passe-t-il par des colloques dévastés de chagrin par la bêtise ambiante? A chacun sa libidine.

« Ce qui compte, c'est la lecture », écrit la patronne du *Balcon*. Pas à sortir de là!

Bertrand Poirot-Delpech

(1) Un colloque international consacré à Jean Genet a eu lieu à l'Odéon du 25 mai au 27 mai. Parallèlement à l'exposition sur les *Paravents* qui se tient dans le même lieu jusqu'au 10 juin, un catalogue comprenant des lettres inédites de Jean Genet sur la *Bataille des paravents* est publié par l'IMEC (Institut Mémoire de l'édition contemporaine, 96 p., 150 F.).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Peigneurs de girafe

Les écrivains s'expriment souvent avec une autre liberté dans des articles de journaux, dans des chroniques judiciaires ou des comptes-rendus d'événements sportifs. Le poète Jean Follain nous fait visiter son *Magasin pittoresque* et Jacques Perret nous amène sur les routes du Tour de France, dans les stades ou autour des rings.

Page 18

LE DÉBAT

Le politique et le religieux : un couple tumultueux

La séparation de l'Eglise et de l'Etat est la forme institutionnelle qu'a prise depuis près d'un siècle, dans les démocraties occidentales, le face-à-face du pouvoir politique et du pouvoir religieux. Mais cette autonomie n'est ni définitive ni universelle. Comme le prouvent les mouvements qui agitent les pays islamiques, Israël ou l'Europe de l'après-communisme.

Pages 22 et 23

ACTUALITÉS

Les quatre-vingts ans de Gallimard

Le 31 mai 1911, Gaston Gallimard, André Gide et Jean Schlumberger créent une société qui allait devenir la plus prestigieuse des maisons d'édition françaises et une institution : Gallimard. Cet anniversaire a failli ne pas avoir lieu. L'an dernier, la bataille entre les enfants de Claude Gallimard a mis l'entreprise en péril et a relancé les rumeurs de rachat. La mort récente de Claude va entraîner une nouvelle modification du capital.

Pages 20 et 21

PENSER AU MOYEN AGE

d'Alain de Libera.

Seuil, 409 p., 145 F.

« A quoi bon travailler sur le Moyen Age si nous ne laissons pas le Moyen Age travailler en nous? Il nous semble utile, écrit Alain de Libera, de plaider avec des mots anciens la cause, toujours nouvelle, de la raison. »

Son *Penser au Moyen Age* veut être un essai sur l'apparition des « intellectuels » au tournant des treizième et quatorzième siècles, mais en même temps une série de questions aux intellectuels d'aujourd'hui, et particulièrement aux philosophes, sur la place - ou plutôt l'absence de place - de la philosophie médiévale dans la culture française d'aujourd'hui.

Sur un tel sujet, l'auteur rencontre immédiatement Jacques Le Goff dont *Les Intellectuels au Moyen Age*, sans cesse réédité et toujours lumineux, date de 1957. Mais il prend ses distances à son égard, laissant à l'historien l'étude du groupe socioprofessionnel nouveau-né avec les universités dans le contexte de la révolution urbaine, pour s'intéresser à l'apparition de l'idéal intellectuel en tant que tel : comment les intellectuels du Moyen Age se sont-ils représentés eux-mêmes leur singularité? Comment se sont-ils efforcés de définir ce que devait être une existence de philosophe?

Bref, qu'appelle-t-on, qu'appellent-ils, penser dans le siècle qui entoure 1300?

Répondre à ces questions implique qu'on retrace pour elle-même l'histoire de l'aristotélisme en Occident, qu'on explore à nouveaux frais la scolastique et qu'on se dépreigne des lieux communs colportés à son égard depuis le temps de Rabelais jusque dans l'enseignement de la fin du vingtième siècle. « Entre 1480 et 1550, en effet, sous le double patronage de l'élégance littéraire et de la simplicité de la foi, ont été mis définitivement à bas dix siècles d'efforts intellectuels », constate le philosophe médiéviste.

Et l'on examine attentivement avec lui comment, dans l'identité intellectuelle de l'Europe, l'histoire de l'aristotélisme est pour une large part celle d'un emprunt, et d'un emprunt aux Arabes. Si les universitaires de la seconde moitié du treizième siècle ont conçu un discours capable de se vulgariser, c'est parce qu'ils venaient de recevoir la conception de la vie philosophique formulée dans les pays d'islam, premiers héritiers médiévaux de la philosophie grecque, ce qu'on savait un peu. Ce qu'on savait moins, c'est que le monde islamique était un monde sans université, et que « le modèle arabo-musulman du philosophe contemplatif de Farabi, d'Avicenne et de Ghazali, a pu s'imposer à une partie de la société chrétienne par l'intermédiaire des philosophes universitaires ».

A partir de l'enseignement des maîtres, en effet, la philosophie se *déprofessionnalise*, et c'est ce qui signe, pour Alain de Libera, la naissance des intellectuels autour de 1300. La philosophie est ensuite revendiquée sous d'autres noms, en d'autres lieux, mais dans la droite ligne de sa source la plus lointaine, par diverses catégories nouvelles d'amateurs : béguines, religieuses, hérétiques et poètes.

De la présence philosophique hellénistique et arabe, l'auteur mesure les effets sur trois terrains : celui de la morale sexuelle, celui du bonheur intellectuel, illustré par Dante, et celui du détachement, illustré par Maître Eckhart.

A propos de la morale sexuelle, Alain de Libera développe un paradoxe du censeur. En 1277, l'évêque de Paris Etienne Tempier condamne deux cent dix-neuf thèses. Cette mesure a souvent été présentée comme une réaction théologique et antiphilosophique de l'évêque de Paris ou, pour parler le langage du « *drame de la scolastique* », que l'auteur voudrait définitivement abolir, une réaction de la foi contre la raison. Mais, observe-t-il, la censure est témoignage d'un exercice de la raison. Les articles condamnés constituent un système cohérent. Etienne Tempier définit en fait le philosophe, découvre l'idéal philosophique en le condamnant, et l'oblige à se montrer. « Pour nous, la censure est un opérateur historique. C'est elle qui transforme un

énoncé en thèse. » Si l'on veut bien le suivre, l'évêque censeur a inventé le projet philosophique du treizième siècle.

Il a été diffusé en langue vulgaire par de grands médiateurs tels que Dante, qualifié ici d'« intellectuel total », ou que

Maître Eckhart, pour lequel Alain de Libera réécrit l'épithète de « mystique ». Tous deux ont fait l'apologie d'une nouvelle forme de noblesse, celle de l'intellect, supérieure à la noblesse du sang.

Michel Sot

Lire la suite page 25

PASTOUREAU

MICHEL PASTOUREAU
L'ÉTOFFE DU DIABLE
UNE HISTOIRE DES RAYURES
ET DES TISSUS RAYÉS

De rayure verticale en rayure horizontale, d'alternance bicolore en alternance multicolore, l'historien nous fait faire le tour d'un monde, le nôtre, qui ne cesse de jouer à cache-cache avec le diable, le bon dieu, et la séduction...

Michèle Guzier / *Télérama*

La démonstration est si réussie qu'on en demande plus.

Pierre Enckell / *L'Événement du Jeudi*

Collection La Librairie du XX^e siècle dirigée par Maurice Olender - 82 F

Editions du Seuil

528 p.

LE MAGASIN PITTORESQUE

de Jean Follain.

Ed. Amiot Langaney (30, rue de la Cachette, Caen, 14610 Thaon). Diffusé par Distique, 92 p., 70 F.

ARTICLES DE SPORT

de Jacques Perret.

Julliard, 330 p., 130 F.

LES articles de journaux, les notes, les critiques, les comptes-rendus d'audiences judiciaires, de compétitions sportives, tous ces écrits de circonstance sont souvent l'occasion pour les écrivains de s'exprimer avec une liberté qu'ils se refusent d'ordinaire ou qui s'accroît moins des projets qu'ils prennent plus au sérieux. C'est pourtant là qu'on les retrouve souvent au meilleur de leur forme et les coudées franches, dans ces recueils de mélanges, ces collections de papiers voués, comme les plus scrupuleuses et dévoties chroniques littéraires, à l'éphémère emballage du poisson.

Jean Follain, qu'une voiture tua sur le quai des Tuileries un jour de mars 1971 à soixante-huit ans, était avant tout un poète délicieux et discret, embrigadé nulle part, tenant d'aucune chapelle, fervent de la Manche, son pays natal (petit-fils de notaire et d'instituteur, élevé à Saint-Lô), amoureux de Paris et de quelques lointains pays qu'il visitera avant de raccrocher au vestiaire sa robe de magistrat. Il faudra encore quelque temps sans doute pour qu'on remette à leur juste place ses recueils de poèmes et ses proses, au premier rang, où figurent certains de ses contemporains plus bruyants, mais le tri se fera. Ce n'est pas une consolation pour lui, c'en sera une pour nos enfants, ceux que nous n'avons pas et ceux de nos amis.

Un autre poète, Hughes Labrusse, s'est attaché à réunir divers articles de Follain dans un bref volume intitulé, comme une fameuse publication, *le Magasin pittoresque*. Soit dit en passant et pour ne plus y revenir, sans être outrageusement fanatique de la notule savante dans la grande tradition de la Pléiade, on aurait bien aimé en savoir plus sur l'origine de ces textes, leurs dates et lieux de publication, etc. Un minimum de garniture ne meslé pas aux petits rôtis, en édition comme ailleurs, et il n'est jamais inutile de savoir dans quelles conditions des articles de ce genre ont été rédigés, à quelle vitesse, sous quelles contraintes, par besoin ou par plaisir.

En l'occurrence, par plaisir, semble-t-il. Follain passe en revue divers aspects respectables ou ridicules, « pittoresques » en tout cas, de la folle ordinaire des hommes, d'une humeur égale et sans pareille s'étonnant outre mesure de ce qu'il rapporte. Ainsi les procès faits aux animaux. Les archives des tribunaux conservent maints exemples de procès intentés selon les règles à des vaches, des chevaux, des porcs, des rats, des sangsues, des mouches et même des fourmis. Les porcs, notamment, parce qu'il était fréquent qu'ils dévorent un enfant dans une ferme si on ne les enfermait pas. Ils étaient jugés en bonne et due forme. « On allait jusqu'à signifier la sentence rendue au pourceur dans sa prison. » Et, note Follain, très pince-sans-rire, sans doute pour aller au bout d'une logique absurde : « L'exécution était parfois précédée de la mise à la torture, parfois aussi on éprouvait le besoin de vêtir l'animal en homme. »

Un célèbre procès fut intenté au début du seizième siècle dans le diocèse d'Autun contre des rats, au cours duquel se fit remar-

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Jean Follain.

Peigneurs de girafe

quer un avocat, Barthélémy de Chasseneux, qui devint ensuite conseiller au parlement de Paris puis premier président du parlement de Provence. Chasseneux se fit une spécialité des procédures contre les animaux et fut consulté dans une grave affaire concernant des charaçons. Vestiges d'une époque où l'on pensait que les animaux entretenaient avec le monde occulte et démoniaque des relations privilégiées ? Sans doute. Mais aussi sottise intéressée des gens de robe jamais dédaigneux d'encasser les frais d'un procès.

La justice appliquée aux humains ne réserve pas moins d'agréables surprises. Follain rappelle le cas du fameux Troppmann, qui assassina froidement toute une famille de Roubaix

pour la voler et fut exécuté en janvier 1870 : « Sa tête ayant été placée sous le couperet, brusquement il put la dégager et mordit le pouce du bourreau qui dut la replacer de force en position d'être décapité. » Belle persévérance, chez l'un comme chez l'autre.

Passons sur les chapitres pourtant fort utiles et amusants consacrés aux bouffons sous la royauté (on apprend que le dernier bouffon dont on ait gardé la trace avait appartenu à Marie-Antoinette, traversé la Révolution, et survivait encore au début du dix-neuvième siècle à Versailles, entouré de vieux meubles et de vieux souvenirs, formidable personnage de roman), ou au noir et au blanc dans le vêtement masculin (Follain était très fêtu d'élégance), ou à l'argot (on relèvera tout de même cette charmante tournure : « Maurice est un brave gars, mais y fume de bonne heure »), ou aux confréries de charité en Normandie. Mais il faut signaler à l'attention du lecteur avec la plus vive insistance les pages sur l'histoire et l'organisation de la claque au théâtre. Une leçon de sociologie, de psychologie, de désillusion. De morale, donc.

On y apprend ce que sont un intime, un lavable, un solitaire, tous ces personnages chargés de déclencher les rires, les applaudissements du public afin d'assurer le succès (aussi financier) d'une pièce, ou au contraire d'en couler une autre, dans un théâtre rival. Les chefs de claque, dont un certain Jules Lan qui laisse des Mémoires, étaient « entrepreneurs de succès dramatiques », et celui qui œuvrait à l'Opéra était très officiellement nommé par décision ministérielle. Tout porte à croire que cette belle tradition se maintient de nos jours, même si l'Opéra, d'après ce que nous avons pu ne pas entendre, semble être provisoirement tombé dans l'oreille d'un sourd. A la grande époque de la claque, on payait 25 francs les applaudissements pour l'entrée d'un homme, 15 francs pour l'entrée d'une femme, 5 francs pour une interruption avec bravos et cris : « Très bien ! Très bien ! », etc. On le voit, le cynisme n'a pas de bornes, et tout parallèle avec la critique littéraire serait totalement déplacé.

JACQUES PERRET, l'auteur fameux du *Caporal épinglé*, de *Bande à part*, des *Biffins de Gonnesse*, entre autres romans savoureux et féroces, fut aussi un étonnant chroniqueur de sport, avec un panache et une drôlerie, un zeste de gouaille populaire et une désinvolture aristocratique qui nous rappellent les très riches heures du monde, quand Olivier Merin commentait Roland-Garros. Jacques Perret penche plutôt pour la petite reine et a suivi depuis 1937 une douzaine de Tours de France.

Même les plus incurables assis, les plus ignorants lecteurs encoûtés, à qui l'idée du sport semble presque obscène, ne peuvent pas résister à l'enthousiasme de Perret décrivant le Bordeaux-Lapalme filant dans une descente, « ondoyant et sinueux, libre et merveilleusement effréné », ou certains temps morts pendant les Six-Jours, plein de femme amicale (« Lâcher de pédales dans les heures creuses »). Perret, outre le vélo, se passionne pour le rugby (le ballon à deux bouts), la boxe, la voile, l'automobile, avec un égal entrain et une sagesse mélancolique : « C'est bon signe apparemment que nous puissions toujours, de temps en temps, ici et là, faire comme si de rien n'était. Applaudir un chanteur ou un sprinter, griffer des roses, tourner le madrigal, échanger le savoir des langues, peigner la girafe tandis que les prophètes annoncent la fin du monde, voilà des préoccupations qui honorent la condition humaine. »

VUES SUR L'EUROPE

d'André Suarès.

Préface de Robert Parienté. Grasset, « Cahiers rouges », 352 p., 60 F.

DIEU EST-IL FRANÇAIS ?

de Friedrich Sieburg.

Traduit de l'allemand

par Maurice Bets.

Préface de Laurent Dispot. Grasset, « Cahiers rouges », 335 p., 58 F.

LY a des gens qui ne se dérident jamais, et l'on aimerait savoir ce qui leur déplaît. Ils ont toujours l'air d'avoir passé une horrible nuit. André Suarès fait partie de ces écrivains qui se lèvent renfrognés et s'endorment fâchés. C'était le plus mauvais coucheur de la littérature française. Il avait de la grandeur et, parfois, de la grandiloquence, mais une singulière perspicacité. On l'accusait d'être méprisant. Il était seulement irrité contre les habitants de son quartier, de son pays et de son époque. Il reprochait à l'espèce humaine d'être injuste ou aveugle, et celle-ci ne s'empêchait pas de le faire changer d'avis.

André Suarès n'avait pas toujours tort de se montrer aussi mécontent. Vers la fin de 1935, il avait remis à son éditeur, Bernard Grasset, un « réquisitoire contre le nazisme », qui s'intitulait *Vues sur l'Europe*. Mais, en mars 1936, après l'invasion de la Rhénanie par Hitler, Grasset décida de retarder la publication de cet ouvrage, lequel ne paraîtrait qu'en 1939. Il ne fallait point risquer d'assombrir davantage nos rapports avec les Allemands. On prenait à l'égard d'innombrables précautions diplomatiques... Et puis, se c'était elle est formulée de cette heure, la vérité ne se

fait guère entendre ni applaudir. On la regarde comme une sorte d'inconvenance. Pierre Mendès France en ferait l'expérience dans les années 50. Il découvrirait que les Français n'aiment pas les gens trop prémonitoires...

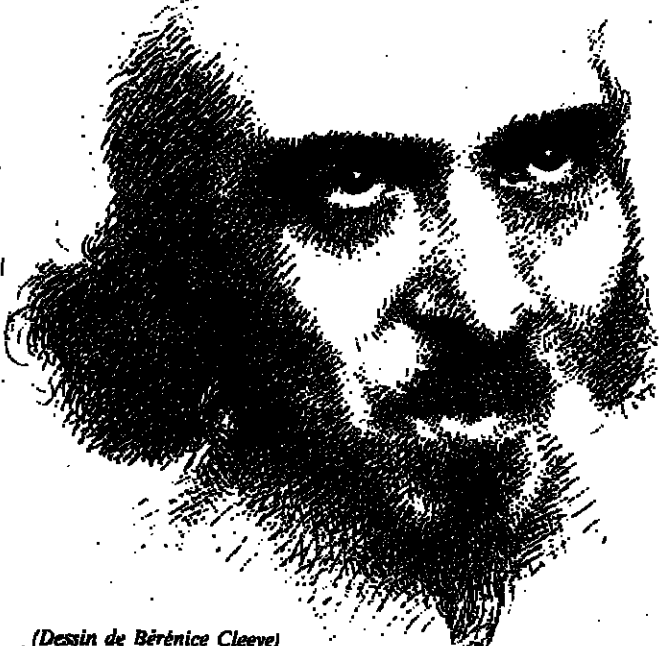
En Espagne, le Front populaire venait de remporter les élections, et le Front populaire l'imitait bientôt. La France se mettrait en grève, et la vie revêtirait des allures de grandes vacances. André Suarès aurait soixante-huit ans le 12 juin 1936. L'époque n'avait ni le désir ni le temps de prêter attention à ce qu'il écrivait. C'est connu : les vieux, messieurs de la littérature ne cessent de maugréer ; ils noircissent abusivement les choses qu'ils évoquent, au lieu de savourer comme tout le monde les dimanches de l'histoire.

QUATRE ans auparavant, André Suarès avait publié *Goethe, le grand Européen*. « Il n'y a de salut pour l'Europe que dans l'esprit de Goethe », disait-il (1). Mais, en 1936, l'Allemagne s'était fort éloignée de cet « esprit ». Elle le réprimait et l'étouffait. Qu'elle le « parodiait », ce qui revient au même. Les grimaces sont des assassinats. Dans ses *Vues sur l'Europe*, André Suarès se désespérait devant la « barbarie » qui rendait méconnaissable le pays de Leibniz, de Bach et de Goethe. Il avait le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Dieu, la France et l'Allemagne



(Dessin de Bérénice Cleve)

lyrisme et l'amertume qui résultent, à l'ordinaire, de la désillusion amoureuse. Il s'enflammait et se drapait, car il affectionnait le style très habillé. Ces manières incommodaient Paul Léautaud. Mais, chez André Suarès, les acuités de l'intelligence légitiment presque toujours les ardeurs de l'emphase. Il ne dénonçait pas seulement le nazisme. Il stigmatisait aussi « l'Italie fasciste et la Russie stalinienne ».

Le trait commun de ces dictatures, disait-il, c'était « l'impudeur » ou l'absence de

« vergogne ». « De là le ricane ment haineux ou le gros rire dont [le barbare] accompagne ses crimes. » André Suarès accusait Nicolas Machiavel d'être l'inspirateur du cauchemar moderne : « Que penser d'une morale, d'une politique et d'une philosophie qui professent la scélératesse et ne s'en cachent pas ? » Il y voyait non pas une parodie de Machiavel, mais l'esprit même de celui-ci. Et l'on avait ajouté à cette doctrine du pouvoir « le mythe de la race [qui] est la plus basse des idolâtries matérialistes ».

André Suarès se souvenait d'avoir tellement aimé l'Italie ! « Quand je sortais à peine de la Sorbonne, écrit-il, j'ai couru l'Italie à pied, entre Gênes et Sélimonte, avec moins de 40 sous par jour, pour le vivre et le couvert. » C'est une chose très dure et inconcevable de voir, sous le règne de la terreur, de la bêtise et de la bouffonnerie, des lieux qui recelaient naguère tant de charme... André Suarès n'épargnait personne. Il faisait également une peinture très sombre de la Pologne. C'est « la plus vaine des tribus, disait-il. Elle semble à jamais incapable d'être une nation ». Évoquant le catholicisme polonais, il le traitait de « frénésie dévote ».

Quant à la complaisance de certains Français à l'égard d'Hitler, il en donnait cette explication, qui n'a pas vieilli : « Même de bons Français, et qui se vantent de l'être, pensent à Hitler avec une sorte d'indulgence ; ils le cachent, mais ils le sentent. La fureur antisémite est au fond de ce beau miracle. (...) Il y a un ami d'Hitler en tout antisémite, et de l'antisémite en tout ami d'Hitler. » Dès lors, on comprend mieux l'éternel chagrin d'André Suarès...

EN 1929-1930, un écrivain allemand, Friedrich Sieburg s'interrogeait sur la nationalité de Dieu. Celui-ci était-il Français ? La question paraîtrait aujourd'hui fort démodée, sauf chez les inté-

gristes ou chez les demoiselles qui partagent leurs loisirs entre le tennis et la théologie. Mais à l'époque, des deux côtés du Rhin, le nationalisme se mêlait de métaphysique. Friedrich Sieburg n'avait pas toléré « la défaite allemande de 1918 ». Sous des dehors civilisés, son livre s'inscrivait dans cette littérature « revancharde » que les deux pays s'envoyaient à la figure depuis quelques décennies. Friedrich Sieburg dénonçait « l'arrogance française », mais « l'arrogance allemande » se dissimulait sous cette critique d'apparence paisible, qui se prétendait à la fois sévère et amicale. Laurent Dispot, qui a préfacé l'ouvrage, nous avertit qu'il s'agissait d'« une machine de guerre » très dangereuse, parce que fort séduisante. Cela se confirmerait en 1942, quand Friedrich Sieburg se retrouverait dans l'administration nazie à Paris, et s'occuperait de « réformer » les mœurs françaises. Dans son livre, qui fut alors réédité, il invitait ses « administrés » à faire, avec lui, « le grand voyage vers l'avenir ». Certains se hâtèrent de répondre à l'invitation.

Pourquoi avoir tiré cet ouvrage de l'oubli ? D'après Laurent Dispot, cela fait partie d'une « nécessaire » campagne de prévention. Il faut se vacciner à nouveau contre « la varlope nationaliste » et recommencer d'étudier « les fièvres » du passé. D'une certaine façon, les *Vues sur l'Europe* répliquaient à Friedrich Sieburg. André Suarès n'avait aucune « arrogance ». Il éprouvait seulement le goût et la vocation de l'universel. En 1991, c'est un sentiment qui a dû s'égarer.

(1) Réédité par Kailash, en 1990.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Les effeuilleurs de mémoire

Deux livres de Michel Quint. L'un bon, l'autre pas

SANCTUS
de Michel Quint.
Terrain vague, 212 p., 95 F.
LES GRANDS DUCS
de Michel Quint.
Calmann-Lévy, 236 p., 89 F.

Que faire par un jour de novembre gris et pluvieux lorsque l'on échoue dans un petit village du pays de l'Arrogeois ? Ferdinand, Baudouin et Chloïlde, après un détour par l'église où ils trouvent, sans émotion apparente, le cadavre d'un nouveau-né, décident de tuer le temps en consultant les archives de la mairie. Les vies qu'ils découvrent, dans les registres de l'état-civil, les consolent des leurs, car ils prêtent aux uns et aux autres des passions, des haines et des amours dont ils se savent incapables.

Auteur d'une dizaine de romans policiers (1), Michel Quint réussit à créer, dès les premières pages de *Sanctus*, un climat angoissant et malsain. Cet enfant d'Hitchcock agit sur les nerfs du lecteur en embrouillant, avec un plaisir évident, les pistes et en mêlant le passé au présent. Ce roman, confus en apparence, est construit comme une toile d'araignée, mais aucun des fils ne permet de remonter jusqu'au cœur de l'intrigue.

Ferdinand, Baudouin et Chloïlde se conduisent comme des effeuilleurs de mémoire. En cherchant à mettre au clair le destin d'Odilon Lartisien, qui fut guillotiné à Arras en 1834, ils découvrent les chroniques villageoises

de l'abbé Dotin, qui eut en charge la paroisse de 1805 à 1839. Leur curiosité est d'autant plus vive que, à la fin du siècle dernier, Broissart, un instituteur dreyfusard, a dispersé dans différents dossiers les feuillets de l'abbé en ajoutant, à chaque fois, des commentaires venimeux sur le style et les intentions véritables du « supposé de la réaction ».

Michel Quint, diabolique jusque dans les moindres détails, a minuté l'action de son roman en indiquant l'heure à laquelle débute chaque chapitre. Cette indication, en apparence anodine, ajoute à la complexité de l'intrigue car, tout se jouant en une seule journée, on en vient à vérifier si les protagonistes ont pu accomplir tel ou tel fait dans le laps de temps que leur a accordé l'auteur.

La malédiction du village

Nos trois enquêteurs, prisonniers des révélations de l'abbé et de celles de l'instituteur anticlérical, reçoivent l'aide d'Henri, le garde-champêtre et archiviste municipal, mais celui-ci se fait payer, en quelque sorte, en les obligeant à écouter ses confidences. Ils comprennent alors qu'une sorte de malédiction pèse sur ce village et que, de génération en génération, les mêmes drames se sont tramés entre des êtres « que la vie a mordus au sang ».

Sans aucunement dévoiler la chute étonnante de ce roman qui devrait inspirer un scénariste, précisons, toutefois, que, pour

Michel Quint, toutes les vérités se valent puisque chacune d'entre elles est la somme des mensonges que tout homme s'aménage pour survivre plus ou moins confortablement. Une seule chose ne paraît pas falsifiée dans *Sanctus*, c'est l'écriture de l'auteur.

Cette écriture, justement, on la cherche en vain dans *Les Grands ducs*, un roman gonflé d'artifices qui, bien toiletté, aurait fait une excellente nouvelle. Les personnages — des musiciens de l'Harmonie républicaine de Sainte-Cécile — sont tous des paumés. Hommes et femmes aimeraient bien, avant d'entreprendre un voyage en car vers Paris pour assister aux fêtes du Bicentenaire de la Révolution, se délester de leur mémoire en la déposant dans une quelconque consigne de gare.

Les êtres qu'ils croiseront lors de leurs haltes seront à leur image : des larges de l'existence. Seul Melchior, un infirme rencontré dans une ferme presque à l'abandon, se conduit autrement qu'en automate doué d'aigreur. Tout est moite, triste et veule dans ce roman, et c'est presque avec soulagement que l'on apprend que la mort nous débarrasse de tel ou tel passager de ce car.

Les voyageurs ne mettront pas moins de quatre jours pour parcourir les quelques centaines de kilomètres qui les séparent de la capitale. C'est long, désespérément long, à l'image du livre !

Pierre Drachlène

(1) Dont *Billard à l'étage*, Calmann-Lévy, Grand Prix de la littérature policière 1989.

Voyage au pays des ombres

Les rencontres littéraires de Pierre Gascar

PORTRAITS ET SOUVENIRS
de Pierre Gascar.
Gallimard, 200 p., 90 F.

Sous un titre emprunté à Henri de Régnier — mais nul autre ne conviendrait mieux — Pierre Gascar nous propose de partager ses rencontres avec quelques célébrités de notre temps. Précisons d'emblée que ce n'est pas ici le goût de l'anecdote, le voyeurisme ou le plaisir de saisir en quelques pages plaisantes les facettes d'une personnalité qui le guide. Son exigence est plus haute, plus ample son propos : ces rencontres sont, en fait, autant de bornes témoins sur le développement de ses propres préoccupations intellectuelles, tant il est vrai que la quête intimiste d'un autre ramène souvent à soi.

Elles offrent aussi la matière à de pertinentes mises en équation où chaque évocation individuelle ouvre sur des perspectives plus larges en établissant de subtiles corrélations entre un écrivain, un savant, et ce qui l'anime, le défie, le fixe tout en révélant, *a contrario*, ce qu'il fuit, travestit ou dérobe de ses secrets d'homme — ce qu'il en laisse voir aussi, indirectement.

Ainsi, la description d'un pastel représentant le cabinet de travail de Philippe Hériat, les éléments de son décor, servent-ils à éclairer les archives littéraires d'une famille. Rapports croisés des affections et des œuvres autour d'un homme qui travaillait ainsi « à la diagonale du génie ».

Evouant Roger Caillois et sa fascination exclusive du monde minéral, Pierre Gascar, qui lui oppose son propre goût du



Pierre Gascar.

monde végétal, perçoit son horizon de la mort dans cet enfermement dans les pierres. Et si, suivant un Michel Foucault malicieusement dans les rues chaudes du quartier Sanket-Pauli de Hambourg, il relève toutes les couleurs d'une « morale de l'effacement », c'est bien le regret d'une jeunesse perdue qu'il saisit, chez un philosophe de trente-cinq ans, au terme de cette déambulation.

« Habité et frivole »

De Cocteau, il s'attarde moins à souligner les aspects d'un homme « à la fois attirant et déconcertant », réellement « habité et frivole », qu'à pressentir qu'ils se sont rejoints, en se connaissant à peine, dans « la fraternité de l'obscur » du monde animal.

Avec Aragon, nous retrouvons les engagements et le militantisme communiste de l'après-guerre. Etrange ballet où l'homme du « mentir vrai » et du

vrai mensonge — fût-il par omission — accorde sa prestance aristocratique à ses choix politiques, jusqu'à quelles feintes ? « *Tout son personnage était un vivant démenti de sa profession de foi* », *Revanche adulte de la spoliation sociale* dont avait souffert l'enfant bâtarde, exclu des brillantes fêtes de son père naturel, un adulte assez averti pour donner au jeune écrivain une leçon d'aristocratie fort peu prolétaire.

C'est avec deux savants, Jean Rostand, reclus « dans un monde entièrement réductible à la logique du vivant », allergique au mystère et à l'insolite, et Louis Pasteur, gardien tutélaire de l'institut qui porte son nom, que s'achève ce voyage au pays des ombres : Pierre Gascar a su mettre au jour, par une attention scrupuleuse, une habileté intuitive à franchir l'obstacle des apparences, des légendes et du non-dit, quelques singularités saillantes de leur personnalité et de leur destin.

Pierre Kyria

Les fantômes de Brasilia

D'un côté, les nantis de la ville ; de l'autre, les affamés des favelas

L'OISEAU-CARCASSE
de Michel Sauquet.
Ed. François Bourin, 312 p., 110 F.

Michel Sauquet aurait pu récrire *la Peste*, à partir du fait divers qui forme la trame inquiétante de son livre et transformer en thriller philosophique la tension, puis la panique qui se sont emparées, il y a quelques années, de cette ville du Brésil, Goiânia, transformée en Tchernobyl par la manipulation accidentelle d'un matériau radioactif. Il a gardé les personnages du drame, de pauvres bêtes qui avaient succombé au rayonnement magique d'une capsule de césium trouvée par un ferrailleur

dans les ruines d'une clinique. Il a simplement changé le lieu de l'accident, en préférant Brasilia et ses cités-satellites à une ville sans mystère. Changement compréhensible, puisque c'est Brasilia, plus que la peste radio active, le véritable sujet de son roman.

L'oiseau-carcasse, c'est elle. Oiseau, parce qu'elle en a la forme, et carcasse, parce qu'elle reste un squelette avec ses blocs de béton construits il y a trente ans par des disciples de Le Corbusier. Les fonctionnaires et les diplomates qui y habitent passent beaucoup de temps en cocktails et en bavardages. Les étrangers en poste parlent domestiques, cours du dollar au marché noir. Ils vivent dans un pays de Cocagne où le moindre « petit

blanc », vu le bas prix de la main-d'œuvre, peut s'offrir une bonne à tout faire.

Dans les intervalles des *superquadras* (les blocs de la cité cubiste), des fantômes incertains se promènent, ordés par des yeux creux qui cherchent un abri. Attirés par l'Eldorado, ils finissent, avec leur famille, dans l'odeur d'urine des passages souterrains. Le bonheur, pour eux, c'est une place dans un bidonville : les *favelas* ont proliféré à la périphérie du grand soleil urbain. Entre repus et affamés, les regards se croisent, à peine appuyés. Parfois, la mauvaise conscience affleure : celle d'un jeune coopérant par exemple, qui choisit de s'exiler au Mato Grosso. Ailleurs, c'est le cynisme qui règne, ou l'insoutenable lé-

reté de citadins protégés par l'utopie même de leur ville, bâtie loin du Brésil réel. Dans les villas du lac sud, il règne une ambiance d'Ancien Régime...

Le livre de Michel Sauquet fait ce constat social, mais il ne s'y réduit pas. Il est d'abord une chronique brillante, foisonnante, pleine d'observations lucides et désabusées, d'un pays haut en couleur et en personnages. Le je du narrateur — un fonctionnaire international — est relayé par des saynètes enlevées au pas de charge, dont le picaresque s'interrompt pour de brèves colères ou des moments de pure poésie.

Charles Vanhecke

Une valise pour Alger

LE PASSAGER DE LA NUIT
de Maurice Pons.
Ed. du Rocher, 130 p., 89 F.

Trente ans plus tard, la réédition de ce *Passager de la nuit* évoquera pour tous ceux qui furent mêlés de près ou de loin à la guerre d'Algérie bien des souvenirs. Cette longue route dans la nuit où plonge ce superbe cabriolet à qui revient d'abord, comme le dit lui-même Maurice Pons, le « rôle principal ». Vrombissement du moteur, silence du passager, embarqué devant une brasserie de Saint-Germain-des-Près, dont on ne sait « priori » que l'origine algérienne — cela se voit — et dont les confidences très progressivement distillées ne feront découvrir qu'à l'approche de la frontière suisse qu'il transporte des fonds pour le FLN.

Emotion, pour dire le moins, de l'homme au cabriolet, qui n'était pas dans le secret mais qui, les mains moites à la vue du moindre uniforme de gendarme, choisira finalement — cette fois

de son plein gré — d'en faire un peu plus pour cette cause qui, au début, n'était pas la sienne.

Maurice Pons, qui rend dans sa préface hommage à ceux qui eurent le courage de participer en France à la lutte pour l'indépendance algérienne, relate que son éditeur d'alors, René Julliard, avait suggéré de protéger le livre contre une probable saisie en le couvrant de « l'appellation contrôlée de roman ». Avec succès puisque Maurice Pons ne fut pas inquiété.

A posteriori, quand on relit aujourd'hui ces pages très explicites, cela relève du miracle. Car ce début des années 60 fut marqué en France par une chasse au faciès dont on retrouve l'atmosphère tout au long du récit. Et l'on était encore loin du paroxysme car, lorsque le *Passager de la nuit* est publié pour la première fois, nous étions à un an de la manifestation au cours de laquelle, le 7 octobre 1961, en plein Paris, deux cents Algériens trouvèrent la mort sous les balles de la police.

A. J.

Les résonances du visible

VENANT A STANCE
de Pierre Torrelles.
Gallimard, 110 p., 92 F.

Souvent composés lors de marches dans la montagne, comme *Margelles du silence* (1) ou *Parages du séjour* (2), les livres de Pierre Torrelles gardent, de ce cheminement, une sorte d'ample respiration, que suspend la reprise du souffle. Ces mots « entrecoupés de ciel » évoquent l'alpe et le sentier, l'herbe et les cailloux, les sommets neigeux sous le « bleu cadastre sidéral ». Cette « périgrination » rythme la progression du livre, lui donne une cohérence quasiment organique : « *Werk est Weg* », dit, en exergue, une citation de Paul Klee.

D'autres fragments, cités en épigraphe, renvoient à Plutarque et aux Psaumes, à Rilke et à Holderlin, mais aussi à Pu Yen-t'u, peintre chinois du dix-huitième siècle, pour qui « tous les éléments de la nature qui paraissent finis sont en réalité reliés à l'infini ». De même, pour Torrelles,

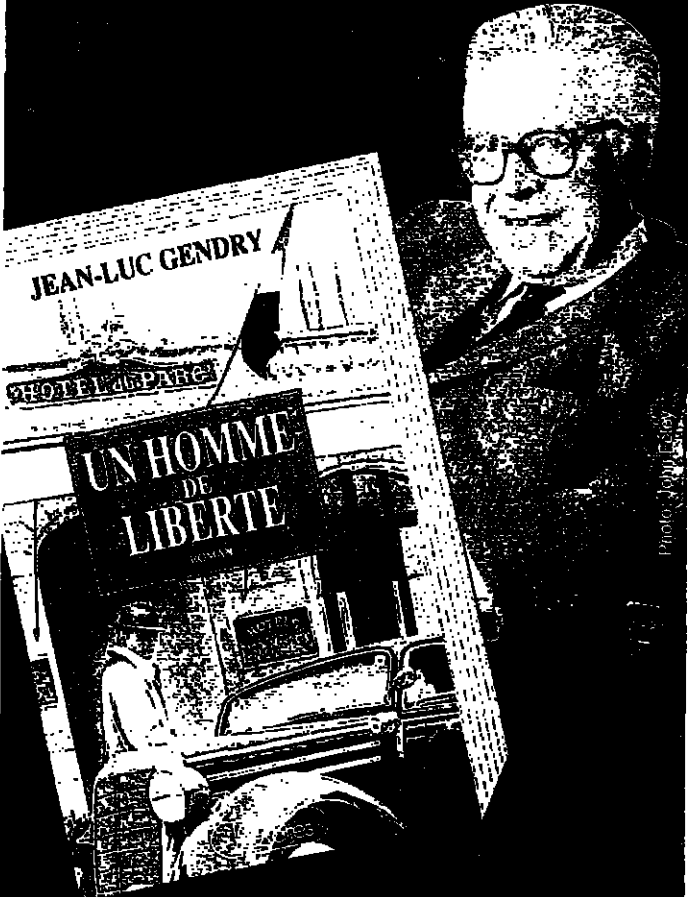
« l'épiphanie du visible met au jour l'énigme du voir ». Ce qui donne sa tension à cette poésie abrupte et drue, c'est la contradiction inhérente à la parole « présente » pour qui l'immediat est inaccessible et l'évidence inintelligible. Cette contradiction se résout dans un « retournement » du poème, dont la perfection ne peut venir que de « l'extérieur, de la proximité bouleversante qui l'anime ».

Car cette parole poétique, où surgissent parfois des mots rares, techniques, malgré une apparence un peu hermétique, ne s'éloigne jamais du monde réel. Comme la laisse entendre une citation de Marina Tsvetaïeva, elle donne plus d'importance à la résonance qu'au sens. Ainsi le marcheur est-il ramené au « silence de l'écoute » face à l'inaltérable lumière : plénitude devient laquelle s'exhale, en un lyrisme sobre, une « précaire jubilation ».

Monique Petillon

(1) Gallimard.
(2) Grasset.

MISSION SECRÈTE À LONDRES...



Septembre 1940. Entre Vichy, Madrid et Londres, l'histoire d'un homme qui aurait pu changer le cours de la guerre...

139 F

JOLaites

528 p.

ACTUALITÉS

Les quatre-vingts ans

La NRF, la revue, a eu quatre-vingt ans en 1989 (1). La NRF, la maison d'édition, a failli ne jamais atteindre cet âge. L'an dernier a eu lieu une bataille entre les quatre enfants de Claude Gallimard. Elle a mis l'entreprise en péril et a abouti à une nouvelle répartition du capital, que la récente mort de Claude Gallimard va de nouveau modifier. Tout n'est pas gagné. L'indépendance dont Gallimard est si fier n'est pas encore assurée. Mais tout n'est pas perdu comme on pouvait le craindre quand Gallimard était menacé de rachat par ceux que son PDG, Antoine Gallimard, nommait « les prédateurs », les grands groupes, au premier rang desquels figurait Bouygues. Certes, le sigle aurait survécu en cas de rachat. L'esprit NRF, sûrement pas. Même sans mauvaises intentions des hommes, la logique financière a ses contraintes propres. Et ce qui fait la NRF est une fragile alchimie qui a conduit cette maison à symboliser, depuis quatre-vingts ans, pour tous — même ceux qui ne sont pas de grands lecteurs — la littérature : cette lumineuse et parfois mystérieuse transmission de la pensée et du plaisir par le texte ; ce dévoilement, cet instrument de liberté qu'on veut à chaque époque, et aujourd'hui plus que jamais, nier, tant il porte de ferment d'indépendance d'esprit, donc de révolte et de scandale.

(1) Lire la page « Dates » dans le Monde daté 12-13 février 1989.

16 mai 1911 : Paul Claudel, « habitant à Prague (Bohême) », reçoit un contrat établi par Gaston Gallimard, gérant des Editions de la Nouvelle Revue française, sises à Paris, 31, rue Jacob, pour la publication de l'« Ode ». L'« Ode » fut ainsi le premier titre d'un catalogue qui, en quatre-vingts ans, s'enrichira de quelque 7 500 auteurs et près de 16 000 ouvrages, répartis en plus de 130 collections.

Les Editions furent officiellement fondées le 31 mai 1911 par André Gide, Jean Schlumberger et Gaston Gallimard. « Notre intention était de ne publier qu'un petit nombre de livres sévèrement choisis. Savoir si tel ouvrage pourrait se vendre ou non nous semblait d'importance très secondaire », racontera Schlumberger (1), qui ne tirait « de rien autant de vanité que d'avoir dessiné le monogramme qui devait orner la couverture ».

Gide voyait enfin se concrétiser ce « comptoir d'éditions » dont il avait rêvé. Mais la maison d'édition n'était encore qu'une « annexe » de la revue NRF, créée deux ans plus tôt — un cas de figure très fréquent à cette époque, alors que les revues étaient le véritable vivier des talents. Peu à peu, ces deux lieux éditoriaux, où devaient affluer les courants si diversifiés de l'esprit NRF, se sont nourris l'un l'autre, sans s'éparpiller, les discordes, les jalousies, les complexités, voire l'indifférence réciproque.

Internes ou externes, il y eut des heurts fameux (2) : Claudel vociférant en 1919 contre la « pédérastie » de Gide, comme il morigénait avec vigueur Gaston Gallimard lorsqu'il publiera la *Nausée* de Sartre, en 1939 ; Henri Béraud menant campagne en 1922 contre les « Gallimardeux » ; François Mauriac traitant Gaston de « denusé » (squalé) à l'effet des prix littéraires ; Céline injuriant son éditeur — d'après la *Libération*, qui en entendit d'autres,



Les éditions Gallimard, rue Sébastien-Bottin, dans les années 30 ; page 21, en haut : Raymond et Gaston Gallimard dans leur bureau

dans ses livres comme à la ville...

Mais entre les joutes menées de bonne ou mauvaise foi (reflet, après tout, d'un milieu bien vivant), le catalogue se constitue, avec gourmandise et intuition, et parfois des surprises, pour une maison où « parler argent » n'est pas de très bon goût : en 1911, par exemple, Gaston Gallimard, sollicitant un texte du philosophe Alain, reçoit de lui cette réponse : « J'ai été très touché par votre lettre. Toutefois, ce que j'ai écrit ne m'appartient pas, j'ai écrit ce que vous voulez, mais j'ai écrit ce que vous voulez, mais j'ai écrit ce que vous voulez... »

Pour Marcel Proust, jusque-là publié à compte d'auteur, « tout devient simple et charmant » le

jour où Gaston Gallimard décide d'être son éditeur alors que Du côté de chez Swann avait été refusé. Un sentiment que ne partagera pas toujours Gaston, comme cela est visible tout au long de la prolifique correspondance échangée avec l'auteur de la *Recherche* (3), premier Goncourt Gallimard...

Très vite, aux côtés de la « Blanche », les collections se multiplient, créées dans tous les domaines et qui permettent d'attirer de nombreux auteurs. Elles se renouvellent régulièrement, sous les dix ou quinze ans. C'est « Une œuvre, un Portrait », en 1922 ; « Le Chien », œuvre du roman-feuilleton, en 1923 ; en

1926, Brice Parain apporte au catalogue les textes de ses « Jeunes Russes » ; la fameuse « Bibliothèque des idées », dirigée dès 1927 par Jean Paulhan et Bernard Groethuysen ; les « Mémoires révélateurs », l'année suivante, animés officiellement par André Malraux, directeur artistique, avant Massin, de la maison.

Certaines collections auront la vie courte, telle « Révélation » que lancera André Breton et qui n'aura... qu'un seul titre, la *Nuit du Rose-Hôtel*, de Maurice Fourré.

Les années 30 amorcent une période fructueuse. La librairie Gallimard s'est récemment ins-

taillée au 43, rue de Beaune (devenue depuis le 5, rue Sébastien-Bottin). Gaston Gallimard investit dans les périodiques : *Voilà*, un hebdomadaire de reportage, et la revue politique *Marianne*, que dirige Emmanuel Berl, notamment.

Lancée en 1931, « Du monde entier » ne propose d'abord que des tirages de tête (elle deviendra à part entière la riche collection de domaines étrangers seulement à partir de 1949). La « Société de la Pléiade » de Jacques Schiffrin est absorbée en 1933. Les premiers prix littéraires sont créés : sous différents noms :

L'empreinte discrète et obstinée de Claude

Claude Gallimard est mort le 29 avril, deux jours avant le début du mois qui marque les quatre-vingts ans du « comptoir d'éditions » fondé par son père Gaston. A soixante-dix-sept ans, Claude Gallimard avait passé quelque cinquante-quatre ans aux éditions de la NRF, où il était entré en octobre 1937. Il avait fait son « parcours initiatique » dans tous les secteurs de la maison, connaissait tous les stades de la « mise au monde » et de la fabrication d'un livre, avait même été représentant pour cette entreprise dont il était devenu, en 1966 (à la mort de Raymond Galli-

mard), le directeur général adjoint — deuxième personne dans la hiérarchie, — puis le PDG à la mort de « Gaston », en 1975.

Un peu partout dans la presse, dont il se méfiait tant, Claude Gallimard a été présenté comme le gestionnaire discret, un peu terne peut-être, de la magnifique aventure intellectuelle de son père. Cela a choqué ses proches et ceux qui furent, chez Gallimard, pendant quelque trente ans parfois, ses collaborateurs directs. Ce portrait de « Claude » — comme on dit dans la maison — en « subvère », « continué », « mainteneur » d'une tradi-

tion, d'une idée de l'édition, n'est pas un effet de malveillance. Plutôt de la méconnaissance. Chacun se souvient que Gaston Gallimard lui-même avait, un temps, réparti les rôles : à Claude, son fils unique, la gestion ; à Michel, son neveu, l'ami de Camus, l'éditeur Michel Gallimard est mort en 1960 dans l'accident de voiture qui coûta aussi la vie à Camus, et le destin de Claude en fut changé.

Pour le reste, qui connaissait vraiment Claude Gallimard à part ceux qui, partageant son goût du secret et de la distance, sa retenue et sa méfiance, n'ont jamais rien dit ? Aujourd'hui, Claude disparu, ils consentent à parler. Jean Grosjean, qui a rencontré Claude en Allemagne, dans un camp de prisonniers, évoque, dans un très sobre hommage publié dans le numéro de juin de la NRF (1), « ce style opaque dont il volait sa complexité ». « Sa tâche a eu quelque chose d'obscur et de titanique », à la fois, explique Grosjean. Il fallait s'adapter à de nouvelles cadences, changer l'échelle des affaires et leur mode de traitement, sans parler de la fameuse émancipation commerciale. Mais il ne fallait pas non plus perdre cette familiarité orageuse des écrivains fondateurs. Comment concilier le nouveau train de l'économie mondiale avec cette passion pour les vrais textes, d'où qu'ils viennent ?

Entre commerce et création

Ceux qui sont entrés chez Gallimard au début des années 60, comme Gérard Dubuisson (secrétaire général chargé du personnel) et Yannick Guillon (responsable des achats de droits étrangers), notamment pour la collection « Du monde entier » et « L'aube des peuples », se rappellent avoir vécu « sous le règne de Claude », qui prêtait de plus en plus de responsabilités dans la marche de l'entreprise, « même s'il en répétait toujours à Gaston ». Ils parlent de son ouverture sur le domaine étranger et sur les sciences humaines, de l'arrivée de Pierre Nora dans la maison, de la séparation d'avec le groupe Hachette, etc.

Tous dessinent le portrait d'un

homme réservé et silencieux, souvent distrait en apparence, presque timide, mais au fond très solide, net, tranchant parfois. « A défaut d'avoir un franc-parler, Claude avait son franc-pensé », souligne son fils Antoine, et il savait dire « non », très clairement, ce qui est indispensable. Les divers témoignages font apparaître une figure bien différente de celle souvent évoquée lors de la récente querelle entre les héritiers Gallimard qui a abouti en juillet 1990 à une nouvelle répartition du capital (2).

On présentait Claude comme un personnage un peu faillot, qui aurait aimé à l'exemple de son fils Antoine, entrer dans la maison en 1968, puis l'aurait brutalement « répudié » en 1983. Alors que, assez vite, les rapports entre les deux hommes ont été conflictuels, avec un paroxysme en 1974 quand Claude proposa à son fils « une année sabbatique ». Il n'admettait pas que les choses se fissent « dans son dos », il ne voulait pas être poussé vers un rôle honorifique et de figuration, mais s'acharnait au contraire à affirmer son pouvoir et sa ligne.

« Claude est l'homme qui a fait de cette maison l'entreprise qu'elle est aujourd'hui », souligne son fils Antoine, actuel PDG de Gallimard. En parlant de son père, il parle sans doute aussi de lui-même, du cap qu'il veut tenir. « Claude était certes un gestionnaire mais il avait aussi des compétences littéraires », de Céline à Genet, de Gluck à Malraux, de Julio Cortázar à Octavio Paz, pour ne parler que de quelques grands. Il savait s'entourer. Il a fait notamment entrer au comité de lecture Lambrichs, Tournier, Le Clézio, Réda (3). Le Clézio, il le considérait presque comme un fils. Il a aidé Milan Kundera, quand celui-ci était encore en Tchécoslovaquie. Mais on ne doit pas oublier son combat contre toute censure, la publication de Guyotat, la fermeté des choix de Claude. Il était stable, avait des nerfs très solides. Il se méfiait beaucoup de la presse, de l'Etat, des groupes de pression, y compris dans la maison, des « coups » d'édition. Il vivait Gallimard dans la durée, comme une maison

obéissant d'abord à une logique littéraire. Il se voulait un passeur entre la création et le commerce ».

Image d'épinal ? Peut-être. Mais quand on regarde le catalogue de Gallimard, on manque d'arguments pour la contredire. Antoine Gallimard a eu cela en héritage, pour une période où il faut plus que jamais protéger la culture contre ceux qui voient l'écrivain comme « un producteur de livres-qui-se-vendent ». En 2011, les éditions de la NRF auront un siècle, si l'on a réussi à préserver, en France, une idée de la littérature... La route est diffi-

cile. Il faut espérer qu'Antoine Gallimard a aussi reçu, en héritage, une infinie obstination.

Josyane Savigneau

(1) « Claude Gallimard », par Jean Grosjean, in NRF n° 461, juin 1991.
(2) Le 18 juillet 1990 ; voir le Monde du 24 juillet 1990.
(3) Le comité de lecture s'exerce de nombreux questions et fut au cœur de quelques polémiques. Voir à ce propos le livre de Michel Deguy, *Le Comité de lecture d'un lecteur de grande maison*, Champ Vallon, 1988 (« le Monde des livres » du 11 mars 1988).

« Gaston »

« A vingt-cinq ans, à défaut d'une culture spécialisée, (Gaston Gallimard) avait ce flair qui permet de ne pas se tromper sur la qualité d'une œuvre et d'aller au meilleur, non pour des motifs raisonnés mais par une sorte de gourmandise. Pour tirer parti de ses dons, il avait besoin d'un cadre tel que le nôtre, tout comme nous avons besoin d'un collaborateur tel que lui, jeune, désintéressé, prêt à faire le don libéral de son travail et de son temps. » (Jean Schlumberger, 1960.)

« J'ai beaucoup appris de Gaston Gallimard qui m'apparut peu à peu comme un des Français les plus intelligents de notre époque et celui que j'ai rencontré qui est le moins de préjugés. (...) Il parlait trop, dans la mesure où cela empêchait les autres de parler, mais ne disait que des choses intéressantes. Son point de vue n'était jamais partial, mais il le défendait avec une partialité parfois abusive. (...) C'était un bourgeois au cœur bohème, un réaliste rêveur, un poète pratique, bon mélange pour réussir. » (Maurice Sachs, 1939.)

« Dire qu'il fut avant tout un homme de plaisir n'est en rien diminutif. Il n'est pas devenu le

plus grand éditeur de son temps, c'est-à-dire le plus exemplaire ensemble de vivants, un grand rassembleur de talents et d'amitiés, parce que son amitié, parce que son ambition première fut de régner mais, simplement, parce que son plaisir spontané était d'unir et de réunir. Il était impossible de dissocier ce talent et l'amitié et l'amitié du talent. » (Claude Roy, 1976.)

« Après la guerre, mon bureau à la NRF était à côté de Gaston. Je le voyais tous les jours. C'est le plus grand éditeur que j'ai connu. (...) Il pouvait éditer un livre sachant qu'il ne se vendrait pas, mais parce que l'auteur était un écrivain. » (Marcel Arland, 1984.)

« Le tyran par lequel Jean Paulhan a vécu ne sait pas manier le sceptre de fer, encore moins gouverner les atomes. Sous le nom de « gaston », il aura créé une forme d'autorité qui ne s'apparente ni au matriarcat américain, ni au paternalisme portugais, ni à l'infantilisme français. Les plaisirs de ce tyran, ce sont les livres... Gaston, le premier des Gastonides et l'inventeur du gastoniat. » (Roger Nimier.)

NRF

« Une pléiade de jeunes hommes, indépendants, instruits, d'une curiosité qui influait toutes les formes d'art et de tous les pays, souffrant de l'anarchie intellectuelle et aspirant à l'ordre, restaurent depuis peu — il faudrait dire instaurant — une critique nouvelle, riche, solide et saine. C'est l'œuvre, semble-t-il, de la Nouvelle Revue française, et d'hommes tels que Gide, Tournier, Jacques Copeau, Michel Arnaud, Jacques Rivière, etc., dont le sens lointain de partager les idées, mais dont l'admiration du talent, les efforts pour fonder une tradition nouvelle, et la juste équité qu'ils tâchent de garder entre l'excès de l'ordre et l'excès de la liberté. » (Romain Rolland, 1912.)

« Quelle usine à livres, cette maison de la rue de Beaune ! La façon dont on en parle ; comme on les voit naitre et mourir. Mais l'épreuve est plus pénible encore dans le bureau de Jean Paulhan. Les précieux, les esprits forts ou singuliers. La place que Paulhan accorde à ces auteurs, celle qu'il donne à la littérature la plus particulière, parfois excellente et d'autres fois... » (Eugène Dabit, 1934.)

« Je suis extrêmement orgueilleux d'avoir fait partie de

cette assemblée. C'est que les éditions de la Nouvelle Revue française ont exercé sur ma génération une fascination considérable. Voir paraître un livre sous la fameuse couverture blanche a été l'ambition de la plupart des jeunes écrivains depuis vingt-cinq ans. » (Maurice Sachs, 1939.)

« C'était l'époque où paraissaient les premiers fascicules de la Nouvelle Revue française. Je la lissais chaque mois jusqu'aux annonces. Littéralement, c'était mon évangile (...). Cette révision des valeurs qui s'accomplissait là, cette rigoureuse mise en place de chacun, me paraissait sans appel. » (François Mauriac, 1945.)

« Qu'étaient-ils en commun ? Certes pas une doctrine. Mais le respect des lettres, une certaine rigueur dans les choix, une dure franchise mutuelle. » (André Maurois, 1965.)

« L'arbitraire règne, avec Gide, sur l'époque après laquelle nous vivons. Son nom soulève en moi une longue vague de tendre respect et de souvenirs d'un âge où l'on rêvait d'entrer dans la ronde. La ronde de la NRF était grave, parfois sinistre, toujours intègre et noble. » (Jean Cocteau, 1967.)

de Gallimard



en bas : Orson Welles avec Claude et Gaston Gallimard.

« Détective », « Le Scarabée d'or », que dirige Maurice Sachs, en 1936 : la série des « Simenon ». Un domaine qui deviendra l'un des fleurons du catalogue, lorsque Marcel Duhamel créera la « Série noire », en 1945 (plus de deux mille titres à ce jour).

Philosophie, théâtre, sciences, art... rien n'échappe à ceux que Vialatte nomme les « chimistes du mot », les « physiciens du verbe », ou les « faiseurs d'or ». La liste des artisans de cette ruée, où les choix se font souvent en collégialité – le fameux comité de lecture, club très fermé d'experts – sous les auspices de 17 heures à partir des années 20, est impressionnante : « La

Croix du Sud » de Roger Caillois ; Jean Rostand et sa collection « Avenir de la science » ; Raymond Queneau qui anima l'« Encyclopédie de la Pléiade », Paul Morand et « La renaissance de la nouvelle » ; Albert Camus et la série « Espoir » ; André Malraux et « L'univers des formes » ; Georges Lambrichs et « Le chemin », Jacques Lemarchand et « Le manteau d'Arlequin », pour n'en citer que quelques-uns.

Il est arrivé que les manuscrits se perdent, comme le *Manhattan* de Joubert, ou que Jean Paulhan et Gaston Gallimard firent rechercher partout, ou plus tard *Pompeii fondée* de Jean Genet, qui provoqua une « escalade » dans les couloirs feutrés de la

maison... Du côté des ventes, la « vraie littérature » n'a pas toujours rencontré de grands succès : avant-guerre, par exemple, les livres de Kafka et d'Hemingway se vendaient à peine à six cents exemplaires ! Alors que *Autant en emporte le vent*, de Margaret Mitchell (publié en 1939), *Paroles*, de Prévert (plus de deux millions d'exemplaires vendus depuis 1949) et *Le Docteur Jivago*, de Pasternak (1958), ont battu tous les records.

Quant à Saint-Exupéry, Camus, Gide, Malraux, Sartre et Kessel, leurs ouvrages demeurent les best-sellers du catalogue.

En 1953, l'« Express » faisait figurer Gaston Gallimard au nombre des cent personnalités qui « portaient l'avenir » et disait de lui que, s'il ne prenait pas de risques, il savait « obliger le lecteur à en prendre ». En parcourant le gros catalogue illustré que vient de publier Gallimard (4) – comportant certains oublis qui peuvent être des injustices – pour son quatre-vingtième anniversaire, ce lecteur pourra, sans risque, apprécier la pertinence de ce jugement.

Valérie Cadet

(1) *Ewell*, de Jean Schlumberger, Gallimard, 1950.

(2) Outre les volumes de correspondance de Gide, Claudel, Roger Martin du Gard, Paulhan, etc., publiés chez Gallimard, on se reportera avec profit à *Gaston Gallimard, un demi-siècle d'édition française*, de Pierre Assolant, Balland, 1984, et à *L'Esprit NRF, 1908-1990*, édité et présenté par Pierre Hebey, Gallimard, 1990.

(3) *Correspondance : 1912-1922*, Marcel Proust/Gaston Gallimard, Gallimard, 1990.

(4) *Catalogue NRF, Mai 1991* – 31 décembre 1990, Gallimard, 675 p., 70 F. Cet ouvrage rassemble non pas tous les livres publiés par Gallimard depuis 1911, mais seulement ceux qui appartiennent encore au fonds. Mais ni la « Série noire », ni les ouvrages de « Gallimard jeunesse », ni « Découvertes », par exemple, n'y figurent.

Les souvenirs de Dominique Aury

Dominique Aury est un peu plus âgée que les éditions Gallimard. Adolescente, elle fut, comme tant d'autres, éblouie par la NRF, la revue dont est né tout le prestige éditorial, aujourd'hui encore, la maison d'édition. Jean Paulhan la fit entrer dans ce qu'elle voyait comme « le saint des saints » un jour de 1947, pour être secrétaire de rédaction des *Cahiers de la Pléiade*. Elle devait devenir secrétaire générale de la NRF, membre du comité de lecture des éditions Gallimard – elle y fut la seule femme pendant quelque vingt ans. Elle est en outre membre du jury du prix Femina.

Elle parle de ses quarante-quatre années passées dans « la grande maison » comme une jeune femme passionnée racontant une aventure fabuleuse dans laquelle elle viendrait de s'engager. On pourrait l'écouter pendant des heures, pour tenter de vivre ce qu'on a manqué : près d'un demi-siècle d'histoire littéraire. « Je ne pense pas, bien sûr, parler de la grande époque de la revue, dit-elle modestement, la grande histoire littéraire de la NRF, c'était l'entre-deux guerres. A tel point que nous nous sommes posé la question : « Faut-il continuer ? » Nous avons répondu « oui », et je crois que nous avons eu raison. Car nous avons été un prolongement, et pas une simple survie.

ment, et pas une simple survie.

Le bureau de la NRF, qu'elle n'occupe plus depuis qu'Antoine Gallimard, très symboliquement, en a fait son bureau de PDG en 1988, Dominique Aury le vit toujours peuplé de ceux avec lesquels elle a travaillé, au premier rang desquels Jean Paulhan. « Ce qui frappait, c'était son ouverture à tout. Il lisait tout, répondait à tout. Le mercredi, il recevait tous ceux qui venaient. Sans rendez-vous. » « Gaston », qui occupait le bureau contigu, n'était pas toujours d'accord avec Paulhan, par exemple, quand on menaçait d'évincer dans la NRF un livre Gallimard qui « pour une fois se vendait ». Il ouvrait discrètement la double porte de séparation, et chargeait Dominique Aury de quelque message... Oui, elle a vraiment été dans le saint des saints. Elle ne se complait pas pour autant dans la nostalgie, dans le souvenir des « grands hommes », pas plus que dans l'autocélébration.

Dominique Aury répugne à l'exhibition des souvenirs, par pudeur. Elle ne se livre à cet exercice de mémoire, douloureuse peut-être, que par courtoisie, promettant alors son interlocuteur dans les couloirs d'un petit groupe d'écrivains et d'intellectuels, puis dans les couloirs d'une grande maison d'édition, où l'on croise Queneau et Malraux, où l'on est toujours curieux des livres et des « petits derniers ». « Quand Modiano et Le Clézio ont publié leurs premiers livres, on voulait les voir. Soudain, la rumeur se répandait : « Il est là ! ». Chacun y allait de sa petite visite. Ici, on a toujours aimé les écrivains. »

Lorsqu'elle parle des écrivains et de la lecture, on sent, derrière cette parole si contrôlée, l'émotion retenue. « J'ai toujours lu, dit-elle sobrement, et je lisai toujours. » Cet amour fou de l'écrit, on le voit dans tout ce qu'elle a fait – dont tout récemment une très belle préface à la publication du *Labyrinthe du monde* de Marguerite Yourcenar dans la collection « Bilbo ». « L'amour de la littérature chez les cadres de cette maison, ce n'est pas une pose », conclut Dominique Aury sur un ton de fermeté qui ne souffre pas de contestation. « On peut se tromper bien sûr, – chacun s'est trompé un jour ou l'autre. Mais l'amour qu'on a, c'est vrai, il est là. Quand je reçois les paquets de livres Gallimard chez moi, je laisse tout tomber pour les ouvrir. Aujourd'hui encore. »

Jo. S.

EN BREF

□ Prix de printemps. – Prix du Livre Inter, à Nina Bouraoui pour *Le voyageur invisible* (Gallimard) ; prix Maurice Genevoix, à Jean-Didier Wolff pour *La Leçon inaugurale* (Grasset) ; prix Roger-Nimier, à Stéphane Hoffmann pour *Châteaux-Bougon* (Albin Michel) ; prix Valéry Larbaud, à Frédéric Vitoux pour *Sérénissime* (Seuil) ; prix Amalif, à Nicole Lapiere pour *Le Silence de la mémoire* (Plon) ; prix Henri Hertz, à André Chouraqui pour *L'Amour fort comme la mort* (Laffont) ; prix des arts, des lettres et des sciences de la Fondation du judaïsme français, à Charles Mopsik pour la collection « Les Dix Paroles », de Verdier ; prix catholique de littérature, à M^{me} Pietre et au Père Jacques Sommet ; prix

Henri-Mondor de l'Académie française, à Yves Broussard pour *Esquisses pour un autre lieu* (Sud) ; prix France-Québec, pour *Le Vieux Chagrin* (Actes Sud et Lemsac).

□ Nouvelles colombiennes. – Le Centre d'information et de recherche sur la Colombie organise, mercredi 5 juin à 18 h 30, une rencontre à la Maison de l'Amérique latine (217 bd Saint-Germain, 75007 Paris) à la sortie de l'anthologie de nouvelles colombiennes – *Colombie à cœur ouvert* – aux Éditions François Majais (2, rue du Colonel-Driant, 75001 Paris).

□ Ethique de l'écrit. – Sous ce titre se tiendra le jeudi 6 et vendredi 7 juin un colloque à l'audi-

torium de la Bibliothèque nationale. Quatre débats sont organisés : « La vérité historique : quelles limites ? quelles censures ? », « Écriture et vérité », « Éthique du jugement : la critique littéraire » et « Image et écrit ». (Société pour la communication de l'écrit. Direction du livre, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 40-15-73-71.)

□ Précision. – Dans le *Monde* daté du 24 mai, nous avons indiqué que M. Kirsch, actuel directeur général du SNE, devenait directeur des éditions Eyrolles. M. Kirsch sera en fait directeur général de cette maison dont M. Eyrolles est le PDG et M. Schœdler le directeur.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

JEAN-PIERRE NAUGRETTE : *Lectures aventureuses*. Récits d'aventures ou aventures du récit, chez des écrivains comme Stevenson, Conan Doyle, D. H. Lawrence, Naipaul... mais aussi des peintres – Ingres, Hopper, Hockney... – ou des cinéastes, tel Greenaway, sont pris comme repères de cette navigation sur les routes de la modernité. (Ed. de l'Espace européen, 89, rue Sartoris, 92250 La Garenne-Colombes, 308 p., 155 F.)

OUVRAGE COLLECTIF : *les Figures du corps*. Bernard Brugère présente une série d'études sur la littérature anglo-saxonne de la Renaissance à nos jours. Quelques-uns des meilleurs anglicistes actuels se sont livrés à cette exploration de différents univers imaginaires, dégageant chez les créateurs des continuités, des affinités, qu'ils ont regroupées ou opposées, selon la manière dont les écrivains étudiés acceptèrent ou refusèrent leur corps. (Publications de la Sorbonne, 352 p., 180 F.)

OUVRAGE COLLECTIF : *Queneau encyclopédiste ?* Sous la direction de M. L. Billot et M. Bruinaud, les actes du deuxième colloque Raymond Queneau, qui s'est tenu à Limoges en 1987. Parmi les intervenants : Michel Decaudin, Noël Amaud, Paul Braffort, Pierre David, Anne Clancier. (Ed. du Limon, 216 p., 125 F.)

ROGER LAPORTE : *Études*. Recueil de textes et d'articles, dont trois inédits, où l'auteur rend hommage en écrivain et en essayiste à ceux qui comptent le plus pour lui : Blanchot, Joubert, Celan, Proust, Derrida, Des Forêts, Kierkegaard, Levinas, Mozart, Giacometti, Holderlin, Novais... Il cite Char : « Dans mon pays on remercie. » Les remerciements de Roger Laporte dessinent une carte des valeurs culturelles d'aujourd'hui. (POL, 344 p., 150 F.)

FRANCOPHONIE

SOUS LA DIRECTION DE CHRISTIAN ACHOUR : *Dictionnaire des œuvres algériennes en langue française*. Un nouveau lexique des principaux écrivains algériens, romans, nouvelles, contes, essais, récits, théâtre et

poésie écrits par des Algériens francophones, avec un index des noms d'auteurs. D'Amrouche à Senac, de Mammeri à Mimouni, une littérature déjà presque familière. (L'Harmattan, 385 p., 190 F.)

GUY DUGAS : *la Littérature judéo-maghrébine d'expression française. Entre Gohs et Gageyous*. Par un spécialiste d'Albert Mammi et de la francophonie maghrébine, une étude érudite et quasiment exhaustive de la branche israélienne de la littérature de graphie française en Afrique du Nord. (L'Harmattan, 290 p., 150 F.)

DENISE BRAHIMI : *Appareillages*. Par une spécialiste d'Isabelle Eberhardt, un essai sur les littératures contemporaines francophones comparées du Maghreb, du Proche-Orient et des Antilles. Des téléscopes fructueux ou inattendus notamment entre le couple Schwarz-Bart, Hele Beji, Andrée Chedid, Khazbi ou Patrick Chamoiseau. (Ed. Deux Temps Tierce, 180 p., 85 F.)

PHILOSOPHIE

KANT : *Qu'est-ce que les Lumières ?* Parmi les publications récentes autour de Kant (voir « Le Monde des livres » du 10 mai) signalons la publication, par la société française d'étude du dix-huitième siècle de Saint-Etienne, du texte de 1784, *Qu'est-ce que les Lumières ?* Présenté dans sa version allemande et dans une traduction de Jean Mondot, l'essai est accompagné d'une série de réflexions sur le même thème dues à des contemporains allemands du philosophe. (Publications de l'université de Saint-Etienne, 144 p., 70 F.)

ORIENTALISME

AZIZ AHMED : *la Sicile islamique*. Remarquablement traduit, un essai historique vivant et érudit (treize pages de bibliographie) mettant en valeur la destinée bigarrée de cette île gréco-latine qui fut aussi très marquée par les Arabes et par les Normands arabisés. (Publud, 145 p., 85 F., traduit de l'anglais par Yves Thoraval.)

Une Pléiade à la néerlandaise

AMSTERDAM

de notre correspondant

Bon sang ne ment jamais. Fils d'un libraire de Zutphen (est des Pays-Bas), Aad Ten Bosch est né parmi les livres et n'a jamais songé à vivre ailleurs qu'au milieu d'eux : aujourd'hui, il partage son temps entre le commerce familial, qu'il a repris, et la maison d'édition, qu'il a achetée en 1989, Athenaeum-Polak et Van Genneep, dans une belle bâtisse du vieux Amsterdam. Quelques canaux le séparent de Wouter Van Oorschot, collè au pas de son éditeur de père par la lecture du *Voyage au bout de la nuit* : « Céline a forgé mon destin. »

Placés à la tête de deux des fonds littéraires les plus renommés des Pays-Bas, Aad Ten Bosch et Van Oorschot ont beaucoup en commun : l'âge (quarante ans, à un jour d'intervalle), une réputation de qualité à défendre (Platon, Mallarmé et Yourcenar « logent » chez le premier ; Céline et les grands auteurs russes classiques chez le second) et un amour des grands textes à partager. Ils partagent enfin le même goût de l'aventure éditoriale.

Ils viennent ainsi de s'associer pour créer une collection littéraire sans précédent dans leur pays : FB, pour « Franse Boeken » (livres français) ou pour « Franse Bibliotheek » (bibliothèque française) ; le titre définitif n'est pas encore choisi, mais l'objectif est clair : publier, à raison de six volumes par an, une collection de textes classiques français traduits en néerlandais. Rabelais, Montaigne, M^{me} de La Fayette, Pascal, Balzac, Zola, Malraux et Claude Simon. Pourtant, le premier titre sera les *Champs d'honneur* de Jean Rouault. Soucieux de ne pas exclusivement « ressusciter des auteurs disparus », Aad Ten Bosch et Wouter Van Oorschot avaient contacté Jean Rouault et Jean Echenoz (Lac) l'an dernier. Mais ils ne se souciaient pas que le premier obtiendrait le Prix Goncourt...

Les premiers « anciens » à recevoir le label FB seront Zola (Ger-

mina), M^{me} de La Fayette (*la Princesse de Clèves*) et Claude Simon (*l'Herbe*). La sélection des titres suivants est entre les mains d'une « rédaction » dirigée par Maarten Van Buuren, professeur de littérature française à l'université d'Utrecht pour les auteurs classiques et par le critique littéraire Manet Van Montfort pour les auteurs contemporains. Tous deux sont entourés d'un comité chargé d'apprécier la qualité des traductions.

L'ordre de parution dépendra du rythme de travail des traducteurs, ainsi que... de l'attribution de subventions par le Centre national des livres. Aad Ten Bosch et Wouter Van Oorschot se félicitent du soutien enthousiaste que leur procure le service culturel de l'ambassade de France à La Haye et ils souhaitent développer une coopération aussi efficace avec les éditeurs français.

La nouvelle collection entend être une anthologie en construction pour un public avide de livres-à-posséder. C'est d'ailleurs pourquoi Aad Ten Bosch et Wouter Van Oorschot promettent aux Néerlandais des ouvrages à l'aspect soigné, dans une typographie spécialement créée pour eux par le typographe De Remer. On l'aura compris : leur référence, sinon leur ambition, n'est autre qu'une certaine Pléiade.

Christian Chartier

□ Un roman pour deux titres. – Les Éditions du Pré-aux-Clercs ont publié sous le titre *Pleure Jérusalem* un roman de Guy Rachet (« le Monde des livres » du 17 mai). Ce roman est en fait une version remaniée d'un livre de Guy Rachet paru en 1979 aux éditions Jean-Claude Lattès sous le titre *Massada*. Jean-Claude Simon, le directeur du Pré-aux-Clercs, a reçu quelques lettres de protestations pour ce « doublon » malencontreux. Il reconnaît qu'« une erreur de fabrication a fait disparaître » de l'édition qu'il publie l'annonce qu'il y faisait de la seconde vie de cet ouvrage et de son édition d'origine.

Un Musée Karen-Blixen au Danemark

COPENHAGUE

de notre correspondante

Le Danemark, qui comptait officiellement 138 musées, en a un de plus depuis le 15 mai : Rungetedlund, la propriété où Karen Blixen passa la majeure partie de son existence. Elle y naquit en 1885, s'y réinstalla définitivement en 1931 après la longue parenthèse africaine de dix-huit ans qui devait tant la marquer. Elle y est morte en 1962 et repose dans le parc qui entoure la robuste maison blanche au toit rouge où elle rédigea la quasi-totalité de son œuvre.

L'auteur des *Sept contes gothiques* avait déjà créé en 1958 une fondation destinée à faire du parc une réserve d'oiseaux. Pour la maison, elle souhaitait seulement qu'elle soit utilisée à des fins scientifiques ou culturelles. Pour des raisons essentiellement financières, près de trois décennies se sont écoulées cependant avant que le musée Karen Blixen voie le jour, et seul le succès de plusieurs films tirés de son œuvre (*Out of Africa*, de Sydney Pollack, *le Festin de Babette*, de Gabriel Axel) en a finalement permis la réalisation.

Depuis la mort de Karen Blixen, Rungetedlund avait été plongé dans un demi-sommeil où rien n'avait bougé. Les meubles d'acajou de style Biedermeier, les poètes de fonte à trois étages, les objets rapportés du Kenya, étaient restés à leur place comme avant, sous l'œil vigilant de gardiennes attentives. Les seules transformations importantes ont concerné les communs, aménagés pour abriter une cafétéria, un kiosque où l'on peut acheter les œuvres complètes de Karen Blixen dans plusieurs langues et une salle d'exposition permanente consacrée aux grandes étapes de sa vie.

Camille Olsen

Les grands prix de printemps de la Société des gens de lettres

Les grands prix de printemps de la Société des gens de lettres ont été remis mardi 28 mai. Le Grand Prix est revenu, pour l'ensemble de son œuvre, à Pierre Gascar, dont le dernier livre *Portraits et souvenirs* vient de paraître chez Gallimard (lire page 19).

Le Grand Prix Thyde-Monnier a été attribué, également pour l'ensemble de son œuvre, à Dominique Rolin, dont le premier roman *les Maraîs*, paru en 1942, vient de res-

sortir chez Gallimard (« le Monde des livres » du 3 mai). Le Grand Prix Poncetton a été décerné à Dominique Arban, journaliste et écrivain, qui a notamment publié il y a quelques mois un livre de souvenirs, *Je me retournerai souvent* (Flammarion).

C'est aussi un journaliste et écrivain, Jacques Duquesne, qui a reçu le prix Paul-Féval. Enfin le Grand Prix de poésie a été attribué à Jean-Claude Renard.

Dominique Mainard Prix du jeune écrivain

Elargi cette année à l'ensemble du monde francophone, le Prix du jeune écrivain, organisé par l'Union latine de Muret a été attribué à une lycéenne de vingt-trois ans, Dominique Mainard, pour sa nouvelle, *Edna Marry*. Parmi plus de 500 manuscrits envoyés, le jury composé d'écrivains a récompensé neuf candidats. Ces écrits seront publiés en volume cet automne par Le Monde Éditions.

Le religieux et le politique : Un face-à-face complexe

De la Grèce antique aux pays islamiques, de la Pologne à l'URSS
l'affrontement entre le compromis démocratique et l'absolu religieux

LE RELIGIEUX
DANS LE POLITIQUE
N° 23 de la revue
Le Genre humain
Le Seuil, 150 p., 95 F.

On a pris l'habitude, dans nos démocraties occidentales dites laïques, de séparer nettement la sphère du religieux de celle du politique. La première ressortirait au domaine privé, à l'adhésion individuelle ; la seconde appartiendrait à l'espace public. Sur le plan institutionnel de la séparation des Eglises et de l'Etat, cette dualité assurerait la double liberté de l'individu et du citoyen, celle de croire – ou de ne pas croire – à une transcendance, sans la moindre coercition sociale ; celle de penser la cité, son avenir et ses fins selon les seuls critères du visible, du rationnel.

Cette séparation est aujourd'hui « mise en crise ». Dans les pays musulmans, où un mouvement de fond semble réclamer que le pouvoir temporel soit étroitement soumis aux injonctions de la loi coranique. En Israël, où le poids des partis religieux dans la vie publique pèse de plus en plus lourd sur la vie quotidienne des citoyens et sur les choix intérieurs et extérieurs de l'Etat. Dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, où l'Eglise tend à prendre la place laissée vacante par l'effondrement de l'idéologie communiste.

La crise oblige à repenser l'existence de ce vieux couple. Le religieux et le politique ont toujours été, dans l'histoire, inextricablement liés et concurrents. Le politique cherchant dans l'invisible, l'au-delà, le religieux, un fondement à sa légitimité, le religieux s'investissant dans le politique pour trouver un enracinement social. Redécouvrant cette permanence, on est tenté aujourd'hui d'interpréter le phénomène en termes de « retour du religieux », de « mouvement arrière », de « résurgence du passé ».

Au risque de ne rien comprendre aux révolutions de notre fin de siècle. Comprendre le présent comme présent, comme nouveauté à intégrer et à penser, c'est ce que font au contraire les responsables de différentes religions lorsqu'elles s'interrogent sur la guerre : un athée, spécialiste de la pensée politico-religieuse de la Grèce antique, Jean-Pierre Vernant, lorsqu'il remet en question ces certitudes en ouverture d'un riche numéro de la revue *Le Genre humain* consacré précisément au « Religieux dans le politique », ou l'historien Gershon Weiler, dans la *Tentation théocratique*, lorsqu'il analyse dans la législation israélienne les tensions entre projet démocratique et conception religieuse de l'identité d'Israël.

P. L.



« Il y a dix ans seulement, les gens de ma génération pouvaient encore s'étonner en constatant que la religion n'appartenait pas seulement au passé, mais bel et bien au présent. » Jean-Pierre Vernant commence ainsi un article de réflexion sur les relations du religieux et du politique, qui prend la forme, parfois tendue, dramatique, d'un examen de conscience et d'une autobiographie intellectuelle critique.

Professeur au Collège de France, Vernant s'est imposé, depuis ses premiers travaux il y a un demi-siècle, comme le plus pénétrant historien et interprète de la pensée grecque classique. Mais c'est aussi un militant qui rappelle qu'il a adhéré, dans sa seizième ou dix-septième année, à l'Association internationale des athées révolutionnaires ; qui est demeuré longtemps l'une des têtes intellectuelles du Parti communiste et qui, même après sa rupture avec le PC, a continué à défendre vigoureusement des convictions scientifiques et éthiques qui l'amenaient à conclure que l'esprit religieux – comme le nationalisme – n'était que des survivances.

La société grecque a pourtant offert à Vernant l'image de l'étrange solidarité du couple religion-politique. Mais « en Grèce, le religieux est partout, c'est-à-dire nulle part... Tout ce qui concerne la vie privée, tout ce qui concerne la vie publique est impliqué dans du religieux, c'est-à-dire dans quelque chose qui dépasse ce qui est en jeu dans tel ou tel acte particulier de la vie ».

« Un autre aspect du langage »

Imbrication si forte – comme elle l'est encore lorsque l'Eglise catholique prétend, jusqu'au dix-septième siècle, régenter l'ensemble de la vie sociale et intellectuelle – que Vernant a interprété la fin de la domination absolue de la religion sur la société comme le commencement d'une séparation historique définitive. Il entreprend le réexamen de ce qui a été, comme il dit, une de ses « croyances ».

Réexamen rationaliste, comme il se doit : « La religion est peut-être, d'une certaine façon, un autre aspect du langage. Moyen

de communiquer, d'établir un lien social, elle est comme l'extrême pointe de ce que moi, incroyant, j'appelle la fonction symbolique. En face d'un outil, d'une œuvre d'art ou d'une théorie scientifique, on est à chaque fois en face de signes et de matériaux qui n'ont de sens que si, les traversant, on tend, au-delà d'eux, vers quelque chose qu'ils ne sont pas. La religion, c'est cela, aussi. Ce phénomène est loin d'être simple, constant, uniforme. La façon dont je viens de le définir est si générale qu'elle ne nous fait pas plus connaître LES religions qu'une définition du langage ne nous renseigne sur la diversité des langues. »

« Un moyen de défense contre ce qui aliène »

Le religieux demeurerait toujours présent, comme on le constate en Pologne ou dans les pays islamiques, comme langage d'appartenance, assurance d'identité ou encore conformisme social, besoin d'un retour vers ses racines, désir de communiquer avec autrui, de savoir qui l'on est, « comme tel vieil homme juif, agnostique, à qui l'on demandait pourquoi, ne croyant pas vraiment, il allait cependant à la synagogue et qui eut alors cette réponse admirable, lumineuse : « Parce qu'à la synagogue je suis sûr de rencontrer des Juifs. »

Dans certaines circonstances, il peut aussi arriver que le religieux d'appartenance sociale soit « un moyen de défense contre ce qui aliène ou opprime. C'est ainsi qu'en Pologne le maintien de l'Eglise comme institution indépendante du pouvoir a empêché ce pouvoir d'appliquer un totalitarisme absolu et d'exercer un contrôle sur l'ensemble de la vie sociale. »

Vernant dit avoir rencontré en Union soviétique Panine, un héros de Soljenitsyne qui, croyant à l'origine, était devenu chrétien au camp. « C'est cette conversion qui l'a à la fois maintenu en vie et rendu inextinguible, dans un système – le système totalitaire – qui est tout autre chose qu'une dictature et que caractérise le fait qu'il y est impossible à l'individu de penser certaines choses. »

« La transcendance, dit encore Vernant, peut devenir un moyen de refus tout ce qui est de l'ordre du donné, donné social, donné de pouvoir », mais si ce refus peut sauver Panine, « cela n'empêche pas que, s'il avait été en mesure de gouverner, je ne lui aurais pas pour autant confié le gouverne-

ment. De la même façon que, lisant le dernier texte de Soljenitsyne, on se dit qu'il vaut mieux qu'il ne devienne pas le maître de toutes les Russies ! » ; le refus du donné social, la crédulité, peuvent permettre de résister, ils s'avèrent des armes inutiles, voire dangereuses dès qu'il s'agit de gouverner.

Le religieux, qui est sans doute l'un des langages par lesquels un individu peut exprimer que son existence n'est pas autosuffisante, mais qu'elle est dépendante – « Je suis en dette, autrement dit ce que j'expérimente en moi, mes rapports avec autrui, ma vie elle-même renvoient à quelque chose qui est différent de moi », – ne peut pas prétendre à l'exclusivité de l'expression de la dette.

D'autres croyances, d'autres fidélités existent : l'humanisme, le sentiment national, la solidarité, la fraternité. Des manières de donner, dit Vernant, un sens au monde et à la vie qui n'en ont pas, « que chacun met où il le veut, où il le peut, la question étant éminemment personnelle. Et cette sagesse-là jette sur la religion un regard qui tend à se rapprocher de celui de Spinoza : on regarde, on observe, on cherche, on se demande pourquoi c'est comme cela et ce que cela veut dire. »

Plutôt que d'un hypothétique « retour du religieux » qui revêtirait le domaine du politique dont il avait été écarté par la naissance des Etats modernes, c'est à des analyses des nouvelles formes prises par le couple politique-religieux que nous invite Vernant. Celles que développent, sur des modes différents, à propos de situations politiques dissemblables, les auteurs réunis dans ce numéro du *Genre humain*, s'articulent autour de la crise de la modernité, récemment accentuée par l'effondrement de l'idéologie communiste et qui laisse face à face sur le champ politique le relatif par excellence, la démocratie, et l'absolu du religieux.

C'est autour de ce face à face que Patrick Michel examine « l'hypothèse d'un rapide effondrement de l'Eglise polonaise dans les quelques années à venir... Face à la fiction unanimiste qui tendait à fonder la légitimité du système politique officiel, s'est construite, comme en écho, la contre-fiction d'une société tout entière regroupée derrière son Eglise ». Contrefiction qui risque de disparaître au fur et à mesure que s'exprime la société civile polonaise, diverse, fluctuante, contradictoire, affrontée à l'examen rationnel de ses problèmes.

Pierre Lepage

La loi religieuse juive peut-elle accepter

Quinze ans après sa publication en Israël – qui fit scandale, – l'ouvrage de Gershon Weiler

LA TENTATION TOTALITAIRE.
Israël, la loi et le politique
de Gershon Weiler.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Cernaude
et Josette Chicheportiche.
Calmann-Lévy, 360 p., 150 F.

Voici un ouvrage qui paraît en français, quinze ans après sa publication en hébreu, et qui fit scandale en Israël. Un scandale comparable, toutes proportions gardées, à celui que causa, il y a trois siècles, Spinoza – dont l'auteur se réclame – dans la communauté d'Amsterdam. L'ouvrage n'a pas pris une ride, malgré quelques faiblesses. Il est vrai que les événements survenus en Israël depuis l'alternance politique de 1977 – qui entraîna un renforcement de la position des éti-

ments les plus orthodoxes et la montée des « hommes en noir », dont parle par ailleurs Ilan Greilhammer – semblent plus que jamais justifier l'analyse de Gershon Weiler.

Professeur de philosophie à l'université de Tel-Aviv, Gershon Weiler s'était interrogé, après bien d'autres, sur ce problème qui hante littéralement la pensée politique et juridique en Israël : est-il possible de concevoir une coexistence entre la *Halakha* (c'est-à-dire la loi religieuse juive) et l'Etat d'Israël, conçu comme un Etat moderne, Etat des Juifs (ou même Etat de Juifs) comme Theodor Herzl l'avait envisagé.

Gershon Weiler s'attache plus particulièrement à l'un des volets de cette problématique : la *Halakha* peut-elle accepter l'Etat (l'autre volet consistant à se demander

ce qui constituerait la vraie théocratie, serait un Etat de Juifs, c'est-à-dire à majorité juive. Cette situation, à vrai dire, n'avait jamais été réellement envisagée par les célèbres décisionnaires, qui, en un peu moins de vingt siècles, ont développé le corps halakhique. Le retour à Sion n'avait été envisagé que dans le cadre messianique.

C'est pourquoi, il n'y a pas de réponse à la simple question suivante : la célèbre règle *Dina Demalkhata Dina* (la loi de l'Etat est la loi) qui, depuis la Dispersion, régit la relation traditionnelle des Juifs aux Etats « d'accueil » – en leur enjoignant d'obéir à la loi civile, pour autant qu'elle ne contredise pas la *Halakha* dans ses aspects les plus « divins » – s'applique-t-elle également à la relation des Juifs à la législation de l'Etat signiste

qu'est Israël ? Le sionisme, ne fait qu'exprimer le ras-le-bol des Juifs d'avoir à être gouvernés par des non-Juifs.

On comprend bien, dès lors, que des positions aussi tranchées que celles de Gershon Weiler aient été mal accueillies par les milieux orthodoxes. Ainsi, dans un article publié dans le quotidien *Maariv*, du 11 mars 1977, Tsvi Kurtzweil n'hésitait-il pas à parler de « plai-sanerie macabre », faisant référence au soutien financier accordé à la publication de l'ouvrage par une fondation établie pour perpétuer le souvenir des disparus de l'Holocauste.

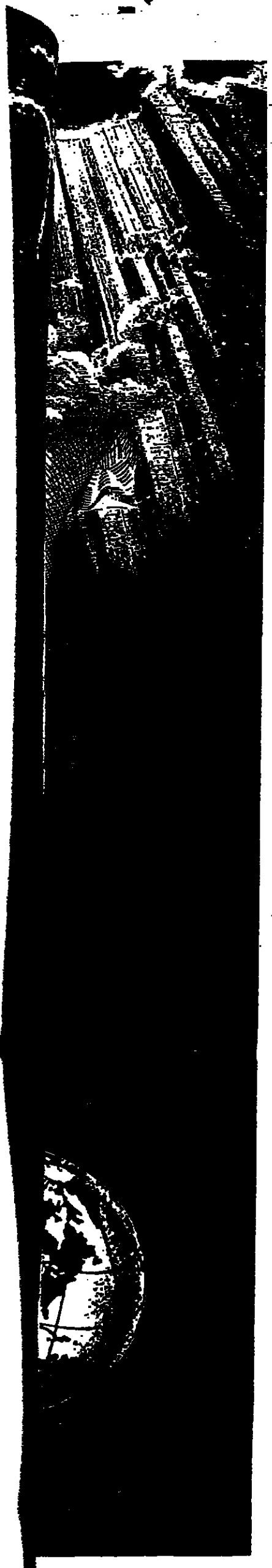
Weiler est d'abord accusé de ne pas réellement connaître la *Halakha*, ou plutôt de n'en avoir qu'une approche très superficielle et très extérieure. Si les citations talmu-



السلامة العامة

صلى الله عليه وسلم

le politique :
compi-



LIVRES • IDÉES
LE DÉBAT

un vieux couple tumultueux

Les religions entre guerre et paix

« La montée des intégrismes marque la faillite de la science politique laïque »
nous déclare M. Pierre Viaud, juriste et théologien

M. Pierre Viaud est professeur de droit public et de sciences politiques à l'université catholique de Louvain. A la demande du secrétaire général de la défense nationale, il a sollicité et coordonné, sur le thème de la guerre et de la paix, les contributions de vingt et un théologiens et personnalités représentatives des trois grandes religions monothéistes. Parmi les auteurs, citons le grand rabbin Jacob Kaplan (pour le judaïsme), Cheikh Habib Belhadj, Roger Arnaldez (pour l'islam), André Dumas, Jacques Elul (pour le protestantisme), les pères René Costa et Jean-Yves Calvez (pour le catholicisme), Constantin Andronikoff, Boris Zinoviev (pour l'orthodoxie), etc. (1).

« Pour quelles raisons avez-vous engagé ce gros travail de recherche comparative sur l'attitude des religions face à la guerre et à la paix ?

— Ma formation est à la fois celle d'un juriste et d'un théologien. J'ai toujours été frappé par le scepticisme des théoriciens du droit dès qu'on tentait, même au début des années 80 et des grands phénomènes intégristes, d'introduire le facteur religieux dans les relations internationales.

« L'un des moyens de percer ce scepticisme était de choisir une sorte de révélateur chimique. Celui des rapports entre la religion et la guerre, sur lequel n'existait aucun travail théorique comparatif d'importance, y compris chez les Anglo-Saxons, m'est apparu comme le plus décisif. La guerre est l'un des meilleurs révélateurs, me semble-t-il, des relations entre les hommes, les groupes, les classes, les races, les nations. Et ce n'est pas un hasard si les trois grands monothéismes ont formulé, dès leur origine, un discours théologique sur la guerre et les conditions de sa légitimité.

« La montée du fondamentalisme religieux a-t-elle convaincu aujourd'hui les théoriciens des relations internationales ?

— Bien sûr, mais le phénomène a été étudié avec retard. Des années 50 aux années 80, la science politique et le droit international public ont été fondamentalement laïques, c'est-à-dire qu'ils prenaient en compte l'histoire, les institutions, les comportements, très peu les facteurs culturels et religieux. La montée des intégrismes religieux, marque, d'une certaine manière, la faillite de cette science politique laïque. Aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire, ce sont bien des facteurs culturels et religieux qui redessinent la géopolitique mondiale, au Proche-Orient, en Europe de l'Est, en Asie et jusqu'en Amérique latine.

« Mais ce facteur religieux est très ambigu. On l'a vu dans le conflit du Golfe où les « réalistes », partisans de la solution militaire, l'ont emporté sur les « prophètes » de la paix à tout prix. Le message de paix des religions n'a-t-il pas échoué ?

— J'ai commencé ce travail sans a priori. Trouverai-je ou non, chez mes interlocuteurs religieux, des faiseurs de guerre déguisés en agneaux ? Je crois que les religions ont un discours beaucoup plus réaliste que vous ne le dites. Elles ont pour mission de transmettre un message universel de paix, mais elles s'adressent à une humanité qu'elles savent violente, divisée, limitée. Elles n'ignorent pas la haine, ni la guerre, et l'effort de paix des religions vise principalement à codifier ces comportements de haine et de guerre. Par exemple, ce sont elles qui ont inventé le principe de la « déclaration de guerre » préalable à toute action belliqueuse, que, depuis, le droit international et la pratique ont repris.

« Cette codification n'est pas sans efficacité. Prenez par exemple, dans l'islam, les *haddith* du Prophète, qui excluent qu'un pays musulman fasse la guerre à un autre pays musulman et que tous les moyens (militaires) soient permis. Aujourd'hui, je pose les deux questions suivantes : si les appels à la « guerre sainte » de Saddam Hussein n'ont eu, comme on l'a vu, qu'une efficacité limitée, en aurait-il été de même s'il s'était attaqué à une nation non musulmane, au lieu d'agresser le Koweït ? Et à propos

du choix de l'armée irakienne de ne pas recourir à l'arme chimique ou biologique, qui pourrait prétendre — bien qu'on ne puisse l'établir formellement — que leur prohibition, contenue dans les textes sacrés, n'a eu aucun effet, bien que l'armée irakienne l'ait utilisée contre les Kurdes, ses frères musulmans ?

La non-violence

« solution désespérée »

« Cette codification est-elle différente selon les trois monothéismes ?

— Pas vraiment. A peu de chose près et dans des termes différents, le judaïsme, le christianisme et l'islam prennent en compte le droit à la légitime défense pour justifier une riposte. Judaïsme et islam en font même un devoir absolu. De même pressent-ils les belligérants d'épuiser tous les moyens de la diplomatie et de la négociation avant d'en venir au choix des armes et exigent-ils que la réponse soit proportionnée à l'attaque, en d'autres termes que les conséquences du conflit, en pertes humaines, ne soient pas disproportionnées par rapport à son objet.

« Le concept de « guerre juste » est clair dans le catholicisme et dans l'islam. La guerre est « juste », selon la définition thomiste, si l'autorité du Prince est légitime, si la cause est juste et l'intention droite. Les Eglises de la Réforme ne rejettent pas cet héritage, mais pour elles la guerre est toujours de l'ordre du mal et elles sont de sensibilité plus pacifiste. Quant au judaïsme, il ne connaît pas l'expression de « guerre juste », mais n'exclut pas la guerre défensive et même la guerre « facultative » contre d'autres peuples afin qu'un pays élar-

gisse ses frontières ou accroisse sa puissance, avec l'autorisation d'un tribunal de soixante et onze sages...

« L'islam n'est-il pas allé jusqu'à « sanctifier » la guerre ?

— L'utilisation politique et polémique du mot *djihad* nuit à l'islam. On le traduit par « guerre sainte », mais la réalité des textes est en fait beaucoup plus complexe : il faut distinguer entre le *djihad* majeur, qui signifie la lutte spirituelle contre les forces du mal habitant tout homme, et le *djihad* mineur, qui est le fait de porter les armes contre les infidèles, les polythéistes, les mécréants, les « faiseurs » de Dieu. Les textes sacrés musulmans n'excluent pas aussi, il est vrai, un *djihad* offensif, visant à la conversion des peuples qui s'opposent à la diffusion de l'« appel de Dieu » (islam).

« L'apparition des armes de destruction massive — nucléaires, chimiques, bactériologiques — n'a-t-elle pas remis en cause les critères de la guerre juste ?

— Avec les armes de destruction massive, le risque est réel, en effet, d'enregistrer des pertes sans proportion avec l'objet du conflit, donc de contredire de façon flagrante les critères de la guerre juste. En fait, avec des nuances, les religions font la différence entre le concept de dissuasion — notamment nucléaire — et l'emploi de l'arme, ainsi que l'ont montré les débats à l'intérieur des Eglises chrétiennes, au début des années 80, liés à la crise des euro-missiles.

« Les trois monothéismes sont au fond d'accord. Le fait de dissuader un éventuel agresseur

avec une arme nucléaire n'est pas condamné. Mais l'éventuelle utilisation de l'arme est strictement condamnable. Reste la question de savoir ce que vaut une dissuasion qui commence par dire, comme le suggèrent certains groupes pacifistes juifs et chrétiens, qu'il n'y aura jamais d'emploi de l'arme, en premier, par leur pays (« *no first use* »).

« L'apparition des armes de destruction massive n'a donc pas fondamentalement changé les positions théologiques ni cette codification de la guerre dont nous parlions au début.

« Toutes les religions monothéistes ne devraient-elles pas avoir pour première consigne l'application du Décalogue, « Tu ne tueras pas... », et être, par définition et vocation, non violentes ?

— Que ce soit à l'échelle de l'individu ou à celle d'une région, d'une communauté humaine, d'une nation, le principe est le même : si l'on vous a donné la vie, vous devez la protéger. Quand on est croyant, on a sans doute le droit d'exposer sa vie, mais pas celle des autres. Le concept de légitime défense boucalle celui de non-violence. La non-violence a pu montrer son efficacité dans l'Inde de Gandhi ou dans la lutte contre l'apartheid, mais qu'aurait-elle pu face à l'agression nazie ? Au pis, la non-violence est un concept purement littéraire, au mieux une solution désespérée.

Propos recueillis par
Henri Tincq

(1) Les religions et la guerre. Judaïsme, christianisme, islam. Coordination par Pierre Viaud. Le Cerf. 584 p. 145 F.

l'Etat ? est au cœur de l'actualité

quels sont nombreuses, elles témoigneraient d'une absence de réelle « lecture », c'est-à-dire de l'art d'interpréter et de comprendre le Talmud.

Mais il y a plus encore : l'erreur la plus grave de Gershon Weiler serait une erreur de méthode et de perspective. En choisissant une vision extrémiste de la *Halakha*, la vision *Mea Shearim* ou même *Netourei Karna* (du nom du quartier ultra-orthodoxe de Jérusalem et de sa secte la plus extrémiste), Weiler se serait facilité la tâche en ignorant complètement les écrits de certains rabbins-décisionnaires du vingtième siècle. Ainsi par exemple du célèbre rabbin Kook, mort en 1935, maître à penser du sionisme religieux, et qui, le premier, tenta une très vaste synthèse entre l'orthodoxie et le sionisme. C'est de cette synthèse, développée par

son fils, que naîtra la vision ultranationaliste et religieuse du Goush Emounim, à partir de 1974.

Le débat philosophique et juridique reste ouvert. Weiler, au fond, ne fait que poser le problème du religieux et du politique en Israël de la manière la plus « radicale ». Ses conclusions sont sans nuances : si l'actualité la plus récente semble lui donner parfois raison, il n'en reste pas moins que la réalité a pu sembler, à certains moments, élaborer des compromis, sans doute peu satisfaisants pour une critique « spinoziste », mais susceptibles de permettre une coexistence pacifique.

Claude Klein

► Professeur de droit public à l'université hébraïque de Jérusalem. Auteur, notamment, de *Deux fois vingt ans, Israël*, aux Editions du Félin.

La Pérégrination vers l'Ouest

Démons et merveilles de Chine.

Wu Cheng'en
La Pérégrination vers l'Ouest
(XVIII^e siècle)
Traduit par [nom] et [nom]
Illustrations de [nom]

Traduit pour la première fois directement du chinois, ce fabuleux « voyage du singe pèlerin » est l'un des quatre plus grands romans classiques de la Chine.

La Pléiade
ou la volupté de lire
GALLIMARD

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

De la solitude

LA SOLITUDE APPRIVOISÉE
de Jean-Michel Quinodoz.
PUF, 235 p., 140 F.

Dans un texte classique, *Se sentir seul*, Melanie Klein s'interrogeait sur la source du sentiment de solitude, sentiment qu'on peut éprouver quelles que soient les circonstances réelles, aussi bien au milieu d'amis qu'en étant aimé. Elle posait l'hypothèse que cette forme de solitude intérieure résulte d'une aspiration universelle à connaître un état parfait, inatteignable. Pour se rapprocher de cet état, encore faut-il avoir apprivoisé la solitude et surmonté l'angoisse de séparation, cause première de douleur psychique et d'affects de deuil, comme Freud l'a montré.

La *Solitude apprivoisée*, de Jean-Michel Quinodoz, psychanalyste genevois, s'inscrit très précisément dans la lignée de l'école anglaise, et il n'est guère surprenant que Hanna Segal, qui fut si proche de Melanie Klein, ait tenu à le préfacer. Car Jean-Michel Quinodoz ne se borne pas à récapituler les théories psychanalytiques sur l'angoisse de séparation, de Freud à Bowlby, sans omettre Bion, Meltzer, Fairbairn et Winnicott ; il entend également, à partir d'une approche clinique très fine, montrer « quelle issue la psychanalyse peut apporter à une personne pour qui la solitude est un cauchemar ». Toute vie est tissée de séparations, chacune d'entre elles étant susceptible de réactiver des sentiments d'abandon et de persécution. « Apprivoiser la solitude, note Quinodoz, ce n'est pas supprimer l'angoisse, mais apprendre à y faire face et à l'utiliser pour la mettre au service de la vie. »

De la séduction

HISTOIRE SECRÈTE DE LA SÉDUCTION
de Jacqueline Lanouzière.
PUF, 175 p., 136 F.

Dans une lettre du 15 octobre 1895, Freud écrit à son ami Fliess : « L'ajie révéla, oralement ou par écrit, le grand secret clinique ? L'hystérie résulte d'un choc sexuel présexuel. » Freud est alors persuadé d'avoir découvert avec sa théorie de la séduction, sa neurotica comme il l'appelle volontiers, un des grands secrets de la Nature. Quelques années plus tard, il jettera sa neurotica par-dessus bord, mais elle ne cessera de hanter l'histoire de la psychanalyse, comme si ce « conte de fées scientifique » — c'est ainsi qu'il avait désigné la sexologie Krafft-Ebing, — n'avait pas épuisé ses mystères, ni livré toutes ses vertus heuristiques.

Jacqueline Lanouzière reprend toute l'affaire dans un essai subtil, précis et original : *Histoire secrète de la séduction sous le règne de Freud*, qui doit beaucoup aux travaux de Jean Laplanche. Ce dernier a développé l'idée d'une séduction originelle, et non plus seulement précoce et traumatique ; dans son essence, elle serait confrontation et accès du nouveau-né au monde des adultes.

Jacqueline Lanouzière a repéré les retombées de la théorie de la séduction freudienne dans l'œuvre de Melanie Klein, Hélène Deutsch et Marie Bonaparte. Chez toutes les trois, la séduction perd son côté dramatique, mais, curieusement, aucune d'entre elles n'explorait vraiment les composantes sexuelles du maternel et de l'imaginaire féminin. En revanche, J. Lanouzière rappelle le parti pris féministe de Marie Bonaparte concernant la sexualité féminine ; ne prônant-elle pas le recours « à la salutarité et indispensable infirmité » pour l'épanouissement psycho-sexuel ? Outre cela, Jacqueline Lanouzière rompt quelques lances contre Jeffrey Masson, l'auteur d'un essai controversé : *Le Rêve écaroté* (1). « En ne s'intéressant à la séduction que sous l'angle d'un traumatisme pathogène, écrit-elle, il a fait la preuve qu'il avait de cette théorie une représentation simpliste et tronquée. »

(1) Ed. Aubier, 1984.

De la subversion

MALADIES DE L'ESPRIT CONTEMPORAIN
de Constantin Noica. Traduit du roumain
par A. Iulius-Cornea Combes. Critérion, 231 p., 125 F.

Du philosophe roumain Constantin Noica (1909-1987), E.M. Cioran, qui fut son ami, parlait comme d'un « harceleur délicat, attrayant et incassable », qui aurait dû surgir non pas dans les Balkans, mais dans une civilisation raffinée et décadente (1). La Roumanie lui fut fatale : il passa six années en prison et dix en résidence surveillée.

Rien ne parvint cependant à abattre ce brillant helléniste, spécialiste également de Kant et de Hegel, auquel Jacqueline de Romilly rend un vibrant hommage dans sa préface à *Six Maladies de l'esprit contemporain*, son premier essai traduit en français. Constantin Noica, avec un aplomb superbe et une culture prodigieuse, s'efforce à miner les catégories traditionnelles de la psychiatrie en adjoignant ses propres critères, philosophiques cette fois, de santé et de maladie.

Subvertissant la nosologie, il s'intéresse aux « maladies de l'esprit » qui appartiennent selon lui à un ordre bien supérieur à nos modestes névroses. « Nulle névrose, écrit-il, ne saurait expliquer le désespoir de l'Éclésiaste, le sentiment de notre exil sur terre ou celui de notre aliénation, l'ennui métaphysique, la conscience du vide et de l'absurde, l'hypertrophie du moi, le détachement ou la révolte sans objet. »

Les grands dérèglements de l'esprit revêtent un caractère constitutionnel et ne relèvent d'aucune thérapie. Tout au plus peut-on dire d'eux que ce sont des « stimulateurs ontologiques ». Il conviendrait même de leur rendre grâce, car ils nous gratifient de pouvoirs créateurs que nous ne soupçonnions même pas. Avec Constantin Noica, nous souffrons non pas d'être malade, mais de ne pas l'être suffisamment.

(1) *L'ami inattendu*. De Paris à Bucarest, de E.M. Cioran et C. Noica, Ed. Critérion, 75 p., 75 F.

★ A signaler également : le tome XVI des *Œuvres complètes de Freud* (1921-1923) qui comporte notamment *Psychologie des masses*, ainsi que *Le Moi et le Ça* (PUF, 422 p., 245 F.).

L'affirmation finale de Bruno Bettelheim

Un an après la mort du célèbre psychanalyste viennois
un recueil d'essais inéditsLE POIDS D'UNE VIE
de Bruno Bettelheim.
Traduit de l'anglais
par Théo Carlier.
Robert Laffont, 348 p., 120 F.

Il y avait une blague, plus amère que drôle, que Bruno Bettelheim aimait à raconter. C'est l'histoire de deux juifs qui se rencontrent à Berlin en 1934 et qui se demandent des nouvelles d'un troisième. Le premier dit : « Il s'est jeté par la fenêtre parce que la Gestapo arrivait chez lui. » Et l'autre répond : « Ma foi, s'il avait trouvé un moyen d'améliorer sa situation... »

Il y a plus d'une année, le 13 mars 1990, le jour anniversaire de l'Anschluss, Bruno Bettelheim « amédiorait » lui aussi sa situation : il était âgé de quatre-vingt-six ans, lorsqu'il s'autopsia en recouvrant sa tête d'un sac en plastique. Un de ses proches, David James Fisher, raconte que le suicide était devenu une de ses préoccupations constantes ; il en parlait sans détour, son principal souci étant de s'y prendre correctement. « Pour la première fois de sa vie, dit Fisher, il se lamentait de ne pas avoir de formation médicale, pour la connaissance qu'elle donne du corps, des drogues et de la mort. »

Bettelheim avait lu la belle biographie de Freud par Peter Gay (1), et le dernier chapitre : « Mort d'un stoïque » l'avait impressionné ; comme Freud, il espérait qu'un médecin consentirait à lui faire des piqûres de morphine. Ce ne fut pas le cas. Le seul qui lui avait promis son aide mourut, peu avant lui, d'une attaque cardiaque.

Comme D.-J. Fisher lui demandait ce qu'il pensait de la vieillesse, Bruno Bettelheim répondit : « N'y arrivez surtout pas ! » On a beaucoup parlé à son sujet, comme à celui de Primo Levi, de la culpabilité des survivants aux camps de concentra-



« Je n'ai jamais pu comprendre que les juifs aient opposé aux nazis si peu de résistance. »

tion. Le temps ne guérit pas de telles blessures. Le suicide de Bettelheim, note Fisher, était aussi une revendication d'autonomie : il ne voulait en aucun cas endurer une mort lente, dépourvue de sens, dans un asile de vieillards. « Old viennese arrogance ! », disait-on à son propos.

« La mentalité du ghetto »

Après sa mort, une polémique éclata dans la presse américaine au sujet des méthodes utilisées par Bettelheim à l'École orthogénique de Chicago ; on l'accusa d'arbitraire, de tyrannie, de brutalité ; « C'était une réplique du milieu nazi que Bettelheim était supposé haïr », proclama un de ses anciens patients. Avec sérénité et objectivité, François Ganthier livre, dans le dernier numéro de la *Nouvelle Revue de psychanalyse*, les pièces du dossier (2).

On comprendra mieux encore Bettelheim en se plongeant dans

la lecture des essais publiés dans son dernier livre : *Le Poids d'une vie*. Il y évoque la Vienne de Freud, le parcours qui le conduisit à la psychanalyse (vers la fin de sa vie, il estimait que l'académisme et l'esprit d'industrie lui avaient porté un coup fatal), son amour du cinéma et, bien sûr, son expérience de Dachau et de Buchenwald.

Dans un essai magistral, *Pour en finir avec la mentalité du ghetto*, il revient à la question qui l'a hanté jusqu'à la fin de ses jours : pourquoi les juifs ont-ils marché d'eux-mêmes vers la mort ? « Je n'ai jamais pu comprendre, écrit-il, que les juifs aient opposé aux nazis si peu de résistance, et je me souviens d'avoir rougi de honte devant la passivité de mes frères juifs qui acceptaient avec tant de soumission le sort que les nazis leur imposaient. »

A l'origine de cette absence de résistance, Bettelheim met la mentalité du ghetto : elle n'est pas un crime, mais une erreur désastreuse. « Le juif du ghetto est

un mort vivant, ajoute-t-il, tandis que le juif israélien naît résistant : ce qui reste du monde juif, en dehors de ces deux cas, se situe à mi-chemin : ils ne sont nulle part chez eux ; comme l'auteur de cet essai, ils sont déchirés. »

Bettelheim rappelait volontiers l'histoire tragique de cette jeune femme qu'un SS avait voulu faire danser nue avant d'entrer dans la chambre à gaz. Elle avait réussi à saisir son fusil et l'avait abattu. Elle fut immédiatement fusillée. Bettelheim en parlait comme d'un acte de résistance exemplaire qui avait permis à cette femme de retrouver sa dignité et son respect d'elle-même. Le suicide de Bettelheim fut peut-être sa dernière « danse », son affirmation finale de lui-même comme homme et comme résistant.

R. J.

(1) *Freud : une vie*, de Peter Gay, traduit de l'anglais (États-Unis) par Tina Jolas, introduction de Catherine David, Hachette, 898 p., 248 F.

(2) Numéro 43, printemps 1991, Gallimard, 365 p., 120 F.

Géopolitique de la psychanalyse

En forme d'état des lieux, voici un guide collectif bienvenu
pour faire le point sur une turbulente histoireÉTAT DES LIEUX
DE LA PSYCHANALYSE
de Serge Leclaire et l'APUI.
Albin Michel, coll. « Bibliothèque des idées », 304 p., 120 F.

Après la période flamboyante des années 60 et 70, la psychanalyse est entrée en France dans une ère de brouillard et de turbulences. Tout ce qui peut contribuer à l'en sortir est, pour un public perplexé ou déboussolé, bienvenu. Donc l'*État des lieux de la psychanalyse* l'est.

Rédigé par une dizaine de plumes, coordonné par le psychanalyste Serge Leclaire (1), ce guide historique, « géographique » et même juridique s'échappe, Dieu merci, au péril d'être, par surcroît, « touristique » : il ne présente de vision idéalisée ni de cette histoire, le plus souvent tourmentée, des origines freudiennes, ni de cette géographie chaotique, en France et ailleurs.

Ailleurs : ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouvrage que d'offrir, à des lecteurs souvent obnubilés par les débats (ou les querelles) franco-français, un panorama concis de la situation de la psychanalyse en Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, etc., mais aussi aux États-Unis ou en Amérique latine. La relativité d'un certain nombre de problèmes hexagonaux, l'universalité de quelques autres (la formation des analystes, leur inscription dans la société...) s'en trouvent opportunément éclairés.

En France : d'une situation longtemps confuse en voie — lente — de stabilisation, l'*État des lieux* donne une précieuse et calme description résumée. Qu'on ne s'y trompe pas : le livre agencé par Serge Leclaire n'a pas l'ampleur ni l'ambition de

l'histoire minutieuse, jusqu'à en être parfois presque notariale, donnée par Elisabeth Roudinesco en 1982 et rééditée en 1986 (2). Mais il retrace avec mesure, sans égarer le lecteur, les grandes lignes du long, passionné et passionnant « retour à Freud » mis en chantier par Jacques Lacan, poursuivi à travers tant de péripéties pendant des décennies et achevé par l'extrême atomisation du mouvement psy-

chanalytique français dès les années 60, mais surtout depuis la fin des années 70.

Tout au plus reprochera-t-on à Serge Leclaire, puisqu'il cosigne le livre avec l'Association pour une instance (APUI), une légère propension à souligner un peu plus qu'il ne conviendrait son propre rôle. Co-auteur, à la fin de 1989, d'un manifeste qui appelait à la création, sinon d'un ordre, du

moins d'une instance collective qui répondrait des psychanalystes et qui fit quelque bruit dans le milieu confondant, ensuite, de l'APUI, Serge Leclaire ne saurait faire oublier à ses pairs qu'il s'est tenu en réserve de la communauté psychanalytique durant la décennie où elle se trouvait en plein désarroi.

Qu'importe ! Tel quel, riche aussi de considérations posées et éclairantes sur la question capitale du cursus et de la formation des psychanalystes ou du cadre de l'analyse — les auteurs soulignent à cet égard « la difficulté d'un problème à l'égard duquel Freud et Lacan (...) nous laissent relativement désarmés », — le livre dispense bonnement plus que le minimum de lumières dont a besoin quiconque veut s'aventurer jusqu'au seuil de la psychanalyse. Ou au-delà.

Michel Kajman

(1) Serge Leclaire vient également de publier, au Seuil, *Le Pays de l'autre* (132 p., 85 F.).

(2) Elisabeth Roudinesco a entrepris la rédaction d'un troisième volume de son *Histoire de la psychanalyse* dans lequel elle se propose d'approfondir l'histoire de la doctrine lacanienne et de dresser le bilan de la décennie 1981-1991 dans l'histoire du mouvement psychanalytique français. Le Seuil.

★ Chez Albin Michel également, dans la nouvelle collection « Bibliothèque du Collège international de philosophie », paraissent les actes du colloque « Lacan avec les philosophes », qui s'est tenu à l'initiative du Collège (452 p., 140 F.).

★ La dernière livraison de la revue « *Esquisses psychanalytiques* » (n° 15, printemps 1991) est entièrement consacrée à l'œuvre de Jacques Lacan (194, avenue du Maine, 75014 Paris ; 281 p., 170 F.).

"LÉOTARD-MITTERRAND : LE DUEL LITTÉRAIRE"

D. Seguin/Le Figaro

★
« La charge est belle et noble »
D. Carton/Le Monde

★
« Un pamphlet réussi »
J.-M. Thénard/Libération

★
« François Léotard a relevé le défi... Son livre ruisselle de talent »
Ph. Alexandre/RTL

FRANÇOIS LÉOTARD

Adresse au Président
des
Républiques françaises

QUA LIT LIT

صلى الله عليه وسلم

ettelheim

LIVRES • IDÉES

LE CULTE DE LA PERFORMANCE

d'Alain Ehrenberg

Calmann-Lévy, 323 p., 120 F.

LA SOCIÉTÉ DU TROP-PLEIN

d'Henri-Pierre Jeudy

Editions Eshel, 136 p., 90 F.

NOUVELLES IDOLLES NOUVEAUX CULTES

sous la direction de Claude Rivière et d'Albert Piette

L'Harmattan, 241 p., 140 F.

LES périodes de transition sont propices au dépassement, à l'extrême ; les frontières de l'impossible paraissent sans cesse repoussées. Cette fin de siècle confirme la règle. Dans toutes les réalisations de l'excès, comme dans celles qui marquent les avancées rapides du savoir, de la technique, de la création. Les images dominantes sont celles qui éclairent la réussite, en maintenant dans une demi-obscurité ce qui lui échappe et entretient les déesses, ou en le montrant extérieur au monde qui est le nôtre, exotisme des exclus du développement et des naufrages du socialisme totalitaire. Pour ce qui nous concerne, et pour un temps, la performance fait loi.

Tout un ensemble de circonstances y contribue. L'économisme ambiant, le marché et la concurrence, la valeur argent en laquelle se résout beaucoup d'autres. Les promesses toujours renouvelées des sciences et des « technologies » pourvoyeuses de progrès qui accroissent spectaculairement le « pouvoir-faire » humain. Les records qui s'inscrivent dans un annuaire de large diffusion. Les images par lesquelles se popularisent les figures des vedettes et des gagnants. Et surtout, l'émergence d'un néoindividualisme né de l'incroyance à la capacité de changer radicalement la société, à la force transformatrice de l'institution politique. Alors, l'individu est incité à s'en remettre à lui-même, à prendre ses risques et à se construire dans le présent par ses propres initiatives. Dans un univers en mouvement, où les repères sont bousculés et où les incertitudes se multiplient, il se découvre comme un « entrepreneur » de sa propre vie.

C'est la thèse d'Alain Ehrenberg dans son dernier ouvrage consacré au « culte de la performance ». Le moment du passage est précisé : en France, les années 80, durant lesquelles le pragmatisme s'empare sur le projet de la grande transformation sociale ; l'individu redevient la référence en même temps que s'inventent des « formes d'appartenance communau-

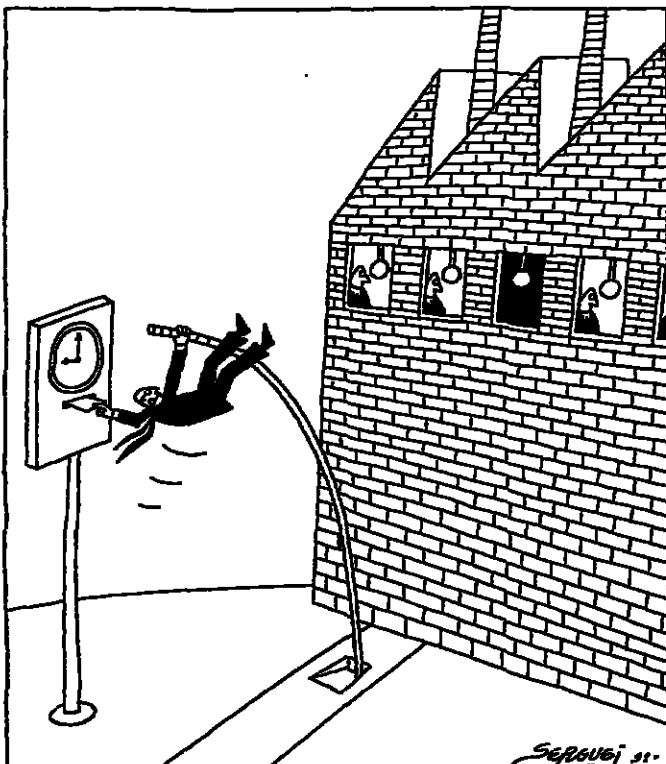
taire nouvelles ». La thèse se fonde sur trois illustrations, trois déplacements de valeurs qui caractérisent l'idéal de la performance : la « performance de la française ». Le chef d'entreprise ne s'associe plus à l'exploitation du salariat, mais à l'efficacité ; la consommation ne représente plus le moyen de l'aliénation par les choses, mais celui de la réalisation personnelle ; le champion sportif n'évoque plus une certaine « arriération populaire », mais, par une totale inversion, l'« excellence sociale ». Tout se lie dans une sorte de mythologie concurrentielle, dans une expérience qui permet à l'homme ordinaire de se singulariser, de s'extraire de la similitude et de la banalité par la performance.

COMPÉTITION, consommation, concurrence paraissent être les trois repères qui balisent maintenant le paysage imaginaire français. Et selon lesquels est organisé le livre d'Alain Ehrenberg. Le sport est situé dans une histoire qui conduit à mieux définir sa signification culturelle actuelle, sa fonction spectaculaire, sa production de figures héroïques par une « épopée de l'homme ordinaire » sorti de la « masse indifférenciée ». Et la violence des stades se trouve promise au statut d'usage social, de manière d'accéder à la « visibilité personnelle », d'expression de l'« individualisme des exclus ».

Le thème directeur, d'ailleurs, est cependant d'une autre nature ; il relève de la considération politique. Il porte aux représentations de l'égalité – à la recherche des nouveaux lieux où elle peut se réaliser dans une concurrence plus ouverte – et aux changements survenus dans les mœurs démocratiques. Le terrain de sport devient celui où se résout imaginairement « la contradiction entre l'égalité de principe des

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



La performance en clair-obscur

hommes et leur inégalité de fait ». Celui où s'affrontent les mérites individuels et où s'effectue la mise en scène des aspirations égalitaires. Le déplacement de sens affectant la consommation, associé à la montée des classes dites moyennes, est présenté à partir du jeu de personnages organisés par le Club Méditerranée. Le lieu n'est pas seulement celui d'une « industrie

de la rencontre », l'espace d'une économie de la différence dans la facticité, il se transforme en une scène où tout se montre sous l'aspect de « la démocratisation du paraître ». C'est dans ce théâtre sans coulisses que se recherchent les compensations à une indifférenciation sociale croissante, que la démocratie s'éprouve comme une forme de société « qui singularise n'importe qui ». L'argument ne convainc pas entièrement, la charge interprétative semble lourde.

On adhère avec moins de restriction à l'analyse du mythe tout neuf de l'entrepreneur – « espace de réalisation personnelle » – et de l'entrepreneur – « auteur de sa vie », héros lancé dans l'aventure de la réussite. Et surtout à la mise en évidence de l'équivalence établie entre le « modèle entrepreneurial » et le « modèle sportif » ; dans la mesure même où le sport est un réservoir de « significations performantes », les plus popularisées. L'extension de signification conduit à promouvoir plus généralement l'action d'entreprendre, à faire de la réussite la condition de la réalisation individuelle (être soi-même, c'est « être quelqu'un ») dans un monde d'incertitudes. Mais le culte de la performance peut se réduire à un fétichisme – au sens trivial de ce terme – et les pièges de l'affirmation d'égalité des chances ne disparaissent pas en étant détendus dans les « salles d'enseignement pour

être tendus en d'autres lieux. La performance colore d'optimisme notre conjoncture historique ; elle a une fonction euphorisante. Chacun n'a pas pour autant droit à ce quart d'heure de célébrité qu'Andy Warhol estimait nécessaire. Et la querelle des interprétations se poursuit. Dans un bref essai, qui donne une conclusion à plusieurs ouvrages précédents, Henri-Pierre Jeudy

compose l'image d'un individu dépossédé du réel, soumis à l'effet de « trop-plein » des discours et des images, presque dépourvu de la capacité de se singulariser et de tenir une distance critique, gouverné par les seules « logiques de gestion ». C'est la figure inversée du performant, de celui qui entreprend tout au nom de soi-même. Le paysage de fond est désolé et l'image de la mort y apparaît à plusieurs reprises.

Le drame présenté s'accomplit en quatre actes : 1) Le consensus réalisé « amour de la renaissance du droit et de l'éthique » ; les oppositions s'y fondent et confondent, malgré une certaine « nostalgie de la transgression » ; 2) Les illusions de l'histoire, mise au présent et chargée de « multiplier les effets de sens », noyée dans le foisonnement des événements qui entretiennent l'illusion fantastique de sa présence ; 3) « L'immatérialité croissante des relations au monde », produit de la souveraineté conquise par l'image, de la médiatisation qui fait du sujet une fiction et de l'individu un « réceptacle d'informations » ; 4) « L'attente de la catastrophe du sens » qui accompagne un état de chose où les sentiments et les émotions s'enlèvent, où l'imaginaire politique se tarit, où les stratégies de gestion annulent les revendications et les révoltes.

Le résumé grossit le trait, mais on y reconnaît plusieurs des thèmes déjà étudiés par Henri-Pierre Jeudy. La modernité est vue du côté de l'ombre, ou même le sacré n'est plus qu'une « atmosphère de sacralisation ». Celle que les auteurs d'un collectif dirigé par Claude Rivière et Albert Piette explorent, lancés à la recherche des « dérivés de la sacralité ». Les chapitres qui traitent des « idoles du trône, de l'usine et du stade » font contrepoint à certaines des remarques présentées à propos de la performance, mais en introduisant les variations de la sacralité et du liturgique. Sous le titre « glorification du savoir » sont notamment considérées la mythification de la raison efficace et les syncrétismes scientífico-religieux, l'association du sacré et du risque dans la relation aux techniques, et avec un regard neuf la « formation permanente », en tant que mythe régulateur et discours de l'efficacité. Puis, en final, les rencontres par lesquelles le sacré a toujours été appelé à se manifester – celles du sexe et de la mort. Le performant n'a jamais que le vêtement brillant de la réussite, il lui reste un manque : celui d'une part de sens et d'une inscription de sa performance dans la durée.

Le miroir des médiévistes

L'HISTOIRE MÉDIÉVALE EN FRANCE Bilan et perspectives

Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur. Préface de Georges Duby, textes réunis par M. Baland, Seuil, 567 p., 220 F.

L'entreprise est audacieuse, mais l'ennui guettait au tournant : demander aux médiévistes de l'enseignement supérieur – ils sont trois cent cinquante sous la présidence de Michel Baland – de dresser le bilan de vingt ans de recherches et de publications dans leur domaine de prédilection.

Agenda surprise, il en résulte un livre qui est certes un instrument de travail pour les professionnels ou les amateurs, mais qui est aussi un parcours à travers l'histoire intellectuelle des deux dernières décennies, ses continuités et ses mutations, et qui devrait intéresser bien d'autres que les médiévistes.

Nouvelles méthodes

Soixante-dix historiens ont contribué à ce volume divisé en vingt et un chapitres correspondant à des secteurs empiriquement définis. On y trouve d'excellents guides bibliographiques raisonnés sur les domaines traditionnels – bien que renouvelés dans leurs méthodes et leurs questionnements – comme les campagnes, les villes, l'économie et la société, ou l'Eglise. L'histoire politique de la France est devenue histoire de « l'espace français » et à l'histoire de l'Eglise est venu s'ajouter un important chapitre sur les mentalités religieuses.

Mais, depuis vingt ans, l'histoire médiévale s'est ouverte à de nouvelles méthodes, qui ont engendré de nouveaux champs de recherche : ainsi de l'archéologie, dont on pressent toutes les virtualités et, dernière venue, de l'anthropologie. Systèmes de parenté ou

systèmes de représentations sont désormais au cœur de la recherche en histoire médiévale. De nouvelles approches ont amené à réévaluer l'histoire des idées, devenue une histoire intellectuelle, ou l'histoire littéraire qui a retrouvé l'histoire tout court via l'anthropologie, la sociologie et tout ce qui a relevé de près ou de loin du structuralisme. Sur ces secteurs, comme sur l'histoire de l'art et l'iconographie, on trouvera ici de précieux guides pour les uns, une initiation pour les autres.

On voit aussi avec plaisir dans ce livre que les médiévistes français savent fonctionner hors de leur pré carré. Ils sont particulièrement actifs sur l'Orient chrétien, le monde arabo-musulman et, plus près de nous, l'Italie. Un article est même consacré à l'Afrique au Moyen-Âge. Mais on notera au bilan que la recherche française est moins active en Europe en dépit de travaux importants sur l'Espace médiéval, les régions les plus délaissées étant les plus proches au nord : l'Allemagne et, surtout, l'Angleterre.

Enfin, dernier apport sur lequel Georges Duby attire l'attention dans sa préface et qu'un remarquable article synthétise, il y a eu depuis vingt ans un vif mouvement des sciences auxiliaires de l'histoire comme la paléographie et la codicologie, l'épigraphie, la numismatique ou l'héraldique, toutes disciplines austères enseignées principalement à l'Ecole des chartes, et qui sont l'indispensable soubassement des plus brillantes constructions. Et parmi ces sciences auxiliaires, l'informatique est évidemment devenue un outil pour l'histoire médiévale comme pour les autres domaines du savoir.

Dans le miroir qu'ils se sont tendu, les médiévistes français voient d'eux-mêmes une image assez flatteuse. Ils donnent en conclusion la recherche de collègues étrangers qui ne la démentent pas.

M. S.

Suite de la page 17

L'intellectuel, selon Dante, est ennobli par la part de divin qui est en lui. Dans son *Banquet*, il évoque l'idéal de l'intellectuel qui parvient au bonheur « vierge, égoïste et noble » : c'est la charte de l'aristotélisme radical, conclut Alain de Libera. Quant au programme de Maître Eckhart, loin d'être le crépuscule du rationalisme médiéval, il conduit au détachement et à la « liberté de l'esprit » qui réconcilient la raison et la révélation.

On ne suivra sans doute pas toujours l'auteur sur le chemin de ses thèses et de ses paradoxes provocateurs, mais, dans le registre de l'histoire intellectuelle qu'il revendique fièrement, il est généralement convaincant et il donne de toute façon à penser. On sera encore plus séduit, et parfois sans doute agacé, par ses interpellations en direction de ses collègues philosophes, non médiévistes hélas !

L'influence de l'Islam

Il déplore l'ignorance qu'entretiennent aujourd'hui les professionnels de l'enseignement philosophique, l'agrégation restant fermée à la philosophie médiévale. Malgré les grandes figures, naguère disparues, d'Etienne Gilson, de Paul Vignaux ou du Père Cheu, « la pensée médiévale ne fait pas partie de notre scolarité : elle nous est moins étrangère qu'inconnue et moins impénétrable qu'inutile. Nous avons appris à nous débrouiller sans elle ».

Or, que l'Occident soit né de l'Orient, voilà ce qu'une étude de la philosophie médiévale pourrait utilement rappeler dans le dialogue lourd de fantasmes entre l'Islam et l'Occident, voire entre les trois religions monothéistes. En face des résurgences sauvages des intégrismes religieux, un enseignement philosophique qui prendrait en compte la philosophie médiévale permettrait d'accéder à la rationalité religieuse et apprendrait à réfléchir sur la signification des croyances dans l'histoire des communautés.

Le Moyen Age pour penser aujourd'hui

Plus immédiatement, étudier comment au Moyen Age, les époques de renaissance culturelle ont toujours été des époques de traduction, des phases d'« acculturation », via l'Islam en particulier, ne devrait pas être sans incidence sur l'intégration des jeunes Maghrébins dans la société française. Ou et quand peuvent-ils apprendre que leurs ancêtres ont apporté à l'Occident les bases de leur philosophie et qu'ils ont avec les petits Français des racines culturelles communes ? Qui leur enseignera, d'autre part, qu'il y a eu en Islam confrontation séculaire entre le *kalam* et la *falsafa*, la Loi et la philosophie, et qu'ils ne sont donc pas forcément contraints aujourd'hui de choisir entre la foi de leurs pères et la raison de leurs maîtres de l'école laïque ?

Quant aux jeunes Français « de souche », où et quand apprennent-ils que leurs aïeux du treizième siècle ont entamé un travail d'acculturation avec l'Islam, moins bien préparé, dont ils ont tiré grand profit ?

La lecture d'Alain de Libera conduit à penser que l'impasse de l'enseignement philosophique sur le Moyen Age durcit les oppositions entre communautés, que cet enseignement prétend pourtant résorber par l'universalisme de la raison. Cette dernière n'est universelle que si ses promoteurs acceptent bien de tout penser philosophiquement, ne considèrent pas que l'histoire de la pensée commence avec Descartes, et n'abandonnent pas le religieux à la sphère d'un privé impensable, disponible à tous les intégrismes et au démarçage de tous les gourous plus ou moins orientaux.

Réhabiliter l'étude de la philosophie médiévale, et avec elle la théologie et les sciences des religions, c'est un défi pour la raison et pour l'enseignement de notre temps. Dans l'université médiévale, tous les universitaires, qu'ils s'adonnent à la philosophie ou à la théologie, pensaient et travaillaient de la même manière, au moyen de la raison, convaincus que tout était pensable.

Dans cet essai où l'allégresse du pamphlétaire croise la rigueur et l'érudition du philosophe médiéviste, Alain de Libera a

cherché, selon le mot de son prédecesseur Paul Vignaux, « à laisser voir la diversité ». La lecture n'en est pas toujours aisée, mais c'est l'objet lui-même qui le veut.

« Les philosophes du Moyen Age, écrit-il encore, étaient dans la même situation que leurs lecteurs modernes : ils cherchaient la philosophie. Notre préjugé le plus néfaste est de prendre les textes médiévaux comme l'exposé de

doctrines toutes faites, réécrites par des compilateurs. Il faut admettre qu'un intellectuel médiéval ne savait pas plus que nous ce qu'est la philosophie médiévale. Il ignorait comme nous ce que pourrait être une formulation intégrale du proprement philosophique. »

Comme nous, pas plus, mais pas moins. Nous avons d'urgence à travailler ensemble.

Michel Solot

Le roman d'un enfant du siècle...

JEAN SERGE

« Le temps n'est plus de la bohème »



STOCK / KIAN

350 p. 130 F.

Les grandes figures du Paris de ces soixante dernières années.

STOCK / KIAN

La puissance et la violence

Le premier roman de John Cowper Powys, qui donne la mesure de sa force et un plus tardif, en forme de divertissement

WOOD AND STONE
de John Cowper Powys.
Traduit de l'anglais
et présenté par Patrick Reumaux.
Phébus, 594 p., 168 F.
**LES MONTAGNES
DE LA LUNE**
de John Cowper Powys.
Traduit par
Michelle Tran Van Khai.
Minerve, 145 p., 92 F.

Avec *Wood and Stone* (bois et pierre), son premier roman, John Cowper Powys créa d'emblée un univers d'une telle puissance que le lecteur en reste hanté, même après que le livre est refermé. Ce ne sont pas seulement les personnages, extraordinaires, qui nous intriguent et nous fascinent, mais les mondes qu'ils habitent : la terre, dont ils sont, pour ainsi dire, l'émancipation, l'espace, bien au-delà, étendue indifférente qui donne la mesure de l'agitation et des luttes. Il semble que John Cowper Powys, là où d'autres romanciers ne disposent que d'un point de vue — celui qu'offre le regard humain — parvienne à se placer sur un plan infiniment distant, pour en revenir l'instant d'après au détail dont il est parti, passant de la tache que laisse une plante sur les habits du fuyard aux « espaces immenses de la nuit » — ces mondes illimités auprès desquels, comme dans Shakespeare, les constructions des hommes s'évanouissent comme des rêves.

Et ce constant changement d'échelle donne aux scènes multiples leur ampleur et leur résonance. *Wood and Stone* fut dédié à Thomas Hardy : à lire les descriptions de la nature, avec le rôle

des forces élémentaires qui modelent et défont la vie des humains, on se souvient en effet du romancier du Wessex, chez lequel, plus encore que les protagonistes de l'histoire, comptent l'immensité de la lande et la fureur des éléments.

Mais, ici, il est impossible de séparer l'analyse du destin des personnages de l'évocation de la nature. Car si l'histoire retrace l'affrontement de deux mythologies, celle du pouvoir et celle du sacrifice, ou encore la lutte cosmique des anciennes divinités païennes contre le Dieu chrétien, cette opposition majeure se retrouve tant dans l'organisation des lieux que chez les personnages, divisés entre tyrans et opprimés.

L'action se situe dans le village encaissé de Nevilton, entre le mont Nevilton, où serpente l'antique route sacrée, et la colline du Lion, « masse brute de grès inerte qui, depuis les temps préceltiques, s'est emparée de la vie de générations entières ». Le roman débute par une méditation sur la couleur fauve, la vigneuse malleable, le pouvoir redoutable et maléfique de cette pierre qui porte le nom d'un monstre mythique et s'allie au lourd sol argileux pour réclamer son dû en victimes humaines.

Face à l'énorme promontoire païen, la colline de Nevilton, tout entière plantée de ces arbres qui fournissent le bois de la Croix, se trouve réduite à n'être plus qu'une « aimable crête ». Sous-tendant cet étrange conflit d'influences, l'appel profond du monde souterrain arrive aux personnages, menace, en même temps que tentation, d'être sucé, aspiré, dévoré, absorbé.

Nombre d'entre eux sont prisonniers de l'attraction magnéti-



John Cowper Powys, écrivain visionnaire.

que qui les entraîne vers la terre, ensermés dans une sorte de gangue épaisse qui les immobilise et dont l'effet explique peut-être la léthargie qui les gagne et leur bizarre « passion de la soumission ». Seuls triomphent ceux qui appartiennent au règne de la pierre : Mr. Romer, le tyran, possesseur

des carrières de Nevilton, qui représente le pouvoir occulte de la colline de grès, ou Mr. Goring, son cousin, qui « ressemblait à l'argile, comprenait l'argile, sentait l'argile... et, littéralement, était l'argile » ; ou encore Gladys Romer, déesse païenne, dont la beauté et la sensualité participent du même pouvoir maléfique et tout-puissant.

Leur fonction est d'exiger le sacrifice et le renouveau. Les hommes comme ceux de leurs victimes est de s'offrir aux coups. Inspiré par le pouvoir de la matière et les forces cosmiques dont « les personnages sont les marionnettes », un réseau complexe de relations sado-masochistes se tisse entre les protagonistes ; entre Mr. Romer et Laciama, la bien-nommée, qui ne vit que pour pleurer ; entre Laciama et Goring, le fermier brutal, qui tente de la violer dans l'une des carrières de pierre.

Séismes et avalanches

Il est moins question de tendresse que de désir répété, insatiable, obsessionnel, et moins question d'amour que de passion, c'est-à-dire de possession et de sacrifice : « Elles étaient comme des séismes et des avalanches, comme des tourbillons et des trombes marines, ces grandes passions du monde... demeurant en elles-mêmes non morales, surhumaines, élémentaires. » La nature est le lieu où s'exprime cette violence, une nature érotisée dans laquelle fument le prêtre en proie à ses démons et Laciama, pourchassée en raison même de sa terreur, dont le corps est cinglé au passage par des branches épineuses.

Dans cet univers à la fois sensuel et puritan, toutes les perversités ont cours ; posséder véritablement un être, c'est s'emparer non de son corps mais de son âme : ainsi la tentative de viol du fermier Goring est-elle bien moins redoutable que le désir de Romer de corrompre l'esprit de Laciama. Trafié et de lui humilier l'âme.

Peu à peu, les plus faibles, « les parias » et les exilés, dérivent vers la folie, thème récurrent de ce livre ; James Andersen, le tailleur de pierres, dont Patrick Reumaux nous dit dans sa préface qu'il représente le premier essai autobiographique de Powys, est hanté, comme sa mère morte, « par la folie et par la mort, avec la voix des pierres dans la tête et les forces invisibles tournant autour de lui comme un vol de freux ». Tout au contraire, les *Montagnes de la lune*, qui date de la dernière période de Powys et reprend le thème de la mort de la mère, se présente comme un divertissement, une fable fantastique, une idylle lunaire, dont les deux héros atteignent à la réconciliation, à l'apaisement.

Christine Jordis

Pauvre Werfel

Un romancier viennois qui ne fut pas que le mari d'Alma Mahler

UNE ÉCRITURE BLEUE PÂLE
de Franz Werfel.
Traduit de l'allemand
par Robert Dumont.
Stock, 152 p., 80 F.

Qui se souvient de Franz Werfel ? Son nom reste lié à celui d'Alma Mahler. Pourtant, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle eut plus de flair en harpissant Gustav Mahler un Oscar Kokoschka qu'en prenant sous son aile protectrice Franz Werfel, le jeune écrivain mondain de dix ans son cadet. Qui se souvient de Franz Werfel, l'auteur de romans sentimentaux qui lui valurent les railleries de Musil et de Canetti ? Qui se souvient de Franz Werfel, le pilier des salons viennois, qui nourrit longtemps des convictions bolcheviques et choqua ses pairs en tenant des discours communistes debout sur les bancs du Ring ? Qui se souvient de ce fils unique d'industriels pragois, qui en 1918 appelait le prolétariat à « prendre les banques d'assaut », avant d'épouser Alma Mahler, de vivre en oisif dans la somptueuse demeure de la Hobe Warte et de finir sa vie à Beverly Hills ?

Si le nom de Werfel évoque un semblant de souvenir, ce sont des images un peu ridicules qui viennent à l'esprit. On songe à sa rencontre, en 1917, avec Alma Mahler, qui le décrit comme un « homme trapu aux lèvres sensuelles et au front goethéen ». On les imagine se livrant sous les yeux de Walter Gropius, le deuxième mari d'Alma Mahler, à un « adultère mystico-musical » : lui, chantant des airs de Verdi, elle, l'accompagnant au piano.

On pense aussi aux pages cruelles d'Elis Canetti dans ses mémoires, se rappelant une visite à la Hobe Warte où Alma Mahler, génie morbide tenant rassemblés autour d'elle tous ses invités, lui fit visiter la mansarde où Werfel écrivait debout à son pupitre : « Avec toute sa graisse, notait Canetti à propos de Werfel, cela clapotait en lui de sentiment et d'amour, on s'attendait à en trouver des flaque autour de lui, et on était presque déçu de voir le sol rester aussi sec sous ses pieds (1). »

Si Zweig sauva la mise en restant jusqu'au bout un dandy ascète et en terminant sa course à Petropolis, Werfel traîne avec lui l'image d'un écrivain replet, dont la conduite et le style trahissent une éternelle mollesse. Les titres de ses romans (*Le Chant de Bernadette*, *Celle ou les vainqueurs*), un rien désuets et grandiloquents, contribuent à faire de Werfel un laissé-pour-compte de Vienne fin de siècle.

Une écriture bleue pâle, qui vient de traduire Robert Dumont, donne au départ l'impression d'être un nouvel avatar des romans écrits après la sieste et dans l'attente du dîner en ville. Ce sont vingt-quatre heures de la vie d'un homme, entre le moment où il ouvre son courrier, au petit déjeuner, et celui où il se retrouve dans sa loge réservée, à l'Opéra.

L'homme est chef de cabinet du ministre de l'enseignement. Il a épousé une femme riche. Il fête ce

jour-là ses cinquante ans. Un grain de poussière se glisse dans la trop belle mécanique : il reçoit au courrier du matin une lettre à l'écriture bleu pâle, celle d'une femme juive avec laquelle il a vécu, quelques semaines durant, un amour fou.

Il croit deviner, à travers les formules sèches de la lettre, qu'il a en de cette femme un fils, dont il a jusqu'alors ignoré l'existence. L'intrigue est banale, le procédé usé. Pourtant, le roman captive : il contient tous les ingrédients de la *Novelle*, ce genre bâtarde, mi-roman, mi-nouvelle, dans lequel excellaient les auteurs viennois.

L'habit du suicide

Dès les premières pages, on reconnaît l'atmosphère de morbidité joyeuse comme un catafalque dressé au milieu d'une salle de bal. L'homme, nommé Léonidas, révèle qu'il doit sa carrière et sa fortune à un événement tragique, le suicide d'un ami juif, et à une aptitude frivole, ses propres talents de danseur. Avant de se tirer une balle dans la tête, l'ami lui légua sa tenue de soirée. Le jeune homme pauvre endossa l'habit du suicide et devint, grâce à la valse, la coqueluche des hétérosexuels viennois. Le suicide, la valse, ces deux ingrédients de la *Novelle*, s'accompagnent d'un troisième : ce que Werfel lui-même appelle l'« accouchement social ».

Tous ces ingrédients, dans un décor de grand hôtel, une atmosphère de plus en plus irrespirable (nous sommes en 1937), et saupoudrés de quelques traits d'humour (*« l'homme le plus subtil ne peut jamais fantasmer comme une femme sous le casque métallique du coiffeur »*), donnent au roman le charme d'une mélancolie procédant à la catastrophe.

Franz Werfel voulait une grande admiration à une jeune femme nommée Veza, qu'Elis Canetti devait épouser et qu'il comparait souvent à un corbeau, à cause de sa chevelure noire et de sa beauté andalouse. Or, Franz Werfel décrit le grand amour de Léonidas, Vera Wornser, comme une jeune femme sveltes, aux cheveux d'un noir ébène, à l'allure enfantine, et dont l'apparence fragile « va de pair avec un esprit réfléchi, résolu ».

Le roman de Franz Werfel vaut aussi pour ce lien qu'il établit entre les quelques Viennois de cette époque. En somme, son roman raconte l'histoire d'Otto Weininger se suicidant par haine de soi, et qui léguerait son smoking à un Arthur Schnitzler pressé de conquérir Alma Mahler (on la reconnaît sous les traits d'Amélie, l'épouse de Léonidas, toujours menacée d'embourgeoisement). Un Arthur Schnitzler qui réaliserait le rêve secret de Werfel : tromper Alma Mahler avec la froide Veza Canetti.

R. J.

(1) *Jeux de regard*, Le Livre de poche, coll. « Biblio ».

La plongée de Nizon

IMMERSION
Proche-verbal d'un
voyage aux enfers
de Paul Nizon.
Traduit de l'allemand
par Jean-Louis de Rambures.
Actes Sud, 95 p., 69 F.

Les lecteurs français prennent connaissance de l'œuvre de Paul Nizon dans le désordre. Premier traduit, en 1985, *l'Année de l'amour* (écrit en 1981) fit découvrir dans l'éblouissement cet auteur de langue allemande, Suisse d'origine et vivant à Paris, l'un des grands prosateurs de ce temps, et quand on parla de prose en France c'est qu'on a affaire à un poète. Deux ans plus tard, on retourna en arrière avec *Stolz*, le livre précédent, écrit en 1975, un roman de jeunesse par son contenu : Nizon, qui est né en 1929, y évoquait la fin de son adolescence à travers un personnage romanesque qui empruntait aussi de ses traits à son écrivain préféré, Robert Walser.

Puis vint, l'année dernière, le dernier en date de ses livres, l'admirable *Dans le ventre de la baleine*, texte véritablement magique et dont la traduction n'atténue pas la luminosité. Il faut dire que Paul Nizon est ici un auteur chanceux, car d'un livre à l'autre son traducteur, Jean-Louis de Rambures, devient un interprète de plus en plus inspiré, comme on le dit d'un musicien par rapport à un compositeur. Ce qui donne à *Immersion*, le court texte (quatre-vingt-quinze pages) qui fut le quatrième livre de l'auteur (en 1972) et qui paraît en France à présent, une

densité extrême, un timbre entre tous reconnaissable (1).

On pourrait faire une objection au sous-titre français. En allemand, *Unterwasser* (litéralement : « s'immerger ») avait pour sous-titre *Protokoll einer Reise* (« procès-verbal d'un voyage »), ce qui correspondait bien au ton du livre : un procès-verbal sec, comme énoncé de lui-même, gardé en respect. Ajouter « aux enfers » (évidemment avec l'accord de l'auteur), c'est mettre l'accent sur une dimension étiologique à la Strindberg évoquant la douleur de l'amour et du couple, qui peuplent certes dans le texte, mais qui fait impression par sa retenue même.

Souvenir peut-être de la *Modification* de Butor, le voyage en question est celui que le narrateur fait par deux fois, en train, se le remémorant, se voyant l'accomplir, se décrivant le vivre, encre Zurich, la ville bleue et grise, où il habite avec sa femme et ses enfants, et Barcelone, où il plonge dans le monde pourpre, sous-marin et enivrant d'une boîte de nuit des ramblas, la Buena Sombra, qui abrite Antonita, sirène innocente, dangereuse, jeune femme avec qui il va vivre une intoxication amoureuse.

La virtuosité dans l'écriture des temps est telle qu'on l'aperçoit à peine. Le texte — n'oublions pas que Paul Nizon écrit aussi de la critique d'art — est construit entièrement sur cet aller et retour entre deux tableaux de la vie, l'un rouge, ocre et noir, au style expressionniste, l'autre géométrique, froid, aux arêtes bleutées. *Immersion* décrit et fait ressentir le passage entre une vie conjugale où les émotions sont étouffées pour ne pas heurter l'autre, une vie profession-

nelle désenchantée (le narrateur est journaliste comme l'était Nizon) et une vie où le désir monte à la tête, comme une ivresse et une promesse. Les principaux thèmes de Nizon sont déjà là, ses mélodies qui hantent : l'évasion, le voyage, la marche, la plongée dans la vraie vie, la femme au corps salvateur, la chute, les bars, les rencontres, les camaraderies cocasses. Et l'écriture, seule retraite, seul salut, seule échappée, parce qu'elle permet de tendre de loin une resse qui capte la sensualité du monde.

Ce voyage, qui finit par un divorce, est la souffrance même ; il est aussi un rituel à accomplir, un passage vers la vie d'écrivain, la solitude productive. L'histoire d'une rupture, d'un divorce avec une vie devenue stérile. C'est infiniment triste, et la seule jubilation que l'on puisse tirer de cette souffrance est le grand art du texte lui-même, sa captivante beauté.

Michel Contat

(1) Le premier roman de Nizon, *Canto*, son livre « romain », puisque chacun de ses livres est aussi le livre d'une ville, parut en traduction à la rentrée chez Jacqueline Chambon.

« Un texte de Paul Nizon sur Goya paraît dans la collection « Musées secrets », aux Éditions Flohic (33, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012). Paul Nizon donne une conférence sous le titre « Trouver le ton, fixer la distance » dans le cadre du séminaire « Les processus d'entrée en écriture » de l'Institut des textes et manuscrits modernes du CNRS, à l'École normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris 5^e, le samedi 1^{er} juin à 10 heures.

**OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?**

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL



Adieu à Vienne

CHRONIQUES VIENNOISES
Edition bilingue,
traduite et présentée
par Catherine Sauvat
et Jean Amster.
Le Livre de poche, 240 p., 38 F.

« Ce qui donne à la descente de l'Autriche aux enfers sa note particulièrement affreuse, ce fut que beaucoup l'affaiblirent avec autant de jubilation que si c'était été le droit chemin du Paradis », écrit le feuilletonniste Alfred Polgar, jouant obscène la bénédiction de l'Église à Hitler, le 13 mars 1938. Polgar émigra aux États-Unis en compagnie d'Alma Mahler et de Werfel. Roda Roda, lui aussi, prendra congé de Vienne après l'Anschluss, tout en notant que, pour un Viennois, ce n'était vrai-

ment pas simple de « dire adieu à Vienne », cette ville où l'histoire crée l'anecdote et l'anecdote le génie.

Alfred Polgar, si proche de Peter Altenberg, et Roda Roda, le maître de l'anecdote, figurent dans ces *Chroniques viennoises* aux côtés d'écrivains mieux accueillis en France : Heimito von Doderer et Alexander Lernet-Holenia. Cette édition bilingue, aussi originale qu'inattendue, permet une fois encore de tracer le portrait type de l'écrivain viennois, avec son mélange si particulier de dérision, de raillerie, de mondanité ; mieux que quiconque, il sait détecter la grotesque dans le pathétique et le ridicule dans l'affirmation de soi.

R. J.

LE FILS ET AUTRES NOUVELLES

Edith Wharton.
Traduit de l'anglais
par Anne Rolland.
Mercure de France, 290 p., 130 F.

A U terme du purgatoire imposé par la postérité, les grands seuls ressusciteront... Si l'on applique cette règle physico-théologique (?) à l'espèce des romanciers qui seraient aujourd'hui un peu plus que centenaires, on constate, par exemple, que la « grande » Edith Wharton (1862-1937), incontestablement la plus importante des romancières de la littérature américaine, a de grandes chances d'être plus connue au vingt et unième siècle qu'elle ne l'a été au vingtième. En effet, en moins de dix ans, son œuvre aura eu plus d'une quinzaine d'éditions et de rééditions de romans et de nouvelles qui, chaque fois, ont été saluées comme de véritables événements littéraires (1). Notamment en éditions de poche (où l'œuvre se trouve trop souvent, hélas, empoussiérée et défigurée par des traductions vieillies non révisées, mais aussi parfois retraduite et admirablement servie par de remarquables traducteurs « jameiens »); et, même, en livre-cassette, pour *Ethan Frome*, très sobrement lu par le comédien Lambert Wilson (2).

Auteur prolifique — une vingtaine de romans, une douzaine de recueils de nouvelles, des poèmes, des ouvrages sur la décoration des maisons, des livres de voyages en France, en Italie, au Maroc, une autobiographie (*A Backward Glance*, 1934) — Edith Wharton a attendu, pour publier, d'avoir presque la quarantaine. Elle aurait pu n'être qu'une dame du monde, cette élégante aux petits chiens, née à New-York dans une famille où l'on n'avait pas besoin de travailler pour bien vivre, mariée à un banquier en Nouvelle-Angleterre, douée d'une connivence ironique à l'égard des gens de la bonne société et d'une férocité terrible, grande amie de Henry James, expatriée comme lui (elle a vécu en Europe, et principalement à Paris, de 1906 à sa mort), cosmopolite comme lui, mais trop riche, trop despotique pour lui : « Elle est trop choyée, trop pourvue, trop naïve pour qu'on puisse la juger en tant que femme, ou pour qu'elle-même soit capable de s'apercevoir, au cœur des choses », écrit-il en 1903, un peu effrayé par cette grande dame autoritaire dont il admirait toujours les qualités littéraires et le style (3).

En 1905, elle sera la première femme à recevoir le prix Pulitzer pour *Chez les heureux du monde* (*The House of Mirth*), paru chez Plon trois ans plus tard dans une traduction de Charles Du Bos, avec une préface de Paul Bourget.

Le volume intitulé *Le Fils et autres nouvelles*, qui vient de paraître au Mercure de France, contient trois textes choisis par Anne Rolland, la traductrice, dans l'anthologie des meilleures nouvelles présentées par Anita Brookner (Simon and Schuster, 1988), et encore inédites en français. Trois textes composés sur trente-cinq ans. Trois textes sur les mères. Les mères et leur perversité, sans les fards de l'amour maternel... Edith Wharton y fait montre d'une lucidité féroce et d'un sens du mystère des vies cachées, dès ses débuts, comme dans *Le Pélican*, la nouvelle que je préfère, écrite en 1898, tirée de *The Greater Inclination* (1899) son premier recueil de nouvelles publié avec un succès immédiat après la *Décoration des maisons* (*The Decoration of Houses*, 1897).

« Je ne pense pas que la nature l'ait destinée à être une « intellectuelle », mais que peut-être une malheureuse dont le mari est mort d'avoir abusé de la boisson, alors que son nourrisson avait six mois à peine, et qui découvre combien son collier de corail et l'édition, léguée par son grand-père, des *dramas anglais* sont insuffisants à satisfaire l'exigence des créanciers ? » Mrs Amyot, cette ravissante jeune veuve, qui possède « deux dons fatals : une vaste mémoire imprécise et une parole extraordinairement facile », va donc devenir conférencière dans les salons de la bonne société, traitant de l'art grec, des maisons et refuges des poètes (Goethe et Weimar, Wordsworth et la région des Lacs), faisant rayonner l'art et la littérature, Raphaël, Shakespeare et l'art gothique... Avec succès d'abord, dû aux encouragements des dames d'œuvres avides de culture et de charité pour aider la pauvre créature qui se dévoue ainsi courageusement « pour le bébé » nommé Lancelot. Pour aider

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La perversité des mères



Edith Wharton en 1889.

pour payer les études à Harvard du « bébé » Lancelot, image du dévouement maternel de plus en plus pesante aux âmes charitables : « On se sent obligé de prendre des billets, vous comprenez, parce qu'elle est veuve et qu'elle fait cela pour son fils. Elle y met tant de courage et de bonne volonté, elle parle de lui en termes si touchants et si sincères que tout le monde a pitié d'elle : nous nous ruinons tout simplement en billets. Espérons que l'éducation de ce garçon touche à sa fin ! »

La chute sera horrible et la rancune du fils, devenu un adulte père de famille, à la mesure des sacrifices de sa mère. Qu'il ignore totalement. Du même coup, la ravissante-vieillesante perd en même temps son fils et sa raison d'être. Les conventions sociales de l'époque ne permettent pas à une femme, seule de surcroît, d'être autre chose qu'une mère. Terrible revendication d'une femme de trente-cinq ans aux prises avec ses exigences — Edith Wharton elle-même, — insatisfaite de la vie conjugale, incapable de souhaiter être mère, qui sent le besoin d'un amour

de substitution, d'une activité de substitution et qui, avec une ironie vitriolante et un style efficace, démolit à coups de clichés jusqu'aux fondements de la morale et des convenances.

C'est encore l'enfant qui sera le *deus ex machina* des deux autres nouvelles : dans *Le Fils*, publiée en 1933, l'auteur détaille avec une sorte de gourmandise écœurée les étapes de l'effondrement d'une mère — une veuve encore — à la recherche d'un enfant né avant son mariage, dont elle s'était débarrassée. Il y a quelque chose de l'atmosphère de *Soudain l'été dernier* dans cette poursuite d'un être rêvé dans la touffeur d'une Côte d'Azur qui semble entièrement réservée à des Américains, millionnaires ou malfrats. Jusqu'à l'écœu-

ment, jusqu'à la folie. Intrusion encore d'un enfant, qui tout à fait innocemment pourrait amener la ruine des années heureuses, dans les *Lettres*, (extraites du recueil *Tales of Men and Ghosts*, 1910), quand Lizzie, l'ancienne répétitrice qui a fini par épouser le père de son élève, voit se fissurer son bonheur et sa crédulité lorsque son jeune enfant découvre dans un vieux sac les lettres restées sans réponse qu'elle avait envoyées plusieurs années auparavant à celui qui n'était pas encore son mari. Et que le destinataire, malgré ses affirmations, n'avait jamais ouvertes... « Elle eut une brusque vision de leurs trois années ensemble. Ces années représentaient toute sa vie. Elles n'avaient pas été conformes, exactement, à ce qu'elle avait souhaité. Mais si elles avaient emporté certaines illusions, elles leur avaient substitué d'enrichissantes réalités. » Lizzie sait qu'elle ne peut que se résigner à rester avec cet homme « qui n'est pas le héros de ses rêves, mais il était l'homme qu'elle aimait » puisque « tout comme le marbre est souvent composé d'un mélange banal de mortier, de verre et de galets, ainsi un amour capable de supporter la pesanteur de la vie pourrait être issu de substances médiocres et mêlées ».

Ecrites à divers moments de la carrière de cette grande et habile romancière, ces nouvelles composent un ensemble whartonian cohérent tout à fait séduisant et représentatif d'un auteur dont il ne faut pas manquer de lire *Chez les heureux du monde*, *Le Temps de l'innocence*, *La Récompense d'une mère*, en même temps que ces trois nouvelles heureusement réunies par différentes approches d'un thème — les mères, ou plutôt la maternité confrontée à la féminité — que cette femme sans enfant a repris tout au long de son œuvre. Avec un sens de la mise en scène des mystères des vies cachées, une lucidité sur le désert des sentiments vrais, sur les capacités de souffrance d'être en apparence flamboyants.

(1) Voir les articles de Pierre Kyria (« Le Monde des livres » du 15 mai 1981), de Hector Bianciotti (« Le Monde des livres » du 20 juillet 1990).

(2) *Ethan Frome*, texte intégral traduit par Pierre Leyris, lu par Lambert Wilson. Deux cassettes OC 26. Editions Ducast, coll. « A haute voix » (94, rue la Fayette 75010 Paris. Tél. 42-46-32-05).

(3) Voir Henry James : une vie par Léon Edel (Seuil, 1990), p. 719.

Notes désenchantées sur un monde qui meurt

Trente nouvelles de Gianni Celati, trente fables qui tournent autour de la plaine du Pô

NARRATEURS DES PLAINES

de Gianni Celati.
Traduit de l'italien par Alain Sarabayrouse.
Flammarion, 180 p., 99 F.

Les trente nouvelles qui constituent le premier livre traduit en français de Gianni Celati ne sont pas toutes situées dans la plaine du Pô, mais toutes ont avec ce paysage brumeux, désolé où certaines anfractuosités, au milieu des marais, s'appellent des « poches de mort », un lien sinon géographique, au moins « atmosphérique », au sens large du terme.

Ce sont des nouvelles désenchantées, présentées comme des contes, des fables, très brèves, très symboliques, dont les narrateurs ou les protagonistes sont originaires de cette région qui va, en gros, de Milan à Chioggia, au sud de Venise, en passant par Plaisance, Parme, Modène, Ferrare.

Styliste dépouillé, observateur ironique, Gianni Celati, dont les premiers livres assez différents par leur vivacité et leur drôlerie sont annoncés chez Salvat, est probablement, avec Pontiggia, l'un des meilleurs écrivains italiens de la génération « intermédiaire », prise entre les derniers grands (Ortese, Calvino, Sciascia, Morante) et les nouveaux (Pardini, Palandrì, Piersanti, De Carlo, Del Giudice).

Des premiers, il a conservé un souci de témoignage politico-social et avec les derniers (sur lesquels il exerce, du reste, une influence explicite) il partage une grande liberté de ton et une froi-

deur qui doit beaucoup au cinéma. Bien des nouvelles se présentent même comme des synopsis de court-métrage et l'on pense très souvent à Antonioni.

Merveilleuse illustration du sentiment de déréliction, de déplacement, d'exil qu'éprouvent tant d'Italiens égarés sur la planète, comme si leur seul destin était de rappeler à l'humanité qu'il n'y a pas de patrie, pas de sol maternel qui résiste à leur bougeotte, si violente que soit par ailleurs leur nostalgie, la nouvelle intitulée *Comment mon oncle a découvert l'existence des langues étrangères* raconte une histoire bien ordinaire, celle d'un petit émigré italien à Dijon.

Un petit émigré qui n'apprendra jamais le français et ne s'en apercevra que quand il sera trop tard : alors « l'idée d'une mer de brouillard infranchissable a germé dans son esprit. Il y a quelqu'un qui vous parle sur l'autre rive, le son de sa voix vous parvient, mais vous n'arriveriez jamais à vous faire comprendre car la bouche ne réussit pas à dire les choses telles qu'elles sont ».

« Le vide de la planète »

Cette recherche infinie et vaine d'une langue commune, Celati la traduit de diverses manières. Dès la première nouvelle, on voit un radio amateur communiquer avec un Ecossais qui décrit mystérieusement l'île sur laquelle il vit. L'Ecossais répond si évasivement aux questions de l'Italien, c'est-à-dire qu'il le fait par

énigmes si poétiques et inattendues que le « narrateur des plaines » va s'installer sur l'île, mais rencontrera-t-il son interlocuteur ?

Il y a, dans ces récits, beaucoup de fugueurs, des adolescents qui volent des camions et d'autres qui meurent de faim et de tristesse dans des cavernes, beaucoup de voyageurs aussi. Mais, à bien y réfléchir, leur seul lieu est l'aéroport. Le brouillard, comme l'aéroport, nettoie le monde des liens illusoire, des mécanismes fallacieux des rapports humains. L'univers est alors réduit à quelques structures essentielles qui forment « une trame ininterrompue dans le vide de la planète ».

La fin du monde, hantise d'une femme qui en mourant obtient d'un bandeau tous les trous de son corps, ou vision apocalyptique d'un vieillard qui voit dans la poussière les traces des sphères célestes malmenées par un vent intergalactique et éternel, est l'objet allusif de nombreuses fables du recueil.

Cà et là, comme dans les nouvelles scientifiques d'un autre immense conteur, Primo Levi, quelques savants farfelus tentent de trouver une clé aux secrets de l'univers : celui-ci invente le « mouvement perpétuel de seconde espèce » qui transforme la chaleur en énergie et l'énergie en chaleur et celui-là réfléchit sur le fonctionnement de la pensée : « Le cerveau n'est constitué que de schémas électriques toujours variables ».

Mais ce savoir, souvent fantaisiste, ne parvient pas à conjurer le sentiment ancré chez tous les

personnages d'être des fantômes, des survivants qui préfèrent au mot « vie » le néologisme de « vivance ». Un des narrateurs consacre tout son temps à réécire la fin des chefs-d'œuvre classiques en imaginant des

happy ends qu'il insère dans les livres sur des feuillets et des bandes de papier. « Dans sa nouvelle version, Emma Bovary guérit et se réconcilie avec son mari. » Il est, nous montre Celati, certaines fins heureuses plus pessimistes

encore que ce qu'on appelle une tragédie. Et il y a des pessimismes, ce livre en est la preuve éclatante, qui sont des exemples de vitalité.

René de Ceccatty

CLAUDE ALLEGRE : Le changement dans l'Université

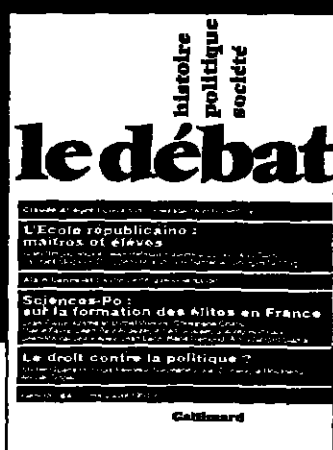
L'école est-elle encore républicaine ?

Où va Sciences-po ?

Le Conseil constitutionnel : progrès ou régression de la politique ?

LE DEBAT N° 64

GALLIMARD



PLUME EN HERBE
NATHAN-LE MONDE

Une histoire racontée par les enfants

Trente-cinq mille candidats ont participé au concours « Plume en herbe » organisé, pour la troisième année consécutive, par Nathan et Le Monde. Ils étaient trente mille l'an dernier. Cent manuscrits ont été sélectionnés par des étudiants du CELSA (Institut des hautes études de l'information et de la communication). Dans un deuxième temps, le comité de lecture de Nathan a lui-même choisi

vingt textes. Enfin, cette dernière sélection a été soumise à un jury composé de dix membres et présidé par André Fontaine, ancien directeur du Monde. La règle du concours était de classer la série de onze dessins de Brigitte Vionnet parus dans le Monde dans l'ordre souhaité par chaque candidat. L'enfant pouvait ainsi organiser lui-même la trame de l'histoire qu'il inventait et assimiler, comme l'a

fait Sophie Solal, les dessins à sa propre imagination. C'est Sophie Solal, jeune Marseillaise de treize ans, qui a été élue « plus jeune écrivain de France » et qui voit son texte, que nous reproduisons ci-dessous accompagné de dessins placés dans l'ordre qu'elle a choisi, publié en un livre. Le deuxième prix est revenu à Khanh-Trang Elvire Nguyen Thu-Lam (neuf ans), le troisième à Noémie Angel (onze ans).

Leurs histoires figurent en dessous, avec un renvoi aux images, par numéro. Les vingt premiers reçoivent un « ordonnance ». Les autres lauréats, du vingt et unième au centième, recevront une encyclopédie et auront la satisfaction de chercher, comme les candidats aux concours des grandes écoles, leur nom dans le liste que nous publions ci-dessous.

La farce du diable



1

Au pays du rire, tout donnait l'occasion de rire : l'arrivée du printemps, les fleurs qui s'élevaient, le soleil qui brillait et le bleu du ciel.

Au pays du rire, tout était occasion de fête et de rire, et il se racontait ici les histoires les plus drôles ; des histoires



2

Mais, à côté du pays du rire, il y avait le pays des farces. Il était habité par de malicieux diabolins. L'un d'eux arriva au pays du rire avec un œuf énorme et s'adressa à Hilare, le chef de ce pays.

Dis-moi, Hilare, est-il vrai qu'on raconte ici les histoires



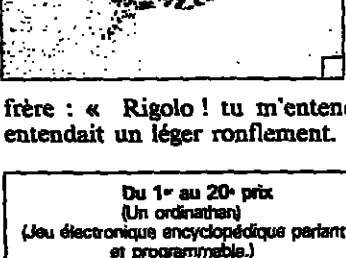
3

les plus drôles ?

Oui.

Alors, continua le diabolin, écoute la farce que je t'ai faite. J'ai jeté un sort à ton frère, que j'ai placé dans cet œuf géant.

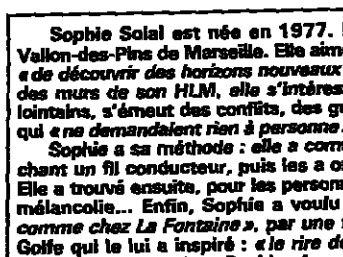
Il y restera endormi et n'en sortira que si tu trouves une histoire très drôle, capable de me faire rire aux éclats. Si tu y arrives, la coquille disparaîtra. Sinon, elle restera là pour toujours.



4

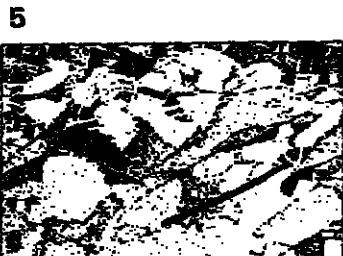
Le diabolin avait disparu. Hilare n'en revenait pas et touchait l'œuf en se demandant : « Comment ? mon frère est là-dedans ? » La coquille était lisse et dure. Elle résonnait quand on tapait dessus : impossible de la briser. Hilare s'approcha, appela son

frère : « Rigolo ! tu m'entends ? » Pas de réponse, mais on entendait un léger ronflement.



5

Sophie Solal est née en 1977. Elle est élève de quatrième au collège Valon-des-Pins de Marseille. Elle aime les livres qui lui permettent de voyager. C'est elle qui a écrit « La farce du diable ». Elle a trouvé ensuite, pour les personnages, des noms qui n'engendrent pas la mélancolie... Enfin, Sophie a voulu que son histoire se termine, « un peu comme chez La Fontaine », par une morale. Ce message, c'est la guerre du diabolin qui l'a inspirée : « Le rire des bêtes à l'encontre de la tristesse des grands ». Sophie n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin ; elle a déjà une nouvelle histoire en chantier. Dans la presse littéraire, on pourrait écrire : « A suivre... »



6

Hilare avertit tous les habitants et leur demanda de trouver l'histoire la plus drôle. C'était une mission difficile, car les malicieux farceurs connaissaient la plupart des blagues.

Moi, dit l'un, je propose de raconter l'histoire du chef de gare qui déraile.

Non, dit l'autre, celle du citron pressé qui ne fait plus un zeste est bien meilleure !



7

Non, la mienne !

Non, la mienne !

Tout le monde cria pour qu'on choisisse son histoire. Il y eut une bagarre générale. Hilare laissa les habitants se battre entre eux et mit les mains sur ses oreilles pour ne plus entendre les cris et les



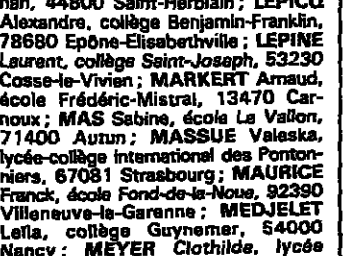
8

coups. Il était désespéré : son retour auprès de l'œuf.

Près de l'œuf, Hilare mit sa tête sur la coquille. L'entouré de ses bras et se mit à pleurer.

Je ne te reverrai jamais ! Je n'ai pas d'histoire assez drôle à raconter !

Les malicieux farceurs avaient réussi à enlever aux habitants du rire leur joie

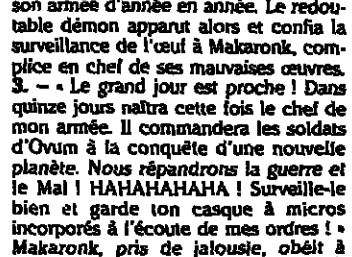


9

légendaire. Ce serait désormais le pays des larmes.

Le jour convenu, le diabolin attendit la réponse. Hilare arriva avec Fou-Rire et sa maman. Il dit au diabolin : « Écoute ! »

Puis il chatoilla avec une plume les petites dents du bébé, qui se mit à rire, à rire. Tout le monde aux alentours se mit à rire, et le diabolin ne put s'empêcher de se tordre de rire.



10

A ce moment-là, l'œuf se mit à bouger et disparut, alors que le frère endormi réapparut paisiblement dans ce pays ravissant.

Ainsi se termine l'histoire du pays où le rire des bêtes est plus fort que la méchanceté et la tristesse des grands.

La Farce du diable, de Sophie Solal, Nathan-le Monde, 28 p., 52 F.

Les gagnants

Du 1^{er} au 20^{es} prix (Un ordonnance)

(Une encyclopédie encyclopédique parlant et programmable.)

La lauréate : SOLAL Sophie, collège Valon-des-Pins, 13015 Marseille.

La seconde : NGUYEN THU-LAM Khanh-Trang Elvire, collège Jules-Verne, 92500 Nanterre.

La troisième : ANGEL Noémie, école Jules-Ferry, 88000 Epinal.

La quatrième : BERNARD Aurélien, école Tillet, 07400 Le Têt; BLASI Fabrice, collège de Carbone, 31390 Carbone; BOKO BOUMBA Gladys, collège Jean-Moulin, 27700 Les Andelys; DUPONT Véronique, école Emile-Jacques, 1870 Wazemmes-Oppem, Belgique; FAUS SARD Jérôme, collège Frédéric-Mistral, 34400 Lunel; FAVRE Julien, collège international, 77000 Fontainebleau; FOUQUET Cécile, école Saint-Basile, 90000 Pont-de-Metz; GENESTOUX Lucie, école des Gâtés, 12850 Omet; GILBERT Gélise, école Jean-Jacques-Rousseau, 68000 Charleville-Mézières; HERMANT Frédéric, institut Saint-Joseph, 68500 Carlebourg, Belgique; HERVE Sophie, école Charles-Fégu, 75011 Paris; MARQUIN Delphine, école publique mixte, 59000 Soutin; PICARD Milla, collège Parc de Villeneuve, 91540 Mennecy; POISSIER Julie, école Le Parc, 83600 Aubray-sous-Bois; ROUMES Sylvain, école publique mixte, Saint-Julien-en-Saint-Astien, 07700 Privas; SUBERVIE Anne, collège Aléonard d'Aquitaine, 33000 Bordeaux; WARNEKE Emilie, collège Jacquard-des-Prés, 59168 Condé-sur-Escaut.

Du 21^{er} au 100^{es} prix (Une encyclopédie Médiaspion)

AEAGNAULT Nolwenn, école primaire mixte, 91720 Meaux; ALATI Michel, collège Josephine-de-Prés, 59163 Condé-sur-Escaut; ALBERT Christophe, école Himmelsberg, 57115 Sarrebourg; ALMOUSSA Nordine, collège Jacques-Prévert, 13013 Marseille; ARNAUDAU Marianne, collège Paul-Fort, 91080 Courcouronnes; ARNOULT Guillaume, collège Saint-Joseph, 85110 Chamonay; ARNOUX Jérôme, collège René-Bernier, 44230 Saint-Sébastien; BAILLUX Adeline, collège Mon-Minor, 25120 Maiche; BANCON Hélène, collège Calior, 64500 Vandœuvre; BESSEC Marion, collège Daguy-Trouin, 35400 Saint-Malo; BLONDEL Emeline, 78110 Breteville-du-Grand-Caux; BOLLINGER Jonathan, école primaire mixte Jules-

Verne, 68320 Kunheim; BOULAY Marie-Pierre, école Fernand-Puech, 53000 Laval; BOUDJARD Lucie, école Saint-Massey, 54200 Toul; BRE François-Marthe, collège Albert-Vincent, 44806 Saint-Nazaire; CANTARUTTI Stéphanie, collège Aristide-Briand, 95330 Domont; CARLES Aurélie, école Notre-Dame, 61430 Tinchebray; CHAMONON Lucie, école primaire Ancely, 30200 Bagnols-sur-Cèze; CHEVALIER Valérie, CES Jean-Moulin, 27340 Pontault-Combault; COMBASTIEUX Milla, collège Alsace-Fourmier, 33000 Bordeaux; COMBES Xavier, collège polyvalent international Victor-Hugo, 31773 Colomers; CORNET Jeanne, collège Jacques-Prévert, 40200 Sainte-Eulalie-en-Born; COURSIGN Isabelle, collège Pierre-de-Ronsard, 95160 Montmorency; DAGUZAN Corinne, collège Parc de Villeneuve, 91640 Mennecy; DEFOSSÉ Carole, collège Paul-Verlaine, 62400 Béthune; DELIGNIERES Priscille, collège Jean-Luc, 76260 Achères; DELMAS David, collège Louis-Pasteur, 91300 Gauthier; DESCOMBES Fanny, école primaire publique, 74480 Plateau-d'Assy; DI PALMA Stéphanie, école Jeanne-d'Arc, 01170 Gex; DUBOIS Frédéric, école Sainte-Océlie, 28200 Châteaudun; DUMOULIN Emeline, collège Samuel-Denis, 17130 Montmorency; EDELINE Marc-Antoine, école Saint-Michel, 76180 Yvetot; FLOT Jean-François, collège Rigby, 54200 Toul; GAILLARD Romain, école Sainte-Croix, 92000 Neuilly; GARDELLE Julie, collège Saint-François, 78000 Montigny-Le Bretonneux; GAUDAIER Albin, CES Poincaré, 78000 Versailles; GIRAUD Virginie, collège J.-H. Fabre, 84200 Mazenod; GLENDEL Audrey, école Saint-Louis; LAMBEROUX Gaëlle, collège Saint-Joseph, 30500 Saint-Ambroix; JAMET Marie, collège Hector-Berlioz, 69360 Communay; KARMINSKI Clothilde, école primaire Basly, 62700 Bruy-la-Buaye; LAFON Loïc, école mixte de Macau, 13340 Macau; LAMBEROUX Gaëlle, collège Saint-Joseph, 30500 Saint-Ambroix; LATASSA Frédéric, collège « La source », 87360 Amnéville; LATEURTE Stéphanie, école Guy-de-Maupassant, 76580 Le Trait; LEGAY Brice, CES Les Coudriers, 90260 Vil-

Ouvu ou la métamorphose merveilleuse, de Khanh-Trang Elvire Nguyen Thu-Lam

Dessin n° 6. - Makaronk, pourtant habitué au phénomène, craignait à perdre haleine dans Ouvu. Trembléments. Chocs. Affolement. Le chaos régnait ! Il avait beau mettre son bonnet magique pour se protéger des secousses infernales à faire crever les tympans. Il savait ce qui allait se passer : des entrailles de la Terre surgiraient un œuf géant d'où sortira un soldat innommable.

2. - Chaque fois, le séisme frappait le village d'Ouvu où derrière des barreaux vivaient des soldats prisonniers du Diable des Naissances. Par sa malédiction millénaire, celui-ci agrandissait son armée d'année en année. Le redoutable démon apparut alors et confia la surveillance de l'œuf à Makaronk, complice en chef de ses mauvaises œuvres.

3. - Le grand jour est proche ! Dans quinze jours naîtra cette fois le chef de non armée. Le commandement des soldats d'Ouvu à la conquête d'une nouvelle planète. Nous répandrons la guerre et le mal ! HAHAAHAHAHA ! Surveille le bien et garde ton casque à micros incorporés à l'écoute de mes ordres ! Makaronk, pris de jalousie, obéit à contrecoeur.

4. - Le diable parti, Makaronk, hureux, ôta son casque à micros et revêtit le bonnet écarlate qu'il avait emporté avec lui en Enfer. Ce bonnet, pris sur la tête d'un moine en prière, est... MAGIQUE ! Makaronk n'en est aperçu depuis

cette nuit de pillage d'un couvent de jans. Il l'aidait surtout à se débarrasser du désespoir.

7. - A peine avait-il changé de coiffure qu'il tomba doucement en léthargie. Sa tête s'affaissa sur l'œuf, la joue au contact de la coquille poreuse. Comme par enchantement, ce cruel qui n'avait jamais pleuré laissa tomber pendant quatorze jours et quatorze nuits des larmes d'espérance. Elles imbibèrent l'œuf d'une bonté miraculeuse.

8. - En rêve, il se voyait chef de l'armée, tenant à la main un bâton blanc de commandement et défilant le Diable.

9. - Le Bien a triomphé et le sortilège est rompu. Le diable n'osa plus montrer le bout de ses cornes. Les soldats redevenus mortels s'aperçurent qu'il avait des cheveux blancs. La naissance de l'ENFANT DE LA PAIX a débarrassé Ouvu de sa malédiction. Plus jamais de génocide ! Plus jamais d'œuf géant ! Makaronk adopta l'Enfant.

10. - et sa femme dansa de bonheur. Mille fleurs merveilleuses aux couleurs chatoyantes. Embaumaient l'air de leurs parfums enivrants. Nature et fleurs humaines entonnèrent d'une seule voix l'hymne à la joie. Ouvu se transforma en ville prospère. L'enfant du destin grandit bienheureux et gai. Et devint plus tard le ministre de la paix.

Enfant de la liberté, de Noémie Angel

Dessin n° 11. - Dormir, somnoler dans un monde inconnu. Ne plus penser à rien. Rêver de l'impossible et de l'infinit. Arriver dans une ville où le ciel touche la terre, où les maisons sont à l'envers. Être perdu dans un site oublié où notre monde impossible n'existe pas.

4. - Sortir d'un rêve enchanté. Se rappeler les soucis de la vie. Revenir dans un monde en guerre où l'homme doit se battre pour survivre. Être comme une particule dans l'univers. Se poser des questions sans réponses. Comment retrouver une paix si désirée ?

5. - Où chercher l'enfant de la liberté ?

6. - Fuir sans avoir de réponses. Sentir

sa tête voguer dans la ionosphère. Et toujours les mêmes mots qui viennent à l'esprit : « Comment faire ? » « Que puis-je faire ? »

7. - Réfléchir, chercher l'indice dans une rivière de phrases. Se croire noyé à tout jamais dans les mots. Comprendre que de lutter seul ne sert à rien.

8. - Repartir d'un pas ferme et décidé. En sachant que Zeus, dieu suprême, doit pouvoir nous aider.

9. - Défaillir à la vue de Zeus. Changer de couleur, rester immobile comme un objet.

10. - Prendre tout son courage et demander au dieu suprême de nous dire où est l'enfant de la liberté. Ficher Zeus et perdre connaissance.

5. - Se réveiller dans une pièce hantée par ses ombres. Saïr que, pour remporter la victoire, il faut souhaiter la fin de la guerre du plus profond de soi et enfin gagner.

9. - Porter l'enfant de la liberté dans ses bras. Penser que ce nourrisson est le fruit d'un long combat.

10. - Rendre à la paix son enfant, lui faire la plus grande joie qu'une mère puisse éprouver. Être acclamé par tous les habitants de la cité.

1. Chantier, crier sa gaieté d'être enfin heureux. Posséder les plus grandes richesses de la Terre : la paix, les fleurs éblouissantes et un soleil éclatant qui domine la folie des hommes.